840

26e Année | N° 15 | 1er Août 1919

GENERAL LIBRARY
SEP 18 1919

LA REVUE DE PARIS

DIRECTEURS

ERNEST LAVISSE
de l'Académie française

MARCEL PRÉVOST
de l'Académie française

SOMMAIRE

		Pages
Gustave Flaubert	*Lettres inédites.* — II	449
Réginald Kann	*La Guerre sur le Front occidental.* — II	461
Jean-José Frappa	*L'Idée* (2e partie)	499
Edmond Jaloux	*Lectures étrangères*	539
Georges de Lauris	*Sans retour* (fin)	563
Léonce Pingaud	*Le dernier Roi de France*	594
J.-É. Blanche	*Les Arts et la Vie*	621
Bernard Lavergne	*La Société des Nations et la Conférence de la Paix*	642

Copyright 1919, *Revue de Paris.*

PARIS
85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 85bis

1919

LIVRES NOUVEAUX

LES SENTIERS DANS LA MONTAGNE,
par **Maurice Maeterlinck**.

L'émotion et le rêve ont part égale dans le beau livre que vient de nous donner M. Maurice Maeterlinck. Il y a rassemblé ses méditations et ses impressions pendant la guerre. Il se penche pieusement sur l'abîme de la douleur humaine, qui ne nous est jamais apparu aussi tragique mais il se préoccupe également de l'avenir humain et sa pensée s'élève jusqu'aux mystères de l'au-delà. C'est assez dire l'intérêt universel et la portée de cet ouvrage.

HISTOIRE ANECDOTIQUE ET PSYCHOLOGIE DES JEUX DE CARTES, DÉS, ÉCHECS,
par **Victor du Bled**.

Ce titre un peu compliqué résume bien le contenu de l'ouvrage : c'est un travail à la fois historique et technique où sont décrits les jeux qui furent en vogue autrefois, et évoque à ce propos de curieux aspects des mœurs du passé, où le bridge lui-même, triomphateur du présent, est l'objet d'un poème didactique et humoristique. On y trouve des chapitres sur le calcul des probabilités et sur les superstitions des joueurs, sur l'origine des cartes et les locutions empruntées au jeu. Considérations théoriques et amusantes anecdotes sont nourries par l'abondante érudition de l'auteur, à laquelle le public qui joue et celui qui ne joue pas sont redevables d'un livre fort divertissant.

LE COMTE DE CAVOUR ET SON CONFESSEUR,
par **M. Mazziotti**,
traduit de l'italien par le Commandant Weil.

L'étude du sénateur Mazziotti se rapporte à un événement qui passionna l'Italie en 1861, alors qu'elle était encore sur le chemin de Rome. Cavour, le grand artisan de l'unité, excommunié pour avoir incorporé à l'Italie les domaines temporels du pape, reçut, en mourant, l'absolution des mains d'un Franciscain. Celui-ci, mandé à Rome, menacé par les autorités pontificales, refusa de désavouer son acte et fut relevé de ses fonctions. Tel est l'incident qui mit aux prises ultramontains et libéraux dans une vive polémique. Pour en écrire l'histoire avec la plus grande exactitude possible, M. Mazziotti a utilisé de nombreux documents inédits. L'excellente traduction du commandant Weil les contient en appendices, ainsi qu'un article d'un moine libéral dont la véhémente et subtile casuistique rappelle curieusement les démêlés illustrés par *les Provinciales*.

MADEMOISELLE FANNY,
par **Pierre Veber**.

Il y a dans le nouveau roman de M. Pierre Veber une invention tout à fait curieuse par son ingéniosité et son imprévu. Une femme qui sacrifie au péché mignon de son sexe, la curiosité, épie, derrière les rideaux de sa fenêtre, une histoire d'amour, et c'est cette indiscrétion même qui, par une suite d'incidents adroitement machinés, détermine la fin inattendue et tragique de l'idylle. M. Pierre Veber allie dans ce récit à la fantaisie du conteur le tour de main de l'homme de théâtre. Ce petit roman et ceux qui l'accompagnent forment un livre exquis à lire, véritable « spectacle dans un fauteuil ».

LA DIPLOMATIE DE GUILLAUME II,
par **Émile Laloy**.

Au moment où l'opinion mondiale se préoccupe du procès de Guillaume II, et par suite de sa responsabilité personnelle dans les origines de la guerre, il convient, pour bien juger cette responsabilité, de connaître l'évolution de sa politique. Le livre de M. Laloy est un guide utile pour cette étude. Il retrace l'histoire diplomatique de la période comprise entre 1888 et 1914, pendant laquelle les causes de conflit se multiplièrent — l'affaire marocaine et les convulsions balkaniques avant toutes les autres. L'idée directrice est que, tout en affectant souvent par ruse des sentiments pacifiques, le Kaiser conduisait l'Europe à la guerre pour laquelle il armait l'Allemagne. La démonstration de M. Laloy s'appuie sur un examen minutieux de la politique allemande, et il n'est pas douteux que les preuves rassemblées par lui sont une lourde charge contre Guillaume II.

LES AMOURS PERDUES,
par **Edmond Jaloux**.

Dans tous les romans de M. Edmond Jaloux règne une atmosphère d'art et de rêverie amoureuse comme celle qu'on respire dans les vieux palais italiens. Ils offrent un charme nostalgique et font songer aux amants des *Fêtes galantes*, somptueux et bigarrés, mais mélancoliques. La *Revue de Paris* a publié les *Amours perdues*. Les lecteurs n'ont pas oublié ces pages imprégnées de passion et de poésie et voudront les relire,

LETTRES INÉDITES[1]

DE

GUSTAVE FLAUBERT

VIII

A Madame Jules Sandeau.

21 octobre. [1861.]

Quelle *gente* lettre vous m'avez écrite ! Il n'est pas possible de lire rien de plus aimable et de plus charmant. J'en ai été ravi et touché. Tout ce que vous me dites de mon livre est bien encourageant et bien bon. Mais qu'en résultera-t-il? Je commence demain mon dernier chapitre que je compte avoir fini vers la fin de janvier [2]. Quant à la publication, il est fort probable (entre nous) qu'elle se trouvera reculée jusqu'à l'automne prochain ou prochaine [3] ; à moins que mon éditeur

1. Voir dans la *Revue de Paris* du 15 juillet 1919, la notice de M. André Doderet.

2. Et en janvier 1862, Flaubert écrira aux Goncourt : « *Carthage* n'en finit ! J'ai commencé hier le dernier chapitre. »

3. Voir la lettre à mademoiselle Leroyer de Chantepie. Croisset, 18 janvier 1862 : « ... Je ne sais cependant si je publierai immédiatement ou si je n'attendrai pas le mois d'octobre à cause des *Misérables* du grand Hugo, dont il va paraître deux volumes, le mois prochain. Cette publication colossale va durer jusqu'au mois de mai (car deux volumes doivent paraître chaque mois), et à cette époque-là commence une mauvaise saison pour les livres. Bref, je trouve un peu imprudent et impudent de me risquer à côté d'une si grande chose. Il y a des gens devant lesquels on doit s'incliner et leur dire : Après vous, monsieur. — Victor Hugo est de ceux-là. »

(je ne sais lequel) ne veuille risquer la chose quand même. Mais il me semble, à moi, très présomptueux et assez stupide de vouloir attirer l'attention publique pendant tout le temps que *les Misérables* paraîtront. Or, si les huit volumes paraissent tous les mois, deux à deux, à partir de février, ce sera une affaire de quatre mois, ce qui me rejette en juin, époque détestable. Voilà.

Je comptais, cet été, sur un peu d'argent pour prendre l'air. C'est de ce côté-là seulement que la chose me blesse. Car je n'ai nullement la maladie typographique. Dès que j'ai fini un livre, il me devient complètement étranger, étant sorti de la sphère d'idées qui me l'a fait entreprendre. Donc, quand *Salammbô* sera recopiée — et recorrigée, je la fourrerai dans un bas d'armoire et n'y penserai plus, fort heureux de me livrer immédiatement à d'autres exercices. Advienne que pourra ! Le succès n'est pas mon affaire. C'est celle du hasard et du vent qui souffle.

Je ne tiens compte que des intentions. C'est pour cela que je m'estime, les miennes étant hautes et nobles. Et voilà pourquoi j'ai défendu le doux Vacquerie. S'il n'a pas plus de talent, est-ce sa faute? Je garde toute ma haine et tout mon dédain pour les gens qui font des choses *convenables* et réussies, — et j'aime mieux un bossu, un nain et même un crétin du Valais qu'un Mosieu quelconque. Il n'est pas donné à tout le monde d'être ridicule. Êtes-vous bien sûr que dans vingt-cinq ans, *la Camaraderie* [1] ou *la Calomnie* [2] sera plus admirée que

1. *La Camaraderie* ou *la Courte échelle*, comédie en cinq actes et en prose, par Eugène Scribe, Théâtre-Français, 29 janvier 1837.

2. *La Calomnie*, comédie en cinq actes et en prose, du même auteur (Théâtre-Français, 20 février 1840). « L'œuvre dramatique la plus pénible, écrit Jules Janin, la plus embrouillée, la plus remplie de fautes de français et la plus triste qu'ait jamais produite l'auteur. » Quelques heures avant la représentation, le Dr Flourens était élu membre de l'Académie française qui lui conférait son premier et unique titre de gloire en le préférant à Victor Hugo. « Ah ! la journée du 20 février 1840, dit encore Jules Janin, sera marquée dans nos annales d'un caillou noir. L'éloquence et les belles-lettres de ce pays auront subi ce jour-là un rude échec. Quelle malheureuse journée pour l'Académie française, je vous prie ! une si incroyable injustice le matin, une si mauvaise comédie le soir ! »

les Funérailles de l'Honneur[1]? Parlons d'autre chose : le sujet n'est pas gai.

Je viens de me livrer à des lectures médicales sur la Soif et la Faim — et j'ai lu entre autres la thèse du Dr Savigny, le médecin du radeau de la Méduse. Rien n'est plus dramatique, atroce, effrayant. Quel est le sens providentiel de toutes ces tortures? Mais je connais quelque chose de bien plus affligeant pour l'humanité. C'est la *Jessie* du sieur Mocquart[2]. Parlez-m'en un peu. Quelles idées! quel langage! quelle conception! Les expressions me manquent pour exprimer mon horreur.

Vous avez bien raison d'aimer les voyages. C'est la plus amusante manière de s'ennuyer, c'est-à-dire de vivre, qu'il y ait au monde. Ce goût-là, quand on s'y livre, ne tarde pas à devenir un vice, une soif insatiable. Combien n'ai-je pas perdu d'heures dans ma vie à rêver, au coin de mon feu, de longues journées passées à cheval, dans les plaines de la Tartarie ou de l'Amérique du Sud! Mon sang de peau rouge (vous savez

1. *Les Funérailles de l'Honneur*, drame en sept actes, en prose, par Auguste Vacquerie (Porte-Saint-Martin, 30 mars 1861). Voici quelques extraits du compte rendu de Théophile Gautier : « La scène se passe à Séville en 1362, sous ce roi que l'Histoire appelle don Pèdre le Cruel, et la légende don Pèdre le Justicier... A en croire doña Florinde, l'honneur de don Jorge serait en danger, et le fier jeune homme n'entend pas raillerie sur ce point : « S'il y avait jamais sur mon honneur, s'écrie-t-il, je ne dis pas une tache, mais l'ombre d'une ombre, celui qui rêverait, oui, qui rêverait seulement qu'on a touché à mon nom ferait bien de ne pas me dire son rêve!... » Un tapage nocturne causé par Zorzo, coupe-jarret au service de doña Florinde, fait paraître don Pèdre et Béatriz au balcon, et, dans la maîtresse du roi, don Jorge reconnaît sa mère... Les complications les plus masquées s'ensuivent... Enfin, au septième acte, tout s'explique, même le titre... « Un cortège funèbre apporte une bière couverte d'un drap rouge. Don Jorge l'ouvre et fait voir au roi qu'elle est vide. « Où est le cadavre? dit le roi surpris. — Je vais vous le dire... Seigneur, vous m'avez fait grâce : donc je suis désarmé devant vous et l'affront est ineffaçable... Mon honneur est mort... Eh bien! les morts, on les enterre... Descendez le cercueil! » Béatriz se punit en s'empoisonnant et meurt pardonnée. Son fils lui a dit : « Ma mère! »

2. *Jessie*, roman, par C. Mocquart (Paris, 1861, 2 vol.), où l'auteur se propose (c'est lui-même qui parle) de « montrer à quel degré peut s'élever le dévouement d'une jeune fille pour vaincre un grand préjugé et sauver l'honneur de son père ». Voir la lettre à Ernest Feydeau, 1861. « J'ai lu *Jessie*. Rien ne ressemble plus à un chef-d'œuvre tant c'est d'une stupidité continue et irréprochable. Quelle conception! quel plan et quel style! Il n'est pas possible d'imaginer une ordure plus infecte, et dire que ce monsieur-là passe pour un homme d'esprit, un lettré, un malin, un homme fort! O dérision! amertume! »

que je descends d'un Natchez ou d'un Iroquois) se met à bouillonner, dès que je me trouve au grand air, dans un pays inconnu [1]. J'ai eu quelquefois (et la dernière entre autres, c'était, il y a trois ans, près de Constantine [2]), des espèces de délire de liberté où j'en arrivais à crier tout haut, dans l'enivrement du Bleu, de la Solitude et de l'Espace. Et cependant je mène une vie recluse et monotone, une existence presque cellulaire et monacale. De quel côté est la Vocation?

Je vous félicite d'avoir été heureuse, ces vacances, à propos de votre cher fils que « j'aime en vous », comme diraient les gens d'église.

Écrivez-moi de longuissimes lettres où vous direz tout ce qui vous passera par la tête. Plus il y en aura et mieux ce sera. Je pense à vous très souvent et très profondément, et j'ai grande envie de vous revoir.

Je vous baise les mains.

(*Signature illisible.*)

*
* *

Charles Baudelaire à Gustave Flaubert [3].

Janvier 1862.

Mon cher Flaubert,

J'ai fait un coup de tête, une folie que je transforme en acte de sagesse par ma persistance. Si j'avais le temps suffisant (ce serait fort long), je vous divertirais beaucoup en vous racontant mes visites académiques.

On me dit que vous êtes fort lié avec Sandeau [4] (qui disait il y a quelque temps à un de mes amis : « M. Baudelaire écrit donc en prose? »). Je vous serais infiniment obligé si vous lui

1. « Le sang de mes aïeux, les Natchez ou les Hurons, bouillonne dans mes veines de lettré et j'ai sérieusement, bêtement, animalement envie de me battre. » Extrait d'une lettre à George Sand, d'une de ces lettres écrites pendant la guerre de 1870 et qu'il est curieux de relire aujourd'hui. (*Correspondance.* IV. — Éd. Louis Conard.)

2. Le 12 avril 1858, Flaubert partit pour l'Afrique où il visita Constantine. Cette lettre est donc bien de 1861.

3. Pour la commodité de la lecture, nous intercalons les deux lettres de Baudelaire dans la correspondance de Flaubert, au lieu de les rejeter en note. Charles Baudelaire. *Lettres*, 1841-1866. *Mercure de France*, 1906. 2 vol. in-12.

4. J. Sandeau appartenait à l'Académie depuis 1858.

écriviez ce que vous pensez de moi. J'irai le voir et je lui expliquerai le sens de cette candidature qui a tant surpris quelques-uns de ces messieurs.

Il y a bien longtemps que je désire vous envoyer une brochure sur Wagner, et puis, je ne sais plus quoi. Mais, ce qui est bien ridicule pour un candidat, je n'ai pas un livre de moi chez moi.

Sainte-Beuve a fait lundi dernier, dans *le Constitutionnel*, à propos des candidats, un article chef-d'œuvre, un pamphlet à mourir de rire.

Tout à vous. Votre bien dévoué.

IX

Gustave Flaubert à Jules Sandeau.

Croisset, 16 janvier. [1862.]

J'ai une singulière requête à vous faire, mon cher ami.

Voici l'histoire :

J'ai reçu hier, une lettre de Baudelaire m'invitant à solliciter votre voix pour sa candidature à l'Académie.

Or, comme je trouve insolent de vous donner, en cette matière, un conseil, *je vous prie* de lui donner votre voix — si vous ne l'avez déjà promise à quelqu'un.

Le candidat m'engage à vous dire « ce que je pense de lui ». Vous devez connaître ses œuvres. Quant à moi, certainement, si j'étais de l'honorable assemblée, j'aimerais à le voir assis entre Villemain[1] et Nisard[2] ! Quel tableau!

Faites cela ! Nommez-le ! Ce sera beau ! Il paraît que Sainte-Beuve y tient?

Je ne sais rien de toutes ces choses dans mon petit trou, étant acharné à la fin de *Carthage* qui aura lieu dans deux ou trois semaines — après quoi, j'irai vous serrer les deux mains.

C'est ce que je fais à distance — en vous priant de me

1. Villemain (Abel-François), professeur, écrivain, ministre, membre de l'Académie française en 1821, à l'âge de trente et un ans.

2. Nisard (Jean-Marie-Napoléon-Désiré), critique littéraire, entra à l'Académie en 1850, l'emportant, à une forte majorité, sur Alfred de Musset.

déposer aux pieds de madame Sandeau, et de me croire, mon cher maître,

Tout à vous.

G^ve FLAUBERT

X

A Charles Baudelaire.

Dimanche soir. [Janvier 1862.]

Mon cher Baudelaire,

Le premier devoir d'un ami est d'obliger son ami. Donc, sans rien comprendre à votre lettre, je viens d'écrire à Sandeau *en le priant* de voter pour vous. Mais sa voix doit être promise.

J'ai tant de questions à vous faire et mon ébahissement a été si profond qu'un volume ne me suffirait pas.

J'espère vous voir avant un mois.

D'ici là, bonne chance.

Et tout à vous.

G^ve FLAUBERT

Malheureux ! vous voulez donc que la Coupole de l'Institut s'écroule.

Je vous *rêve* entre Villemain et Nisard.

***

Charles Baudelaire à Gustave Flaubert.

3 février 1862.

Mon cher ami,

M. Sandeau a été charmant, sa femme a été charmante, et je crois bien que j'ai été aussi charmant qu'eux, puisque nous avons fait, à nous tous, un concert d'éloges en votre honneur, si harmonieux que cela ressemblait à un véritable trio exécuté par des artistes consommés.

Pour mon affaire, Sandeau m'a reproché de le prendre à l'improviste. J'aurais dû le voir plus tôt. Cependant, il par-

lera pour moi à quelques-uns de ses amis de l'Académie ; *et peut-être, peut-être, pourrai-je,* dit-il, *arracher quelques voix de protestants dans le vote pour le fauteuil Lacordaire.* C'est tout ce que je désire.

Sérieusement, l'enthousiasme de madame Sandeau pour vous est grand, et vous avez en elle un avocat, un panégyriste plus que zélé. Cela m'a mis en grande rage de rivalité, et je suis parvenu à trouver quelques motifs d'éloge qu'elle avait oubliés.

Voici la lettre de Sandeau. Voici un petit journal qui vous amusera peut-être.

Tout à vous. A bientôt.

XI

Gustave Flaubert à Madame Jules Sandeau.

Croisset, lundi 14. [Juillet 1862.]

Vous devez être bien contente, maintenant que vous avez votre cher fils? Aussi ne me suis-je pas trop pressé de vous répondre. Sa compagnie doit vous tenir lieu de tout plaisir, en admettant que vous en ayez un peu à lire mes tristes lettres.

Je suis comme le temps, sombre et sans soleil. Maintenant que je n'ai plus de travail suivi, je ne sais que devenir[1]. Je rêvasse et je patauge au milieu d'un tas de plans et d'idées. La moindre chose que j'entrevois me semble impossible ou inepte. J'avais pris un sujet antique, pour me faire passer le dégoût que m'avait inspiré la Bovary. Pas du tout ! Les choses modernes me répugnent tout autant ! L'idée de peindre des bourgeois me fait d'avance mal au cœur. Si j'avais dix ans de moins (et quelque argent de plus) j'irais en Perse ou aux Indes, par terre, pour écrire l'histoire de Cambyse ou bien celle d'Alexandre. Voilà au moins des milieux qui vous *montent le bourrichon.* Mais s'exalter sur des messieurs ou des dames, je n'en ai plus la force. Je lis de droite et de gauche,

1. Flaubert, qui avait terminé *Salammbô* en avril, commença à corriger les épreuves en septembre. Le roman parut chez Michel Lévy, le 24 novembre 1862 (un vol. in-8°).

je dors beaucoup, je m'ennuie considérablement et je ne trouve rien. Tel est mon état.

Vous verrez probablement, un de ces jours, Bouilhet. Il vous expliquera sa conduite envers madame Plessy [1] et comment il n'a pu, jusqu'à présent, rien faire à cet endroit. Tâchez de les réconcilier et d'arranger les choses. Je regarderais comme déplorable pour la pièce [2] de Bouilhet que madame Plessy n'eût pas le rôle de la duchesse.

Mais notre ami Bouilhet (entre nous — je dis *entre nous*, — car ce reproche mérité le révolte) est d'une lourdeur, d'une négligence, d'une maladresse, d'une *veulerie* insigne dans toutes les choses de ce monde. Il a besoin, dans son intérêt, qu'on le surveille et qu'on le pousse. Et encore !

Du Camp m'a écrit de Naples, deux fois, — de vous envoyer mille bons souvenirs. Il est maintenant à Bade.

Je ne sais encore si j'irai à Vichy au mois d'août. En tout cas, nous nous reverrons au milieu de septembre.

Adieu. Bonne humeur et bonne santé. Je vous baise les mains bien tendrement.

G^ve FLAUBERT

XII

A Jules Sandeau.

[1863.]

J'irai vous dire adieu demain matin. Je pars demain soir ou lundi matin. Ma petite maman me réclame.

1. Madame Arnould-Plessy (1819-1897). Elle débuta au Théâtre-Français en 1834. Au comble du succès, elle quitta furtivement Paris pour aller se marier à Londres et jouer à Saint-Pétersbourg. « On avait donné à cette charmante fauvette, dit *le grand Dictionnaire Larousse*, une cage dorée, le biscuit le plus frais, l'eau la plus pure ; n'importe : l'ingrate fuyait pour aller établir son nid sur les bords glacés de la Néva. » A la suite d'un procès retentissant, madame Arnould-Plessy fut déchue de ses droits de sociétaire et condamnée à cent mille francs de dommages-intérêts. Elle rentrait à la Comédie-Française comme pensionnaire en 1855.

Flaubert parle assez souvent de madame Plessy qu'il s'étonnera, dans une lettre à madame Roger des Genettes (1876), de n'avoir point vue aux obsèques de George Sand.

2. *Dolorès*, drame héroïque en quatre actes et en vers. (Théâtre-Français, 22 septembre 1862.)

Bouilhet a promis les corrections de sa *Faustine*[1] pour la fin de la semaine prochaine.

Nous sommes l'un et l'autre *exténués*. Voilà quatre nuits que je ne ferme l'œil. Adieu. A demain. De onze heures à une heure? Est-ce votre heure? ou bien de trois à six — ce qui m'arrangerait mieux.

A vous toujours.

G^ve FLAUBERT

XIII

A Madame Jules Sandeau.

Jeudi [1865.]

Moi aussi, j'ai été très souffrant cet hiver et je le suis encore. Des rhumatismes, des névralgies et un spleen abominable : voilà mon lot, depuis trois mois[2]. Vous voyez que nos tempéraments sont sympathiques.

Présentement, j'ai un affreux rhume de cerveau. C'est ce qui m'empêche de sortir. Mais dès le commencement de la semaine prochaine, je compte bien aller vous voir. A quelle heure sortez-vous? à quelle heure rentrez-vous? à quelle heure peut-on se présenter? Je vous baise les mains, bien longuement et suis le vôtre, vous savez.

G^ve FLAUBERT

XIV

A Madame Jules Sandeau.

Samedi [1867.]

Si je vous écrivais chaque fois que je pense à vous, je me ruinerais en timbres-poste. Comment d'ailleurs ne songerais-je pas à votre jolie mine, puisque je l'ai là, devant moi,

1. *Faustine*, drame antique en cinq actes et en prose par Louis Bouilhet. (Porte Saint-Martin, 20 février 1864.)

2. Voir la lettre à mademoiselle Leroyer de Chantepie. Croisset, 11 mai 1865. « Mon hiver a été assez triste. J'ai souffert de rhumatismes et de névralgies, violemment... »

clouée sur mon armoire aux pipes ! Je voudrais bien la voir en nature. C'est tout ce que j'ai à vous dire.

Que faites-vous? Que lisez-vous? etc. Et votre cher fils?

Vous devez être maintenant revenue à l'Institut?

Comment va madame Plessy? On m'a conté qu'elle était ou avait été très malade?

Quant à votre ami, il espère, à la fin de janvier, avoir terminé la seconde partie de son roman [1] ! Comme il m'embête ! Comme il m'embête ! Après celui-là, bonsoir ! Je dirai adieu aux bourgeois pour le reste de mes jours.

J'oubliais de vous remercier de votre dernière lettre qui était ravissante. Le mot est bien usé, n'importe! Ici, je le maintiens bon. Pourquoi est-on si *attaché* à vous?

Une de vos prédilections m'est revenue à la pensée, dernièrement, en lisant, dans le dernier volume de Michelet, son jugement sur Rousseau. Ce jugement-là (qui est le mien et que, par conséquent, j'admire) a dû vous choquer? Car vous aimez ce vieux drôle, autrement vous ne seriez pas femme. A toutes les objections que l'on fait contre lui, on vous répond qu'il avait « tant de cœur » ! Moi aussi j'en ai, mais je n'ai pas précisément toutes ses habitudes, ni sa descente [2], — ni son style, hélas!

Nous ne nous sommes pas vus depuis que votre ami Feuillet a publié *Camors* [3]. Je trouve cela très remarquable. Jamais il n'a si bien fait.

Et votre époux, « a-t-il quelque chose sur le chantier » ?

Je voudrais bien produire une œuvre qui vous enchantât, car vous êtes une des personnes dont j'estime le plus le goût, — malgré votre voisinage de l'Académie.

Envoyez-moi quelquefois de votre écriture.

Je vous baise les deux mains, aussi longtemps que vous le permettrez.

G^ve FLAUBERT

1. *L'Éducation sentimentale.*

2. J.-J. Rousseau souffrait d'une double hernie inguinale. (Voir l'ouvrage d'Alfred Bourgeault sur *J.-J Rousseau*, page 159.)

3. *Monsieur de Camors*, roman par Octave Feuillet (1867).

XV

A Madame Jules Sandeau.

Mercredi, 3 heures.

Ah ! sapristi ! comme il est difficile de se rencontrer, ma chère amie. Nous qui vous attendions aujourd'hui, nous en sommes tout « *marrys* ! »

Je ne serai pas chez moi vendredi dans l'après-midi, parce que j'ai un rendez-vous avec un commissaire de police pour des renseignements littéraires. Mais j'y serai tout l'après-midi de samedi et, en venant à quatre heures, vous trouverez ma nièce qui rentrera pour vous recevoir.

Mille tendresses de votre vieux fidèle.

G^ve FLAUBERT

XVI

A Jules Sandeau.

Je ne vais pas vous voir, parce que je vous suppose dans tous les embarras d'une première.

Quand a-t-elle lieu? Est-ce demain ou après-demain? J'aurais besoin de le savoir.

Et ma place (ou mes places)? Comment les aurai-je?

Bonne chance et mille bonnes tendresses.

G^ve FLAUBERT

Lundi matin.

XVII

A Madame Jules Sandeau.

Lundi soir [Mars 1877][1].

Comme j'ai pensé à vous aujourd'hui ! Je ne vous ai pas quittée ! — et je ne veux pas m'endormir sans vous dire combien votre peine m'afflige et comme je participe à votre

1. Jules Sandeau fils mourut dans les premiers jours de mars 1877.

douleur. — Je sais ce que sont ces moments. J'ai passé par là ! J'ai enseveli mes mieux aimés et je les ai baisés au front, dans leur dernier costume. Les chagrins du passé me reviennent à propos du vôtre. Si je pouvais supporter la voiture, j'irais vous voir et vous serrer les mains bien tendrement. C'était pour vous une compagnie si douce ! Ah ! je vous plains, pauvre chère amie. Moi qui fais métier d'écrire, voilà que je ne trouve pas un mot ! C'est qu'il n'y en a pas. Eh bien, pleurez ! soyez triste ! dégorgez votre cœur, et dites-moi, de temps à autres, comment vous allez.

Mille bonnes tendresses et tout à vous.

G^ve FLAUBERT

LA CONDUITE DE LA GUERRE SUR LE FRONT OCCIDENTAL[1]

V. — 1916 : VERDUN ET LA SOMME

Le plan de campagne allemand de 1915 contre la Russie avait échoué comme celui de 1914 contre la France. Les armées du tsar, quoique fortement éprouvées, gagnaient l'hiver sans être disloquées. La perte de la Galicie, de la Pologne, de la Courlande, puis celle de la Serbie, n'avaient pas anéanti la résistance des Alliés dans l'Est de l'Europe.

Pendant ce temps, l'Italie était entrée en lice, l'Angleterre poussait ses armements, le blocus maritime se resserrait. Les Allemands comprirent l'urgence d'aboutir rapidement, ce qui n'était possible que par une victoire complète sur le front occidental. Leur prochain coup allait donc être dirigé contre la France ; ils prirent pour objectif Verdun.

Le choix de Verdun comme point d'attaque a provoqué de nombreux commentaires et de vives critiques. Il convient, pour l'apprécier, de se reporter au moment où il a été fixé, aux derniers jours de 1915. A cette époque, malgré plus d'une année écoulée, les Allemands étaient encore hantés par le souvenir de leurs deux grandes défaites de la Marne et de Flandre.

Pour l'emporter, pour imposer la paix à l'Entente, ils esti-

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juillet 1919.

maient nécessaire, comme en 1914, de faire tomber Paris, origine des principales voies de communication alimentant le front allié, centre très important d'industries de guerre, cœur et cerveau de la France.

Une opération visant Paris pouvait se concevoir de trois manières : marcher droit sur la capitale, après avoir rompu le centre de la ligne adverse, ou bien en percer la gauche sur un point entre l'Oise et la mer du Nord, puis se rabattre ensuite sur Paris, ou enfin exécuter une manœuvre similaire contre la droite entre Reims et les Vosges.

Le premier de ces mouvements exposait aux mêmes dangers qu'en 1914; il s'enfonçait en pointe au delà de l'angle déjà formé par les lignes sur l'Oise, rendant les flancs de l'armée assaillante aussi vulnérables que celui de Kluck à la bataille de la Marne.

La deuxième manœuvre, contre notre gauche, offrait une perspective plus alléchante, car elle conduisait d'abord, en cas de réussite, à la côte et isolait toutes les forces alliées combattant au nord de la zone d'action choisie ; le développement ultérieur de l'opération en eût été grandement facilité. Mais elle présentait un grave inconvénient. A la fin de l'hiver, dans la partie septentrionale de la France, le sol est presque partout imprégné d'eau, mou, sans consistance. Le bombardement intense, considéré alors comme le prélude indispensable de l'offensive, transformerait le terrain en un marécage où l'infanterie passerait avec beaucoup de peine et où les attelages s'embourberaient. On n'avait pas oublié les inondations de l'Yser et les boues d'Ypres.

Ce péril n'existait pas sur les plateaux caillouteux de Lorraine, d'une altitude moyenne de 300 mètres; les eaux de pluie s'y écoulent rapidement et n'entretiennent pas dans le sol la même humidité qu'en Picardie ou en Artois. Au demeurant, la situation de Verdun semblait précaire. Sur la rive droite de la Meuse, les lignes allemandes s'enfonçaient comme un coin jusqu'à Saint-Mihiel ; sur la rive gauche elles s'infléchissaient vers le Sud-Ouest de manière à tenir sous le canon la seule ligne de chemin de fer à voie normale desservant encore la forteresse. Nos positions devant Verdun formaient ainsi un saillant, cause de faiblesse. Elles étaient doublées, il est vrai,

par les défenses permanentes du camp retranché, mais tous les sièges précédents avaient montré que les ouvrages les mieux cuirassés, les abris les plus fortement bétonnés ne résistaient pas aux projectiles de gros calibre dont disposait l'adversaire. C'est pourquoi on avait retiré presque toute l'artillerie de nos forts pour la répartir derrière les tranchées du front.

Si Verdun succombait, la ligne des Hauts-de-Meuse jusqu'à Saint-Mihiel tombait du même coup ; Toul était menacé à revers, toute la défense de l'Est ébranlée, l'offensive vers Paris dégagée sur son flanc extérieur.

Rappelons aussi que l'armée allemande faisant face à Verdun était sous le commandement du Kronprinz, auquel on n'était pas fâché de donner l'occasion de conquérir des lauriers, car l'idée d'un échec ne venait à personne. L'attaque de Verdun commença avec la même certitude de vaincre que l'offensive du mois d'août 1914. Nos ennemis se flattaient de ce qu'aucune troupe ne tiendrait sous la masse de projectiles de leur formidable artillerie.

C'était aller un peu vite en besogne. Nos organisations au nord du camp retranché de Verdun ne pouvaient certes pas prétendre à la perfection, mais elles étaient confiées à des soldats courageux, qui donneraient aux renforts le temps d'arriver. Les Allemands auraient affaire ensuite, dans ce champ clos de quelques hectares, à presque toutes les unités de notre armée, dont la ténacité et l'abnégation devaient provoquer l'étonnement de leurs adversaires et l'admiration du monde.

La tactique défensive avait subi, depuis le commencement de la guerre de tranchées, comme la tactique offensive, des modifications notables. Avant la guerre, on l'avait systématiquement négligée en France. Quand elle s'imposa, à l'automne de 1914, et qu'il fallut, bon gré mal gré, y recourir, on s'aperçut de l'ignorance de tous, états-majors et troupe, qui ne l'avaient jamais ni étudiée, ni pratiquée.

Notre tactique défensive se forma au fur et à mesure des événements, par à-coups et sans idée directrice.

A la fin de la poursuite qui termina la guerre de mouvements en 1914, notre première ligne se couvrit hâtivement

d'une tranchée qui fut bientôt continue et dont la distance à la tranchée allemande variait beaucoup d'un secteur à l'autre. Puis les soutiens et les réserves creusèrent d'autres tranchées plus en arrière pour se garantir des obus.

La tranchée avancée était d'abord fortement occupée par une chaîne dense de tirailleurs, que couvrait un réseau de fils de fer. On comptait sur le nombre des fusils, corsé par les barrages d'artillerie et par l'action des mitrailleuses placées dans la tranchée même et tirant droit devant elles, pour repousser les attaques. Nos fantassins, serrés les uns contre les autres, constituaient une cible très vulnérable pour les projectiles de toute espèce — grenades, obus et surtout torpilles — dont le nombre et la puissance destructive augmentaient chaque jour.

La nécessité de diminuer les pertes conduisit à chercher les moyens d'amoindrir les risques courus par les hommes sans affaiblir la défense. On en trouva de trois sortes.

En premier lieu, on ménagea à proximité de la tranchée des abris souterrains. Puis la défense s'échelonna en profondeur. L'unique tranchée de première ligne fut doublée, triplée, de manière à constituer toute une position qu'on appela la première position ou la position principale de résistance. Les défenseurs de la première tranchée y furent répartis. Les ouvrages où se tenaient les réserves formèrent une deuxième position reliée à l'autre par des boyaux ; elle devait servir de refuge aux garnisons de la première au cas où celle-ci tombait aux mains de l'adversaire et de base aux contre-attaques destinées à la reconquérir.

Enfin, on nuança aussi la défense dans le sens du front. Sans abandonner la continuité des lignes, on exploita la configuration du sol pour renforcer certaines parties par des ouvrages plus complets, solidement tenus, qu'on appela des *centres de résistance*. Les intervalles qui les séparaient n'étaient que faiblement occupés ; on comptait surtout sur les feux croisés des centres de résistance pour en interdire l'accès à l'ennemi, car on s'était enfin aperçu que l'efficacité de la mitrailleuse est fort augmentée lorsque, au lieu de tirer de front, elle est employée en flanqu ment ; on sortit donc ces engins de la tranchée pour les mettre sous des abris spéciaux

orientés vers le flanc des attaques ennemies. Ces procédés n'étaient en somme que la résurrection du système de Vauban, avec ses bastions et ses courtines, appliqué à la fortification de campagne.

Tel était le schéma de la défensive au commencement de 1916. Il va sans dire que l'organisation des lignes n'était pas identique sur tout le front. Elle variait sensiblement dans les différents secteurs suivant l'importance des opérations qui s'y étaient déroulées, la densité des troupes qui les occupaient, leur ardeur et leur habileté aux travaux de terrassement.

Entre l'Argonne et la Woëvre, qui avaient été le théâtre de combats acharnés, la zone de Verdun, portion du front allant d'Avocourt aux Éparges, représentait le type du secteur calme. Aucune attaque, ni française, ni allemande, depuis plus d'un an ; front faiblement tenu, travaux assez peu avancés, soit par manque de main-d'œuvre ou de matériel, soit par excès de confiance due à la proximité des forts.

Les Allemands avaient accumulé d'énormes ressources en artillerie derrière le front d'attaque. Des hauteurs dominantes leur fournissaient une série d'excellents observatoires ; partout des bois et des ravins dissimulaient les batteries étalées en un gigantesque arc de cercle, d'où les feux convergeaient sur nos positions. Les pièces à longue portée battaient la ville même de Verdun, goulot par lequel passaient obligatoirement tous les renforts, tous les approvisionnements dirigés vers les premières lignes sur la rive droite de la Meuse.

Le Grand État-major, toujours convaincu de son infaillibilité, s'imaginait tenir la formule de l'offensive victorieuse, qui nous avait échappée pendant l'année précédente. Profitant de la masse d'artillerie dont il disposait, il remplaçait la préparation de plusieurs jours, telle que nous l'avions exécutée en Champagne, par un bombardement de quelques heures seulement, mais où l'intensité du tir compensait la durée du nôtre. C'était la préparation fulgurante, qui devait par son effet moral autant que par les destructions qu'elle produirait anéantir complètement la capacité de résistance des défenseurs, après quoi le rôle de l'infanterie allemande devenait aisé. Au lieu de vagues nourries s'élançant sur tout le front

d'attaque, on emploierait des détachements isolés, procédant par infiltration à travers le terrain bouleversé, reconnaissant les points épargnés par le canon, évitant de heurter de front les centres de résistance insuffisamment démolis, se glissant par les intervalles pour les déborder et montrant ainsi le chemin au gros des troupes qui encercleraient les derniers défenseurs et les contraindraient à se rendre. Cette méthode, moins rapide que celle dont nous avions usé, semblait plus sûre ; les assaillants n'avançaient qu'à bon escient par les itinéraires les moins dangereux, avec des soutiens à portée. La consommation de projectiles devait épargner celle des vies humaines : on dépensait plus de métal pour verser moins de sang.

Le 21 février, la préparation d'artillerie commence un peu après 7 heures et atteint bientôt une violence extrême, très supérieure à tout ce qu'on a vu précédemment. Nos soldats cloués au sol ou terrés dans leurs abris assez médiocres, souffrent beaucoup, mais trouvent encore l'énergie nécessaire pour résister vigoureusement quand, dans l'après-midi, l'infanterie allemande entre en action sur un front d'une douzaine de kilomètres entre le village d'Ornes et la Meuse.

A la tombée de la nuit, les assaillants n'ont entamé que faiblement nos lignes.

Dès le lendemain la tâche de l'artillerie adverse se complique. A cette époque, en effet, on ne savait pas encore suivre les progrès de l'infanterie en lui faisant jalonner un front par des panneaux individuels dont un avion, spécialement chargé de ce service, relevait les emplacements pour en informer le commandement. On en était réduit aux renseignements apportés par des coureurs, des pigeons, ou transmis téléphoniquement lorsque les lignes n'étaient pas coupées, cas exceptionnel. Dans ces conditions, l'incertitude sur la situation exacte des combattants gênait les artilleurs hantés de la crainte constante d'atteindre leurs camarades avec les obus destinés à l'ennemi. Les tâtonnements qui en résultaient donnaient à notre infanterie quelque répit, dont elle savait profiter.

Le 22 février, malgré leur supériorité numérique écrasante, les Allemands doivent lutter toute la journée pour se rendre maîtres de la première position ; le village de Brabant, centre

de résistance à l'extrême gauche, n'est évacué que dans la nuit. A la droite, dans l'Herbebois, des éléments tiendront jusque dans la matinée suivante.

L'attaque diminue de vigueur le 23 ; elle n'aborde notre deuxième position que sur sa droite, au bois de la Wavrille, dont elle finit par s'emparer après plusieurs tentatives infructueuses.

Le quatrième jour de la bataille, la lutte reprend avec acharnement pour la possession de la deuxième position. L'artillerie allemande trouvant des objectifs plus nets, mieux définis, tire à toute volée. Vers midi, l'attaque d'infanterie se dessine sur la ligne entière et gagne rapidement du terrain. Nos soldats, épuisés par trois jours de combats disproportionnés, voyant leurs effectifs fondre d'heure en heure, n'ont plus les ressources voulues pour contre-attaquer comme ils l'ont fait chaque fois qu'ils l'ont pu depuis le 21. En moins de trois heures, la deuxième position en entier est conquise. Les divisions françaises sont à bout de forces, incapables de prolonger la défense ; ce qui en reste se replie, et, à ce moment critique, aucune troupe fraîche n'est en vue.

Dans cette lugubre soirée du 24 février, la route de Verdun est ouverte à l'ennemi ; il n'en est séparé que par la double ligne des forts, qui, sans artillerie, quelques-uns sans défenseurs, ne forment qu'une barrière illusoire. Mais, surpris du vide qu'ils trouvent tout à coup devant eux après la résistance opiniâtre des jours précédents, les Allemands hésitent. Ils semblent redouter un piège, ne pas oser aborder la zone des ouvrages permanents sans une nouvelle préparation d'artillerie. La reprise du mouvement est remise au lendemain matin ; il sera trop tard.

Pendant la nuit, les premières unités du 20e corps ont atteint Verdun et se sont déployées au nord de la ville. Dès le jour, ces troupes d'élite ont pris la place des débris des divisions qui ont supporté pendant de si longues heures une pression formidable ; sans attendre l'adversaire, elles se portent résolument en avant. D'abord décontenancés par ce mouvement inattendu, les Allemands cèdent du terrain, mais ils ne tardent pas à constater l'infériorité numérique de ceux qui leur font face et reprennent l'offensive. Louvémont, le fort de

Douaumont sont enlevés, mais là s'arrêtent les progrès de l'ennemi. La lutte, sans rien perdre de son acharnement, se cristallise autour du village de Douaumont et devant la côte du Poivre.

L'occasion qui s'offrait au commandement allemand, il ne la retrouvera plus. Comme en 1914, il a trop compté sur une préparation méthodique et parfaite, il l'a exploitée lentement et s'est trouvé pris de court par l'allure de son propre succès du 24 février; il s'est montré une fois de plus inapte à exploiter une situation imprévue.

Tous ses efforts ultérieurs demeurent stériles. En vain il élargit le théâtre de l'action en portant la lutte à l'Ouest de la Meuse à partir du 6 mars; en vain il multiplie ses attaques sur les deux rives avec des forces sans cesse renouvelées; il ne parviendra jamais à Verdun.

Nous avons souligné l'erreur commise par le commandement français en s'acharnant, après chaque offensive manquée, à recommencer ses attaques sur le même terrain dans des conditions de moins en moins favorables. Que dire de nos ennemis qui s'entêtent avec une rage puérile à jeter dans la fournaise dévorante bataillon après bataillon, régiment après régiment, division après division. La prudente tactique du début de l'offensive est tôt oubliée ; plus de reconnaissances, plus d'infiltration. Des attaques à coups d'hommes, des cohues jetées comme en holocauste contre nos tranchées. Aucune combinaison de moyens, aucune ébauche de manœuvre; la fureur seule semble dicter les ordres.

Ce sera un des titres de gloire du haut commandement français d'avoir discerné promptement que le sort de Verdun ne pouvait se décider sur les glacis de ses forts et qu'on ne soulagerait la place de la pression obstinée pesant sur elle qu'en entamant ailleurs une offensive étendue.

L'armée française, dont presque toutes les unités s'usaient successivement sur les bords de la Meuse, n'était pas en état de l'entreprendre seule. Au contraire, l'armée britannique semblait tout indiquée pour cette tâche. L'introduction du service obligatoire en Grande-Bretagne et le merveilleux effort militaire des Dominions avaient permis d'envoyer en

France et en Belgique un nombre respectable de divisions, auxquelles venait de s'ajouter la meilleure partie du corps expéditionnaire des Dardanelles. Les forces britanniques, parfaitement armées et équipées, abondamment ravitaillées, dotées de services où les hommes et le matériel foisonnaient, n'avaient eu à défendre, depuis la fin de la guerre de mouvements, qu'un front fort restreint. Leur activité belliqueuse s'était bornée aux affaires de Neuve-Chapelle, d'Ypres (avril 1915) et de Loos, qui avaient mis en jeu des effectifs modestes. Le moment paraissait venu pour nos alliés d'outre-Manche de prendre aux opérations une part mieux en rapport avec les contingents qu'ils avaient débarqués sur le continent. Ils ne s'y refusèrent pas ; une armée française devait d'ailleurs leur apporter son concours. Il fut décidé que les troupes britanniques attaqueraient à fond au nord de la Somme, tandis que trois corps d'armée français, à cheval sur la rivière, délogeraient l'ennemi des positions gênantes pour le flanc droit de l'attaque principale.

Notre action se présentait donc sous la forme d'une offensive à objectifs limités, mission facile comparée à l'opération de Champagne et à l'implacable lutte devant Verdun. Nous allions nous y engager dans les conditions les plus favorables, car la bataille ininterrompue depuis la fin de février nous avait beaucoup appris.

Le réglage par avion des batteries lourdes s'était perfectionné. L'observation et la photographie aériennes donnaient la possibilité de contrôler très exactement et presque instantanément l'état des destructions produites par notre artillerie, puis les progrès des fantassins au moyen des panneaux blancs que les hommes déployaient sur le sol à la demande de l'aviateur. Les moyens de liaison à terre s'étaient aussi développés. Enfin, l'artillerie, dont l'aide pour l'infanterie n'était guère efficace autrefois dès que les vagues d'assaut quittaient la parallèle de départ, lui fournissait maintenant une protection plus durable, grâce au barrage roulant qui précédait la marche.

L'armée britannique, faute d'instruction et d'expérience, n'avait pas encore acquis la même valeur technique que la nôtre. Son aviation, il est vrai, montrait déjà la supériorité qui devait s'affirmer au cours des années suivantes, mais l'in-

fanterie employait des formations massives, qui la vouaient à des sacrifices aussi lourds qu'inutiles ; quant à l'artillerie, elle avait pris l'habitude bizarre d'arroser d'une densité uniforme de projectiles toute la zone ennemie à portée de ses pièces, sans concentrer son tir sur les points qu'occupait l'adversaire et d'où il pouvait entraver les assaillants.

L'attaque alliée, lancée le 1er juillet sur un front d'une quarantaine de kilomètres (environ 25 pour l'armée britannique, 15 pour la nôtre), eut le résultat auquel on devait s'attendre. Les Français avancèrent très vite, tandis que les troupes britanniques ne pénétraient nulle part profondément dans la position ennemie. Les jours suivants la lutte ne changea pas de caractère. Dans le secteur français, les progrès furent si rapides que le 4 juillet les objectifs définitifs fixés à nos divisions étaient en leur pouvoir. Au contraire nos voisins s'épuisaient encore à conquérir tranchée par tranchée les premières lignes allemandes ; leurs pertes étaient extrêmement élevées et leurs prises très inférieures aux nôtres. En somme, l'attaque secondaire réussissait et l'attaque principale subissait un dur échec.

Bientôt le commandement britannique dut se reconnaître incapable de poursuivre l'action sans un appui plus accentué de notre part. Pour soulager les combattants de Verdun il fallut bien y consentir. Pourtant nous savions que dans la guerre de positions aucune mission n'est plus ingrate que celle qui consiste à changer inopinément un plan en cours d'exécution. Le pis était que nous prenions cette décision au moment où l'ennemi, remis de sa surprise, commençait à recevoir des renforts et à réorganiser la défense.

Les troupes françaises s'engagèrent donc de plus en plus dans la lutte qui se livrait au nord de la Somme, sans retrouver les faciles succès des premiers jours, mais leur dévouement arrêta en peu de temps l'offensive allemande contre Verdun.

Pendant le mois de juillet, la bataille s'apaise devant la citadelle lorraine ; les deux partis en retirent leur artillerie, y réduisent leurs effectifs. Dans les premiers jours d'août, les abords de la place ont presque repris la physionomie d'un secteur normal ; notre grande forteresse est sauvée. Toutefois,

sur la rive droite de la Meuse, l'ennemi est parvenu si près de la dernière ligne de forts qu'il semble indispensable de le refouler pour mettre la ville à l'abri d'une attaque brusquée. On y parvient en deux étapes. La première action, le 24 octobre, nous rend le fort de Douaumont et provoque l'évacuation de celui de Vaux ; la deuxième, le 15 décembre, élargit les résultats obtenus et établit nos lignes au delà de Louvémont et de Bezonvaux.

Ces deux affaires, offensives à objectifs limités comme celle des premiers jours de juillet dans la Somme, furent couronnées d'un succès complet. La préparation minutieuse et la confiance qu'elle inspira donnèrent à nos troupes une telle impulsion, un tel ascendant sur l'adversaire que celui-ci se défendit à peine et que quelques heures de combat suffirent à remettre pour toujours en notre possession le terrain si âprement disputé pendant des mois entiers d'une lutte sans merci.

On voit que nous étions arrivés presque à la perfection dans la conduite de ce genre d'opérations. Malheureusement nous en faisions aussi d'autres, moins fructueuses. Pendant la fin de l'été, nos troupes non seulement continuèrent à prendre une part importante aux offensives renouvelées des Anglais sur la rive droite de la Somme, mais encore elles prolongèrent sur la rive gauche leur front d'attaque vers le Sud jusqu'à hauteur de la petite ville de Nesle.

Depuis le commencement de juillet jusqu'à la fin de l'année, malgré quelques accalmies, la bataille de la Somme ne s'arrêta jamais. Cette longue continuité d'efforts éprouvait beaucoup les armées alliées.

Elle ne pesait pas moins lourdement sur l'armée allemande, incapable de susciter une diversion en attaquant un autre point du front, comme nous l'avions fait pour secourir Verdun. Ses pertes énormes sur le front occidental, les renforts qu'elle avait dû envoyer aux Autrichiens en Galicie, lors de l'offensive du général Broussiloff au mois de juin, enfin sa campagne d'automne en Roumanie ne lui laissaient aucune disponibilité. Il ne lui restait qu'à combattre sur place du mieux qu'elle pouvait.

A nos offensives de 1915, les Allemands avaient fait face en s'échelonnant en profondeur et s'en étaient bien trouvés. Sur la Somme ils furent amenés à amplifier encore ce procédé de défense. Le bombardement de plusieurs jours, entretenu par l'artillerie française avant l'assaut du 1er juillet, avait eu pour conséquence d'ébranler tellement les garnisons des lignes avancées qu'elles s'étaient trouvées hors d'état de combattre le moment venu. Heureusement pour l'ennemi, le tir des batteries britanniques, dispersé au hasard, n'eut pas les mêmes effets, sans quoi la première journée de bataille se fût probablement terminée par une catastrophe pour la défense.

Forts de l'expérience ainsi acquise, les Allemands jugèrent bon de soustraire autant que possible leur infanterie au bombardement en vidant à peu près complètement leur première position, que l'assaillant enlevait sans peine, mais dont on essayait ensuite de le chasser par des contre-attaques.

Cette tactique livrait presque fatalement du terrain à l'ennemi, mais elle lui imposait une consommation énorme de munitions et l'obligeait à une longue suite d'attaques successives. Pendant qu'il les préparait, les travailleurs allemands avaient le temps de construire de nouveaux ouvrages en arrière de ceux qui existaient. Dans ces conditions, l'offensive trouvait toujours des obstacles à surmonter et n'avançait que lentement.

Nos adversaires ont donné à cette méthode de combat le nom de *défense élastique*, appellation dont on s'est copieusement moqué dans les pays de l'Entente et fort mal à propos. Qu'importait à nos ennemis de céder de temps à autre quelques centaines de mètres de sol étranger! Grâce à ce sacrifice insignifiant, ils réussirent à éviter la rupture de leur front et cela avec des effectifs, un matériel, des approvisionnements moindres que ceux des Alliés. Après six mois de progrès presque continus nous n'avions pu atteindre Péronne, ville située à moins de 10 kilomètres de la ligne de départ.

VI. — L'ANNÉE 1917

Dans les premiers jours de septembre 1916, le feld-maréchal von Hindenburg fut nommé au commandement suprême des armées allemandes et s'adjoignit comme principal collaborateur le général Ludendorff, avec le titre de premier quartier-maître général.

Le nouveau général en chef n'avait encore commandé que sur le front oriental, où il s'était acquis une grande réputation. En prenant en main la direction des affaires militaires de la Quadruplice, il sembla hésiter à compromettre sa gloire en France, où s'étaient usés avant lui les deux chefs du Grand État-major, Moltke et Falkenhayn. Hindenburg avait d'ailleurs toujours prêché qu'il était de l'intérêt des empires centraux de désarmer d'abord les plus faibles de leurs adversaires pour avoir en main toutes leurs ressources lorsqu'il s'agirait de se mesurer avec les plus forts. C'était le programme du commencement de 1915 qui revenait sur l'eau, mais d'autres moyens devaient être mis en œuvre pour atteindre le même but, la liquidation du front oriental. Après la défaite des Roumains dont allaient facilement venir à bout Mackensen sur le Danube et Falkenhayn dans les Carpathes, on se proposait de désagréger la Russie non par une offensive militaire, mais par l'intrigue politique.

Au moment de l'avènement d'Hindenburg, la bataille de la Somme, après une accalmie pendant le mois d'août, se ranimait, s'enflammait de plus belle. Le feld-maréchal craignant de voir la pression prolongée des Alliés amener un fléchissement de la ligne allemande et désireux avant tout de ne pas se laisser entraîner dans une interminable lutte d'usure sur le front français, prit un parti radical. Il décida de reporter carrément la défense en arrière, en abandonnant un bande importante de terrain et en organisant derrière elle des positions nouvelles.

Cette détermination comportait le double avantage de réduire le front et d'établir les lignes à l'emplacement le mieux approprié. Au lieu de se retrancher hâtivement sous

le fusil et le canon, au gré des fluctuations de la bataille, on travaillerait en toute tranquillité et on pourrait mettre à profit les enseignements recueillis, les progrès réalisés dans l'art de la fortification de campagne.

Aux deux principes déjà mis en pratique — flanquement et échelonnement en profondeur — Hindenburg en ajoutait un troisième. Il avait remarqué que l'artillerie de l'attaque faisait bon marché des positions les plus fortes, des abris les plus solides, dès qu'elle en connaissait le site exact. Les efforts de la défense devaient donc tendre à dissimuler son organisation à l'ennemi, à désorienter ses observateurs, à semer de pièges l'interprétation des photographies aériennes. Plus de lignes continues, plus d'ouvrages à contours nets, plus de réseaux de fils de fer tirés au cordeau, plus de casemates de mitrailleuses aux renflements révélateurs. Au contraire, des éléments de tranchée sans liens apparents, des lacis de boyaux dans lesquels ne peut se deviner le point d'appui ou le centre de résistance, des réseaux en zigzag à tracé capricieux et déroutant, des mitrailleuses portées au dernier moment dans un trou d'obus ou en plein champ. Ainsi fut conçue et réalisée l'organisation des positions qui s'étendirent d'Arras à Soissons, devant lesquelles les Allemands, saccageant le pays, créèrent un glacis de dévastation et de mort. Les Alliés leur donnèrent le nom de ligne Hindenburg qu'ils étendirent ensuite à toute la première position allemande, ainsi améliorée, de la Suisse à la mer.

Le repli sur ces positions s'exécuta au mois de mars 1917 ; il fut savamment conduit par des arrière-gardes peu nombreuses, mais hérissées de mitrailleuses légères qui retardèrent la poursuite et donnèrent au gros des unités allemandes le temps de garnir en toute quiétude la ligne Hindenburg devant laquelle les troupes franco-britanniques s'arrêtèrent.

Cette retraite ne prit pas les Alliés au dépourvu. Depuis plusieurs semaines ils la pressentaient à des indices significatifs, et, avant même qu'elle commençât, ils préparaient une offensive sur d'autres parties du front.

Le choix s'était porté sur les zones adjacentes à la ligne Hindenburg. Les Anglais attaqueraient entre Arras et Lens, en direction de Douai, les Français entre Soissons et l'ancien

champ de bataille de Champagne sur un développement de plus de 50 kilomètres.

La dimension du front d'attaque suffit à montrer l'importance de l'offensive que l'on projetait. Il ne s'agissait rien moins que d'une rupture complète et rapide des lignes ennemies, d'une bataille qui devait être portée en quelques jours jusqu'à la frontière belge.

Nos autres offensives avaient été imposées par des considérations du moment, celles de 1915 par les défaites russes, celle de la Somme par le péril que courait Verdun. La grande opération de 1917, au contraire, a été décidée par le commandement en toute liberté, sans qu'aucun événement vînt peser sur sa détermination. On s'y lançait avec l'espoir de voir bientôt l'attaque britannique et l'attaque française se rejoindre sur la Sambre, après avoir débordé de chaque côté la ligne Hindenburg. On l'apercevait déjà encerclant toute l'armée ennemie de Picardie, isolant celle de Flandre, libérant la côte de la mer du Nord... Ce serait une grande victoire stratégique, une affaire décisive.

Aucune de nos offensives n'avait inspiré une pareille confiance. Ce sentiment s'expliquait par tout un concours de circonstances qui tendaient à exalter la foi dans le succès. L'ensemble de l'année 1916 avait été nettement favorable à l'Entente. Le retentissant échec des Allemands à Verdun, les victoires de Broussiloff et ses innombrables captures, l'entrée en action avec tous leurs moyens de l'armée britannique sur le front occidental et de l'armée italienne sur le Carso, rejetaient dans l'ombre le désastre roumain. Il n'était pas jusqu'aux théâtres d'opérations secondaires où les prises d'Erzeroum, de Monastir et celle, toute récente, de Bagdad, ne portaient des coups sensibles aux alliés de l'Allemagne. Le repli sur la ligne Hindenburg avait mis le comble à l'optimisme. On voulut moins voir dans le mouvement de l'ennemi une manœuvre, qu'un aveu d'impuissance. On se persuada encore une fois, après tant d'autres, qu'il était hors d'état de s'opposer à une poussée vigoureuse. Chacun se remémorait avec complaisance notre dernière attaque au Nord de Douaumont où quatre de nos divisions avaient fait en quelques heures 9 000 prisonniers, capturé ou détruit plus de 80 canons.

Quelle difficulté trouverait-on à renouveler cet exploit à plus grande échelle? Les généraux qui y avaient présidé venaient justement de recevoir le commandement, l'un de l'ensemble de nos forces sur le front occidental, l'autre d'une des armées d'attaque. Il leur suffirait d'appliquer à Soissons et à Reims la tactique qui avait triomphé devant Verdun.

Dans l'enthousiasme général, on ne discernait pas que le problème était tout différent. A Verdun, le 15 décembre, comme le 24 octobre, comme sur la Somme le 1er juillet, nous avions exécuté des offensives à front restreint, à objectifs rapprochés ; elles ne ressemblaient en rien à la rupture de positions très étendues, rupture qu'on prétendait ensuite exploiter à fond. Par le but qu'elle se proposait, l'offensive en préparation ne pouvait se comparer qu'à celle du 25 septembre 1915 en Champagne.

Or pour celle-ci on avait choisi le secteur le plus facile, le moins accidenté. La nouvelle offensive au contraire s'en prenait à des positions très fortes naturellement : la crête du Chemin des Dames, dont on abordait de front les éperons minces à bords escarpés, séparés par des conques boisées, semées de *creutes*, abris défiant tout bombardement; le canal de l'Aisne à la Vesle, obstacle dangereux à passer en pleine vue du fort de Brimont ; la chaîne des monts de Champagne dominant tout le terrain environnant, dure escalade aussi. On se promettait, après la percée, des résultats stratégiques immenses, mais il fallait d'abord percer et on ne paraissait pas sentir la nécessité de mettre tous les atouts dans son jeu pour cette première phase de l'opération.

L'artillerie avait sans doute fait beaucoup de progrès depuis dix-huit mois, tant en augmentant et en perfectionnant son matériel qu'en en améliorant l'emploi ; mais le front d'attaque était double et absorbait d'énormes ressources en batteries et en munitions.

D'autre part, on a vu qu'une des principales causes de l'échec éprouvé en Champagne avait été l'isolement des premières vagues d'infanterie privées du secours de l'artillerie. Autant que le retard des réserves, le manque d'engins d'accompagnement leur avait été fatal. Le déplacement des batteries même légères ne s'accommodait pas des terrains très acci-

dentés du front d'attaque choisi. On comptait beaucoup sur des chars d'assaut, imités des tanks anglais, dont quelques spécimens avaient figuré avec éclat au mois de septembre sur la Somme ; malheureusement nos modèles étaient dotés d'un moteur trop faible ; on ne pouvait d'ailleurs les utiliser que dans un secteur très mince, près de Berry-au-Bac.

Aucune de ces considérations ne modéra la foi passionnée et universelle dans la victoire. Ce sentiment atteignit un tel diapason qu'il fit négliger toute prudence et éclata en coupables indiscrétions. Le public, longtemps avant l'offensive, en était instruit. Dès le mois de février, sur le boulevard, on nommait à mi-voix les armées désignées pour y prendre part, leurs chefs, les objectifs à atteindre tel jour, à telle heure. Comment s'étonner que l'ennemi fût exactement renseigné et prît des mesures en conséquence?

La mauvaise fortune voulut que la pluie se mît à tomber dès les premiers coups de canon et ne cessa guère. L'observation aérienne devint à peu près impossible et on consommait des munitions en quantité sans nuire beaucoup aux positions ennemies. L'infanterie exigeait une préparation plus complète, ce qui fit remettre de jour en jour la date de l'assaut. Le moment vint où, les stocks d'obus s'épuisant, il fallut prendre le parti soit de contremander l'offensive, soit de l'exécuter, sans avoir terminé le programme des destructions. Déjà l'armée britannique était partie à l'attaque enlevant avec brio la crête de Vimy et débouchant dans la plaine de Douai. Nous ne pouvions laisser nos alliés agir seuls alors qu'ils comptaient sur notre intervention. C'est dans ces conditions fâcheuses que l'offensive commença sur les deux tiers du front d'attaque, entre Soissons et Reims, dans la matinée du 16 avril. La 6e armée attaquait le Chemin des Dames ; la 5e s'engageait entre Berry-au-Bac et Reims ; la 10e, en réserve, devait exploiter les avantages obtenus par les deux autres, appuyée par la cavalerie.

Dans le secteur du Chemin des Dames, l'assaut parvint en quelques rares points jusqu'à la crête ; il ne put nulle part la dépasser. Entre Craonne et l'Aisne, région plus praticable, la première position fut enlevée, mais les chars d'assaut qui devaient accompagner l'attaque restèrent en panne sous les

obus et furent détruits pour la plupart; nos troupes ne purent s'emparer que d'une partie de la deuxième position. Enfin, de l'Aisne à Reims, on échoua presque complètement.

Le lendemain l'aile gauche de la 4e armée entrait en action, emportait une partie de la chaîne des Monts, mais ne réussissait pas à pousser plus loin.

Ainsi sur tout le front d'attaque, nous étions immobilisés quelques heures après le début de l'affaire ; aucun des objectifs fixés n'était atteint. La 10e armée, mise en marche pour dépasser les unités de première ligne et continuer leur action, n'avait plus qu'à faire demi-tour. La tentative de percée avortait irrémédiablement.

On a raconté depuis que l'offensive avait été arrêtée à la demande de quelques membres du Parlement venus en visite à un quartier général important. Intervention superflue ; les fils de fer et les contre-attaques de l'ennemi avaient suffi.

Le 4 mai, on reprenait l'attaque du Chemin des Dames et après trois jours de lutte on gagnait la crête, mais sans parvenir à en chasser les Allemands. Pendant l'été, les efforts de chaque parti pour rester maître exclusif de cette longue ligne de précieux observatoires conduiront à des combats sanglants et opiniâtres qui n'aboutiront pas.

En France, le mécontentement était général. Il s'expliquait sans peine, car une déception profonde suit toujours la ruine d'espérances exagérées. On payait maintenant les chants de victoire prématurés, la publicité intempestive dont on avait entouré cette opération militaire. Le désarroi de l'arrière exerça sur l'humeur des troupes une influence funeste, qui, jointe à des causes d'un autre ordre, provoqua des mutineries dans un petit nombre de régiments. Ce n'était qu'un feu de paille, qui ne pouvait avoir de conséquences graves. Il exigeait néanmoins une remise en main des unités, dans la détente et le calme de manière à faire renaître partout la sérénité et la constance, vertus dont l'armée française donnait depuis trois ans le plus admirable spectacle.

Le général qui venait de prendre le commandement en chef des forces françaises comprit qu'il fallait éviter autant une grande attaque qu'une inaction absolue. On en revint aux offensives à objectifs limités. Deux opérations, l'une en août

à Verdun, l'autre en octobre sur le plateau de la Malmaison, montées avec la même précision que celles de l'année précédente furent couronnées d'un égal succès. A Verdun on reprit à peu de chose près ce qui restait à l'ennemi du terrain qu'il avait conquis en 1916 ; la victoire de la Malmaison nous rendit enfin seuls possesseurs du Chemin des Dames, en obligeant l'adversaire à se retirer au nord de l'Ailette.

Lorsque notre offensive d'avril eut échoué, celle que l'armée britannique menait en Artois devint sans objet. Nos alliés ne la continuèrent pas et réservèrent leurs ressources à une opération qui les intéressait plus directement.

La région côtière de la Belgique servait alors de base aux entreprises des sous-marins allemands et aux raids d'aéronefs sur Londres. Les lignes anglaises des environs d'Ypres n'étaient guère éloignées des repaires des agresseurs. On voulut consacrer le reste de la belle saison à en purger la Flandre maritime.

Le 7 juin l'offensive commençait par la prise de la crête de Messines, enlevée avec le même entrain que celle de Vimy au mois d'avril. La suite des événements ne confirma pas cet heureux début. L'été fut exceptionnellement pluvieux et transforma le sol flamand en un marécage où les hommes s'enlisaient. En outre, les troupes britanniques trouvèrent dans le commandant de la IVe armée allemande, le général Sixt von Arnim, un adversaire redoutable. Aucun des lieutenants d'Hindenburg ne s'entendit mieux à adapter au terrain ses prescriptions pour la défense des positions. Malgré sa persévérance et les sacrifices qu'elle consentit, l'armée britannique, quand l'avancement de la saison mit un terme aux opérations, n'avait pas dépassé les collines de Paschendaele, très éloignées encore des centres d'aviation et des ports.

Ainsi l'automne était venu sans que la situation des Allemands eût été mise en péril, ni en France, ni en Belgique. Sur le front oriental, les visées d'Hindenburg étaient sur le point de réussir. Une rapide offensive en Galicie, menée avec l'appoint de trois divisions, une attaque brusquée sur Riga, un débarquement dans les îles russes de la Baltique, suffirent à décourager les armées vacillantes de Kerensky ; la propa-

gande fit le reste. Les chefs bolchevistes, fondés de pouvoirs du germanisme, s'apprêtaient à s'emparer du gouvernement à Pétrograd.

Le succès inespéré de sa politique en Russie donna toute latitude à Hindenburg pour d'autres entreprises. Cédant aux objurgations de l'Autriche, le commandement allemand l'aidait pour la troisième fois à frapper, en fin d'année, sa voisine la plus embarrassante. Après la Serbie en 1915, la Roumanie en 1916, c'était le tour des Italiens. En quelques jours, leur aile droite fut rejetée du Carso et du Haut-Isonzo jusqu'à la Piave ; une armée presque entière se rendit en rase campagne. Pour conjurer le péril extrême que courait leur alliée, la France et le Royaume-Uni dépêchèrent des corps d'armée au delà des Alpes. Une puissante diversion s'imposait en outre sur notre front afin de fixer les effectifs allemands qui s'y trouvaient.

L'armée britannique s'en chargea et inaugura à cette occasion une tactique toute neuve, diamétralement opposée à celle qui avait toujours guidé les assaillants.

Nous avons vu qu'une préparation d'artillerie, plus ou moins longue, mais toujours très nourrie, était considérée comme le prélude obligé de toute attaque d'infanterie. Le canon, en nivelant réseaux et tranchées, en culbutant les mitrailleuses et en démoralisant les garnisons des ouvrages, ouvrait la voie à l'infanterie.

La préparation présentait de graves inconvénients. D'abord elle renseignait l'adversaire et, plus elle durait, plus elle le mettait à même d'amener des renforts sur le champ de bataille. Ensuite elle bouleversait le terrain et créait une zone impraticable aux voitures, séparant les troupes d'attaque des ressources dont elles avaient besoin pour continuer le combat. On avait beau multiplier les détachements du génie, constituer des dépôts de matériaux et d'outils tout près de la parallèle de départ, la remise en état du terrain n'allait jamais assez vite et l'infanterie, après avoir dépassé la première position adverse, se plaignait invariablement de manquer de tout et principalement de l'appui de l'artillerie. Aussi le *canon d'accompagnement* devint-il le sujet de toutes les discussions, le but de toutes les recherches. Des foules d'inventeurs propo-

sèrent d'innombrables modèles. Le génie inventif des Anglais produisit le premier engin pratique : le tank.

A l'aide de ses bandages à chenilles, ce véhicule franchissant les trous d'obus, les tranchées, écrasant sous son poids les fils de fer, frayait des sentiers aux fantassins à travers les réseaux. Protégés par un blindage à l'épreuve de la balle ordinaire, les occupants, avec leurs canons et leurs mitrailleuses, dispersaient les défenseurs par des rafales à bout portant, réduisaient les nids de résistance, poursuivaient les fuyards, brisaient les contre-attaques. On ne parvint naturellement à se servir utilement de ces machines redoutables qu'après de longs tâtonnements. Les premières, en très petit nombre, qui parurent sur la Somme, ne servirent que d'auxiliaires à l'infanterie dans des attaques partielles. Un an plus tard, le tank était au point ; il existait en quantités suffisantes.

Le 21 novembre, la 3e armée britannique attaqua sans aucune préparation d'artillerie sur un front d'une quinzaine de kilomètres devant Cambrai. Les tanks rendirent tous les services qu'on en espérait. L'ennemi surpris combattit à peine sur ses deux premières positions que les fantassins britanniques traversèrent au pas de course. Dans la matinée, les gains de terrain en profondeur étaient supérieurs à 8 kilomètres et des éléments d'infanterie avaient même forcé le passage de l'Escaut dans la boucle de Masnières. Mais il existait une troisième position assez rudimentaire, il est vrai. Les renforts allemands venus de l'arrière se hâtaient à toute allure vers ces tranchées sur lesquelles se précipitaient également les troupes britanniques. Dans cette course, l'ennemi l'emporta. Quand les Anglais arrivèrent devant les ouvrages, ils furent accueillis à coups de fusil. Les tanks n'avaient pu suivre jusque-là, les soldats étaient exténués ; l'attaque se voyait enrayée devant ce dernier obstacle. Quelques minutes de retard dans l'arrivée des renforts de l'adversaire et la porte était ouverte à la cavalerie qui attendait avec impatience le moment de se lancer dans la plaine de Cambrai. Au cours de la nuit, l'ennemi afflue de partout. Le lendemain, l'offensive britannique se heurte en tous lieux à un adversaire qui s'est repris et l'accueille de pied ferme ; elle n'accomplit que des progrès insignifiants, puis s'arrête tout à fait.

Jamais depuis le commencement de la guerre de positions sur le front occidental on n'avait touché de si près à la rupture complète des positions ennemies. Le tank s'annonçait comme l'agent le plus efficace des actions décisives futures.

En dépit de ses éclatants débuts, l'opération de Cambrai n'était pas appelée à se solder par un important bénéfice pour nos alliés. Les troupes britanniques qui, contrairement à une tradition ancienne, se montrèrent toujours dans cette guerre plus aptes à l'attaque qu'à la défense, ne surent organiser comme il l'eût fallu le terrain conquis. Leurs nouvelles lignes affectaient la forme d'un saillant prononcé, fort dangereux, dont l'adversaire profita pour lancer quelques jours plus tard une violente contre-offensive. Les vainqueurs du 21 novembre durent abandonner une grande partie de leurs gains, ils perdirent presque autant de prisonniers et de canons qu'ils en avaient capturé.

La campagne de 1917 prit fin, en France, sur cette victoire allemande.

VII. — L'OFFENSIVE ALLEMANDE EN 1918

On peut dire qu'une nouvelle guerre commençait avec l'année 1918. La Russie avait disparu, l'Amérique prenait sa place.

Le front oriental en s'effondrant ne laissait d'autre obligation aux empires centraux que l'entretien de troupes d'occupation et de surveillance. Les forces italiennes se trouvaient pour plusieurs mois dans l'incapacité de prendre l'offensive par suite de leurs pertes récentes. Tel était, pour l'Allemagne, le résultat brillant de la campagne de 1917, après laquelle elle n'avait plus à redouter les Alliés que sur le front de France, mais tous ces avantages étaient compensés par la déclaration de guerre des États-Unis.

Les Allemands, qui comptaient sur leurs sous-marins, firent d'abord bon marché de cette intervention. A la fin de 1917, un grand nombre de transports avaient déjà accompli le trajet de New-York en Europe, sans qu'aucun fût torpillé. Cette constatation dut donner à réfléchir à nos ennemis, car

du moment que les États-Unis se montraient résolus à participer de tout leur pouvoir au conflit mondial et que leurs navires arrivaient à bon port, on était bien obligé de prendre en considération leurs ressources inépuisables en hommes et en matériel, supérieures à celles de la Russie et qui ne couraient pas comme elles le risque de rester inexploitées.

Dans cette situation nouvelle, quel parti devait prendre l'Allemagne? Se prononcerait-elle pour la défensive ou pour l'offensive? En ce dernier cas continuerait-elle à s'attaquer aux plus faibles (front macédonien, front italien) ou se retournerait-elle contre les plus forts (front français)?

La première de ces trois solutions consistait, après avoir renforcé le front par tous les moyens, à y attendre les attaques des Alliés avec l'espoir que plusieurs tentatives infructueuses les lasseraient et qu'ils accepteraient alors d'entrer en pourparlers. C'était se résigner à une paix de compromis, dans l'hypothèse la plus favorable, résultant d'une usure prolongée. Or l'Allemagne s'était toujours refusée à appliquer cette méthode qui semblait moins recommandable que jamais dans la phase du conflit où on était parvenu.

La deuxième solution n'offrait pas plus d'avantages. En mettant les choses au mieux, si l'Allemagne chassait les Alliés des Balkans, si elle consommait la défaite de l'Italie, quels bénéfices en retirerait-elle? Quelques victoires de plus, de nouveaux territoires occupés, de quoi fournir le texte de communiqués retentissants. Tout cela ne terminait pas la guerre.

Au contraire, une offensive triomphant sur le front occidental lui donnait la certitude de dicter sa volonté à la coalition et jamais elle ne trouverait des circonstances meilleures.

La défection de la Russie libérait une quantité imposante de troupes, de canons, d'avions, de matériel de toute sorte. Il était facile de transporter ces disponibilités sur le front occidental avant que l'afflux américain ne prît de grandes proportions. Mais il fallait se hâter, car le courant une fois établi entre les États-Unis et la France ne s'arrêterait plus et rétablirait bientôt en faveur de l'Entente l'équilibre des effectifs, puis lui assurerait une supériorité constamment accrue.

Indépendamment de ces arguments purement techniques, la logique conseillait de profiter du coup d'aiguillon que la débâcle russe avait donné à l'enthousiasme de l'Allemagne et surtout de ses alliés ; il était à prévoir que cette surexcitation durerait peu et ferait place au désespoir si la chute de la France ne suivait pas à bref délai celle de son alliée de l'Est.

Ludendorff, dont l'autorité était devenue prépondérante, se déclara pour l'offensive sur le front occidental, sans restriction, sans arrière-pensée, en réunissant tous les moyens afin de percer les lignes et de mettre fin à la campagne le plus vite possible. L'exemple donné à Cambrai par l'armée britannique montrait qu'une percée était réalisable. Les Anglais avaient opéré sans préparation d'artillerie, grâce à leurs tanks. Au commencement de l'année 1918, l'armée allemande possédait un trop petit nombre de ces engins pour pouvoir en constituer l'ossature d'une attaque.

Ludendorff a déclaré depuis que cette pénurie provenait de l'incapacité des usines à livrer le matériel demandé. Mauvaise excuse. L'industrie germanique avait eu dix-huit mois devant elle et elle nous a montré par ses constructions de sous-marins ce qu'elle peut produire en un pareil laps de temps. Il est plus que vraisemblable que le haut commandement a d'abord fait fi d'une invention étrangère et n'en a reconnu la valeur que trop tard.

Pour rompre le front occidental, Ludendorff s'inspire des procédés dont s'est servi l'été précédent le général von Hutier à la bataille de Riga. Faute de tanks une préparation d'artillerie s'impose, mais elle ne dépasse pas quelques heures, comme à Verdun. Elle change aussi d'objet ; au lieu de viser à la destruction des ouvrages ennemis, elle ne cherche qu'à réduire leurs défenseurs à l'impuissance. A cet effet, aux obus explosifs employés exclusivement autrefois, on substitue dans une large mesure les obus toxiques pour obliger les fantassins ennemis à garder leur masque, dont le port prolongé produit un affaissement profond.

Au moment de l'assaut, une troisième espèce de projectile s'abat en rafales sur les positions à conquérir : les obus fumigènes. Ils créent autour des combattants des ténèbres contre

lesquelles projecteurs et fusées éclairantes demeurent impuissants. Les feux flanquants, sur lesquels repose tout le mécanisme de la défense, ne peuvent plus fonctionner; fusiliers et mitrailleurs tirent au hasard dans cette nuit artificielle. La lutte s'engageant corps à corps, les assaillants, infiniment plus nombreux, ont beau jeu contre une poignée d'hommes à demi suffoqués.

La première position enlevée, il faut prévoir la continuation accélérée du mouvement avec un appui d'artillerie diminuant progressivement. C'est la phase la plus critique de la bataille pour l'offensive, celle où les équipages n'ont pas encore passé. Les fantassins ne peuvent compter que sur ce qu'ils emportent avec eux. D'où nécessité d'armer l'infanterie aussi puissamment que possible, non plus avec des pistolets et des grenades comme on faisait lorsqu'on envisageait surtout le combat dans les tranchées et les boyaux, mais avec des engins à longue portée, les seuls qui permettent de gagner rapidement du terrain, de recommencer la guerre en rase campagne. Le fusil et la mitrailleuse reprennent leur prépondérance de jadis; on y ajoute la mitrailleuse légère, qu'on répand à profusion et qui devient l'arme principale de l'infanterie, puis le *minenwerfer* léger pour faire office de canon d'accompagnement.

L'assaut commence dès les premières lueurs de l'aube afin de donner le plus de temps possible aux unités pour pénétrer profondément au delà de toutes les positions et en finir avec les tranchées.

Les conditions tactiques de l'offensive ayant ainsi été fixées, restait à choisir la partie du front où on l'exécuterait. La situation des lignes n'avait pas changé depuis deux ans, époque de l'attaque contre Verdun.

On se rappelle qu'alors le Grand État-major avait rejeté l'idée d'une attaque directe vers Paris par crainte de contre-offensives sur les flancs comme en 1914. Il avait préféré frapper contre l'aile droite alliée que contre l'aile gauche, quoique le bénéfice stratégique apparût moindre en cas de succès. Les raisons qui avaient inspiré ce choix — bouleversement par l'artillerie d'un sol détrempé — ne subsistaient plus, car la préparation plus courte, faite surtout avec des

obus toxiques et fumigènes, produirait peu de dégâts au terrain.

Il fut donc décidé d'attaquer l'aile gauche des Alliés et de l'aborder entre la Scarpe et l'Oise; cette dernière rivière servait alors de limite entre les zones française et britannique. Ludendorff se proposait de pousser vers l'Ouest en prenant la Somme comme axe de marche, de manière à séparer les deux grandes armées alliées, à isoler les Anglais et les Belges des Français en les poussant sur un territoire resserré, où on les tiendrait à merci.

Les Allemands passèrent l'hiver à transporter leurs divisions de Russie en France, à étudier dans le plus grand détail la prochaine offensive et à faire répéter par les unités sur des polygones aménagés en arrière du front, les diverses phases de la bataille de rupture, la *Durchbruchschlacht*.

Pendant ce temps, les Alliés se préparaient à recevoir le choc ; d'un commun accord ils avaient décidé de rester sur la défensive tant que la supériorité numérique de l'ennemi serait trop forte. Cette détermination donne la mesure du chemin parcouru par le haut commandement français depuis les jours de la doctrine de l'offensive à outrance. La rude école de la guerre avait eu raison des théories de l'abstraction.

Les efforts des Alliés tendirent surtout à économiser des troupes sur les positions de défense, de manière à se ménager des réserves prêtes à intervenir si l'ennemi réussissait à percer. Sage précaution, car le 21 mars l'attaque allemande faisait irruption au travers des lignes britanniques, s'approchait d'Amiens et de Beauvais, menaçant de couper toute communication entre les armées britannique et française.

La défaite était grave, mais du mal naquit le remède. Devant le danger le plus sérieux qu'ait couru l'Entente depuis les journées critiques qui précédèrent la bataille de la Marne, les Alliés serrèrent les rangs. Tous consentirent à se placer sous un commandement unique. On ne verrait donc plus ces longues négociations, ces pourparlers souvent plus politiques que militaires qui s'engageaient chaque fois qu'on projetait une action combinée des forces alliés. Lorsque nos petits-neveux liront l'histoire de cette guerre, ils ne pourront en croire leurs yeux quand ils découvriront, par exemple, qu'en

septembre 1914 le corps britannique intercalé entre les 5e et 6e armées françaises échappait à la direction du général Joffre, bien que figurant au milieu de sa ligne de bataille. Il n'était que temps de créer l'organe qui pût mettre en œuvre tous les moyens en les concentrant au lieu de les disperser.

Au même moment se produisait un événement d'importance presque égale. Le péril où nous jetait le succès de l'offensive ennemie ouvrit les yeux aux chefs du gouvernement et de l'armée des États-Unis. Jusque-là l'envoi des unités américaines avait gardé une allure un peu processionnelle. Un an après le vote de la déclaration de guerre, il n'était encore arrivé en France que quatre divisions de combat. Chacun y mit du sien. Les États-Unis hâtèrent le recrutement et l'organisation des troupes ; la France fournit des instructeurs, des chevaux, des canons ; l'Angleterre prêta une partie de sa flotte de paquebots. Grâce à la bonne volonté de tous, la densité des transports atteignit le chiffre de 300 000 hommes par mois et s'y maintint.

De son côté le général Pershing mettait à la disposition du nouveau commandant en chef allié toutes les unités sous ses ordres. La portée de cette offre ne fut pas bien comprise de tous. On y vit un beau geste et rien de plus, car elle ne devait avoir pour conséquence immédiate que d'envoyer une seule division à la bataille de Picardie. Mais ceux qui étaient plus au courant de la situation réelle de l'armée américaine en comprirent la véritable signification. Les divisions arrivaient en Europe à peine dégrossies. Après quelques essais, il avait été convenu de les mettre à l'instruction pendant trois mois avant de leur confier un secteur du front. La proposition du général Pershing ne tendait à rien moins qu'à renoncer de plein gré aux avantages de cette instruction, méthodiquement graduée et développée, pour mettre sans délai ses troupes en première ligne. Ceci s'appliquait non seulement aux unités déjà débarquées, mais aussi à celles à venir ; ces dernières furent jetées dans la fournaise avec moins de ménagements encore, comme cette division qu'on a pu voir engagée dans l'offensive de juillet alors que son infanterie n'avait jamais fait encore l'école de bataillon et venait de toucher ses mitrailleuses moins de quinze jours auparavant.

On s'est souvent étonné du manque de connaissance et du défaut de préparation des troupes américaines, des pertes que ces lacunes leur ont values, des occasions qu'elles leur ont fait perdre, des retards qu'elles ont entraînés. Qu'on se dise bien que ces faiblesses mêmes sont un des plus beaux titres de nos alliés des États-Unis à notre reconnaissance, car elles ont eu pour cause l'impatience d'entrer dans la lutte et la clairvoyante conception des nécessités de la campagne. Les sacrifices des Américains en 1918 ont évité à toutes les armées de l'Entente d'avoir à en supporter en 1919.

Revenons à l'offensive allemande. L'opération du 21 mars, préparée dès longtemps, fut exécutée avec toutes les précautions et toute l'énergie requises. Avant tout il importait de garder le secret sur la date et le lieu de l'attaque. En matière de discrétion on peut se fier aux Allemands; ils ne se livrèrent pas aux intempérances de langage qui avaient annoncé à tout le monde l'offensive française de l'année précédente. Les troupes, amenées de loin, faisaient route de nuit et ne bougeaient pas de leurs cantonnements pendant le jour, tandis que des démonstrations et des simulacres de préparatifs attiraient l'attention des Alliés sur d'autres parties du front.

La préparation d'artillerie commença au milieu de la nuit. L'assaut partit au petit jour. A gauche la 3e armée britannique tint bon, mais à droite la 5e fléchit. L'infanterie allemande envahit les positions, s'empara des batteries et, par l'intensité de son feu de mitrailleuses, brisa les contre-attaques. Gagnant rapidement du terrain, elle se trouva bientôt au delà de toutes les lignes de défense. Plus elle avançait, plus elle n'avait à compter que sur ses fusils et ses mitrailleuses ; l'artillerie attelée ne pouvait marcher à la même allure à travers tous les obstacles ; quant aux minenwerfer, on les avait bien halés à bras d'hommes, mais leurs munitions, grosses torpilles très peu maniables, étaient en grande partie restées en arrière.

Du côté britannique, les divisions de secteur n'existaient pour ainsi dire plus. Les quelques débris échappés au désastre se repliaient, appuyant instinctivement à gauche, vers leurs compatriotes, en sorte qu'un vide se creusait le long de l'Oise.

Le matériel de première ligne avait entièrement disparu ; on évacuait ce qu'on pouvait des dépôts plus en arrière. Les voies d'accès au champ de bataille se couvraient d'impedimenta qui entravaient l'entrée en ligne des réserves. C'est ce qui explique que, sur certains points, les Allemands aient trouvé le terrain à peu près libre dès le troisième jour de la bataille. Ils en profitèrent pour franchir presque sans opposition le canal Crozat, obstacle sérieux où la défense aurait pu facilement s'accrocher.

Le 23 mars, les premières réserves apparaissaient. C'étaient la cavalerie et le 5e corps français; elles barraient la solution de continuité des lignes au nord de Noyon. A leur gauche, les troupes britanniques renforcées disputaient à l'ennemi les passages de la Somme et de la Tortille, mais le 25 les Allemands franchissaient de vive force ces cours d'eau et la lutte se poursuivait sur les plateaux désolés, témoins des batailles de 1916.

Dans ces actions en rase campagne, les assaillants avaient l'avantage du nombre; les divisions fraîches venaient sans cesse bourrer la ligne de bataille, mais les difficultés de ravitaillement s'accroissaient en proportion de la profondeur du terrain conquis et de la densité des combattants. Par les rares chemins praticables et encombrés, l'artillerie ne rejoignait que peu à peu, lentement. Au contraire, les Alliés, disposant d'un réseau de communications intact, quoique chargé, ne rencontraient pas les mêmes difficultés pour faire soutenir les fantassins par l'artillerie.

La marche en avant des Allemands dura une semaine ; elle atteignit le cours de l'Avre. Le 28 mars, près de Montdidier, une brillante contre-attaque française marqua la fin de ses progrès. Après un nouvel effort entre Moreuil et Lassigny, le 30 mars, l'ennemi, se souvenant sans doute de Verdun, sembla renoncer à percer le nouveau front franco-britannique. Les attaques des jours suivants en direction d'Amiens avaient plutôt pour objet de masquer les préparatifs de la nouvelle offensive qu'ils projetaient plus au Nord.

N'ayant pu atteindre son but en Picardie, Ludendorff chercha un point d'attaque moins éloigné de la mer et choisit la région de la Bassée, tenue en partie par l'armée portugaise,

estimée moins aguerrie que les troupes britanniques. L'usure considérable de la première bataille obligea à restreindre le front de combat et à entamer l'affaire avec des effectifs moindres de moitié. Même tactique, même succès initial, même intervention des réserves alliées qui rétablirent la situation après une période critique. Commencée le 9 avril, l'offensive arrive à son apogée le 26 par la prise du mont Kemmel dont elle ne parvient pas à déboucher ; le 29 elle est définitivement enrayée.

L'armée allemande a besoin de reprendre haleine et pourtant le temps presse, car des pertes terribles ont éclairci ses rangs et, si elle en a infligé d'aussi fortes aux Alliés, elle n'a pas comme eux la venue régulière des convois américains pour combler les vides des grandes tueries.

Après ses insuccès contre l'aile gauche alliée, Ludendorff ne s'obstine pas dans la même région, il porte ses efforts sur l'aile droite, où il soupçonne, non sans raison, que les réserves sont moins denses, entre Soissons et Reims. Cette troisième offensive, identique aux deux premières, a d'abord une allure encore plus irrésistible. Les formidables positions du Chemin des Dames sont enlevées si vivement que le soir même (27 mai) les Allemands passent l'Aisne et touchent la Vesle à Bazoches, avec leurs patrouilles avancées. Le secteur, très faiblement tenu, a été d'autant plus vite envahi que ses maigres réserves, au lieu de chercher à retarder l'ennemi en se cramponnant au terrain, se sont jetées dans la mêlée pour être emportées instantanément par la tourmente ; élan généreux, mais irréfléchi. Heureusement le pilier de Reims tient bon, celui de Soissons ne cède que le troisième jour. Incapable de s'étendre en largeur, l'attaque ne tarde pas à se trouver en flèche, se dépense vite et vient mourir sur la Marne le 1er juin. Toutes les tentatives pour agrandir la poche vers l'Ouest demeurent infructueuses.

Le moment semble venu de pousser droit sur Paris, non par la région boisée de Compiègne et de Villers-Cotterets, trop accidentée, trop coupée, mais par la rive droite de l'Oise, où, après les collines s'élevant au sud de Noyon, on ne rencontre plus d'obstacles jusqu'à la Seine.

L'attaque, lancée le 9 juin, sur un front de 35 kilomètres,

accuse bientôt une certaine mollesse ; elle ne perce qu'au centre et peu profondément. Le surlendemain une contre-offensive de notre gauche reprend une grande partie des positions perdues ; l'ennemi renonce à continuer une affaire si mal engagée.

Cette opération révèle une fatigue manifeste chez le soldat allemand. En dépit des promesses de ses chefs, il ne voit pas venir la fin de la guerre tant annoncée. Le haut commandement, constatant la lassitude de son armée, doit s'avouer qu'en persévérant dans ses attaques pour ne remporter chaque fois qu'un demi-succès, il fait le jeu de son adversaire et va au-devant de la catastrophe. Doit-il abandonner l'offensive et retourner derrière la ligne Hindenburg? Il en est peut-être temps encore. Vaut-il mieux tenter un effort désespéré pour arracher la victoire?

Ludendorff se résout à une suprême tentative. Il va jouer sa dernière carte en montant une dernière offensive, qui dépassera en amplitude, en abondance de moyens, toutes les autres. Le front d'attaque s'étendra de Sainte-Menehould à Château-Thierry, pivot du mouvement ; les lignes de défense rompues, on pourra, par une large conversion, descendre la rive gauche de la Marne vers Paris.

Il fallut un mois pour préparer cette opération sans précédent et aussi pour remettre au point le nombre d'unités nécessaire. Certaines négligences donnèrent l'éveil aux Français. Des mouvements insolites furent remarqués ; notre artillerie canonna les positions ennemies et les bois fort nombreux qu'elles traversaient. De grosses explosions s'y produisirent trop près de la première ligne pour qu'il pût s'agir de dépôts d'obus; ce ne pouvaient être que d'importants stocks de bombes de *minenwerfer* et leur présence signifiait sans doute possible une attaque prochaine. On jalonna ainsi tout le front de l'offensive ; on lut les intentions de l'ennemi comme dans un livre ouvert.

Le 14 juillet, tout était prêt. Pour la cinquième fois, les Allemands allaient reproduire la même manœuvre sans y rien changer. C'était faire la partie belle à la défense. Sachant où et comment la tentative se produirait, elle eût été impardonnable de ne pas la déjouer. Pour tromper l'assaillant, le

commandement français fit évacuer à l'avance presque complètement la première ligne et organisa la résistance sur la deuxième, derrière laquelle il déploya toute son artillerie.

Le bombardement allemand laboura des ouvrages inoccupés, répandit des nappes de gaz et de fumée dans des zones sans défenseurs. Puis l'attaque d'infanterie donna à son tour dans le vide. A l'ouest de Reims, où nos lignes n'étaient qu'ébauchées, elle avança quelque peu et prit pied au sud de la Marne, mais à l'est de la cité champenoise, devant nos anciennes positions, elle fut clouée sur le sol.

Ce moment précis marque la défaite de l'Allemagne.

VIII. — LA RIPOSTE VICTORIEUSE DES ALLIÉS

Depuis la fin de mars le commandement allié attendait le moment de passer à l'offensive. Au commencement de juillet, les trois conditions nécessaires se trouvaient enfin réunies : usure de l'ennemi, groupement de réserves suffisant, occasion tactique avantageuse.

Les poches formées par les offensives allemandes étaient entourées de trois côtés par les lignes alliées, ce qui les exposait à des dangers semblables à ceux des saillants dans la guerre de tranchées. Celle qui s'étendait entre Reims et la forêt de Villers-Cotterets était la plus profonde et en même temps la plus étroite, partant la plus vulnérable. Il fut décidé qu'on attaquerait cette poche simultanément sur ses deux flancs, les 6e et 10e armées à l'Ouest, la 5e à l'Est; ces offensives devaient marcher au-devant l'une de l'autre et opérer leur jonction près de Fère-en-Tardenois. Le commandement allié était déjà alors parfaitement orienté sur l'imminence de la grande opération ennemie, mais il résolut d'exécuter la sienne quoi qu'il arrivât ; la date en fut fixée au 17 juillet.

L'adversaire nous prévint le 15. En poussant une partie de ses forces au delà de la Marne il augmentait les périls de sa situation, mais il rendait impossible toute attaque de notre 5e armée, qui ne pouvait plus songer qu'à se défendre.

Rien ne fut changé aux instructions qu'avaient reçues les

6e et 10e armées, sauf la date de l'opération qu'on retarda de vingt-quatre heures. Nos soldats, excédés de se battre depuis quatre mois sur la défensive, accueillirent avec joie l'ordre d'attaque.

Le 18 juillet, sans préparation d'artillerie, précédées de chars légers, les vagues d'assaut surprirent et défirent l'ennemi. Malgré les nombreux renforts que les Allemands avaient concentrés dans le voisinage pour exploiter leur offensive sur la Marne, ils furent incapables de rétablir le combat. Ils parvinrent cependant à sauver leurs troupes engagées au Sud de la rivière et à gagner la ligne de la Vesle, où ils échappaient à l'enveloppement.

On ne peut s'empêcher de remarquer la singulière ressemblance des deux batailles de la Marne, leur parallélisme absolu. A une moindre échelle, celle de 1918 est l'exacte reproduction de celle de 1914 : le massif de Villers-Cotterets y tient le rôle du camp retranché de Paris, Reims celui de Verdun, l'armée Gouraud celui des armées de Castelnau et Dubail. Les mêmes causes avaient produit le même résultat.

La lutte faisait encore rage sur la Vesle que déjà les troupes franco-britanniques attaquaient la poche de Picardie.

Le commandement allié avait longuement temporisé avant de prendre l'offensive, mais, une fois commencée, elle ne devait plus s'arrêter. Nous ne fatiguerons pas le lecteur par le récit des opérations compliquées qui aboutirent à la victoire finale. Nous nous contenterons d'en indiquer le caractère.

On peut y distinguer trois périodes ; offensive en deçà de la ligne Hindenburg, contre cette ligne et au delà.

En avant de la ligne Hindenburg, sur les contours des poches, les troupes allemandes n'étaient couvertes que par des ouvrages rudimentaires, qu'elles n'avaient pas eu le temps de consolider. C'est ce qui donnait aux attaques par surprise de grandes chances de réussir. Le commandement allié multiplie ces attaques sans les pousser très loin, s'efforçant surtout de frapper vite et souvent. Il ne cherche aucun résultat stratégique. Visiblement son but consiste à ne laisser aucun répit à l'adversaire, à le harceler sur tant de points différents qu'il ne pourra user pour une contre-offensive de

ses réserves, toutes absorbées par la nécessité de boucher les trous de ses lignes qui craquent à chaque assaut.

Les Alliés marchent de victoire en victoire. Sans doute l'armée allemande combat encore avec la bravoure d'une troupe disciplinée, longtemps habituée au succès; ses détachements d'arrière-garde surtout, par leur dévouement autant que par leur habileté à manier la mitrailleuse, retardent les progrès des vainqueurs; mais dans son ensemble, l'armée a perdu la foi dans l'heureuse issue de la guerre; elle n'a plus confiance en ses chefs.

Le haut commandement allemand est tout à fait décontenancé; incapable de réagir, de monter la moindre contre-attaque, arrivant toujours trop tard à la parade, il semble concentrer son attention sur la rédaction de communiqués dissimulant ses revers.

De son côté, le général en chef allié presse l'ennemi avec d'autant plus d'opiniâtreté qu'il le sent fléchir davantage. Il n'impose pas aux exécutants un modèle d'attaque invariable, comme son rival, pendant quatre mois, l'a fait de l'offensive type Hutier. Il laisse à chacun toute initiative pour combattre selon son tempérament, ses habitudes, ses ressources.

Ce qu'il faut surtout admirer, c'est l'art magistral avec lequel le commandement sait faire jouer ses réserves, la vitesse foudroyante — démoniaque, a dit un général allemand — de la concentration des moyens en vue de chaque nouvelle attaque. Ces efforts continus imposent de dures épreuves aux hommes, mais ils savent qu'on les mène à la victoire et ne sentent plus la fatigue.

Avant la fin de septembre, les poches allemandes ont été réduites; l'ennemi est partout rejeté dans les positions du système Hindenburg, où jadis il a pu se croire inexpugnable. Quel changement! Les troupes qu'il faudrait échelonner dans ces lignes nombreuses et enchevêtrées ont fondu en avant de la forteresse. Les restes exténués des armées qui en sortirent si ardentes, pour aller conquérir Paris, reviennent, talonnés par l'adversaire, s'aligner dans leurs anciennes tranchées. Les Alliés leur laisseront-ils le temps de s'y organiser?

Non. Du 25 au 28 septembre, de puissantes offensives

abordent ces positions, autrefois si redoutables. Le 26, l'armée américaine s'ébranle entre la Meuse et l'Argonne et la 4e armée française entre l'Argonne et la Suippe, puis, le 27, la 1re armée britannique devant Cambrai et, le 28, le groupe d'armées du roi Albert en Flandre.

Cette deuxième phase de l'offensive n'a pas le même caractère que la précédente. Aux attaques isolées, visant uniquement des avantages tactiques, succèdent des opérations plus vastes, plus solidaires les unes des autres, portant en elles la possibilité de résultats stratégiques. Elles s'acheminent vers la manœuvre d'ensemble, vers la bataille générale.

Les modalités d'exécution conservent leur variété. Certaines armées reviennent à la préparation d'artillerie, soit de quatre ou cinq heures à la manière allemande, soit d'une journée entière.

Les grandes attaques de la fin de septembre mordent toutes profondément dans la ligne Hindenburg. Aux deux ailes extrêmes, les Américains et les Belges, novices en offensive, voient leurs progrès ralentis par les difficultés de ravitaillement, tandis que la marche menaçante de la 4e armée obtient un premier succès stratégique en obligeant l'ennemi à évacuer la boucle de l'Aisne.

Puis la droite britannique et notre 1re armée s'enfoncent dans les positions adverses au nord de l'Oise, dont la chute entraîne celle du massif de Saint-Gobain. Au milieu d'octobre, la ligne Hindenburg est dépassée partout de Verdun à la mer.

Alors commence la troisième phase. Avec la perte de la ligne Hindenburg, le dernier espoir de l'armée allemande s'est évanoui. Ludendorff a avoué qu'il s'était considéré comme vaincu dès l'attaque du 8 août ; l'opinion publique dans les empires centraux s'est rendu compte de la défaite le 30 septembre en apprenant la défection de la Bulgarie ; l'armée, déjà découragée depuis longtemps, a encore fait bonne contenance pendant quelque temps, mais après s'être vue chassée en moins de trois semaines de ses meilleures positions elle commence à fléchir. Quelques éléments s'accrochent désespérément aux positions de repli, discontinues, de valeur inégale, qui subsistent derrière la ligne Hindenburg, mais

sur plusieurs points des défaillances se produisent, empêchant toute défense organisée.

L'offensive des Alliés commence à prendre l'allure d'une poursuite. On sent approcher le moment du désastre; une attaque importante préparée sur le front de Lorraine, entre Metz et les Vosges, fixée au 14 novembre, doit consommer la catastrophe. Les Allemands ne l'attendent pas et préfèrent accepter toutes les conditions des vainqueurs en signant, le 11 novembre, l'armistice qui met fin aux hostilités.

La guerre se terminait par un triomphe que les plus optimistes, quelques mois auparavant, n'auraient jamais cru voir se réaliser si promptement. Les fautes du commandement allemand eurent une grande part à ce rapide dénouement. Ce n'est pas que Ludendorff se trompa en prenant l'offensive; seule elle pouvait sauver l'Allemagne trop usée pour supporter une prolongation de la guerre. Mais cette sage conception, il ne sut pas l'exécuter.

Son erreur primordiale a été de rechercher une victoire stratégique du premier coup, trop vite, avant qu'elle fût mûre, puis de renouveler cette tentative tout le long du front en offensives se succédant sans jamais qu'aucune d'elles tînt compte des résultats acquis par les précédentes. Erreur encore de s'obstiner dans une formule d'attaque rigide, si bonne fût-elle, de la reprendre cinq fois sans y rien changer et deux fois après de longs intervalles.

Dans la dernière année de la guerre, comme dans la première, nous voyons le commandement allemand égal à lui-même : toujours habile à préparer une campagne, toujours lent, lourd dans l'accomplissement de son plan, embarrassé par les situations inopinées, impuissant à en tirer parti.

Quel contraste offre en 1918 le commandement allié ! Comme il excelle à s'adapter aux circonstances, à saisir l'occasion favorable ! Quelle fermeté dans la défense, quelle ardeur, quelle souplesse dans l'attaque ! Ce qui domine tout, c'est sa bouillante activité. « Activité, activité, vitesse... » prêchait l'Empereur. Jamais conseil n'a été mieux suivi. Nous avons dit que l'offensive allemande du début de la guerre rappelait celle de Moltke en 1870 ; de même les attaques des

Alliés dans la dernière année sont comparables aux manœuvres napoléoniennes des campagnes d'Italie et de France.

CONCLUSION

De ce rapide examen se dégagent les deux caractères particuliers de la guerre qui vient de prendre fin, ceux qu'on ne trouve dans aucune de celles qui l'ont précédée.

Pour la première fois l'importance des effectifs engagés de part et d'autre a eu pour effet de créer un front continu en travers de tout le théâtre d'opérations. Pour la première fois aussi, pendant le cours de la guerre, les moyens matériels, l'armement surtout, se sont perfectionnés sans arrêt et ont amené des changements continuels dans les procédés de combat.

Cependant, si la physionomie de la campagne varie, les principes directeurs de l'art militaire restent les mêmes. La dernière guerre n'y a rien changé ; elle n'en a pas fait connaître de nouveaux et a confirmé ceux qui étaient établis. On y a vu triompher, comme dans tous les temps, l'offensive manœuvrière, la concentration des moyens, l'économie des forces.

Les campagnes sur le front occidental ont surtout fait ressortir les conséquences fatales des doctrines abstraites, se targuant de posséder une formule de victoire toute faite.

La doctrine de Moltke n'est pas ici en cause ; elle est saine, parce qu'elle oblige ses adeptes à préparer de façon serrée toute opération, après quoi elle ne leur fournit qu'un cadre très vaste et ne dicte aucun schéma. Moltke l'a appliquée lui-même à la perfection, mais ses disciples s'y sont montrés moins experts. Ils savent encore préparer une campagne, mais ils ne savent plus que cela. Au cours de l'exécution, ils se montrent hésitants, désorientés. Ils en arrivent à oublier la doctrine de leur maître, à agir même à l'encontre de ses préceptes. Ainsi nous voyons le second Moltke, successeur indigne de son oncle, s'exposer à être enveloppé sur la Marne, Falkenhayn s'acharner à des attaques de front devant Verdun, Ludendorff recommencer en 1918 la faute commise en 1914, au même point et dans des conditions identiques.

Le commandement français s'est d'abord encombré d'une doctrine qui, n'admettant d'avance qu'une offensive immédiate, s'éloignait volontairement de la réalité. Après la défaite qu'elle lui valut il consentit à tenir compte de la situation matérielle et n'eut pas à s'en repentir. Puis, lorsque la guerre eut revêtu un caractère inattendu en s'immobilisant, il chercha sa voie jusqu'après la bataille d'Artois en 1915. A ce moment se produit un étrange revirement. Le commandement passe d'un extrême à l'autre ; après s'être nourri de pure abstraction, il tombe dans l'empirisme absolu. Il échafaude chacune de ses manœuvres sur les données fournies par l'opération précédente ; la Champagne est comme le corrigé de l'Artois, Douaumont de la Somme, le Chemin des Dames de Douaumont.

En 1918, le général en chef ne se laisse pas diriger par des formules préconçues, ni par les exemples de la veille ; il s'inspire de la situation présente, du cas concret et trouve ainsi le chemin de la victoire.

Il nous a montré que le chef doit avant tout voir et comprendre ce qui se passe autour de lui, pour monter sa manœuvre. Tel a été l'enseignement de l'histoire, telle est la leçon de la récente guerre.

Les grandes écoles militaires rouvrent leurs portes. On va y reprendre les cours de tactique, de stratégie, l'étude des campagnes. Fort bien, mais qu'on évite l'erreur où on est tant de fois tombé. Qu'on ne codifie pas l'art de la guerre pour favoriser la paresse d'esprit et une molle routine. Qu'on ne représente pas les opérations finales comme la perfection à reproduire telle quelle, à l'avenir. Les victoires de 1918 sont magnifiques, mais elles sont d'hier. Demain les conditions auront peut-être changé et les procédés de combat qui assuraient le succès l'année dernière pourraient l'an prochain conduire à la défaite. Qu'on mette au rebut la campagne modèle et la bataille type. Qu'on enseigne aux futurs généraux à se décider sur des faits, non à appliquer des formules.

A la guerre, il n'y a pas de règles à suivre : il n'y a que des cas à traiter.

RÉGINALD KANN

L'IDÉE[1]

II

LIBERTÉS INDIVIDUELLES

Le 10 janvier 1916, à Paris.

La neige tombe à gros flocons, qu'une bise glaciale emporte et dont elle cingle les visages.

Dans le centre de la ville, les chaussées, au milieu desquelles on a jeté du sable et du sel, sont couvertes d'une boue froide que piétinent les passants hâtifs aux cols relevés.

Mais Montmartre, délaissé par les employés municipaux, se dresse tout blanc au-dessus de la cité. Dans une des rares rues anciennes de ce quartier épargnées par les spéculateurs en grands immeubles, non loin du Sacré-Cœur dont l'inélégante silhouette rappelle, à présent, un vaste sorbet à la vanille, s'élève une coquette villa construite autrefois, sans doute, par un artiste.

Contre la porte de la grille dont est clos le jardin qui précède la maison, on peut lire sur une petite plaque enfouie dans le réseau noueux d'un lierre desséché, cette indication « Le Refuge ».

Entrons :

Le jardin est couvert d'un tapis blanc qui craque sous les pieds.

Quelques marches, une porte vitrée et l'on pénètre directement dans le salon de la villa.

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juillet 1919.

C'est une pièce assez grande, éclairée, outre la porte, par une fenêtre en pan coupé donnant sur la partie du jardin qui se trouve derrière l'habitation.

Peu de meubles : un canapé, un fauteuil, un guéridon, des chaises. La salle a été dégagée pour qu'on puisse installer devant la fenêtre une longue table sur laquelle sont placées des piles de tricots, cache-nez, passe-montagnes, chaussettes, etc.

Des paquets tout préparés, entourés de toile, sont disposés en tas le long des murs.

Jacqueline Dupont, assise devant le guéridon, écrit des adresses sur des étiquettes qu'elle passe à madame Lumet, une ouvrière à la journée, et à Marguerite, une femme de chambre, occupées, l'une et l'autre, à confectionner des paquets.

MADAME LUMET (*qui, depuis un moment, a cessé de travailler pour regarder par la fenêtre*). — Oh ! quelle neige ! Quelle neige !... Venez voir, madame Jacqueline...

JACQUELINE. — Ma foi non... Cela me fait trop de peine de penser qu'il y a des hommes dans les tranchées par des temps pareils !

MARGUERITE. — Et depuis si longtemps !

MADAME LUMET (*se remettant au travail*). — Qui aurait pu penser que le 10 janvier 1916, cette maudite guerre ne serait pas finie?

JACQUELINE. — Avez-vous reçu des nouvelles de votre mari, ces jours derniers?

MADAME LUMET. — Avant-hier, madame.

JACQUELINE. — Il va bien?

MADAME LUMET. — Oui, mais il se plaint du froid et de la boue... Oh ! de la boue surtout !

JACQUELINE. — J'espère que les bottes caoutchoutées que nous lui envoyons pourront le protéger un peu.

MADAME LUMET. — Je pense, elles sont splendides... et je ne sais comment vous remercier...

JACQUELINE. — Laissez donc !... D'abord, moi, je ne suis que l'exécutrice des ordres de monsieur Fernando... et puis, on ne fera jamais assez pour ces braves garçons qui supportent tant de misères avec un tel courage et une telle patience.

MARGUERITE. — Surtout pour ceux qui, comme le mari,

de madame Lumet, ne sont pas Français et se battent parce qu'ils l'ont bien voulu!

JACQUELINE. — Certes.

MARGUERITE (*craignant de l'avoir vexée*). — Ce n'est pas pour diminuer le mérite des autres...

JACQUELINE. — Bien sûr! Et peut-être ne se rend-on pas assez compte, en France, de la reconnaissance qu'on doit à ces étrangers.

MAMAME LUMET. — Oh! étrangers... Mon mari habitait Paris depuis dix ans; moi, je suis Française... Alors, quand la guerre a éclaté, il m'a dit : « J'allais me faire naturaliser. Je dois agir comme si je l'étais. J'ai profité des bonnes choses de la France, il est juste que je partage les mauvaises. » Je ne voulais pas le laisser partir, mais il s'est fâché : « Tes frères vont se battre. Je ne veux pas rester chez moi, comme un lâche! » Il n'y avait rien à répondre, c'était trop naturel.

JACQUELINE. — Oui, mais j'ai honte quand je pense que des jeunes Français ont pu demeurer chez eux pendant ce temps.

Un silence. L'ouvrière va poser un nouveau colis sur le tas des autres.

MADAME LUMET. — Là!... Encore un paquet fini.

JACQUELINE. — Quelle heure est-il?

MADAME LUMET. — Trois heures et demie.

MARGUERITE. — Le temps vous semble long, hein, madame?

JACQUELINE. — Je l'avoue.

MADAME LUMET. — C'est à cinq heures que monsieur Pierre arrive?

JACQUELINE. — Cinq heures moins dix.

MADAME LUMET. — Il y a longtemps depuis sa dernière permission?

JACQUELINE. — Cinq mois.

MARGUERITE. — Et ces mois-là comptent double.

JACQUELINE. — Triple!

MADAME LUMET. — Plus encore! Ce sont des siècles!

Un temps.

JACQUELINE. — La cuisinière n'oublie pas qu'elle doit aller chercher Marcel à l'école aujourd'hui?

MARGUERITE. — Non, madame; elle est même déjà partie pour faire des courses avant de le prendre à quatre heures.

JACQUELINE. — Son papa va encore le trouver grandi...

MARGUERITE. — Je comprends.

On entend un coup de sonnette dans le jardin.

JACQUELINE. — On a sonné à la grille ; voulez-vous regarder?

MADAME LUMET (*soulevant le rideau de la porte vitrée*). — C'est un soldat. (*Elle ouvre.*) Tournez le bouton, ce n'est pas fermé... Par ici... Venez vite !... Oh ! quel temps !

Un soldat apparaît dans l'embrasure. Il est tout blanc de neige.

LE SOLDAT (*sur le pas de la porte*). — Pardon, mesdames, c'est bien ici le Refuge?

MADAME LUMET. — Oui, entrez, entrez.

LE SOLDAT. — Je vais me secouer un peu.

JACQUELINE. — Vous vous secouerez à l'intérieur.

LE SOLDAT (*pénétrant avec précaution dans la pièce, très intimidé*). — Je suis tout mouillé et j'ai les pieds crottés.

MADAME LUMET. — Ça n'a pas d'importance.

JACQUELINE. — Vous êtes ici chez vous. Donnez-lui un verre de vin chaud, Marguerite.

MARGUERITE. — Tout de suite.

Elle sort à droite.

JACQUELINE (*au soldat*). — Vous voulez bien?

LE SOLDAT. — Ce n'est pas de refus... par ce froid... Je vous demande pardon de vous déranger, mesdames... Voilà ce qui m'amène... Un camarade m'a dit, quand je suis parti en permission, qu'il y avait à Montmartre une œuvre appelée le Refuge, où l'on donnait du linge aux soldats de la Légion... Alors, je suis venu voir si c'était vrai... parce que je ne suis pas riche... et dame !...

JACQUELINE. — C'est exact. On vous donnera ici tout ce que vous voudrez, et même, si vous ne savez pas où loger...

LE SOLDAT. — Oh ! je vous remercie... Mon ancien patron a bien voulu me recevoir... et puis, ma permission est finie... Je pars dans une heure et demie.

JACQUELINE. — Enlevez votre capote, on va la faire sécher.

LE SOLDAT. — Je n'aurais pas le temps... C'est encore loin, Montmartre, de la gare de l'Est.

JACQUELINE. — Alors, approchez-vous. De quoi avez-vous besoin?... D'un tricot?... d'un caleçon?... d'un cache-nez?... Oui, je vois, vous avez besoin de tout? Tenez, madame Lumet, mettez-lui un assortiment complet dans une de nos musettes imperméables.

LE SOLDAT. — Oh ! c'est trop !

MADAME LUMET. — Laissez-moi faire.

JACQUELINE (*s'asseyant devant le guéridon*). — Venez ici, maintenant ; vous allez me donner votre nom, votre compagnie, etc. On vous enverra un paquet de temps en temps.

LE SOLDAT (*ravi*). — Eh bien, vrai !

JACQUELINE. — Vous vous appelez?

LE SOLDAT. — Ludovic Schmidt, 4e compagnie, 1er étranger, secteur postal 406.

JACQUELINE (*écrivant*). — Bien. De quel pays êtes-vous?

LE SOLDAT. — De la Suisse.

MARGUERITE (*rentrant, portant triomphalement un bol d'où monte une fumée légère*). — Voilà qui va vous réchauffer, mon brave... Prenez garde, c'est bouillant.

De nouveau la sonnette du jardin se fait entendre. Madame Lumet regarde au dehors.

MADAME LUMET. — Le commissionnaire vient prendre les paquets, madame Jacqueline.

JACQUELINE. — Bon.

LE SOLDAT (*qui boit son vin chaud à petites gorgées*). — Vous envoyez tout ça au front?

MARGUERITE. — Il en est déjà parti autant ce matin.

MADAME LUMET. — Et c'est comme ça tous les jours !

LE SOLDAT (*admiratif*). — Eh bien, vrai !... Eh bien, vrai !...

Le commissionnaire entre et charge dans un grand panier les paquets qu'il emporte. Marguerite l'aide.

JACQUELINE (*au soldat*). — Tenez, prenez ces dix francs pour vous acheter du tabac.

LE SOLDAT. — Oh ! non... ça... je ne veux pas... Non, c'est trop... Vraiment... ça... je ne veux pas.

Mais Jacqueline lui a déjà glissé le billet dans la poche de sa capote.

JACQUELINE. — Allez !... Allez !... C'est l'usage ici... Tous les soldats qui viennent nous voir reçoivent dix francs !

LE SOLDAT (*abasourdi*). — Eh bien, vrai !... Si ça se sait, vous allez avoir des clients !

MADAME LUMET (*riant*). — On commence à en avoir pas mal !

LE SOLDAT. — C'est la maison du bon Dieu, pour sûr !

Il pose le bol. Madame Lumet lui passe autour du cou le cordon d'une musette gonflée qu'elle vient de remplir de toute sorte de choses.

MADAME LUMET. — Voilà votre linge.

LE SOLDAT. — Eh bien, vrai !... Je ne sais comment vous remercier.

JACQUELINE. — Ne remerciez pas, c'est plus vite fait.

Marguerite, qui a aidé le commissionnaire à porter son panier jusqu'à sa voiture à bras dans la rue, revient en courant.

MARGUERITE. — Quel sale temps !... Ça n'arrête pas... Madame Jacqueline, il y a un homme qui demande à vous voir.

JACQUELINE. — Un soldat?

MARGUERITE. — Non, un civil... un étranger sûrement !

JACQUELINE. — Faites-le entrer.

LE SOLDAT. — Je me sauve... Pardon pour le dérangement... Je voudrais vous dire...

JACQUELINE. — Inutile. Si vous êtes content, n'oubliez pas la maison et revenez à votre prochaine permission.

LE SOLDAT. — Ça, pour ça... Soyez sans crainte... Au revoir, mesdames... et merci !...

Il va pour sortir mais s'efface devant la personne que Marguerite introduit et qui n'est autre qu'Alvarez, un Alvarez un peu maigri, changé surtout par le costume européen qu'il porte et dans lequel il semble gêné.

***

ALVAREZ (*sur le seuil*). — Brou ! On peut dire qu'il fait froid, madame Jacqueline, dans votre pays !

Jacqueline se retourne, frappée par l'intonation de cette voix qu'elle croit reconnaître et pousse un cri de surprise en reconnaissant le gaucho. Le soldat est parti.

JACQUELINE. — Ah !... Mais... Mais je ne me trompe pas !... Alvarez !

ALVAREZ. — Lui-même.

JACQUELINE. — Alvarez ici?... Ah ! par exemple !... Depuis quand êtes-vous en France?

ALVAREZ. — Depuis deux jours. (*Il va vers elle, la main tendue.*) Bien content de vous voir, madame Jacqueline. Vous ne vous attendiez pas à ma visite, hein?

JACQUELINE. — Ah ! certes non !... Mais pour quelle raison êtes-vous venu?

ALVAREZ. — Je vous expliquerai plus tard...D'abord, au plus pressé. Le maître?

JACQUELINE. — En bonne santé. Il est ici.

ALVAREZ. — Comment, il est ici?... Il ne se bat donc pas?

JACQUELINE. — Il ne fait que ça depuis quinze mois. Mais il est venu à Paris en permission et repart ce soir, par le train de huit heures.

ALVAREZ. — J'arrive à temps, alors !

JACQUELINE. — Il va rentrer d'un moment à l'autre.

ALVAREZ. — Et votre mari?

JACQUELINE. — Il sera à Paris dans une heure. !

ALVAREZ. — Ah ! çà !... On peut dire que j'ai de la chance... les trouver tous les deux, c'est admirable !

JACQUELINE. — Vous allez même voir Dimitri.

ALVAREZ. — Non?

JACQUELINE. — Si... Il a été blessé très grièvement aux jambes, voilà quatre mois environ. Nous avons pu obtenir son transport dans un hôpital de Paris dont Miroslawa est un des médecins. Aujourd'hui, pour sa première sortie, il a voulu absolument venir ici, afin de voir Pierre dès son arrivée. Mira est allée le chercher en voiture.

ALVAREZ. — Quelle joie pour moi !... A peine débarqué... Dites-moi encore, madame Jacqueline... Et monsieur...

On entend la cloche de la grille.

JACQUELINE. — Tenez, les voici peut-être. (*Elle soulève le rideau.*) Non, c'est Fernando.

ALVAREZ. — Ce qu'il va être surpris !

JACQUELINE. — Avouez qu'on le serait à moins.

MADAME LUMET (*qui a fini de ranger les affaires sur la table*). — Vous n'avez plus besoin de moi, madame?

JACQUELINE. — Non, non, madame Lumet.

MADAME LUMET. — Je vais mettre les mandats à la poste en m'en allant.

JACQUELINE. — C'est ça !

MADAME LUMET (*sortant à gauche avec Marguerite*). — Au revoir, monsieur, madame !

***

Fernando entre par la porte du jardin. Il porte, comme le soldat qui était là il y a quelques minutes, l'uniforme de la Légion. Képi et capote kaki, culotte et bandes molletières de la même couleur. Sur sa poitrine, la Croix de guerre avec une étoile.

FERNANDO. — Il n'est venu personne pour moi, ma petite Jacqueline?

JACQUELINE. — Si, ce monsieur.

FERNANDO (*qui ne reconnaît pas tout d'abord Alvarez placé à contre-jour*). — Oh ! pardon, je ne vous voyais pas... (*Il s'approche.*) Mais... Est-ce que je rêve?

ALVAREZ. — Non, maître, c'est bien moi.

FERNANDO. — Alvarez !

JACQUELINE. — Quelle surprise, n'est-ce pas?

FERNANDO. — Par exemple, oui !... Une bonne surprise ! (*Il lui serre affectueusement les mains.*) Comment vas-tu, mon ami?

ALVAREZ. — Très bien !... Ah ! je suis heureux, monsieur Fernando, si heureux !... bientôt dix-huit mois que vous êtes parti... De vous revoir... ça me fait un bien !

FERNANDO. — Tu arrives du Brésil?

ALVAREZ. — J'ai débarqué au Havre, avant-hier.

FERNANDO. — Et qu'est-ce qui t'amène?

Alvarez hésite une seconde, son visage se rembrunit brusquement, et il dit d'une voix sourde :

ALVAREZ. — Je ne pouvais plus vivre là-bas.

FERNANDO. — Ah !

Il va à lui, pose ses deux mains sur ses épaules et le regarde fixement dans les yeux.

Tu n'as pas fait de bêtise, au moins?

ALVAREZ. — Non, maître, rassurez-vous... Mais je suis parti pour ne pas être tenté d'en faire une.

FERNANDO. — A la bonne heure !

ALVAREZ. — J'ai d'abord essayé de vivre chez moi, comme vous me l'aviez conseillé... Mais je souffrais trop... Alors, j'ai quitté les ranchos pour prendre du travail à Rio... C'était mieux... Les mois passaient... Il me semblait que j'allais guérir... Un jour, au marché, je me trouvai face à face avec ma femme... Je ne fus plus maître de moi... Je lui criai des insultes, je levai la main sur elle... Mais, heureusement, je pensai à vous... et alors je me sauvai comme un fou...

Le lendemain, je pris du service sur un bateau qui venait en France... et me voici... Je vais m'engager, moi aussi. Je veux secouer ma peine, l'arracher de mon cœur, ou bien crever, parce que je n'en peux plus !... Voilà !

FERNANDO. — Tu as été brave, c'est parfait. Ici, dans l'action, dans la lutte, tu guériras.

ALVAREZ. — Je l'espère... (*Un temps.*) Et... madame Jacqueline m'a donné des nouvelles de tout le monde, de son mari, de monsieur Dimitri, de madame Miroslawa... Mais il y en a un auquel je pensais toujours là-bas... toujours... Celui qui m'a sauvé, monsieur Boutron... Qu'est-il devenu?

JACQUELINE (*douloureusement*). — Ah !...

FERNANDO. — Il est guéri, lui, le pauvre ami.

ALVAREZ. — Guéri?

FERNANDO. — Il est mort.

ALVAREZ. — Mort?

FERNANDO. — Il a été tué le 8 mars dernier.

ALVAREZ (*hébété*). — Ah !... Mort... Monsieur Boutron... (*Très ému.*) Ça me fait de la peine.

JACQUELINE. — Nous avons tous eu beaucoup de chagrin.

FERNANDO. — Comme il n'avait pu donner son nom, il s'était engagé à la Légion étrangère et se trouvait dans le même bataillon que moi, mais dans une autre compagnie. Je le voyais parfois au cantonnement ou dans les tranchées. Il souffrait beaucoup physiquement.

ALVAREZ. — Il n'était pas fort.

FERNANDO. — Mais, plus il peinait, plus il souffrait, plus il semblait heureux... Son pauvre visage amaigri rayonnait d'une joie intense qui rendait ses yeux brillants... Parfois, il semblait extasié... Pauvre ami !

Le 8 mars, nous attaquions une position très forte qui nous dominait... Sa compagnie était en première vague, la mienne venait ensuite.

Le tir de barrage franchi, nous dûmes nous jeter à plat ventre et avancer en rampant, car des mitrailleuses nous prenaient par côté... Le terrain montait... La première compagnie avait franchi la crête et occupait des éléments de tranchées boches... Nous, nous nous pressions pour la rejoindre. Soudain, devant moi... à quelques mètres, j'aperçus le cadavre d'un homme... un des nôtres... Il était tombé en arrière, les bras étendus, et sa tête sanglante était tournée de mon côté... C'était Boutron.

ALVAREZ (*les larmes aux yeux*). — Hélas !

FERNANDO. — Et le hasard faisait que, serré dans la ligne des tirailleurs... c'était vers lui, directement, que j'avançais.

Je dus passer par-dessus son corps !... J'aurais voulu m'arrêter, lui rendre les derniers devoirs... Impossible !... Il fallait suivre le mouvement... Je n'eus que le temps de l'embrasser sur le front... Une balle l'avait frappé à la tempe... Il était mort sur le coup, et il semblait sourire ! Pauvre ami !...

Les brancardiers, qui venaient derrière, l'ont enterré sur place. Il dort, à présent, comme il l'avait tant souhaité, dans la terre de France.

ALVAREZ (*pleurant sans se retenir*). — Oh !... pauvre monsieur Boutron ! Ça me fait de la peine, vous savez...

J'aurais tant voulu le revoir... J'ai une peine... Excusez-moi...

FERNANDO. — Il était de ceux que l'on doit pleurer... Il avait une âme très belle, très douloureuse.

ALVAREZ. — J'irai prendre sa place.

FERNANDO. — Tu auras raison.

ALVAREZ. — Si je pouvais être avec vous au feu et puis, un beau jour, mourir, comme ça, dans vos bras !

FERNANDO. — Il ne faut pas chercher la mort. Il faut vouer sa vie à une cause noble. Celle que tu serviras ici est la plus belle de toutes.

ALVAREZ (*résolument*). — Je m'engagerai demain, monsieur Fernando.

FERNANDO. — C'est ça.

ALVAREZ. — Voulez-vous me donner l'hospitalité ici pendant quelques jours?

FERNANDO. — Je pense bien !

ALVAREZ. — Alors, je vais aller chercher mes bagages à la gare où je les ai laissés.

FERNANDO. — Prends une auto et reviens vite pour me serrer la main avant mon départ.

ALVAREZ. — Ce ne sera pas long. A tout à l'heure. Madame Jacqueline, embrassez votre mari pour moi.

JACQUELINE. — Je n'y manquerai pas.

FERNANDO. — Au revoir.

Alvarez remet son manteau qu'il avait posé sur la table, et sort.

***

FERNANDO (*au bout d'un moment*). — Cet Alvarez, croyez-vous... Voilà une visite que nous étions loin de prévoir, hein?

JACQUELINE. — Certes !

FERNANDO. — Il en est des hommes comme des nations. Tous sont entraînés dans la sanglante mêlée.

JACQUELINE. — Celui-ci, par exemple, n'a pas la moindre raison de se battre ; il n'obéit à aucune idée.

FERNANDO. — Quelle erreur ! Il a une idée comme les autres !

JACQUELINE. — Laquelle?

FERNANDO. — La même que nous. Il vient défendre la liberté.

JACQUELINE. — Lui, défendre la liberté?... Vous plaisantez. Et quelle liberté, grand Dieu?

FERNANDO. — La sienne!... Son amour et son orgueil le dominent. C'est donc contre eux qu'il va se battre!

Voyez-vous, on aura beau chercher, ergoter, le mobile inconscient de toutes les actions humaines, bonnes ou mauvaises, justes ou maladroites, est toujours le même : Liberté.

C'est une loi de nature. Rien ni personne ne lui peut résister.

Voilà pourquoi les chagrins, les regrets, les remords, sont peu à peu rejetés hors de l'âme qu'ils gênent, comme les corps étrangers sont expulsés de l'organisme dont ils arrêtent le développement.

JACQUELINE. — Il existe pourtant des douleurs et des remords pour lesquels on ne trouve pas de libération...

FERNANDO. — Il y en a toujours une : la Mort.

JACQUELINE. — C'est vrai!

FERNANDO. — Le suicide, quelle que soit la forme plus ou moins déguisée qu'il prenne, est la suprême manifestation de l'indépendance humaine.

Tout ce qui entrave la liberté, Jacqueline, est, tôt ou tard, destiné à être brisé.

En entendant cette dernière phrase, la jeune femme a tressailli. Une pensée intérieure assombrit brusquement son visage.

JACQUELINE. — Hélas! que vos paroles me font mal!

FERNANDO. — Et pourquoi donc?

JACQUELINE. — Parce qu'elles correspondent à une pensée qui me torture et dont je vous ai déjà parlé. Je suis, moi, semblable à ces chagrins que vous évoquez et je sens bien que ma destinée est d'être, un jour, rejetée comme eux.

FERNANDO. — Voulez-vous bien ne pas dire des choses pareilles!

JACQUELINE. — Elles sont vraies. Depuis longtemps, il se fait un travail sourd et profond dans l'âme de mon mari. Il ne s'en doute pas, et, si on le lui disait, il protesterait de

bonne foi, mais je suis une entrave pour lui, je l'empêche, malgré moi, d'avoir la vie qu'il eût souhaitée, et, dans ce conflit où je ne peux, où je ne veux combattre, je prévois que je ne tarderai pas à être vaincue.

FERNANDO. — Il s'agit de sa brouille avec ses parents?

JACQUELINE. — Oui. Quand la guerre a éclaté, il a, vous le savez, caressé l'espoir de se réconcilier avec eux. Il leur a écrit pour leur demander s'il pouvait aller les voir avec son fils et moi ; ils lui ont répondu de venir seul. Alors, il s'est fâché et ne leur a plus jamais donné de ses nouvelles. A sa première permission, je lui ai demandé instamment de ne pas prolonger cette situation atroce pour une mère, il n'a rien voulu entendre. Je sais qu'il en sera de même cette fois-ci, et, pourtant, il est malheureux ; sa joie de me revoir est mêlée d'une sorte de regret amer que je devine en lui et le temps n'est peut-être pas éloigné où il va finir par m'en vouloir.

FERNANDO. — Avez-vous un fait nouveau, une indication précise?

JACQUELINE. — Non... Mais tant de petites choses... Autrefois, dans ses lettres, il ne me parlait jamais de ses parents ; à présent, à propos de tout, il évoque son père ou sa mère... Jadis, il condamnait brutalement leur attitude; aujourd'hui, sans l'excuser, il cherche à l'expliquer. Tenez, l'autre jour, quand il a reçu la Croix de guerre, il m'a écrit : « Que maman serait heureuse si elle savait !... » Cela m'a glacé le cœur... Sa famille lui manque étrangement.

FERNANDO. — C'est vrai. Il est de ces jeunes Français qui, trop faibles pour ne pas trembler devant les responsabilités d'avenir que représentent leurs enfants, sentent la nécessité de s'appuyer sur le passé solide de leurs ascendants.

Ils ne comprennent point la grandeur d'être seuls ! Ce n'est pas leur faute ; ils font partie d'un grand rouage social qui ne souffre pas qu'on lui retire une seule pièce.

JACQUELINE. — Vous voyez que j'ai raison de me tourmenter. Le jour où Pierre osera se dire à lui-même : « C'est par Jacqueline que je suis malheureux », ma condamnation sera bien près d'être prononcée.

FERNANDO. — Il ne dira pas cela, petite amie, car, auparavant, j'aurai arrangé les choses.

JACQUELINE. — C'est vrai?... Vous consentez à lui parler? Que vous êtes bon!... Il faudra lui dire qu'il peut concilier ses devoirs envers sa mère et envers moi... que je ne tiens pas à être reçue dans sa famille!... Vous exigerez qu'il consacre la moitié de sa permission à ses parents. J'aime mieux ne l'avoir que trois jours, mais qu'il soit plus entièrement à moi, sans arrière-pensée.

FERNANDO. — J'espère même faire beaucoup mieux.

JACQUELINE. — Quoi donc?

FERNANDO. — C'est mon secret. Allez chercher votre mari; ce doit être l'heure.

JACQUELINE. — J'attends l'automobile qui va amener Dimitri et Mira... Mais, qu'allez-vous faire?

FERNANDO. — Vous le saurez quand j'aurai réussi... si je réussis.

JACQUELINE. — Pourtant...

Une automobile s'arrête devant la porte de la grille; le chauffeur corne deux ou trois fois pour prévenir et la sonnette du jardin tinte.

FERNANDO. — Tenez, voici votre voiture.

JACQUELINE (*regardant en dehors*). — Oui, c'est elle, en effet!... Oh! mais Dimitri marche très bien tout seul, avec ses béquilles.

FERNANDO. — La jambe droite est complètement guérie... Pour la gauche, il faudra encore deux mois.

***

Marguerite accourue a ouvert la porte. Miroslawa entre la première, puis guide Dimitri qui monte les marches. Mira n'a pas changé; elle semble au contraire plus vivante, plus agitée. Dimitri, au contraire, est très amaigri, très pâli. Ses traits creusés sont ceux d'un homme qui a souffert. Il y a encore un peu de fièvre dans ses yeux brillants.

MIROSLAWA. — Là... doucement... Prenez bien garde aux marches... Ne cognez pas votre pied.

FERNANDO (*à Dimitri*). — C'est admirable!... Tu vas bientôt pouvoir courir.

DIMITRI. — N'est-ce pas?

MIROSLAWA. — Jacqueline, avancez le canapé, je vous prie.

JACQUELINE. — Voici... avec des coussins pour poser sa tête.

DIMITRI. — Merci... Quel mal je donne !...

MIROSLAWA. — Attention de ne pas faire glisser vos béquilles sur le parquet... là... doucement !...

DIMITRI (*s'arrêtant pour souffler et regardant autour de lui*). — C'est gentil, ici, dites-moi !... Mira m'avait bien décrit la maison, mais je ne m'imaginais pas que ce fût si grand !

FERNANDO. — Tu feras le tour du propriétaire tout à l'heure. Repose-toi d'abord.

Mira et Fernando soutiennent Dimitri et l'aident à s'asseoir.

DIMITRI (*passant sa main sur son front*). — Ouf !... Je ne suis pas encore bien solide, vous savez.

MIROSLAWA. — Il a perdu tant de sang !... Hier encore il s'est trouvé mal... Vous ne vous sentez pas souffrant?

DIMITRI. — Non, non... Ça va bien... très bien... Merci, ma chère garde-malade.

JACQUELINE (*qui a mis son manteau et son chapeau*). — Vous m'excusez, mais je cours vite à la gare.

DIMITRI. — Enfin, on va donc le voir, cet ami Pierre !

MIROSLAWA. — Jacqueline, je vous préviens que je l'embrasserai.

JACQUELINE. — J'y compte bien... A tout à l'heure.

Elle sort.

FERNANDO (*à Dimitri*). — Je te demande aussi cinq minutes, mon vieux ; je fais construire dans le jardin un grand dortoir pour les camarades en permission ; il faut que je me rende compte où ça en est avant la nuit et que je donne mes dernières instructions au contremaître. Je reviens dans un instant.

DIMITRI. — Ne te gêne pas pour moi, je t'en prie.

FERNANDO. — Je ne serai pas long.

Il sort à son tour.

***

Dimitri s'est étendu sur le canapé, il appuie sa tête contre le

dossier et met sa main devant ses yeux, Miroslawa s'approche, légèrement inquiète.

MIROSLAWA. — Vous êtes fatigué?

DIMITRI. — Un peu... Le grand air... l'automobile... La tête me tourne...

MIROSLAWA. — Je vous disais bien que ce serait trop pour une première sortie. Je m'en veux de vous avoir cédé.

DIMITRI. — Rassurez-vous. Quelques minutes de repos et mon malaise sera passé.

MIROSLAWA (*arrangeant les coussins sous sa tête*). — Êtes-vous bien ainsi?

DIMITRI. — Très bien, Miroslawa.

MIROSLAWA. — Voulez-vous boire quelque chose?

DIMITRI. — Non.

MIROSLAWA. — Alors, ne bougez plus, ne parlez pas, fermez les yeux.

DIMITRI (*implorant*). — Restez près de moi.

MIROSLAWA. — Bien entendu.

DIMITRI. — Tout près... Asseyez-vous là... Tenez-moi la main, comme vous faisiez quand le chirurgien fouillait mes plaies avec son bistouri.

MIROSLAWA. — Enfant gâté... Voilà...

Elle s'assied à côté de lui et prend sa main doucement dans les siennes. Il veut parler encore.

Chut !... Ne dites plus rien.

DIMITRI. — Oh ! ça ne me fatigue pas de parler... Au contraire... Si je me laisse aller, la faiblesse me prend... Il y a une grande part de nervosité dans mon cas...

Dimitri reste quelques instants silencieux; il sourit les yeux fermés et son visage reflète une joie intérieure profonde.

DIMITRI. — Il me semble que le contact de votre main fait pénétrer en moi de la force... Je suis bien.

MIROSLAWA. — Il ne faudra pas vous énerver, ni trop vous agiter quand Pierre sera là... Vous lui direz bonjour et je vous raménerai aussitôt.

DIMITRI. — Si vite?

MIROSLAWA. — Oui, oui. Ma responsabilité est engagée. Si

vous aviez de la fièvre ce soir, le médecin-chef me gronderait.

DIMITRI. — Je ne veux pas.

MIROSLAWA. — Alors, il faut être raisonnable.

DIMITRI. — Je ferai tout ce que vous voudrez, Miroslawa. Mais je suis tellement heureux d'être ici... seul avec vous... Là-bas, à l'hôpital, je n'ai jamais pu vous parler comme je l'aurais voulu, à cause des autres blessés tout proches... Je n'ai jamais pu vous dire ma grande reconnaissance pour les soins si doux que vous m'avez donnés.

MIROSLAWA (*sur la défensive*). — Vous n'avez pas à me remercier, Dimitri, j'ai rempli mon rôle de médecin et d'amie.

DIMITRI. — Oui, mais si gentiment... et même, parfois... vous me pardonnez, de vous dire cela... presque tendrement... (*Sur un mouvement.*) Ne vous fâchez pas, mon amie... et, si je me suis trompé... eh bien, ne me le dites pas... J'ai fait un si beau rêve... Il sera toujours temps de me rappeler à la réalité... Vous voyez, j'ose vous parler ainsi parce que j'ai les yeux fermés... Si je les ouvrais... peut-être verrais-je votre regard... sévère... et alors, ce serait fini !... Et je suis si heureux... Je me figure, en ce moment, que vous êtes penchée sur moi et que vous me regardez avec ces yeux apitoyés que vous aviez quand on me faisait mal... Il me semble que vous allez m'embrasser sur le front, comme vous avez fait un jour où je souffrais trop et où je pleurais en enfonçant mes ongles dans votre chère main que j'avais toute meurtrie.

Mira, qui s'était peu à peu approchée de lui et qui, déjà, effleurait son front de ses lèvres, s'est rejetée brusquement en arrière.

MIROSLAWA (*d'une voix blanche*). — Dimitri... je vous en prie...

DIMITRI. — Ne me détrompez pas, Miroslawa... je suis si content... Il y a des points d'or qui voltigent devant mes yeux... Ma tête se vide...(*Sa voix faiblit progressivement.*) Il me semble que je tombe dans un grand trou sans fond... Mais c'est bon. Je voudrais mourir en ce moment... Je vous aime, Mira... je vous aime... (*Presque dans un souffle.*) Je vous aime !...

Sa tête roule sur les coussins. Miroslawa, qui cachait ses yeux avec sa main, se redresse brusquement.

MIROSLAWA. — Dimitri !... Dimitri !... Oh ! il est évanoui... pauvre ami ! Comme il est faible !...

Elle soulève les coussins et l'étend plus complètement, puis elle va à la porte et appelle :

Marguerite !... Apportez-moi l'éther, monsieur Dimitri se trouve mal.

Elle revient près du jeune homme, dégrafe son col, puis le regarde longuement. Sa tête tout doucement se penche vers la sienne, et, soudain, comme entraînée par une force irrésistible, elle pose ses lèvres sur les siennes.

Entendant du bruit, elle se redresse, affolée, et aperçoit Fernando qui, debout près de la porte du jardin, la regarde. Elle pousse un cri étouffé.

A ce moment entre Marguerite.

MARGUERITE. — Ce pauvre monsieur Dimitri !... Que lui arrive-t-il?

MIROSLAWA (*se dominant*). — Ce n'est rien... une syncope...

Elle bassine les tempes de Dimitri et lui fait respirer l'éther.

MARGUERITE. — Il est encore bien peu solide.

MIROSLAWA. — Le voici qui reprend connaissance... Nous allons le coucher sur le lit, dans la chambre à côté. Il sera mieux.

FERNANDO. — Je vais vous aider. (*A Dimitri qui ouvre les yeux :*) Eh bien, mon vieux?

DIMITRI. — Qu'est-ce qui m'est arrivé?

FERNANDO. — Tu t'es trouvé mal.

DIMITRI. — Encore?... Oh ! c'est stupide... Je suis désolé...

MIROSLAWA. — Ne parlez pas... Vous allez vous étendre sur un lit, quelques instants... Prenez Fernando par le cou et appuyez-vous de l'autre côté sur Marguerite... Là...

Elle ouvre la porte de gauche.

FERNANDO. — N'aie pas peur, je te tiens solidement... Ça va?

DIMITRI. — Oui.. ça va... ça va...

MIROSLAWA (*à Fernando, au moment où ils vont sortir*). — Fernando, vous reviendrez, je vous en prie, j'ai à vous parler.

FERNANDO. — Tout de suite.

MIROSLAWA. — Marguerite restera près de Dimitri.

DIMITRI. — Vous m'abandonnez?

MIROSLAWA. — Oui... Quand je suis là, vous bavardez... et vous voyez le résultat... Soyez sage un moment.

***

Ils sont sortis. Restée seule, Miroslawa va à la fenêtre, l'ouvre, respire longuement, puis, l'ayant refermée, elle vient s'effondrer dans un fauteuil.

MIROSLAWA. — Je suis folle !... Je suis folle !... Quel vertige m'a prise... (*Elle met sa tête dans ses mains et murmure avec un accent désespéré :*) Non, je ne veux plus aimer !... Je ne veux plus aimer...

Un moment se passe, puis Fernando revient. Il regarde quelques secondes Miroslawa sans rien dire et hoche la tête douloureusement. Puis il ferme les rideaux de la fenêtre et allume l'électricité, car au dehors la nuit est presque complètement venue. La jeune femme s'est levée. Il s'approche d'elle et lui parle avec une grande douceur dans la voix.

FERNANDO. — Que désirez-vous de moi, Miroslawa?

MIROSLAWA (*se levant, très exaltée*). — Oh ! Fernando !... Fernando !... Tout à l'heure, là... vous avez vu?... (*Il baisse la tête.*) — Je vous jure... ce baiser était le premier... je vous le jure !... je vous le jure !

FERNANDO. — Je vous crois, Mira.

MIROSLAWA. — C'est une force irrésistible qui m'a poussée... Sauvez-moi ! Il faut que vous me sauviez.!

FERNANDO. — De quoi donc?... Dimitri vous aime ; vous venez de vous apercevoir que vous l'aimiez à votre tour, c'est un grand bonheur pour lui, et sans doute aussi pour vous. Il n'y a là rien de bien dramatique.

MIROSLAWA. — Si, Fernando,!... Si, c'est une chose dramatique pour moi !... Je ne veux plus aimer... j'ai trop souffert... Je ne veux plus revivre les heures effroyables d'autrefois... Et, pourtant, malgré une lutte constante de tous les instants, je sens pénétrer en moi les sentiments que j'ai éprouvés jadis...

et, par delà leur douceur présente, je découvre l'amertume affreuse qui leur succédera inévitablement !... Non... non... C'est impossible !... Je ne veux plus aimer !... Sauvez-moi !... Sauvez-moi !...

FERNANDO. — Calmez-vous, Mira, calmez-vous ! Cette exaltation est mauvaise. Asseyez-vous près de moi et causons tranquillement.

MIROSLAWA. — Tranquillement !...

FERNANDO. — Il le faut !... Si l'on veut se déterminer librement dans la vie, c'est en soi-même qu'on doit, d'abord, établir la liberté, et il n'y a pas de liberté dans l'affolement ou la colère... Calmez-vous, Mira !

MIROSLAWA. — Je ne demande qu'à vous écouter.

FERNANDO. — Votre cas est simple et vous vous troublez sans raison.

MIROSLAWA. — Pourtant...

FERNANDO. — Seulement, comme tous les êtres humains, vous qui savez tant de choses, vous ignorez tout de vous-même, car vous n'avez pas encore su arracher de votre âme les broussailles ataviques ou traditionnelles qui lui cachent la vérité. Vous avez peur de l'amour, Mira, et vous ne savez même pas si vous aimez !

Vous criez : « Je ne veux plus aimer ! » et vous n'avez pas encore connu l'amour !

MIROSLAWA. — Hélas ! si !

FERNANDO. — Non ! Vous avez cru le connaître, mais ce n'était pas lui.

MIROSLAWA. — Peut-être...

FERNANDO. — Le véritable amour, Miroslawa, est un sentiment si grand et si beau qu'il ne peut rien engendrer que de doux et de noble ! Il ne faut pas se méfier de lui. Mais il est rare et il y a des milliers d'hommes et de femmes qui ne l'ont jamais trouvé sur leur chemin.

Tous les chagrins, tous les drames proviennent de ce que l'on ne sait pas distinguer l'amour de ses contrefaçons. On le confond avec l'amitié, avec la tendresse, avec la pitié, et surtout, surtout avec le « désir », et c'est là que réside la plus grave de toutes les méprises.

Vous n'avez pas aimé, Miroslawa, vous avez désiré !

MIROSLAWA. — Oh ! taisez-vous !

FERNANDO. — Pourquoi? Le désir charnel n'est pas une honte ! Il a sa grandeur, il a sa noblesse, il est, lui aussi, une émanation du divin, puisqu'il est un hommage à la force et à la beauté !

Mais les prêtres ayant voulu l'interdire aux hommes l'ont dépeint comme une chose basse et avilissante et, en agissant ainsi, ils ont créé un des plus grands maux dont souffre notre pauvre humanité.

Ceux qui ne se sont pas libérés de l'emprise religieuse n'osent pas s'avouer à eux-mêmes qu'ils désirent ; bien mieux, ils ne s'aperçoivent pas qu'ils ne font que désirer, ils s'imaginent aimer !

Et quand leur désir est assouvi, ils éprouvent tout à coup ce désarroi moral, cette désillusion, ce vide de l'âme qui vous ont fait tant souffrir.

Persistant dans leur erreur, ils maudissent, comme vous, l'amour et l'accusent d'être la cause de leurs douleurs !

Ils ne comprennent pas, les malheureux, qu'ils ne l'ont point connu et que leur souffrance provient uniquement de ce qu'ils ont demandé au désir, qui est éphémère, ce que, seul, peut donner l'amour, qui est immortel !

Arrachez ces broussailles qui vous cachent la vérité, Miroslawa, puis regardez votre passé... Vous n'avez pas aimé... Vous n'avez fait que désirer !

MIROSLAWA (*épouvantée*). — C'est affreux !

FERNANDO. — Aujourd'hui, si vous aimez vraiment, abandonnez-vous sans arrière-pensée. Mais prenez garde de ne pas vous tromper, non seulement pour vous, mais aussi pour Dimitri.

MIROSLAWA. — Mais comment savoir?... Comment? Car enfin, dans le véritable amour, il entre aussi du désir. Si un homme s'est placé assez haut dans l'ordre moral pour qu'on ne puisse plus voir l'humanité en lui, si son âme est assez grande pour vous attirer seule, ce n'est pas de l'amour, qu'on éprouve pour lui, c'est de l'admiration, de la vénération... Ce sont les sentiments que j'ai pour vous, Fernando !

Une expression douloureuse contracte le visage de Fernando qui reste un moment sans répondre.

FERNANDO. — Vous avez raison, Mira, il doit y avoir du désir dans un grand amour afin que la fusion des deux êtres soit complète. Mais ce désir, voué à n'être que temporaire, ne doit tenir que la seconde place.

Le tout est donc d'avoir assez de force pour s'élever au-dessus de soi-même afin de s'établir comme juge impartial de ses propres émotions et départager son âme et son corps. Seuls, les êtres supérieurs, et vous êtes du nombre, peuvent arriver à ce dédoublement.

MIROSLAWA. — Que me conseillez-vous, alors?

FERNANDO. — De vous éloigner pour un temps de l'homme qui vous trouble. Si vos rêves d'avenir avec Dimitri ne sont composés que de visions charnelles, vous ne faites que désirer. Dans la solitude votre chair souffrira, mais elle souffrira seule, puis, peu à peu, le temps vous apportera l'apaisement, et, enfin, la délivrance avec l'oubli.

MIROSLAWA. — Je vous comprends... Je partirai... On demande des infirmières volontaires pour les ambulances du front, je donnerai mon nom demain...

Là-bas je me mettrai à l'épreuve. Je veux bien sacrifier ma liberté à un sentiment, je ne veux pas la sacrifier à une sensation !

FERNANDO. — C'est très bien, Mira. Du moment que vous avez le courage de prendre cette résolution, vous êtes déjà sauvée.

Un coup de sonnette les interrompt.

MIROSLAWA (*nerveuse*). — Qu'est-ce donc encore?

FERNANDO (*regardant au dehors*). — Des gens que j'attendais et avec qui je vous demande de vouloir bien me laisser seul. Ce sont les parents de Pierre Dupont.

MIROSLAWA. — Les parents de Pierre ici?

FERNANDO. — Je leur ai écrit hier soir pour les prier de venir me voir cet après-midi au sujet d'une communication importante concernant leur fils.

MIROSLAWA. — Vous voulez...

FERNANDO. — Je vais essayer.

MIROSLAWA. — C'est bien, ce que vous faites là !

FERNANDO. — La lutte est pour moi partout. Là-bas, sur le

front, je me bats pour la grande liberté des nations et des races ; ici, je dois lutter pour toutes les petites libertés individuelles sans qui l'autre ne serait qu'un leurre !

MARGUERITE (*entrant par le jardin*). — Un monsieur et une dame demandent monsieur Fernando Molabre.

FERNANDO. — Faites-les entrer.

Marguerite sort.

MIROSLAWA. — Bon courage, mon vaillant ami !

Elle s'en va par la porte de gauche.

***

MARGUERITE (*introduisant les Dupont*). — Si monsieur et madame veulent entrer.

Dupont est un homme de soixante ans environ. Un visage rose qu'encadre une large barbe blanche très soignée, des yeux un peu naïfs, un front pas très haut sur lequel glisse une mèche de cheveux soyeux habilement ramenée. Un air de bonhomie naturelle et de dignité voulue.

Quand il parle, ses yeux se tournent à chaque instant vers sa femme pour quêter une approbation.

Madame Dupont, elle, a cinquante-deux ans. Un peu plus grande que son mari, elle est mise avec une certaine élégance de bon goût. Elle paraît autoritaire mais pas méchante.

D'ailleurs, l'un et l'autre ont, en ce moment, la figure contractée par l'émotion et l'angoisse. Fernando s'est avancé au-devant d'eux, et, après s'être incliné, il approche des sièges.

DUPONT. — Monsieur Fernando Molabre?

FERNANDO. — C'est moi. Donnez-vous la peine de vous asseoir.

DUPONT (*très nerveux*). — Monsieur, répondez-nous tout d'abord... Nous sommes mortellement inquiets, ma femme et moi. Vous nous avez écrit que vous aviez une communication à nous faire au sujet de notre fils cadet... Hélas ! est-ce que le pauvre enfant... Mon Dieu... ce serait épouvantable !...

MADAME DUPONT (*douloureuse*). — Dites-nous toute la

vérité, monsieur... Nous serons forts... Mais cette incertitude... Mon petit Pierre.

FERNANDO (*très vite*). — Rassurez-vous ! Il est vivant ! bien vivant !

MADAME DUPONT. — Oh !... Merci... Merci, mon Dieu !

DUPONT (*s'effondrant sur une chaise*). — Nous avons eu si peur, quand nous avons reçu votre lettre...

MADAME DUPONT. — Il est vivant !... Il est vivant !... Pierre... mon chéri... (*Elle pleure nerveusement.*) Excusez-moi !

FERNANDO. — C'est moi, madame, qui dois vous prier de me pardonner.

DUPONT. — Vous ne pouvez pas savoir les heures que nous venons de vivre, monsieur !... Rester sans nouvelles de lui pendant des mois, puis, tout à coup, recevoir ce mot si court, cette convocation... Nous n'avons pas pleuré... Alors... à présent... la détente, n'est-ce pas... (*Il s'essuie les yeux.*)

FERNANDO (*touché*). — C'est trop naturel. Je comprends votre émotion ; je l'avais même quelque peu escomptée... Elle va faciliter étrangement notre conversation.

DUPONT. — Alors, monsieur... s'il n'est pas mort... il est blessé sans doute... grièvement blessé?

MADAME DUPONT. — Il est estropié... défiguré... infirme?

FERNANDO. — Non, madame. Il est en parfaite santé et, tout à l'heure, il arrivera même à Paris en permission.

MADAME DUPONT (*surprise*). — Ah !...

DUPONT (*se levant et reprenant toute sa dignité, c'est-à-dire tirant soigneusement son gilet*). — Alors, monsieur... Je ne comprends plus !... plus du tout votre façon d'agir !

FERNANDO. — Je vais vous fournir, monsieur, tous les éclaircissements nécessaires. Veuillez m'écouter sans mauvaise humeur et ne voir, dans la démarche que je fais en ce moment, que le désir d'être utile à Pierre et à vous-même !

DUPONT (*caressant sa barbe*). — Je veux bien vous entendre. Mais vous me permettrez de trouver bizarre le procédé qui...

FERNANDO. — Réservez votre jugement, monsieur, je vous le demande en grâce !... Je vous ai adressé cette convocation ambiguë volontairement, pour me rendre compte... J'étais bien certain que vous arriveriez ici bouleversés... Pardonnez-

moi ; l'expérience était utile pour moi. Elle ne l'était pas moins pour vous.

Puisque la crainte d'apprendre la mort de votre fils vous désespérait, puisque la pensée qu'il pouvait être infirme vous émouvait cruellement, l'idée de le savoir malheureux ne pourra pas vous laisser insensibles.

MADAME DUPONT. — Oh ! certes !

DUPONT. — Pierre est malheureux?

FERNANDO. — Profondément.

DUPONT. — Ah?... (*Il passe ses pouces dans les échancrures de son gilet et se promène de long en large tout en parlant.*) Eh bien, que voulez-vous que je vous dise, monsieur, je n'en suis pas étonné. Il y a longtemps que j'avais prévu ce qui arrive aujourd'hui !... Pierre est malheureux, c'est désolant, mais je ne suis pas fâché de voir que, cette fois-ci encore, je ne m'étais pas trompé. (*Doctoral et un doigt vers le ciel.*) Voyez-vous, monsieur, quand on se marie comme il s'est marié...

FERNANDO (*l'interrompant, très calme*). — Oh ! mais vous n'y êtes pas du tout, monsieur. De ce côté Pierre a, au contraire, toutes les joies désirables !

MADAME DUPONT. — J'en suis surprise !

DUPONT. — En êtes-vous sûr?

FERNANDO. — Certain !

DUPONT. — C'est regrettable.

FERNANDO. — Ce qui rend votre fils malheureux, c'est tout simplement de ne pas pouvoir, quand il vient, comme aujourd'hui, en permission, se blottir un peu dans les bras de sa chère maman, pour laquelle il a conservé une véritable adoration.

MADAME DUPONT. — Mon petit Pierre !

FERNANDO. — J'ai donc estimé qu'il était de mon devoir d'ami d'intervenir et de vous supplier de consentir à le recevoir.

MADAME DUPONT (*vivement*). — Mais c'est notre plus cher désir, monsieur.

DUPONT. —Nous ne souhaitons que cela.

MADAME DUPONT. — Aujourd'hui, comme au début de la guerre, nous sommes prêts à lui pardonner, à lui ouvrir nos bras. Il sera reçu chez nous comme l'enfant prodigue.

FERNANDO. — Oui, mais il faut le recevoir tout entier, madame.

MADAME DUPONT. — Tout entier?

FERNANDO. — Votre fils, à présent, n'est plus seul. Il faut...

DUPONT (*brusquement*). — Jamais !

MADAME DUPONT (*de même*). — Cette femme ne mettra pas les pieds chez nous !

FERNANDO. — Pourquoi?

MADAME DUPONT. — Parce que !

DUPONT. — Ça, monsieur...

FERNANDO. — C'est votre affaire et ce n'est pas la mienne?... Évidemment !... Pourtant, je crois avoir quelques titres à m'en mêler. J'habitais avant la guerre le Brésil, dont je possède la plus grande propriété foncière. C'est à Rio de Janeiro, voilà quatre ans, que j'ai rencontré Pierre.

Il avait longuement cherché du travail et végétait dans un misérable emploi qui ne lui fournissait pas de quoi nourrir les siens. Je le recueillis chez moi, ainsi que sa femme et son enfant ; je lui fis une situation plus conforme à ses goûts et à son instruction. Il me rendit les plus grands services et devint peu à peu mon secrétaire, mon bras droit, presque mon associé. Il devint, surtout, mon ami. De son côté, il n'eut, je crois, qu'à se louer de moi et nous avons, l'un pour l'autre, une affection fraternelle. Voilà pourquoi je me suis permis...

DUPONT. — Je vous suis très reconnaissant de ce que vous avez fait pour mon fils, monsieur, mais...

FERNANDO. — Laissez-moi continuer, je vous prie. Donc, pendant à peu près trois ans, nous avons vécu sous le même toit et, si j'ai appris à estimer Pierre, j'ai appris, en même temps, à apprécier celle qui est sa compagne.

Je puis vous affirmer, en connaissance de cause, qu'il n'y a pas de nature plus honnête, ni plus droite que la sienne. C'est une bonne épouse et une mère admirable.

DUPONT (*catégorique*). — Inutile d'insister, monsieur... Nous resterons inflexibles.

FERNANDO. — Mais la raison?

DUPONT. — Pierre s'est marié contre notre volonté, il nous a fait des sommations, nous l'avons prévenu à ce moment-

là que jamais sa femme ne serait admise dans notre famille. Nous ne reviendrons pas sur cette décision ! (*A sa femme.*) N'est-ce pas, mon amie?

MADAME DUPONT. — Parfaitement !

FERNANDO. — Ce n'est pas pour une question d'amour-propre que vous allez, je suppose, vous entêter à faire le malheur de votre fils?

MADAME DUPONT. — Évidemment, mais il y a d'autres raisons !

FERNANDO (*nerveux*). — A la bonne heure !... Et puis-je savoir lesquelles?

MADAME DUPONT. — Cette femme nous a volé notre enfant, je ne la verrai jamais !

DUPONT. — Ah ! elle a bien mené son affaire, la maligne ! Elle l'a bien entortillé, notre fils !... Voulant l'amener au mariage, elle a été assez adroite pour se faire faire un enfant !...

FERNANDO. — Elle aimait, elle s'est donnée sans arrière-pensée et sans garantie. Si votre fils avait été un petit misérable, comme il y en a tant, il aurait pu la planter là avec cet enfant qu'elle n'avait pas eu « l'adresse » de se faire faire, mais qu'il avait eu, lui, la maladresse de procréer. Et, sans doute, nous n'avez pas dû manquer de le lui conseiller?

DUPONT. — Certainement, monsieur, et je m'en vante !

FERNANDO. — Il n'y a pas de quoi !

DUPONT. — Oh ! on lui aurait fait une rente importante, rassurez-vous ! Nous ne sommes pas des barbares ! Mais elle a tout refusé !

FERNANDO. — Elle aimait.

MADAME DUPONT. — Elle voulait se faire épouser.

DUPONT. — C'est notre argent qu'elle visait !

MADAME DUPONT. — Et c'est encore notre argent qui l'attire aujourd'hui.

FERNANDO. — Mais non, madame ! Elle se moque pas mal de votre argent ! Outre que c'est une nature désintéressée, elle n'en a nul besoin, je vous assure. Pierre avait chez moi une très belle situation. Je lui en conserve tous les avantages pendant la guerre, et, après, elle ne fera qu'augmenter. Sa femme le sait. Elle sait aussi que, s'il est tué, je continuerai à lui payer les appointements de son mari sa vie durant. J'en

ai fait le serment à Pierre. Elle sait encore que, si je meurs, mes biens reviendront, par testament, à mes trois meilleurs amis, dont est votre fils... et je vous garantis, monsieur, que je suis infiniment plus riche que vous !

DUPONT. — Alors, que cherche-t-elle?

FERNANDO. — Uniquement le bonheur de son mari. Si Pierre l'avait écoutée, il aurait accepté de vous voir en dehors d'elle. Encore tout à l'heure, elle m'a supplié de l'y pousser.

MADAME DUPONT. — C'est très bien, ce qu'elle a fait là !

DUPONT. — Oui, c'est très bien !... Cela prouve qu'elle est intelligente... Elle a compris, elle !... Voyez-vous, monsieur, il n'y a pas d'autre solution et, puisque vous avez sur Pierre un peu d'ascendant, vous devriez lui persuader...

FERNANDO (*sèchement*). — Je ne ferai jamais une infamie pareille, monsieur ! J'ajoute que si je la tentais, Pierre m'arrêterait dès les premiers mots !

DUPONT. — Cet entêtement est insensé !

FERNANDO. — Mais c'est le vôtre qui est inexplicable ! Je viens de faire tomber la seule raison que vous m'ayez objectée... et vous persistez !... Je ne comprends plus !

DUPONT. — Eh bien, monsieur, puisqu'il faut vous en fournir d'autres, ce ne sera pas difficile !

Ma femme est une femme honnête, monsieur, vertueuse, d'une piété exemplaire !... C'est une sainte, monsieur !

MADAME DUPONT. — Paul, je t'en prie...

DUPONT. — Laisse-moi dire, mon amie !... Oui, monsieur, c'est une sainte !

FERNANDO. — Je n'en doute pas, monsieur... Et après?

DUPONT. — Après?... Après, elle ne peut pas recevoir chez elle, à son foyer, une femme... une femme qui...

FERNANDO. — Une femme qui?...

DUPONT (*très vite*). — Une femme qui a été la maîtresse de son fils !

FERNANDO (*s'emportant*). — Je sais bien que dans votre monde, monsieur, les femmes n'ont pas pour habitude d'être les maîtresses de leurs maris.

DUPONT (*sur le même ton*). — En tout cas, pas avant leur mariage, certainement non, monsieur.

MADAME DUPONT. — C'est une faute impardonnable, un péché qu'il faut expier toute sa vie.

FERNANDO. — Une faute !... L'amour, la tendresse, la confiance, ce joli don de soi-même qui est le geste le plus émouvant de la femme amoureuse !

DUPONT (*sec*). — C'est notre opinion et nous ne sommes pas disposés à en changer.

FERNANDO (*se maîtrisant*). — Eh bien, je l'adopte pour un moment, encore qu'elle me dépasse... Je l'adopte !... J'admets que ce soit une faute, un péché, comme vous dites !... Mais, puisque madame Dupont est une femme pieuse, qu'est-ce qu'elle fait de l'indulgence et du pardon?

Est-ce que la plus pure de toutes les femmes, la plus vertueuse, la plus sainte, Marie, mère de Jésus, n'a pas accepté que Magdeleine pleurât à côté d'elle au pied de la croix et l'aidât à soutenir le corps divin de son fils mort?

Celle-là est tout en haut de l'échelle des êtres ; c'est la femme vertueuse et bonne, sévère pour elle-même, indulgente pour les autres et pitoyable aux pécheurs !

Mais prenez-y garde, à l'autre bout de cette même échelle, tout en bas, au-dessous de la femme méchante, au-dessous de la scandaleuse, au-dessous de la prostituée, il y a aussi la femme vertueuse : celle qui n'a ni indulgence, ni pitié !

Vous n'êtes pas cette femme, madame ; vous êtes bonne et compatissante. J'ai lu dans vos yeux tout à l'heure la tendresse de votre cœur. Songez que votre fils est malheureux, songez qu'il y a une femme, une épouse fidèle comme vous, une mère comme vous qui se tourmente. Ayez pitié d'eux...

MADAME DUPONT (*déjà ébranlée*). — Vous me pressez, monsieur... Je ne sais plus que décider... Pourtant...

A ce moment, quelqu'un frappe à la porte de gauche.

FERNANDO (*interrompant madame Dupont*). — Une minute, je vous prie... Qu'est-ce que c'est?

La porte s'ouvre tout doucement et un petit garçon apparaît. C'est Marcel. Il a près de huit ans et porte encore ses cheveux longs bouclés. Sa ressemblance avec Pierre est frappante. En voyant des personnes étrangères dans le salon, il s'arrête surpris et intimidé.

MARCEL. — Tu me permets, dis, monsieur Fernando, de prendre le livre d'images qui est sur la table?

FERNANDO. — Mais oui, mon mignon, certainement.

L'enfant traverse la pièce et, en passant devant madame Dupont, dit poliment :

« Pardon, madame ! »

Il prend le livre, repasse devant les Dupont qui le suivent malgré eux du regard. Au moment de sortir, il se retourne.

MARCEL. — Merci, Fernando.

FERNANDO. — Sois bien sage, mon chéri.

Quand Marcel a refermé la porte, Fernando dit simplement à madame Dupont :

— C'est votre petit-fils, madame.

Un flot de larmes brusques, impérieuses, envahit les yeux de la vieille dame qui met sa tête dans ses mains. Dupont, saisi par une émotion qui lui serre la gorge, se promène nerveusement sans pouvoir parler. Après quelques minutes, il parvient à se reprendre.

DUPONT. — Ah ! quelle triste chose !... Quelle triste chose !... (*Un temps.*) Nous ne sommes pas méchants, monsieur... Ce n'est pas le désir de faire du mal à cette femme qui nous pousse à agir comme nous le faisons... Je vous garantis que nous ne sommes pas méchants..

FERNANDO. — Certainement, monsieur, vous n'êtes pas méchants... Vous êtes bien pis !

DUPONT. — Mais non, monsieur, mais non... Vous jugez les choses d'un point de vue élevé... philosophique. Mais je vous assure qu'il y a, dans la vie, des considérations dont il faut tenir compte !... Ainsi, nous, si nous voulions aujourd'hui recevoir la femme de Pierre, l'admettre dans la famille... Eh bien, nous ne le pourrions pas... Non, monsieur, nous ne le pourrions pas !

FERNANDO. — Parce que?

DUPONT. — Parce que?... Parce que nous en avons dit trop de mal !... Nos relations s'étonneraient. La plupart de nos amis cesseraient de nous voir... Ainsi, par exemple, notre fils aîné serait dans une situation des plus pénibles... C'est un

garçon très bien, très rangé, qui ne nous a donné, lui, que des satisfactions. Il a épousé, il y a plusieurs années déjà, mademoiselle Florent-Tigeois... la grande maison de conserves Florent-Tigeois... et il est devenu l'associé de son beau-père... Il est certain que les Florent-Tigeois ne voudraient pas que leur fille vît sa belle-sœur !

FERNANDO. — Eh bien, monsieur, elle ne la verrait pas !

DUPONT. — Quelle situation pour mon fils aîné !... D'ailleurs, je ne prendrai pas une détermination aussi grave sans le consulter... et je suis convaincu qu'il s'opposera à l'entrée de cette femme dans notre maison.

FERNANDO. — De quel droit?

DUPONT. — Du droit... du droit que lui confère la dignité de sa vie... le respect de sa femme... sa responsabilité des affaires...

FERNANDO. — Que fait-il, en ce moment, votre fils aîné?... Il se bat?

DUPONT. — Il fait beaucoup mieux que de se battre, monsieur, il ravitaille l'armée !

FERNANDO. — Et il gagne beaucoup d'argent?

DUPONT (*fièrement*). — Certes !... Il est si intelligent et si travailleur !

FERNANDO. — Alors, il n'a pas le droit d'avoir une opinion ! D'ailleurs, s'il s'était battu, il n'aurait pas des idées aussi mesquines !

DUPONT. — Ce ne sont pas des idées mesquines !... Ce sont des idées de notre monde !... Nous ne sommes pas des anarchistes, nous ! Nous sommes des bourgeois !

FERNANDO (*éclatant*). — Des bourgeois !... Ah ! voilà le grand mot lâché !... Je l'attendais !... Des bourgeois !... Qu'est-ce que c'est que ça : des bourgeois?

DUPONT. — Mais, monsieur, ce sont des gens honorables, de la classe moyenne... qui ont un peu de bien, du bien qu'ils ont gagné eux-mêmes...

FERNANDO. — Et qui sont, comme tels, forcés d'avoir certaines idées, de respecter certaines convenances?

DUPONT. — Mais oui.

FERNANDO. — Des idées qu'ils n'avaient pas hier, avant d'être des bourgeois et qu'ils n'auront plus, demain, s'ils

cessent d'être des bourgeois?... Eh bien, non, monsieur, vous vous trompez !... Ce n'est plus ça !

A notre époque, la bourgeoisie n'est plus une classe de la société, ce n'est plus qu'une ligue de gens de tous les mondes contre le progrès ! Il y a des ouvriers qui ont l'âme bourgeoise, il y a des millionnaires qui sont de grands idéalistes.

Les bourgeois, et, je le répète, il y en a dans les campagnes et dans les villes, dans les usines et dans les salons, les bourgeois, ce sont des gens intéressés, âpres au gain, réfractaires à tout idéal ; ce sont des gens qui ont trop d'indulgence pour leurs vices et pas assez pour les vertus des autres, qui vivent le nez collé contre un petit horizon étroit et tout proche, et qui, sans être foncièrement mauvais, font du mal par routine, en acceptant, sans les analyser, des principes tout faits, par paresse d'étudier les idées nouvelles. Voilà ce que sont les bourgeois ! Vous ne devez pas vous vanter d'en être !

DUPONT. — Permettez...

Mais Dupont ne peut continuer car la porte du jardin vient de s'ouvrir brusquement, une voix joyeuse a crié : « Bonjour, Fernando ! » et Pierre, casque de tranchées, capote déteinte, Croix de guerre, galons de sergent, musette au côté, fait son entrée suivi de Jacqueline.

***

MADAME DUPONT. — Pierre !

En apercevant ses parents, le jeune homme s'arrête.

PIERRE. — Papa !... Maman !... Ici !

MADAME DUPONT. — Mon petit Pierre !... Mon enfant !...

Elle lui tend les bras, mais Pierre prend sa femme dans les siens et attend.

FERNANDO (*à Dupont*). — Tenez, monsieur, vous disiez tout à l'heure que votre fils aîné gagnait de l'argent... et pourtant, c'est un pauvre !

Les nouveaux riches, les vrais nouveaux riches, ce sont ceux-ci !... Riches des spectacles effroyables qu'ils ont vus, riches des sacrifices qu'ils ont faits et, par-dessus tout, riches de gloire !

Le monde est à eux !... C'est par eux et c'est aussi pour eux qu'il se transforme !

Ceux qui, comme votre fils, ont défendu la Patrie et la Liberté, ceux qui se sont jetés sur le sol et l'ont serré dans leurs bras, sous les obus et sous les balles, qui se sont cramponnés à lui avec leurs mains crispées, puis s'y sont incrustés pour le mieux défendre, ceux-là en ont pris possession. Il est à eux plus qu'aux autres ! Ils ont le droit de parler haut dans la famille et dans la société !

Il prend Jacqueline par la main et, tout en parlant, la conduit peu à peu vers madame Dupont.

Et celles-ci, les pauvres femmes, qui, sans protester, sans pleurer, ont vu partir leurs maris et sont demeurées au foyer avec leurs enfants, qui, depuis le début de la guerre, vivent dans une angoisse quotidienne, attendant anxieusement des nouvelles, se disant, à chaque communiqué de combat : « Il était peut-être là ! », tremblent à chaque coup de sonnette, et, courageuses néanmoins, trouvent en elles assez de force pour supporter sans plaintes cette existence de martyres, est-ce qu'elles n'ont pas droit à un peu de pitié, est-ce qu'elles ne sont pas les égales des mères héroïques?

Serrez celle-ci sur votre cœur, madame, elle est votre fille par la douleur... Accueillez-la pour que son mari puisse retourner à son rude devoir, l'esprit libéré d'un lourd souci et pour que, si le malheur veut qu'il soit tué là-bas, vous puissiez le pleurer ensemble, vous, les femmes qui l'avez aimé !

MADAME DUPONT (*enlaçant brusquement Jacqueline*). — Oh ! ne dites pas ça !... Mon Pierre, mon enfant !...

JACQUELINE. — Pierre !... Mon amour !... Mon grand !...

Et, réunies par la même crainte, elles pleurent dans les bras l'une de l'autre.

FERNANDO. — Allons, Pierre, embrasse ton père, c'est un brave homme !

DUPONT (*ouvrant ses bras à Pierre*). — Mon fils !... (*A Fernando.*) Vous savez... vous m'avez abasourdi... vous m'avez ému... J'ai cédé... Mais je ne partage pas toutes vos idées, je tiens à vous le dire !

FERNANDO. — Ça n'a pas d'importance !... A présent,

allez là-haut embrasser votre petit-fils !... Vous verrez, il vous ressemble... physiquement !

MADAME DUPONT (*à son fils qu'elle embrasse à son tour*). — Nous l'avons aperçu tout à l'heure... Quel beau bébé et qu'il est mignon !

PIERRE. — Il est gentil, n'est-ce pas?... J'ai hâte de le revoir, moi aussi !... Venez vite. (*A Fernando.*) Je ne sais comment te remercier...

FERNANDO. — Embrasse-moi, car je pars à l'instant même.

PIERRE. — Déjà?

FERNANDO. — Hélas !

On entend, dans le jardin, des voix joyeuses qui appellent : « Fernando !... Oh ! eh ! Fernando !... En route !... »

Et tiens, voilà des camarades qui viennent me chercher pour faire route avec moi. (*Il entr'ouvre la porte.*) Entrez !... Entrez !... (*Il revient au milieu de la pièce.*) Allons, au revoir, Pierre, bonne chance ! Au revoir, petite Jacqueline.

JACQUELINE. — Mon grand ami... Je suis heureuse !

FERNANDO. — Moi aussi, je vous assure... Au revoir, monsieur et madame Dupont ! Sans rancune, hein?... Allez voir votre petit-fils.

Il les pousse vers la porte de droite.

DUPONT (*prêt à sortir*). — Vous êtes un diable d'homme !... Mais, vous savez, je ne partage pas toutes vos idées !

FERNANDO. — Vous y viendrez !

DUPONT. — Néanmoins, je suis bien content de vous avoir connu.

***

Tous les autres personnages sont sortis; Fernando, resté seul, se dirige rapidement vers la porte de gauche qu'il ouvre.

FERNANDO. — Miroslawa !... Miroslawa !... Ah ! vous êtes là?

MIROSLAWA (*entrant*). — Eh bien?

FERNANDO. — Le combat fut rude !... Mais j'ai enlevé, l'une après l'autre, toutes les tranchées de l'adversaire.

MIROSLAWA. — Quel bonheur !

FERNANDO. — Ils sont là-haut, près de l'enfant ! C'est l'attendrissement général. Je pars content !

MIROSLAWA. — Et moi, je partirai après-demain.

FERNANDO. — Comment va Dimitri?

MIROSLAWA. — Mieux... Il s'est assoupi... Voulez-vous que j'aille...

Elle fait un mouvement vers la chambre.

FERNANDO (*l'arrêtant*). — Non, ne le réveillez pas... Vous lui ferez mes adieux. Courage, Miroslawa !

***

Quatre légionnaires chargés de musettes et de paquets entrent en trombe, venant du jardin.

LE PREMIER LÉGIONNAIRE (*avec un fort accent américain*). — Allo ! my dear poteau !... Il est temps de partir !...

LE SECOND (*voix grave de Slave*). — Nous allons être en retard ! (*Apercevant Miroslawa.*) Oh ! pardon, madame !

FERNANDO. — J'ai une auto pour nous conduire. (*A la jeune femme.*) Ma chère Mira, voulez-vous me permettre de vous présenter quatre de mes meilleurs camarades?

MIROSLAWA. — Je serai ravie de faire connaissance avec ces messieurs.

FERNANDO (*désignant le deuxième légionnaire*). — Michel Androff, un compatriote à vous ; nihiliste n'ayant jamais tué personne... si ce n'est par les tableaux qu'il peint !... Ne faites surtout pas faire votre portrait par lui, car il mettrait vos yeux dans le coin droit de la toile, votre chevelure dans le coin gauche, au milieu, ce que reflète la glace de votre cabinet de toilette, et, en bas, ce à quoi pense la petite fille de votre concierge qui joue devant la porte.

MIROSLAWA (*riant*). — Vous exagérez !

ANDROFF. — Pas énormément, madame. Mais cette conception d'art peut se défendre.

MIROSLAWA. — Vous êtes cubiste, monsieur?

ANDROFF. — Non pas !... Les cubistes sont des poncifs; je suis futuriste !

FERNANDO (*présentant le troisième légionnaire*). — Auguste Van Tropfen, Hollandais. Poète décadent. Écrit en français... ou, tout au moins, en est persuadé !

TROPFEN (*riant*). — Merci.

FERNANDO (*désignant le quatrième*). — Miguel Gorzia, un fils de l'Andalousie ! Peintre comme Androff, mais d'une école plus avancée. !

MIROSLAWA. — Est-ce possible?

GORZIA. — N'en doutez pas, madame !

FERNANDO. — C'est un intentionniste !... (*Revenant au premier légionnaire.*) Enfin, William Spinser, Américain, profession : neurasthénique, ce qui est naturel si l'on songe qu'il a, jusqu'à ce jour, employé sa fortune à acheter des tableaux d'Androff et de Gorzia, et des livres de poètes comme Tropfen.

SPINSER. — Madame, cette Piau-Rouge ne pigeait rien du tout à la biauté !

FERNANDO. — Enfin, ce sont quatre fous !... Mais quatre fous généreux et héroïques qui me pardonnent mes plaisanteries, parce qu'ils savent que je les aime énormément.

ANDROFF. — Nous le plaignons, voilà tout.

FERNANDO. — Je n'ai pas besoin de vous dire qu'habitant depuis longtemps Paris, ils se sont engagés dès les premiers jours de la guerre.

MIROSLAWA. — C'est très beau !

GORZIA. — Naturel !... Moi, j'adore la France. C'est le seul pays où l'on ait compris, ou fait semblant de comprendre mes œuvres. Je lui devais bien de la reconnaissance !

TROPFEN. — Puisque la France est ma patrie littéraire, il était de mon devoir de défendre son patrimoine artistique, n'est-ce pas?

ANDROFF. — Exilé politique, je ne pouvais pas prendre rang dans l'armée russe. Je me bats ici pour la Russie !

SPINSER. — Moi, je me suis dit : « Spinser, old fellow, tu t'ennuies. Va un peu taper sur les gueules boches, ça te distraira ! »

MIROSLAWA. — Ça vous a distrait?

SPINSER. — Énormément.

FERNANDO. — Et il tape bien, je vous assure. Il n'y en a pas deux comme lui pour lancer une grenade.

SPINSER. — Je ne fais absolument rien, en comparaison de cette Piau-Rouge, madame. Il est tout à fait extraordinaire !

ANDROFF. — Merveilleux !

FERNANDO. — Je vous en prie...

GORZIA. — Si vous saviez ce qu'il fait !

FERNANDO (*gêné*). — Gorzia, ne parlons pas de ça !

GORZIA. — Pourquoi?... Il ne vous a jamais raconté, madame?

MIROSLAWA. — Mais non.

FERNANDO (*nerveux*). — Cela n'intéresse personne... Partons !

GORZIA. — Nous avons le temps !

TROPFEN. — Il est trop modeste.

GORZIA. — Madame, ce Fernando, si doux, si serviable, est le plus terrible soldat du régiment !

FERNANDO. — Ne le croyez pas, Miroslawa.

GORZIA. — Il est toujours volontaire pour les patrouilles dangereuses.

ANDROFF. — Et il a une façon bien à lui de les exécuter. Il part seul, sort de la tranchée dès qu'il fait nuit, se met à plat ventre et s'avance en rampant.

GORZIA. — Il n'y a que lui qui sache ramper comme ça !

SPINSER. — On dirait une serpent, tout à fait.

ANDROFF. — On ne l'entend pas !... Il gagne ainsi lentement les abords de la tranchée boche. Il repère les emplacements de mitrailleuses, ceux des crapouillots... et revient au petit jour. Généralement, il n'essuie pas un coup de fusil, tant il sait bien s'aplatir et ne pas faire le moindre bruit.

TROPFEN. — Et quelle patience !... Parfois, il met une heure pour faire un mètre.

GORZIA. — Il a un œil de chat et voit dans la nuit comme en plein jour.

SPINSER. — Et quelle oreille !... Il entend tout ce qui se passe chez l'ennemi.

FERNANDO. — Tout cela n'a rien de bien merveilleux... Allons-nous-en.

GORZIA. — Attends donc !... Mais où il est le plus beau,

madame, c'est quand il a découvert un poste d'écoute boche en avant de la ligne !

FERNANDO. — Ça va bien !... Ça va bien !

GORZIA. — Ça, c'est du grand art... Il part, comme je vous l'ai dit... s'arrange pour aborder de biais le trou où est blottie la sentinelle allemande, et, tout à coup...

FERNANDO (*violent*). — Assez, Gorzia !

MIROSLAWA (*intéressée*). — Et tout à coup?

GORZIA. — Il saute sur cette dernière, sans bruit... comme un tigre... On n'entend rien... pas un cri... pas une plainte !... Quand Fernando revient, il a les mains toutes rouges de sang !... Le boche est mort !

MIROSLAWA (*avec effroi*). — Ah !

FERNANDO (*furieux*). — C'est ridicule, mon cher, de raconter ces choses-là !

MIROSLAWA (*qui regarde Fernando comme si elle le voyait pour la première fois*). — Vous faites cela, Fernando?

TROPFEN. — Il le fait, madame, et souvent !... On dirait qu'il éprouve de la joie à tuer !

MIROSLAWA. — C'est vrai, Fernando?

FERNANDO. — Eh bien, oui, Mira, c'est vrai !... A ce moment-là, je suis un autre homme... Oh ! véritablement... C'est un autre qui prend ma place... un moi inconnu qui surgit des profondeurs de ma subconscience !... Un besoin me pousse, le goût du sang m'attire... C'est ma race qui reparaît et me pèse sur les épaules... Je sens bouillonner en moi je ne sais quels instincts cruels, quels atavismes sauvages... Oh ! certes, je pourrais les retenir, mais je les laisse aller volontairement ! Ils sont les chiens de meute que je découple et que je lance sur la bête immonde !

MIROSLAWA. — C'est affreux !

FERNANDO. — Mais, rassurez-vous, et ne me jugez pas trop mal... Quand toutes ces horreurs seront finies, quand la paix sera revenue... je saurai les reprendre en laisse et les museler définitivement. C'est à quoi il faudra que chacun de nous s'applique avec soin. Nous devrons oublier ce que nous avons vu... oublier ce que nous avons fait... oublier la mort, pour ne plus penser qu'à la vie féconde, oublier la haine, pour nous vouer à l'amour !

TROPFEN. — Tu as raison.

MIROSLAWA. — Vous faites cela, Fernando?

FERNANDO. — Miroslawa, je suis un homme comme un autre ; il y a de tout en moi. Mais ma volonté est toujours dominante et c'est librement que je tue... ou, plus exactement, que je laisse le moi inférieur accomplir sa sinistre besogne !

ANDROFF. — Quand je ferai son portrait, je n'oublierai pas ce dédoublement. Quelle idée !

MIROSLAWA (*à part, songeuse*). — Un homme comme un autre !

FERNANDO. — A présent, en route !

SPINSER. — Yes, il est l'heure !

FERNANDO. — Adieu, Mira. (*Bas, pendant que les autres reprennent leurs paquets.*) — N'oubliez pas qu'en vous, il y a aussi deux êtres bien distincts : la femme primitive, amoureuse charnelle, et la femme supérieure que vous avez créée par votre volonté.

MIROSLAWA. — Je ne l'oublierai point !

FERNANDO. — Adieu !

TROPFEN. — Au revoir, madame, nous allons reprendre notre rôle de bouchers.

SPINSER. — Je vous présente mes respects.

MIROSLAWA. — Bonne chance et bon courage !

ANDROFF. — Oh ! le courage n'est pas ce qui nous manque. Le plus dur, voyez-vous, ce n'est pas le danger, mais la servitude !

GORZIA. — Pour sûr !

ANDROFF. — Ce n'est pas l'idée de retrouver les obus, les grenades, les balles, qui me tourmente, moi ; c'est plutôt celle de revoir mon sergent et mon adjudant !

TROPFEN. — Oui, et de supporter encore les mille petites tracasseries d'une discipline mesquine !

GORZIA. — Pour des hommes libres, quelle misère !... Quand je pense à toute la hiérarchie militaire qui me domine, je me sens écrasé !

TROPFEN. — Avoir au-dessus de soi : un caporal, un sergent, un aspirant, un adjudant, un sous-lieutenant, un lieutenant, un capitaine, un commandant, un colonel, des généraux,

dont quelques-uns sont des braves gens, certes, mais dont la plupart ne nous valent pas, quelle désolation !

FERNANDO. — Taisez-vous, pauvres malheureux !... Si vous souffrez de ces choses, c'est que vous êtes en dessous de votre idée.

Songez toujours, pour vous soutenir, que le plus bel usage qu'un homme libre puisse faire de sa liberté, c'est de la sacrifier pour un grande cause. En avant !

Il sort, entraînant ses camarades. Miroslawa, sur le pas de la porte, le regarde monter en voiture et disparaître au tournant de la rue, puis elle revient au milieu de la pièce, où, debout, immobile, les yeux perdus au loin, elle répète tout bas : « Un homme comme un autre ! »

(La fin prochainement.)

JEAN-JOSÉ FRAPPA

LECTURES ÉTRANGÈRES

Walter Pater. — Le dernier roman de Blasco Ibañez.
Le Centenaire de Tourguénieff.

Bjœrnstjerne Bjœrnsön a écrit, un jour de mauvaise humeur, que la France était au point de vue intellectuel séparée de l'ensemble du monde par une sorte de muraille de Chine, qui l'isolait de tous les courants d'idées qui traversent l'Europe. Et cette opinion absurde a été souvent reprise par nos ennemis, et même quelquefois par nos amis. Et si l'on écoutait quelques-uns de nos critiques protectionnistes, on serait parfois tenté de donner à son tour, dans un moment de mauvaise humeur, raison à Bjœrnstjerne Bjœrnsön. Mais il faudrait alors oublier que, justement, c'est en France que pendant plus d'un siècle, nos écrivains et nos critiques ont fait le plus magnifique effort possible pour comprendre et pour s'assimiler les esprits les plus différents de l'univers et leur donner chez nous droit de cité morale. Cet ensemble de travaux considérables a malheureusement peu touché le grand public, mais de madame de Staël à Joseph Texte ou à Auguste Angellier, que de chemin parcouru ! Pour le rendre sensible, pour le faire mieux connaître à nos amis lointains, il eût suffi pourtant d'un guide bien modeste.

Nous aimerions indiquer ici, quand ils paraissent, les travaux de cet ordre et aussi donner de temps en temps quelques indications sur les mouvements littéraires de l'étranger,

montrer ce qu'ils doivent à la France et ce que nous pouvons leur emprunter, attirer l'attention sur des écrivains d'ailleurs trop peu connus encore ou trop oubliés. Il ne s'agit point de mener une enquête trop vaste et dont l'ampleur excéderait nos forces, mais d'éclairer, de-ci de-là, une figure qui gagnerait à être étudiée ou qui aurait à nous apporter émotion ou pensée nouvelles. La France, — et nous aurons maintes fois à revenir là-dessus, — a une belle mission littéraire à remplir, celle qu'elle a toujours remplie d'ailleurs. Par l'humanité et la clarté de son génie, elle rend les races compréhensibles les unes aux autres, elle est comme le terrain d'entente des grandes cultures du monde; elle possède quelque chose de sociable, qui humanise les génies les plus rudes et les plus éloignés du sien. Elle filtre pour les races du Sud les fleuves écumeux et trop chargés d'éléments disparates que le Nord précipite sur nous. C'est ce que dit magnifiquement Michelet dans son *Histoire de France* : « Notre Gaule était comme ce vase de la mythologie galloise où bout et déborde incessamment la vie ; elle recevait par torrents la barbarie du Nord pour la verser aux nations du Midi. »

Si nous formulons, en manière de préambule à ces pages, des pensées aussi ambitieuses, ce n'est nullement pour essayer de persuader à nos lecteurs que nous sommes dignes de concourir à ces choses ou que nous prétendons même l'essayer, mais nous rappelons des vérités si élémentaires dans l'espoir de donner plus de courage aux écrivains qui, par crainte d'être mal entendus, hésiteraient à entreprendre les travaux dont nous parlions tout à l'heure. C'est aussi pour rappeler à ceux qui affirment que nous n'avons pas besoin de culture étrangère et que nous nous suffisons absolument à nous-mêmes, que le Rhône descend vers nous, tout chargé des neiges alpestres et que ce sont cependant des eaux formées sous un autre ciel qui reflètent, avec pureté et avec force, quelques-uns de nos paysages les plus français et les monuments qui portent encore l'empreinte des plus vieilles civilisations méditerranéennes.

***

Entre les récents écrivains anglais, Walter Pater est un de ceux qu'on a le plus admirés outre-Manche et que l'on connaît le moins en France. Il a pourtant aimé et compris notre pays comme bien peu l'ont fait : il y avait en lui quelque chose de français, je veux dire le goût d'un art qui se suffit à lui-même, sans arrière-pensée morale ou utilitaire (comme chez Ruskin, par exemple). Il a poussé très loin, — et à la manière de nos écrivains, — l'amour d'un style parfait à la savante musique, et il a écrit sur des paysages ou sur des figures de chez nous quelques-unes de ses plus belles pages. Autant de raisons pour lui rendre ici un peu de l'amour qu'il nous portait.

Il y a quelques années, on traduisit ses *Portraits imaginaires*, qui sont admirables (celui, entre autres, de Watteau). Mais le traducteur de cet ouvrage serra le texte de si près, contraignit avec une telle rigueur notre langage à se servir de la syntaxe anglaise, que la lecture en est bien difficile. Aujourd'hui, M. Roger-Cornaz publie une traduction de *la Renaissance*, qui est une des œuvres essentielles de Walter Pater, et cette traduction est si pure et si nette que l'ouvrage semble presque pensé en français. Je souhaite que cela nous rende familier ce livre excellent. M. Roger-Cornaz est d'ailleurs un jeune écrivain romand, plein de talent, et dont certains contes, qui n'ont pas été sans subir l'influence du Régnier de *la Canne de Jaspe*, ont beaucoup de charme et d'invention.

Walter Pater est né en 1839 à Shadwell et mort le 30 juin 1894. Il représente à la perfection ce que peut être cette éducation d'Oxford et de Cambridge, quand elle s'adresse à un vrai lettré et qu'elle forme cet étonnant mandarinat, qui est aujourd'hui comme le dernier témoignage d'une religion disparue. Walter Pater lui doit peut-être d'avoir été ce monstre ou cette merveille moderne : un intellectuel pur. Il passa à peu près toute sa vie au collège de Brasenose, à l'écart de toute activité extérieure, à l'écart même de la vie, et méditant, je pense, sans trêve sur les plus hauts phénomènes spirituels.

Tous ses livres en portent la trace. On sait que chacun est le fruit d'un long, d'un savant mûrissement. Jamais rien de hâtif, d'improvisé chez lui. Pendant des années, il laisse se former dans son esprit cette œuvre où il veut s'exprimer, — où il s'exprimera parfois lui-même, nous le verrons plus loin, au point de substituer presque insensiblement sa personnalité à celle qu'il prétend étudier. Au fond, dans cette étude, il n'est vraiment guidé que par son intuition et son amour. J'entends bien qu'il était un érudit et de la meilleure sorte, mais rien de son travail ne laisse entrevoir l'érudit. Ce n'est point un labeur à l'allemande, avec notes, discussions et références. Quand il dit des figures de Botticelli : « Ce sont plutôt des hommes et des femmes de condition mêlée et incertaine, toujours attirants, revêtus parfois par la passion d'un caractère de beauté et d'énergie, mais attristés sans cesse par l'ombre que projettent sur eux les grandes choses auxquelles ils se refusent », rien, que sa propre chaleur de cœur, ne lui donnera cette clairvoyance.

Et il ajoute lumineusement : « Toute sa morale n'est que sympathie. Et c'est cette sympathie qui, remplissant son œuvre de plus de vérité humaine qu'on n'en peut trouver ailleurs, fait de lui, tout visionnaire qu'il est, un réaliste si puissant. » On pourrait presque en dire autant de Pater.

Roger-Cornaz nous dépeint Walter Pater dans « son étroit appartement du collège de Brasenose, qui ressemblait à la cellule d'un moine raffiné. Les murs en étaient peints d'un jaune délicat, les portes, de noir. Autour de la cheminée, s'enroulaient les rinceaux dorés d'une ornementation de goût ancien. Aucun luxe, aucune richesse ; seulement il y avait toujours sur la table un bol plein de feuilles de roses. » Stuart Merrill qui, lui, l'avait personnellement connu, me l'a dépeint, un jour, comme un homme maladivement délicat, plein de réserve et de réticences. « Tout en lui, me disait-il, semblait conseiller l'oubli. » Et à cause de l'atmosphère qu'il créait, il le comparait un peu à notre Mallarmé.

Walter Pater a écrit un certain nombre d'essais, sur *Wordsworth* et *Charles Lamb*, d'abord, puis des *Études grecques*, plus tard les *Portraits imaginaires*, *Prosper Mérimée*, *Platon et le Platonisme*. *Quelques grandes Églises de France*, un *Pascal*,

enfin, inachevé. Ajoutons un essai romanesque, *Gaston de Latour*, qu'il n'a jamais fini et qui se passe en France au temps des guerres de religion, et son admirable *Marius l'Épicurien*, qui est moins un roman historique au sens pittoresque que nous donnons à ce terme, que l'étude de certaines manières de sentir la vie et les idées, pendant une période particulièrement complexe de l'histoire du monde. Pour beaucoup des lecteurs de Pater, *Marius l'Épicurien* est son chef-d'œuvre, mais c'est peut-être bien aussi cette *Renaissance* dont nous avons à parler aujourd'hui.

Elle contient, en effet, deux des plus beaux portraits de Léonard de Vinci et de Michel-Ange qu'il soit possible d'imaginer, et, chose plus touchante pour nous, d'adorables pages sur de vieilles histoires françaises (*Amis et Amile* et *Aucassin et Nicolette*), et sur Joachim du Bellay. Et l'on peut essayer de démêler dans cette œuvre ce qui caractérise le style critique de Walter Pater.

Quand Taine veut nous montrer quelqu'un, il accumule les détails pittoresques, énumère les particularités physiques, il dépeint l'époque, fouille les mémoires, esquisse à grandes hachures une biographie, donne ses références, fait des citations ; nous avons, au bout du compte, quand il n'est pas parti d'un point de vue faux (car il est logicien, avant tout), un portrait vivant, riche en couleurs, d'un beau relief, qui fait quelquefois penser, par sa minutie et par sa vigueur, à une figure en pied, exécutée par un vieux maître hollandais. Avec Walter Pater, il en va tout autrement ; Pater n'entre jamais directement dans son sujet, il procède sans composition visible, il tourne autour de la personne à délimiter, il la tâte avec des antennes délicates, l'approche, puis la cerne de plus en plus, et ce sont alors des indications si justes, si nettes (sans paraître précises), un choix si sûr, si artistique de traits subtils, de réflexions profondes, que le visage, comme par miracle, se reforme sous nos yeux, non point matériel, non point physique, mais pour ainsi dire, intellectuel, spiritualisé, reconstitué dans ses éléments essentiels. Un tel art, la grâce presque inanalysable d'une telle critique, il faut lire *la Renaissance* pour en goûter l'ensorcellement.

Ou il faut lire dans les *Portraits imaginaires* le portrait de Watteau sous le titre de *Un Prince des peintres de cour. Un Prince des peintres de cour* n'est pas une critique et n'est pas un roman ; c'est un journal, tenu par une cousine supposée de Watteau, et cette cousine est sans doute amoureuse de lui, mais cette cousine est une fille de Walter Pater, elle n'avouera pas son secret. Et, à travers ce pâle journal, on voit se dessiner, peu à peu, la figure de l'auteur de *l'Embarquement pour Cythère*; elle ne s'affirme jamais : un fantôme passe et disparaît ; pas de descriptions brillantes (et faciles) de la peinture de Watteau, pas d'inutile couleur locale ; deux ou trois traits, mais si justes que tout Watteau y est résumé. Et soudain, voici la dernière phrase magnifique et mystérieuse, si perspicace, dans sa simplicité déchirante : « Il a été un malade toute sa vie. Il a toujours cherché dans le monde quelque chose qui n'y était pas dans une mesure satisfaisante, — ou qui n'y était pas du tout. »

Je connais peu d'œuvres d'art plus parfaites que ce portrait, et je n'en sais guère qui, avec des procédés aussi unis, parviennent mieux à donner l'illusion de la vérité.

Il en est de même tout le long de *la Renaissance*, et c'est le secret même de ce livre exquis. Personne n'a moins d'idées toutes faites que Walter Pater. Il se place en face d'un phénomène, comme si nul ne l'avait encore regardé. Il s'en imprègne tout naturellement et finit par l'expliquer, non point comme s'il s'agissait d'une chose excentrique, mais au contraire, d'ordre intime. Il voit très bien que la Renaissance commence dès le XIIe siècle, et il s'aperçoit avec autant de lucidité que, de toutes les époques qui ont marqué dans l'histoire de l'humanité (la Réforme et la Révolution, par exemple), la Renaissance a été la seule qui ait pu créer un progrès sans susciter d'affreux conflits. « Dans les régions enchantées de la Renaissance, écrit-il, il n'est pas nécessaire d'être toujours sur ses gardes. Il n'y a pas deux partis bien définis, il n'y a pas d'exclusions absolues. Tout s'y ressent de cette unité de culture qui réconcilie les belles choses entre elles, pour l'embellissement de nos esprits. Plus un homme a été représentatif de la Renaissance, plus aussi cette condition s'est trouvée remplie en lui. »

Walter Pater était un disciple de Ruskin. Il dut à ce maître d'aimer la beauté des formes, mais il y avait en Ruskin une sorte d'apôtre protestant ; le souci de la vie morale et celui de l'utilité finirent par l'emporter chez lui sur tout autre but. Et Walter Pater, à son tour, eut un disciple, qui fut Oscar Wilde et qui voulut importer dans le domaine de la réalité cette exclusive passion des choses plastiques. On sait combien il eut plus tard à s'en repentir. Seul, Walter Pater demeura fidèle à son rêve, ignorant qu'il y eût une société, ignorant que la beauté pût devenir une tentation extérieure. Il demeure un type exceptionnel dans la littérature anglaise, un artiste pur, au sens où les Français et les Italiens entendent ce mot. Tout ce qu'il a écrit est d'une adorable délicatesse et d'une extrême subtilité, mais d'une vitalité faible. Ses sens sont trop aiguisés, ils ressentent la vie sans vigueur, et lui-même, dans son interprétation d'autrui, se laisse envahir par sa propre personnalité. Le fonds de son être était cette réserve avec laquelle il perçoit le monde, il lui fallait sans cesse interposer un miroir entre son esprit et les apparences, et cette réserve était telle qu'il finissait par la voir partout. Il la voit même chez Michel-Ange, chez qui ce n'était certes pas le trait dominant. « Chez Michel-Ange, écrit-il, il y a toute la maturité d'un homme fait qui touche aux choses sérieuses avec précaution et désintéressement... » Cette précaution et ce désintéressement, voilà qui peint bien notre Walter Pater, mais non point l'homme de la Sixtine !

Ce manque de vitalité fausse quelquefois le jugement de ce grand esprit critique. Malgré sa clairvoyance, il se laisse troubler. Il voit de la caducité, de la faiblesse là où on les trouverait le moins. Il dira de Ronsard et de ses disciples : « Cette école a le charme d'une chose sans grande vigueur, ni puissante originalité, mais tout empreinte de la grâce que donnent une longue étude, des raffinements toujours renouvelés, la reprise constante des mêmes pas, l'usure patiente des mêmes angles ; c'est cette *fadeur exquise*, cette délicatesse, cette caducité de ceux qui ne peuvent plus rien supporter de trop fort et de trop véhément. Ses mérites sont ceux de la vieillesse, la grâce, la perfection, l'achèvement dans la minutie des détails. » Cela est-il exact? Il me semble

que cette définition s'appliquerait assez bien à notre poésie verlainienne ou à celle qui a suivi un chemin parallèle de l'autre côté de la Manche, à Arthur Symons, à Ernest Dowson. Mais voit-on cette décadence dans notre poésie du XVIe siècle, si drue, si vigoureuse, malgré son maniérisme plus apparent que réel, et d'une fraîcheur telle que les siècles n'ont rien pu lui enlever de son émail? Cette critique s'applique-t-elle à tel ou tel sonnet de Ronsard :

> A vous de ce lierre appartient la couronne;
> Je voudrais, comme il fait, et de nuict et de jour,
> Me plier contre vous, et languissant d'amour,
> D'un nœud ferme enlacer votre belle colonne!

Sur les terribles statues symboliques de la chapelle de Médicis, il finira par écrire ceci : « Enfin, une lueur passagère, un reflet insensible sur ces figures trop précises ou trop incertaines ; un rêve qui s'attarde un instant avant que l'aube l'efface ; un rêve sans but, incomplet, impuissant ; quelque chose qu'on entend à peine, qu'on touche à peine, dont on peut à peine se souvenir ; un souffle, une flamme entrevue par l'entre-bâillement d'une porte; une plume emportée par le vent. » On distingue très nettement ici ce qui est encore l'observation de Michel-Ange et ce n'est déjà plus que la rêverie familière de l'auteur, qui finit par ne plus être sensible qu'à soi-même!

Au fond de Walter Pater, comme chez tous les grands critiques, il y avait un poète caché, un poète mort. Un critique, c'est peut-être un lyrique renversé. Ce lyrisme se retrouve dans Walter Pater au moment où, sollicitant les secrets du génie, il en vient à voir le reflet de son propre esprit apparaître à la place de ceux qu'il interroge!

***

Le dernier roman de Vicente Blasco Ibañez, *Mare Nostrum*, est une œuvre bouillonnante, emportée par un violent souffle épique, riche jusqu'à l'excès, en sa truculence et en son éclat. On y trouve dans leur pittoresque toutes les qualités et tous les défauts du grand romancier espagnol.

En réalité, *Mare Nostrum* contient deux livres assez distincts, bien que par son affabulation ils n'en forment qu'un : d'une part, un magnifique poème de la mer, et en particulier de la nôtre, la Méditerranée, et d'autre part, un roman un peu mélodramatique où la guerre intervient, sans en être le principal sujet, comme dans *les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse.*

Le héros du livre est Valencien comme l'auteur. En cet homme qui s'appelle Ulysse Ferragut, et dont le premier amour, quand il était enfant, a été le portrait d'une impératrice byzantine, Constance-Auguste, Blasco Ibañez symbolise le Méditerranéen, l'homme d'aventures, toujours tenté de prendre les chemins liquides et de promener, selon leur gré, son appétit d'inconnu et de fortune : race à laquelle ont appartenu, depuis Ulysse, et Christophe Colomb, et Bonaparte, et Masséna, et Garibaldi! Cet Ulysse Ferragut, qui a pour oncle une sorte d'étonnant personnage, appelé *le Docteur*, et qui ressemble à un triton, s'embarque à son tour. Cela nous vaut les plus belles pages du roman, des descriptions émouvantes de tempête et de visions australes, une peinture grasse, épaisse, comme visqueuse, de la mer printanière, au moment où les poissons entrent dans la saison des amours. Mais à Naples, Ferragut devient l'amant d'une belle personne équivoque qui se trouve finalement être une espionne au service de l'Allemagne. Elle réussit, à force de volupté, à endormir les scrupules du marin, qui accepte d'entrer dans la ténébreuse association. Il ravitaille les sous-marins qui rôdent dans la Méditerranée. Et le jour où le fils de Ferragut, Télémaque, viendra en Italie pour tenter d'arracher son père à cet esclavage, ce sera un des sous-marins ravitaillés par Ulysse qui coulera son navire et causera sa mort.

Je n'aime pas beaucoup cette catastrophe qui sent son feuilleton, mais je ne vais pas en faire un reproche à Blasco Ibañez dans un moment où l'on ressuscite le roman d'aventures ! D'ailleurs, on sent bien qu'il tient moins à son sujet lui-même qu'au prétexte qu'il lui offre de chanter la mer et de faire vivre ses personnages. Et l'on sait à quel point il s'y entend ! Les Espagnols ont un sens extraordinaire du réalisme. Ils aiment le personnage pittoresque, le relief, la verrue,

la vérité anecdotique, même excessive. Ils excellent à peindre la vie extérieure plus que l'intérieure (quand ils ne sont pas des mystiques) mais cette peinture garde toujours une merveilleuse saveur, le genre de saveur, me semble-t-il, que montre au grand soleil un vagabond aux loques éclatantes. Il faut se garder de pousser trop loin cette image, car elle a une part de conventionnel. Il n'en est pas moins vrai que leurs écrivains — et sans oublier l'incroyable Cervantès, ni les romanciers picaresques — ont un don particulier pour faire jaillir en pleine pâte ces figures vivantes, ardentes, bien plantées, lourdes d'une belle vie sensuelle, qui semblent presque exagérées à nos yeux, tant notre optique est différente, et qui naissent naturellement, sans que l'auteur ait besoin pour cela, comme un Dickens, de recourir à la caricature. Qu'on se rappelle l'extraordinaire grouillement, l'humain polypier, qui se développe autour de la cathédrale de Tolède, dans la *Catedral*, où le monde de *toreros*, de *picadors* et d'*aficionados* qui traverse *Sangre y arena*. Ici, c'est Toni, le second du navire, ou *el tio* Carragol, ce dévot féroce, et bien d'autres, qui sont de même veine.

La qualité maîtresse de Blasco Ibañez, c'est son œil. Il a un œil qui voit tout, qui distingue chaque chose, l'isole d'abord, puis la replace dans son ensemble. Aussi n'y a-t-il pas un être dont il ne fixe aussitôt l'image unique. Il sait en quoi un matelot, un prêtre, un pêcheur, diffèrent des autres matelots, des autres prêtres ou pêcheurs. Et il semble vraiment que ses livres, à l'origine, au lieu d'être de lentes germinations de son cerveau, soient des grappes de visions, agglutinées les unes aux autres, autour de visions centrales originelles. Que l'on lise ici une des pages les plus saisissantes de *Mare Nostrum*, la description d'un repas de poulpes, dans l'aquarium de Naples :

« Quelque chose tomba dans l'eau, descendant peu à peu ; un morceau de sardine morte qui laissait fuir des filaments de chair et des écailles jaunes. Une étrange solidarité semblait exister entre les monstres. Celui-là seul s'agitait pour manger, qui voyait la proie le plus près de lui. Peut-être se soumettaient-ils volontairement à attendre leur tour? Peut-être leur

vue n'atteignait-elle pas beaucoup plus loin que leurs tentacules !

» Celui qui était le plus proche du verre se déplia soudain avec la violence d'un ressort qui se déclenche, d'un projectile qui fait explosion. Il sauta, resta collé au sol par une de ses pattes, tenant les autres en haut comme un faisceau de reptiles. D'informe haillon, il se changea en une étoile monstrueuse, remplissant presque toute la cuve de son corps gonflé de rage et d'eau, colorant toute sa membrane de vert, de bleu, de rouge.

» Les tentacules se saisirent de leur triste proie, se pliant en dedans pour la porter à la bouche. La bête se contracta, s'aplatit jusqu'à reposer sur le sol. Les pattes disparurent, et il ne demeura visible qu'une bourse tremblante par laquelle passait comme une houle, de bout en bout, le gonflement digestif. C'était un bouillonnement de mucosités qui se coloraient et se décoloraient avec les contorsions de la fureur assimilatrice, laissant à découvert de temps à autre des yeux stupides et féroces.

. . . . . .

» Freya protesta, le gardien ne leur avait jeté que des corps inanimés. Elle désirait la lutte, le sacrifice, la mort. Les morceaux de sardines étaient un repas sans substance pour ces bandits qui ne trouvaient de saveur qu'à l'aliment assaisonné d'assassinat.

» Comme si les poulpes avaient entendu ses plaintes, ils s'étaient laissés choir dans le fond de sable, flasques, inertes, respirant par leurs entonnoirs.

» Une petite écrevisse commença à descendre, à l'extrémité d'un fil, avec une gesticulation désespérée.

» Elle se serra encore plus contre Ulysse, émue à la pensée du spectacle prochain. Une des bourses convertie en étoile bondit, ses pattes serpentèrent, cherchant le nouveau venu. En vain, le gardien remonta jusqu'en haut le fil, s'efforçant de prolonger la chasse. Les tentacules collèrent leurs irrésistibles ventouses au corps de la victime et à la ficelle, tirant sur cette dernière avec une telle force, qu'elle se rompit, laissant tomber au fond le poulpe avec sa proie.

» Freya fit un mouvement comme pour applaudir.

« Bravo ! » Elle était extrêmement pâle. Une chaleur de fièvre passait, à travers ses vêtements, du côté de son corps au côté de Ferragut qui lui servait d'appui.

» Elle avançait le buste vers le cristal pour mieux voir l'activité dévoratrice de cet estomac en forme de pyramide qui avait sur sa pointe une minuscule tête de perroquet, avec deux yeux féroces, et à l'entour de sa base l'écheveau tordu de ses pattes pleines de cercles saillants. Le poulpe pressait l'écrevisse contre sa bouche, lui injectant sous la carapace le produit venimeux de ses glandes salivaires, paralysant tout mouvement de résistance. Ensuite, il l'avala lentement dans une déglutition de boa.

» — Que c'est beau ! — dit-elle.

» Les autres bêtes avaient également leurs victimes vivantes, et les paralysaient, et les dévoraient, agitant leurs corps mollasses, sur lesquels le gonflement de la nutrition faisait passer des rayons et des mirages de diverses couleurs.

» Alors le gardien jeta une écrevisse, mais en liberté, sans attache aucune. Freya cria d'enthousiasme.

» C'était la chasse telle qu'elle se déroule dans le féroce mystère de la mer, la course de la mort, la destruction précédée d'angoisse et de hasards émouvants. Le pauvre crustacé, devinant le péril, nageait jusqu'aux rochers pour se mettre à l'abri dans la grotte la plus proche. Un poulpe bondit derrière lui, tandis que les autres continuaient leur digestion.

» — Il s'échappe ! il s'échappe ! — s'écria Freya, palpitante d'intérêt.

» L'écrevisse courut sur les pierres, s'abritant dans leurs sinuosités. Le poulpe ne nageait plus, il courait aussi comme un animal terrestre ; grimpant sur les rochers avec ses griffes armées qui lui servaient d'appareils de locomotion. C'était la lutte d'un tigre contre un rat... Comme l'écrevisse avait déjà la moitié du corps caché dans les lichens verts d'un trou, sur son arrière-train, tomba un de ces serpents pesants, l'arrachant d'une secousse irrésistible de ses ventouses, et la faisant disparaître dans l'écheveau de ses tentacules.

» — Ah ! — soupira Freya, se rejetant en arrière comme si elle avait voulu s'évanouir sur la poitrine d'Ulysse.

» Celui-ci frémit, avec la sensation qu'un anneau de pres-

sion, tremblant, s'était enroulé à son corps. Les actes de cette déséquilibrée avaient fini par exciter ses nerfs.

» Il crut qu'un monstre de la même espèce que ceux de l'aquarium, mais beaucoup plus grand, une pieuvre gigantesque des fonds océaniques, s'était glissé traîtreusement jusqu'à ses épaules, lui jetant soudain un de ses tentacules. Il éprouvait la pression de cette griffe à sa ceinture, chaque fois plus serrée, plus farouche.

» Freya le tenait assujetti avec un de ses bras. Elle s'était violemment enlacée à lui et lui pressait la taille de toute sa force, comme si elle avait voulu couper en deux son corps vigoureux.

» Alors il vit s'approcher la tête de cette femme, avec une rapidité agressive, comme pour le mordre... Ses yeux agrandis, larmoyants et vagues, semblaient être loin, très loin. Peut-être ne le voyait-elle pas... Sa bouche frémissante et bleuie par l'émotion, une bouche ronde et en relief comme un muscle absorbant, chercha la bouche du marin, s'emparant d'elle, la tirant avec ses lèvres.

» Ce fut un baiser de ventouse, long, dominateur, douloureux. Ulysse reconnut qu'il n'en avait jamais connu de pareil. La salive de cette bouche, remontant au fil des dents, déborda dans la sienne comme un doux poison. Un tremblement jusqu'alors inconnu courut au long de son épaule, lui faisant fermer les yeux.

» Il se sentit vidé comme si tout son intérieur eût été liquéfié, passant dans l'autre corps à travers l'impérieuse succion. Il eut le pressentiment que ce baiser allait dater dans sa vie; qu'une nouvelle existence commençait pour lui ; qu'il n'arriverait jamais à se détacher de ces lèvres mordeuses et caressantes, qui avaient une lointaine saveur de cannelle, d'encens et de forêt asiatique, peuplée de plaisirs et d'embûches. Il se laissa entraîner par cette caresse de fauve, la pensée perdue et le corps inerte et résigné, pareil au naufragé qui descend et descend à travers les couches infinies de l'abîme, sans jamais arriver au fond [1]. »

Peut-être y a-t-il quelque chose d'un peu convenu dans

1. Ferragut mourra aussi dans un naufrage.

cette analogie entre Freya et la pieuvre, mais il faut ajouter qu'ici cette comparaison qui serait critiquable ailleurs, arrive après des pages et des pages de saturation marine, ce qui fait qu'elle prend place à son tour dans un vaste ensemble qui la nécessite et qu'elle y perd ce caractère de littérature qu'elle trouve peut-être à se trouver ainsi isolée. Mais il fallait l'isoler, tout de même, pour mettre en valeur ce côté hallucinant, à force de rendu, de l'art de Blasco Ibañez. On le voit ici au naturel et jusque dans sa minutie. Blasco Ibañez vous obsède, il revient à la charge, il vous montre une chose et vous la remontre, jusqu'à ce que vous ne puissiez plus vous en distraire, qu'elle ait le caractère pesant, le volume, l'aspect véritable d'une chose extérieure et que l'on distingue avec ses yeux, que l'on pourrait prendre avec sa main.

Cette Freya, d'ailleurs, féroce, hystérique, inhumaine, a un caractère symbolique aux yeux de Blasco Ibañez. Dans *Mare Nostrum*, on découvre de plus en plus cette tendance à généralisation, à allégories, qui fait évoluer dans un sens nouveau l'esprit de ce grand réaliste. Nous avons vu déjà combien Ulysse est, à ses yeux, le Méditerranéen même. Lisez le portrait de l'oncle, du *Triton* :

« Puis il se déshabillait et se jetait à la mer. Ulysse le voyait s'enfoncer dans le cercle d'écume tracé par son corps. Maintenant il se rendait compte de la profondeur de ce monde fantastique, composé de roches vitreuses, de plantes animales et d'animaux pétrifiés. Le corps brun du nageur prenait, en descendant, une transparence de porcelaine. On l'eût dit en cristal azuré, une statue fondue dans la pâte d'un miroir de Venise qui se briserait en mille morceaux, dès qu'elle toucherait le fond.

» *Il cheminait comme une divinité abyssale*, en arrachant les plantes et en poursuivant avec ses mains les éclairs de vermillon et d'or qui se cachaient dans les fentes des rochers. Des minutes entières s'écoulaient : il allait rester au fond; jamais il ne remonterait. Et l'enfant pensait avec inquiétude à la possibilité d'avoir à guider seul la barque jusqu'à la côte. Tout à coup, le corps de cristal blanc prenait une teinte verte, son volume augmentait. Puis il passait au brun cuivré, et

voici qu'à la surface une tête surgissait en s'ébrouant, et que le nageur élevait les bras pour offrir au gamin toute sa moisson sous-marine. »

Certains critiques ont nié la parenté de Blasco Ibañez et d'Émile Zola. Avec des différences dues aux divergences des races (et encore Zola était-il Vénitien comme Blasco Ibañez est de Valence), elle est pourtant évidente. Tous deux traitent le roman comme une vaste symphonie (Blasco Ibañez raffole de la musique et en parle avec ravissement et lucidité, dans bien des pages de son œuvre), avec des thèmes principaux qui se poursuivent, reviennent, donnent l'atmosphère du livre, sa couleur : tous deux, nés réalistes, ont évolué vers ces grands symboles simples, qui font d'un être rencontré au hasard une sorte de figure mythologique, d'un groupement quelconque, élémentaire ou humain, une puissance mystérieuse et géante ; tous deux répugnent aux personnages trop raffinés de mœurs ou d'esprit (les grandes dames de Blasco Ibañez sont aussi peu justes que celles de Zola), et adorent au contraire les êtres simples, rudes, violents. J'ajoute que Blasco Ibañez, né sur une terre heureuse, a une connaissance de l'instinct, supérieure à celle de Zola, et d'abord, parce qu'il montre une gamme d'instincts plus riche, plus variée, que l'auteur de *Nana*, aux yeux de qui il n'en existait guère que deux ou trois, et ensuite, parce que ceux qu'il met en lumière sont libres et pleins, et donnent du prix à la vie. Zola, naturellement pessimiste, a essayé d'être optimiste, Blasco Ibañez a peut-être essayé d'être pessimiste, et ses romans finissent généralement mal, mais toute son œuvre contient une joie tranquille, un bonheur profond d'exister, une force puissante qui font qu'on oublie la malechance des héros, les injustices de la vie et les lamentations de beaucoup d'entre eux, pour se repaître l'esprit de ces fresques brutales et sensuelles, où l'homme travaille, peine et lutte, mais où on le sent pleinement satisfait d'atteindre son but et d'obtenir, — volupté, argent, terre ou renom, — ce qu'il demande à ce monde. Les héros de Blasco Ibañez, quels que soient leurs tourments, sont tous un peu pareils à

cet Ulysse Ferragut, audacieux aventurier, mais qui oublie tout, dès qu'il est heureux.

***

Les Russes sont trop occupés par leurs expériences sociales (où ils essaient de ramener la numération humaine au chiffre de zéro), pour avoir pensé à célébrer le centenaire d'un des plus grands de leurs écrivains, et nous-mêmes, trop occupés par ailleurs, et d'ailleurs un peu trop déçus par eux, pour avoir songé à l'honorer dignement. Il serait fâcheux néanmoins d'avoir laissé passer la date de sa naissance sans essayer de délimiter la figure d'Ivan Serguiévitch Tourguénieff et de voir ce qu'il a eu de spécifiquement russe et ce qu'il a eu d'européen.

Pendant longtemps, Tourguénieff a passé pour être un cosmopolite, et une grande partie de son œuvre se déroule hors de Russie. Mais personne n'était plus Russe que lui; il l'était par son sentiment de l'inquiétude, ce qu'on appelle là-bas la *tasca*, qui lui rendait la France insupportable quand il y était et la lui faisait adorer quand il l'avait quittée; il l'était par son impuissance à vouloir, ses grands élans, suivis de rechutes, sa tristesse accablée, cette conviction indéracinable que tout est inutile, cette ambiguïté d'esprit qui malgré lui, le rendait suspect à ses amis de France. Et ces sentiments inspirent son œuvre. Et puis, qui donc a mieux que lui aimé, décrit la terre russe, les grands espaces, les villages, avec leurs maisons de bois, les groupes de bouleaux, et l'étang, avec ses oiseaux sauvages, et la magnifique solitude ! Tous ses personnages ont à son exemple quelque chose de particulièrement russe; ils souffrent d'un désœuvrement profond de l'esprit; ils cherchent une raison à leur destinée; leur malaise est bien un peu d'origine sociale, mais il est aussi, je pense, de cause climatérique; ils ont quelque chose de naïf, de paresseux et d'enfantin, ils ont l'impression d'être des hommes de trop. Il y a quelque chose, non de rompu, en eux, mais de lâche et de détendu : leur ressort vital. « Il y avait un obstacle aussi insurmontable qu'incompréhensible entre mes idées, mes

sentiments et leur expression », est-il dit justement dans le *Journal d'un homme de trop.* — « Ce qui est terrible, dit Tourguénieff, écrivant en son propre nom, c'est qu'il n'y a rien de terrible, ni une idée, ni une chose, rien. Il n'y a qu'une éternelle succession d'êtres falots et d'éventualités désespérément quelconques. » Cette passivité, ce manque de réaction et de philosophie constructive, sont-elles des choses essentiellement russes? On peut le croire si l'on songe au prodigieux *Oblomoff* de Gontcharoff, type si national qu'on a pu faire avec son nom un substantif d'expression courante, relatif à son état moral, si l'on se représente tant d'autres héros de romans, si l'on réfléchit à l'extraordinaire apathie avec laquelle une énorme majorité du peuple russe a supporté le bolchevisme. Est-ce une condition du climat, comme nous le disions tantôt, est-ce une particularité ethnique, est-ce le résultat d'un déplorable état social? L'avenir l'apprendra à nos enfants. Mais il ne faut pas voir exclusivement du romantisme dans Tourguénieff, puisque ses traits les plus essentiels se retrouvent aujourd'hui dans Gorki et dans Artybatzchew.

Une autre particularité de ses personnages, c'est leur désordre d'esprit ; quelle nuée d'agitateurs, de velléitaires, de bavards imprécis, de contradicteurs véhéments s'agitent dans ses livres ! On peut juger, d'après leurs conversations comme d'après celles des *Possédés* de Dostoïewsky, ce qu'a pu être la fièvre cérébrale de la révolution ! Certes, tous ces agités ne sont pas la Russie, mais ils en sont un élément, le plus vague et le plus turbulent à la fois, celui qui se résume par des accès de violence impulsive, au sein même de l'apathie, et par le goût de la cité construite dans les nuées. Que si l'on croit maintenant cette situation d'esprit purement contemporaine, qu'on relise dans *Fumée*, qui date de 1860, les réflexions de Potoughine !

Tourguénieff a vécu longtemps à Paris et fréquenté bien des écrivains français. Il est visible qu'il ne les comprenait pas et qu'eux ne le comprenaient pas davantage. Les anecdotes rapportées par Goncourt témoignent de cette surprise ; elles sont belles d'ailleurs et significatives. Aux romanciers sensuels et minutieux de cette époque, qu'il dut paraître romantique, ce géant russe avec ses amours mystérieuses et ses

sentiments indécis[1] ! Aujourd'hui cependant, on s'aperçoit qu'il est bien près d'avoir touché à la vérité humaine, non plus russe, mais universelle, plus efficacement que ses contemporains d'alors. Il a pris cependant beaucoup à l'esprit français (et peut-être même à Mérimée), le don de faire court, de choisir, de mettre en valeur ce qui est choisi, art tout latin qui a toujours manqué aux écrivains de sa race. Sans doute, à son tour, influença-t-il Maupassant qui lui doit, je pense, d'avoir développé en lui cet appétit du mystère qui manque si terriblement à ses premiers livres. Il influença très fortement aussi le grand romancier américain Henry James, et surtout à ses débuts.

Le cynisme de ses amis parisiens l'étonnait et le choquait; il a toujours parlé du *surnaturalisme* de l'amour. Le mot est de lui et il est significatif. Il permet de comprendre comment ce romancier réaliste a exprimé de l'humanité quelque chose de plus vaste, de plus mystérieux et de plus vrai que les autres écrivains français de son époque.

Ivan Tourguénieff traîna toute sa vie un ennui vague, un ennui de célibataire, errant un peu au hasard, dépaysé à la fin de son existence, aussitôt qu'il quittait la famille Viardot. Il finit par mourir chez nous, près de ses amis, et malgré quelques crises de mauvaise humeur, dans l'amour de la France, dont il regrettait bien un peu qu'elle ne l'aimât pas davantage. Il fut d'ailleurs francisé en partie, grâce aux critiques. On a peut-être oublié une clairvoyante étude d'Émile Hennequin, mais sûrement pas les belles pages si lucides et si complètes que lui a consacrées M. Paul Bourget, dans ses *Nouveaux Essais de Psychologie contemporaine.*

Malgré les années écoulées, le charme de Tourguénieff demeure intact et d'autant plus inexplicable que ce n'est qu'au second examen qu'il paraît aussi évident ; à la première lecture, la lenteur de son récit, une sorte d'indécision permanente, un style qui semble vague déçoivent un peu. Cependant, on ne lui résiste guère. Ayant eu le désir d'analyser sa méthode, nous avons lu au hasard une de ses nouvelles : nous sommes tombé sur *Jacques Passinkoff*, qui

1. Flaubert, seul, semble l'avoir sincèrement aimé, justement à cause de ce romantisme.

se trouve dans le volume intitulé ici *Scènes de la Vie russe.*

Jacques Passinkoff est l'histoire cruellement vraie d'un jeune homme (le narrateur du conte), qui est amoureux d'une de ces jeunes filles silencieuses et fidèles que l'on voit souvent chez Tourguénieff. Et comme son amour le rend vigilant, il surprend indiscrètement une lettre adressée à la silencieuse Sophia et par laquelle il apprend qu'elle nourrit un sentiment passionné pour un homme vulgaire, qui fréquente chez ses parents et qui s'appelle Constantin Alexandrovitch Assanoff. Il ne peut se retenir de dévoiler son indiscrétion à Sophie Nicolaïevna qui le met à la porte. Le pauvre amoureux, dans sa tristesse, confie sa peine à son meilleur ami, Jacques Passinkoff, un jeune romantique, une sorte de rêveur plein de grands sentiments et de rêves irréalisables. Et le doux Jacques Passinkoff réconcilie le héros de l'histoire avec Sophie et avec le médiocre Assanoff. Puis les années passent, et dans un district quelconque, longtemps après, le principal personnage retrouve Passinkoff mourant. Il apprend alors que son camarade, sans l'avoir jamais dit, a aimé aussi cette Sophie, mais qu'il n'a jamais pu l'oublier. Passinkoff meurt, et, longtemps après, le héros rencontre la triste Sophie, mal mariée et assez malheureuse. Il lui confie la grande passion de son ami, mais la jeune femme lui apprend à son tour que Jacques, lui aussi, a été aimé sans le savoir, et par sa propre sœur aînée, Barbe, « grosse blonde vermeille, âgée de dix-huit ans, qui était constamment assise à la fenêtre, regardant les passants ». Enfin, une malheureuse créature que Passinkoff a recueillie par pitié vient voir le narrateur. Elle pleure cet amant de qui elle s'est crue aimée et qui n'aimait, lui, qu'un fantôme. Et comme elle est misérable, il lui donne quelque argent.

Cette histoire est le type même de la nouvelle de Tourguénieff. Elle se développe à travers plusieurs épisodes, séparés par des espaces de temps, et dont chacun la rend plus triste à la fois et plus profonde. Tous les personnages y sont malheureux, malheureux d'un malheur morne et quotidien ; tous y aiment mal, on apprend trop tard qu'ils auraient pu avoir un peu de bonheur ; personne ne récrimine, mais sans avoir à le formuler, on constate que la vie est mal faite. Et

il se dégage de ces pages une émotion si vraie, si juste, si poignante, qu'on en a le cœur serré et presque les larmes aux yeux. Or, aucun auteur n'est moins exagéré, ni ne transpose moins la réalité. D'où vient donc que si peu d'entre eux aient touché à elle d'aussi près que Tourguénieff? Nos réalistes français semblent souvent secs ou faux à côté de lui; les Anglais déforment souvent la vérité; mais chez le calme Tourguénieff, on voit agir des êtres humains véritables, non pas les plus typiques, non des caractères grossis dix fois comme dans Balzac, non pas des caricatures vivantes, comme dans Dickens, mais les plus voisins de nous, les plus simples, les plus unis. Chez lui, pas un personnage n'est démesuré, pas une situation, excessive ; en même temps, rien n'est entièrement dit, les héros ne se révèlent pas d'une façon complète, ils ne se connaissent d'ailleurs jamais tout à fait, il y a toujours en eux un profond inconscient et un grand mystère, — ce mystère que les artistes de grande race ne dissipent jamais entièrement et qui, plus qu'une clarté toujours trop vantée, fait leur mérite véritable. Nous sentons que Tourguénieff en savait toujours plus sur ses héros qu'il ne l'avouait lui-même, et c'est cela qui les fait si vivants. Dans *Jacques Passinkoff*, la situation n'est pas élucidée. Nous ne saurons jamais très bien ce qui s'est passé entre Sophie et Assanoff, ni si elle n'a pas eu aussi un sentiment tendre pour Jacques Passinkoff, ni ce que Passinkoff a été pour cette compagne de hasard ramassée à la fin de sa vie. « L'âme d'autrui, a dit Tourguénieff, c'est la forêt obscure... » En chacun de ses personnages, cette forêt se ramifie, comme chez nous tous, en mille sentiments, les uns arrivés à leur plein développement, les autres, embryonnaires, tous contradictoires, composites, formant cette chose insaisissable, mouvante et merveilleuse : une personnalité humaine !

J'ai choisi *Jacques Passinkoff* comme modèle de cet art simple et charmant. J'aurais pu aussi bien élire *les Deux amis*, ou *le Roi Lear de la steppe*, ou cette admirable *Abandonnée*, qui est peut-être son chef-d'œuvre, ou tel chapitre des *Récits d'un Chasseur*. Ses romans ont sans doute moins de perfection technique, mais quelles richesses ne trouvera-t-on pas dans ces vastes études : *Pères et Enfants*, *Fumée*, *Eaux*

printanières, Une Nichée de Gentilshommes, Dmitri Roudine, Un Bulgare? Une partie de ces œuvres a fâcheusement vieilli : la critique contemporaine. Les satires des bains de Baden-Baden ou des panslavistes sont médiocres ; elles le paraissaient d'ailleurs aux contemporains. Elles sont aussi haineuses. Ce calme Tourguénieff avait des rancunes sourdes et tenaces contre ceux qui l'avaient irrité. Il se vengeait sur ces têtes de Turc de ne pouvoir prendre carrément un parti politique et d'osciller entre les révolutionnaires, à qui il promettait tout sans jamais tenir ses promesses, et les conservateurs envers qui il gardait une secrète affection. Mais ceci dit, quelle rare pénétration dans ces romans ! Rappelez-vous madame Odintsoff, *Pères et enfants* cette femme gentille et froide, qui fait un peu penser à la Michèle de Burne, de Maupassant. De page en page, elle se livre davantage à nous, avec sa coquetterie comme involontaire, son impuissance à sentir et sa sympathie sincère pour le nihiliste Bazaroff. A aucun moment du livre, on ne la voit tout entière, et, le roman fermé, elle est inoubliable. Nous avons une idée aussi vivante de la madame Arnoux, de Flaubert, mais Flaubert nous fait dix portraits de madame Arnoux, depuis sa première apparition sur le bateau jusqu'à sa dernière visite à Frédéric Moreau : portraits vifs, précis, énergiques, limités. Rien de pareil chez Tourguénieff. Et Marianne (*Terres vierges*), Gemma (*Eaux printanières*), Irène (*Fumée*), ne sont pas moins caractéristiques.

On a reproché à Tourguénieff une certaine mollesse dans ses peintures, un certain manque d'énergie, qui s'accordaient d'ailleurs à son caractère. Mais que l'on relise le récit de la mort de Bazaroff ! Madame Odintsoff vient le voir ; son mal est contagieux ; il lui conseille de prendre place dans un coin, assez loin de lui.

« Elle traversa rapidement la chambre et s'assit dans un fauteuil qui touchait au divan.

» — Vous êtes généreuse... — murmura-t-il. — Si jeune, si fraîche, si élégante, dans cette vilaine chambre, auprès de ce ver à moitié écrasé qui se tortille encore !... Allons, adieu ! vivez longtemps, et jouissez de la vie, dépêchez-vous !... Hein, moi qui me promettais d'abattre tant de besogne, moi qui

me considérais comme une espèce de géant, et qui étais persuadé que j'avais une mission ! Et voilà, mon brave géant, ta mission consiste à mourir décemment.

» Il étendit la main, chercha son verre. Anna Serguiéïvna lui donna à boire sans se déganter et en retenant sa respiration.

» — Vous m'oublierez, — reprit-il, — et vous aurez raison. Mon père vous dira que la Russie vient de perdre un homme qui lui était bien précieux. Ne contrecarrez pas ses radotages. Consolez-les, lui et ma mère. Prenez une lanterne à la main, et marchez, marchez, vous ne trouverez pas les pareils de ces gens-là... Moi, nécessaire à la Russie !... Attendez, je m'embrouille, il y a là des chiens...

» Il ferma les yeux et posa sa main sur son front. Madame Odintsova se pencha vers lui :

» — Eugène Vassiliévitch, je suis toujours là.

» Il retira sa main, se souleva un peu, ouvrit les yeux tout grands :

» — Adieu ! — dit-il, en un suprême raidissement de ses forces... — Écoutez. Jamais il n'y a eu un baiser entre nous. Soufflez sur la lampe qui se meurt, et qu'elle s'éteigne !

» Anna Serguiéïvna posa ses lèvres sur le front de Bazaroff.

» — Merci, — dit-il, en retombant. — Et maintenant..., les ténèbres ! »

Ce récit-là est digne des plus belles morts, racontées par Shakespeare ou par Balzac. Et quelles révélations sur l'âme de Bazaroff que les mots qui lui échappent !

C'est peut-être là le suprême don de Tourguénieff : il fait passer leur âme dans les paroles, dans les gestes de ses personnages. Mais l'âme, dans ce sens-là, qu'est-ce donc? Il nous semble qu'elle est ce réseau profond, secret, fait d'hérédités et d'élans ancestraux, de désirs et de rêves, de sentiments et de velléités, de clairvoyance et d'inconscient, qui est au fond de nous-mêmes et qui est l'expression la plus achevée de notre individu. Ce n'est pas tout à fait le caractère, ni l'intelligence et c'est ce qui détermine souvent notre destinée. Des romanciers excellents comme les Goncourt ou Daudet ont trouvé souvent des mots de caractère ou de situation, mais

l'âme est généralement absente de leurs romans ; Zola, parfois, l'a laissée entrevoir dans l'obscure poussée de l'instinct.

Et cette âme, cette forêt profonde, est devenue si inquiétante, si intense à ses yeux, qu'elle a fini par envahir l'œuvre de Tourguénieff. Ce sont alors ces *Apparitions*, ces poèmes en prose troublants, ces visions pessimistes et hallucinées qui emplissent ses dernières pages. Il cherche infatigablement ce qui se cache au fond de nous, ce que Maeterlinck appelle l'Hôte inconnu.

Ce sentiment juste de l'âme qui a permis à Tourguénieff de faire des caractères de femme authentiques. On peut les comparer à certaines créations des romanciers anglais ; rarement aux inventions des nôtres. On trouve dans George Eliot, dans Meredith, dans Henry James, des figures pareilles aux siennes. Et ce qu'elles ont de commun, les unes et les autres, je veux bien croire que c'est une certaine façon de s'exprimer, mais plus encore une structure morale. Elles semblent plus réelles que les nôtres, parce qu'elles sont en même temps moins logiques et plus près de la Nature. Elles raisonnent moins et s'abandonnent davantage aux forces obscures qui viennent d'elles-mêmes (et qui ne sont pas uniquement l'instinct sensuel). Nous savons parfaitement ce que pensent, ce que veulent une Emma Bovary, une Mathilde de la Môle, une madame de Mortsauf. Et quand elles s'expriment ou agissent, on suit l'intention précise, la démarche réfléchie, la ligne de conduite. Les plus romanesques mêmes (les héroïnes de George Sand) ratiocinent et font des plans ; leur être conscient seul nous apparaît. Mais la loyale Maggie ne sait pas bien pourquoi elle enlève un fiancé à sa cousine en désespérant son propre amoureux (Eliot : *le Moulin sur la Floss*), mais Christina Light n'est pas entièrement responsable de son action sur Roderick Hudson (James : *Roderick Hudson*), mais Clotilde de Rüdiger obéit à des raisons mal définissables en refusant à Alvan, son amoureux, l'entrevue qu'il sollicite, ce qui précipitera la catastrophe (Meredith : *les Comédiens tragiques*). Et nous aurions pu trouver des exemples analogues chez Shakespeare comme chez Dostoïewsky. Et de même, quand ces femmes parlent, elles laissent échapper, non ces habiles discours, ces paroles mesurées de nos Latines, mais ces balbu-

tiements profonds, ces échappées subites sur leur vie intime, ces étranges clartés que nous admirons chez elles. Nous avons cité de grands noms étrangers ; il ne faut pas oublier un des nôtres. Qu'on songe à Phèdre, à Hermione, à Bérénice ; ce n'est pas autrement qu'elles laissent entrevoir ce qu'il y a de plus général et de plus inexplicable dans le caractère féminin. Racine est allé plus loin que n'importe qui dans ce domaine.

Il y a bien des points encore de l'œuvre de Tourguénieff qu'il eût été curieux d'élucider, mais ces pages sont déjà trop longues. Du moins, puissent-elles décider quelques lecteurs à le relire et surtout nos éditeurs à réimprimer d'admirables œuvres que l'on ne trouve plus guère en librairie et qu'il est fâcheux d'abandonner à ce point !

EDMOND JALOUX

SANS RETOUR[1]

XIV

Au commencement de l'automne, Germaine et Marcel étaient descendus jusqu'à la Méditerranée. Ils avaient cherché, sur la côte qui va de Saint-Raphaël à Toulon, un asile pour y prolonger ce temps béni où l'amour comptait seul. Et c'est ainsi qu'un soir, vers les cinq heures, comme octobre finissait, ils se trouvaient assis l'un près de l'autre, sur la terrasse d'un hôtel qui domine le village de Bormes, une large et creuse vallée, puis un horizon marin où se détachent les îles d'Hyères. Il semblait qu'autour de ces îles dont le soleil frappait au loin les falaises rocheuses, on vît monter l'haleine bleue de la mer. La vallée s'emplissait d'ombre. Des amandiers tremblaient dans la lumière oblique du couchant, au souffle léger venu de l'ouest. Toute la campagne était douce et comme veloutée. Le relief des arbres sur des pentes lointaines apportait aux regards une caresse. Dans la direction du Lavandou, au delà d'une chapelle gardée par des cyprès, un rayon dorait, sur un dernier escarpement de la montagne, les pierres d'une large tour. Un autre escarpement, à la droite de l'hôtel, portait, environnées d'eucalyptus, les ruines d'un château.

Germaine et Marcel prenaient du thé sur une petite table de fer, sous les mimosas qui ne fleurissent qu'en hiver. Au

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er juillet et du 15 juillet 1919.

bord de la terrasse, des aloès, des figuiers de Barbarie se pressaient les uns contre les autres, mêlant au soleil comme des armes leurs feuilles luisantes et dures. Le jardin descendait par étage, avec des allées à demi ombragées et des escaliers de bois, jusqu'aux premières maisons de Bormes. Devant l'hôtel même, il y avait quelques plates-bandes de pensées et d'œillets, des buissons de roses remontantes. Ces fleurs pénétrées par la tiédeur du couchant avaient l'air, devant cet horizon si vaste, de se recueillir avec bonheur dans l'intimité de leurs parfums. De temps à autre, Germaine enfermant en elle-même la radieuse image de la mer et des îles, baissait les yeux vers un coin de terre. Elle observait un arbuste, son ombre sur le sol, les plantes modestes qui croissaient alentour. Elle remarquait le mouvement des branches d'un amandier. Ces détails, qui s'étaient approchés de son cœur et qu'elle avait isolés dans le cercle d'un doux éblouissement, assuraient la précision émouvante des souvenirs. Plus tard, lorsque la jeune femme évoquera le séjour de Bormes, cet arbuste, ce rayon de soleil sur le sable viendront lui dire : « Vous étiez là ; vous nous aimiez. »

Marcel fumait des cigarettes. Il lui semblait que la marche de son sang s'accélérait lorsque ses regards, pendant une seconde, enveloppaient Germaine tout entière. Il aimait qu'elle se reposât dans l'air du soir. Constamment, il se sentait associé aux menues impressions de la jeune femme. Il respirait avec elle. Il comprenait le langage de ses attitudes. Il saisissait mille nuances dans les grâces délicates de son visage. Dans les moindres mouvements de sa personne, il voyait enfin quelque chose de la vie nouvelle qu'elle avait reçue de leur amour. Pendant les mois qu'ils venaient de passer ensemble, comme elle s'était révélée sensible et vive ! Quelle jeunesse de cœur elle avait montrée ! Marcel se rappelait des causeries indéfinies sur le charme innombrable des heures. Parfois il lui avait dit :

— Mais vous voyez avec des yeux d'artiste, ma chérie.

— C'est que je vois avec les vôtres, Marcel.

Maintenant, ils étaient à la veille de quitter ce pays. Pour la dernière fois, ils regardaient la fin souriante du jour sur la campagne. Germaine soupira.

— Pensez-vous, — dit-elle, — que demain nous serons sur la route de Paris !

— Paris ne va pas nous séparer.

— Tout de même, il nous réunira moins. Mais je suis raisonnable. Je comprends même que vos idées sur ce retour soient différentes des miennes. Vous reverrez vos parents, des amis. Vous avez peint des tableaux qui, sans doute, seront admirés. A Paris, moi je n'aurai que vous, comme ici. Et peut-être il ne dépendra plus de moi seule que vous soyez heureux.

— Germaine, n'emportons-nous pas en nous-mêmes les fleurs « que nul ne peut cueillir »?

Quelques instants se passèrent, puis elle dit :

— Nous avons vécu un rêve.

Elle pensait à Montreux, aux premiers jours de solitude avec Marcel, aux promenades sur les petits chemins qui sont au-dessus de Territet, aux stations prolongées sous les sapins de Villars. En été, ils s'étaient réfugiés dans ce pays qui domine la vallée du Rhône.

— J'aimais, — dit Germaine, — à retourner souvent avec vous aux mêmes places. La régularité de nos habitudes m'enchantait. Notre existence ressemblait ainsi à celles qui ne sont pas inquiètes. Au long des jours, vous m'avez parlé de tout ce qui est précieux dans la vie. J'ai compris comment votre art l'embellissait pour vous. Je vous ai vu travailler.

Elle évoqua la chambre de Villars ouverte à la fraîcheur du soir. Puis ils se souvinrent d'une vieille demoiselle qui leur avait adressé la parole dans la salle à manger, de la figure avenante de l'hôtelier, d'un jeune ménage étranger qui se livrait alors aux joies poétiques et traditionnelles du voyage de noces. L'homme était mince avec une sorte d'assurance militaire dans l'attitude et, dans le regard, l'expression d'une tendresse conforme à l'ordre sans inquiétudes et sans secrets. La femme avait des yeux de faïence à fleur d'un visage tranquille, un teint de santé sur les joues, de la gorge, des hanches. Tous deux ne craignaient pas d'afficher la saine sensualité qui fonde les familles nombreuses. Et jamais l'arrivée de Germaine et de Marcel n'avait paru les troubler lorsqu'au détour d'un chemin ils s'embrassaient sur la bouche.

— Nous étions plus discrets, — murmura Germaine.

Elle rappela leur dernière promenade à la pointe de Brigançon, la route en corniche sous des pins, les petites plages où la mer était si transparente et si calme avec les arbres des promontoires qui s'inclinaient sur elle ; des fumées, à l'horizon, dans le soleil, marquaient d'une brume rousse l'entrée du port de Toulon.

— J'aurais voulu, — dit-elle, — demeurer longtemps avec vous sur le sable et qu'une maison à nous, modeste et blanche, fût auprès.

Ils attendirent, pour rentrer, que la nuit vînt. Les malles étaient ouvertes dans leur chambre. Des vêtements encombraient le lit. De vieux journaux traînaient de tous côtés. C'était fini de l'installation provisoire et chère, des fauteuils rapprochés, de la table qui portait les livres et les dessins. Germaine contenait son émotion. Et peut-être aurait-elle souhaité l'absence de Marcel pour quelques instants parce qu'alors elle eût pleuré librement. Voici que le temps commençait déjà où elle devait lui cacher les inquiétudes de son cœur.

Pendant le dîner, ils parlèrent de leurs projets. Germaine voulait découvrir un appartement dans le quartier du Luxembourg.

— Je chercherai dans quelque rue, — dit-elle, — une vieille maison qui ne vous déplaise pas trop et où les loyers soient modestes. Je vivrai là comme en province. C'est vous qui traverserez souvent la Seine et me rapporterez les nouvelles de Paris. Je ne veux pas que vous négligiez les intérêts de votre art. Je vous assure que je saurai vous attendre avec patience. Quelquefois, j'irai à votre rencontre dans ce beau jardin où vous m'avez montré pour la première fois toute la profondeur désintéressée de votre tendresse. Lorsque vous descendrez de chez vous, après le travail, vous me verrez à une place que j'aurai choisie et que nous aimerons. Pourvu que je n'aperçoive pas bientôt sur votre visage je ne sais quels soucis ! Car enfin nous ne serons plus, comme ici, livrés à toute la fantaisie de nos cœurs.

La douceur triste de sa voix émut Marcel. Il répondit :

— Vous êtes mon enfant chérie. A l'écho de chacune de vos paroles en moi, je sens que je vous appartiens tout entier. Notre amour est un cristal sans fêlure où tout vibre à l'infini. Je vous en supplie, ne vous inquiétez pas.

— Comme vous êtes bon ! comme je vous aime !

Les yeux de Germaine se voilèrent un instant, puis elle reprit :

— Il faudra que j'établisse avec soin mon budget. Maintenant, je sais ce qu'il me sera permis de dépenser. Assurément, je ne ferai pas d'économies, mais vous verrez comme je serai raisonnable. Et j'espère aussi qu'il vous paraîtra que je conserve un peu d'élégance.

Quelque temps après qu'elle eut envoyé de Montreux à ses parents l'expression respectueuse des sentiments qu'elle leur gardait, tout en ne pliant pas sous leur autorité, une lettre du notaire trouvée à la poste restante lui avait appris que les revenus de sa dot lui seraient servis. Elle ne savait rien d'autre.

— Germaine, — dit Marcel, — il est convenu que pour commencer nous n'habiterons pas ensemble. Vous auriez chez moi, avant notre mariage, une situation fausse qui nous serait pénible à tous deux. Seulement, il me paraît souverainement injuste que nos intérêts ne soient pas mêlés. Pourquoi vous imposer des privations qui ne sont pas nécessaires? J'ai les revenus d'une centaine de mille francs que j'ai hérités d'un oncle. Mes parents m'aident un peu. Cette année, je compte bien gagner plus de six mille francs. Vous voudriez que tout cela fût pour moi seul? Je serais donc plus riche que vous? Pourquoi? La plus belle preuve de confiance que vous puissiez me donner, c'est d'accepter sans discussion tout ce que je vous offrirai.

En vérité, il avait légèrement exagéré l'héritage dont le capital était déjà entamé. Et il n'espérait pas non plus gagner autant d'argent au moins pour cette première année, car plus tard il tenait à se persuader qu'elle lui apporterait une fortune.

— Oh ! Marcel, — dit Germaine, — j'ai mes idées sur cette question.

— Ce sont des préjugés.

— Peut-être, mais c'est tout justement être honnête que

d'avoir des préjugés lorsqu'il s'agit d'argent. Ne me tourmentez pas.

— Ce sont les riches, ma chérie, qui ont établi ce principe que l'argent est une chose sacrée qui ne se donne pas. Pour se protéger, ils ont créé la fierté des pauvres. Elle n'est légitime que vis-à-vis d'eux et comme réponse à leur égoïsme. Que vient-elle faire entre nous? Le vrai trésor, ce sont les dons que j'ai reçus de vous. Toute ma vie ne pourra m'acquitter. Et lorsque nous sommes si profondément, si heureusement mêlés l'un à l'autre, vous considérez cependant que mon argent n'est pas le vôtre.

— En accepteriez-vous de moi si la situation se retournait?

— Non, parce que j'ai le devoir et les moyens d'en gagner. Vous, ma chérie, vous ne sauriez qu'être patiente et souffrir sous mes yeux. La situation ne peut pas se retourner. Mais vous aurez toute confiance en moi. Vous n'infligerez pas à mon amour l'humiliation de vos refus. J'arriverai à vous convaincre quand il le faudra.

— Croyez-vous?

— J'en suis certain, n'en parlons plus ce soir.

Ils s'étaient levés de table. Ils s'en allèrent sous le grand ciel d'étoiles jusqu'au tournant de la route d'où l'on découvre les lumières du village. Ils croisèrent une petite Toulonnaise et son amoureux.

— Reviendrons-nous jamais en ce pays? — dit Germaine. Peut-être serait-il triste d'y revenir.

— Pourquoi?

— Parce que nous avons passé ici un temps de vacances. Il ne dépend pas de nous que la vie ne devienne pas plus grave.

Dans leur chambre, ils finirent de ranger les objets, de fermer les malles. Puis, dans la pièce déjà toute dépouillée de leur âme, ils ne regardèrent plus qu'eux-mêmes. Une impatience pareille à celle du premier soir les saisit. Jamais un appel plus ardent n'avait été adressé à toute la volupté de leur amour.

XV

Un après-midi de janvier, Marcel Jablines se rendait chez le marchand de tableaux Müllheim, rue Laffitte. Il traversa le magasin où justement on accrochait des toiles parmi lesquelles il reconnut, sous un jour qui lui parut la dépoétiser, une de ses propres études, celle qui représentait des eucalyptus aux environs de Bormes, avec un ciel d'automne et la mer entre leurs branches. Il eut un regard triste pour cette clarté lointaine qui lui souriait au travers d'une atmosphère poussiéreuse. Tous les tableaux réunis là par hasard ne s'accordaient point. Beaucoup semblaient gênés par de terribles ou fâcheux voisinages. Des tons brutaux, souvent plus voulus qu'observés, éclataient par endroits. La peinture conventionnelle s'offrait la première aux yeux. Puis son éclat factice avait l'air de retomber ou plutôt de s'éloigner en se glaçant. Les œuvres sincères seules, vives ou discrètes, se faisaient pénétrantes. Marcel remarquait un paysage de Sisley : un rang de peupliers sur une berge de la Seine avec les tons légers et roses des jours de printemps précoce. Il voyait toute la lumière fine d'une véranda à demi ensoleillée, autour d'un visage de jeune fille, sur une toile de Berthe Morisot. La couleur délicate et vraie d'une femme nue de Corot s'harmonisait avec le ciel et la verdure qui l'entouraient comme dans l'œuvre des plus grands maîtres anciens.

Un jeune homme de profil sémite donnait des ordres dans le magasin. Il serra la main de Marcel.

— Mon père est là, — dit-il, — désirez-vous le voir?

— Certainement.

A ce moment, la porte d'un corridor s'ouvrit et Müllheim parut. Il reconduisait un visiteur dont les cheveux longs graissaient le col d'un pardessus râpé et qui portait sur un visage aux yeux enfoncés dans leurs orbites, aux traits accentués, la marque d'une vocation artistique peu favorisée. Des sentiments de haine couvaient sans doute en son cœur contre Müllheim. Il continuait de parler à voix basse, de fournir toute les explications qu'on ne lui demandait pas. Il exprimait

la confiance qu'il avait en son propre talent. Müllheim balançait la masse de sa personne qui occupait toute la largeur du corridor. Inerte et patient, il n'écoutait pas, tout entier aux préoccupations d'une affaire qu'il tentait avec un Greco. Il s'agissait de mettre en rivalité plusieurs collectionneurs et l'État. « Il serait honteux qu'un tel tableau n'allât point au Louvre », avait dit un journal influent.

L'artiste comprit enfin qu'il ne triompherait pas, par des mots de la dernière heure, de l'impassibilité commerciale du marchand. Il se tut soudainement, puis après avoir pris une seconde la main grasse et molle qui lui était tendue, il partit comme on s'élance dans la mer.

Müllheim aperçut alors Jablines et vint à lui. Il l'accueillait toujours aimablement. Ce n'était pas qu'il fût disposé à le beaucoup servir, mais il tenait à ne point le mécontenter. Marcel connaissait des gens riches, il s'habillait avec correction et, de plus, il ne demandait jamais d'avances.

— Venez dans mon cabinet, — dit Müllheim, — je vous montrerai mon Greco et nous pourrons causer.

Marcel entra bientôt dans une pièce qu'on avait aménagée entre des salles d'exposition et qui recevait le jour d'en haut. Un grand bureau à cylindre encombré de papiers y tenait une large place. Il y avait une bibliothèque en bois noir avec des registres, quelques tableaux au mur : une meule de Monet, une femme nue très rose de Renoir. On voyait aussi une danseuse de Degas penchée en avant pour rattacher un de ses chaussons. Dans l'ombre, les muscles tendus de sa jambe, sous l'envol de la courte jupe, le creux de son dos, la maigreur de son épaule s'accusaient. Tout à côté, une tête de fille rousse par Toulouse-Lautrec. Enfin, sur une chaise, un portrait d'homme du Greco. Les yeux vivaient singulièrement dans une physionomie qui semblait tordue par le vent. La maigreur du visage, celle du cou prenaient des tons de décomposition. L'homme était drapé dans un manteau d'un vert acide.

— Qu'en pensez-vous? — demanda Müllheim.

— Il y a dans ce tableau, — répondit Jablines, — de quoi satisfaire les peintres et les littérateurs. Certains traits révèlent un maître ; d'autres, par leur étrangeté, provoquent les commentaires à l'infini.

— C'est ce qu'il faut, — dit le marchand. — Les gens qui aiment ce portrait ont la joie de mépriser ceux qui ne le comprennent pas. On discute, on se passionne. J'ai déjà de fort belles offres, mais je serais capable d'un sacrifice pour que cette toile fût au Louvre. Évidemment, je ne voudrais pas que le sacrifice devînt trop grand, car enfin on ne peut pas fouler aux pieds tous ses intérêts pour l'amour de son pays. Allons, prenez ce fauteuil, cher ami.

Müllheim s'assit à son bureau. Il était content de la finesse qu'il montrait tantôt vis-à-vis des artistes, tantôt vis-à-vis des clients. Ses petits yeux avaient une malice intermittente dans son visage épais. Quelquefois, il paraissait presque sommeiller. Puis il se réveillait pour dire, avec une lenteur voulue, des phrases qui donnaient à réfléchir, semblaient lourdes de bon sens ou d'arguments irréfutables. Il ne parlait pas à tous le même langage. Il se gardait seulement d'être tout à fait sincère avec personne. Sans doute, il ne l'était pas avec lui-même. Cependant on lui eût fait injure en le supposant plus qu'à moitié dupe des paroles d'admiration ou de générosité qu'il proférait à l'occasion. Un de ses gestes favoris était de repasser longuement un couteau à papier sur la paume de sa main gauche. Le peintre Jean-Claude disait : « Il a l'air d'aiguiser avec soin la lame qui doit nous tondre. »

Cette fois, s'appuyant d'un coude au bras de son fauteuil, Müllheim dit, avec une bonhomie encourageante :

— Parlons un peu de vous. Avez-vous travaillé? J'ai vendu tout récemment pour mille francs un de vos paysages.

Sur un mouvement de Marcel, il ajouta :

— Vous m'aviez permis de le céder à ce prix.

— Oui, mais j'espérais mieux tout de même.

— J'ai cependant eu de la peine à décider l'amateur. C'est le fils d'un gros marchand de drap. Il s'appelle Vigneux. Vous ne le connaissez pas?

— Non.

— Je crois qu'il vient de se marier et il a fait construire un hôtel près de l'avenue du Bois. J'ai eu aussi la visite du baron Fuchs. Il voulait savoir si vos tableaux prendraient bientôt de la valeur. Je le lui ai affirmé. Il m'a paru craindre que ce ne fût pas de son vivant.

— Pensez-vous que ce sera de mon vivant, à moi? — demanda Jablines.

— Oh ! certainement.

— Cependant, voici plus d'un an que je suis revenu de mon voyage et qu'ai-je vendu? Une dizaine de toiles dont quelques-unes ne m'ont pas rapporté cinq cents francs.

— Mon cher ami, — dit Müllheim, — la peinture est très difficile à vendre et il faut bien reconnaître que vous ne m'aidez pas. Vous n'organisez pas la moindre réclame autour de votre nom. Vous travaillez avec conscience, vous avez du talent. C'est fort bien, mais cela ne suffit pas. De cette façon, on atteint seulement la postérité ou bien on est découvert tout à coup lorsqu'on a soixante-dix ans. Vous avez des relations dans le monde et dans la presse. Pourquoi ne vous en servez-vous pas? Persuadez donc à quelques littérateurs que vous avez du génie. Formez avec quelques peintres ou sculpteurs une société d'admiration mutuelle. C'est excellent. Fréquentez des arrivistes. Vous ne gagnez rien à vivre comme vous le faites, avec des amis qui vous ressemblent. Voyez comme Louis Lazare, Maurice Ferbach et bien d'autres ont su lancer leurs œuvres. Ils sont très jeunes.

Marcel réprima un sourire et Müllheim continua :

— Ne négligez pas les journalistes. Il est très bon que le nom d'un peintre soit connu avant qu'on ait vu ses tableaux. Les gens les regardent alors d'un œil averti. N'oubliez pas que le plus souvent, ils n'y entendent rien. La retraite laborieuse n'est pas dans les mœurs du jour. Il y a quelque temps, vous aviez paru en sortir. Maintenant, vous y êtes retombé, c'est un grand tort. Je vous parle en ami.

— Je vous remercie, mais pour suivre vos conseils, il me faudrait m'astreindre à des démarches qui m'effraient un peu.

— Savez-vous ce qui vous nuit encore? Vous n'avez pas d'opinion politique. Si vous étiez traditionaliste ou socialiste, toute une presse aurait des raisons de vous vanter. Le traditionalisme est sans doute ce qui vaut le mieux. Mais le socialisme a aussi ses riches. Réfléchissez bien à tout cela. Je ne souhaite à personne de réussir autant qu'à vous. J'ai pour vous une vraie sympathie. Tenez, un dernier mot, à propos

de vos œuvres, cette fois. Vous avez un talent original, c'est certain. Seulement vous l'appliquez à des sujets trop différents. Vous m'apportez des paysages, des intérieurs, des portraits, des nus. Enfin, vous cherchez à vous renouveler. C'est encore une erreur. Le public se déconcerte. Il faut un œil de connaisseur pour discerner en des œuvres si diverses les éléments d'une personnalité. Rappelez-vous que beaucoup de peintres sont devenus célèbres avec un seul tableau qu'ils ont toujours refait.

Un employé apporta une carte de visite à Müllheim. Jablines se leva.

— Je suis très content de vous avoir vu, — dit le marchand. — Surtout ne m'en veuillez pas de ma franchise.

Au moment de sortir de son cabinet, il ajouta :

— Si vous pouviez faire le portrait d'une jolie femme très en vue, voilà qui serait bien. Retournez dans le monde ; intéressez des femmes à votre succès.

— Je n'ai pas trop réussi avec madame de Réau.

— Vous devrez votre revanche à une de ses rivales.

Müllheim, qui ne pensait plus maintenant qu'au visiteur annoncé, accompagna Marcel jusqu'au magasin. Il lui dit : « Au revoir » avec le visage le plus indifférent, puis voilant d'un sourire l'expression gourmande que lui donnait toujours l'espoir d'une bonne affaire, il aborda l'homme riche qui l'attendait.

Lorsque Marcel se trouva dans la rue, il sentit que cet entretien n'avait pas fortifié son courage. Il gagna les boulevards qui commençaient de s'éclairer. Les gens se hâtaient dans une atmosphère humide. De temps en temps, une lumière électrique violente marquait l'entrée d'un cinéma. De faux diamants tournaient dans une devanture. Au coin de la chaussée d'Antin, le passage des autos et des fiacres arrêtait tout un flot de public impatient. Marcel se rappela que souvent il avait été le seul rêveur perdu dans cette foule. Souvent une sorte d'activité intérieure lui était venue au cours des flâneries. Il avait aimé les lourds chevaux des omnibus d'autrefois, lorsqu'ils sortaient d'une rue étroite, le brouillard piqué de lumière sur les places, les perspectives qu'offrent, dans la diversité des éclairages, de longs trottoirs

couverts de monde. Une impression émouvante donnée par le coudoiement de toutes les existences inconnues se dégageait pour lui de ces spectacles. Il lui semblait d'ailleurs qu'il n'était perdu parmi ces gens que pour un temps, qu'il serait l'élu d'une destinée particulière. Il pensait aux arts et à l'amour, à tout l'imprévu des rencontres, aux intimités où le cœur se dévoile et qui laissent une empreinte de nous dans une autre âme, aux œuvres qui apprendraient bientôt à tous ceux dont la sensibilité se rapprochait de la sienne, de quels yeux il regardait les choses.

Aujourd'hui, enfermé en lui-même, il songeait à ses tableaux qui ne se vendaient pas, à son nom qui demeurait obscur. La situation était difficile. Sur les conseils d'un ancien camarade de régiment qui travaillait à la Bourse, il avait hasardé et bientôt perdu, en des spéculations, une partie de l'héritage de son oncle. Que serait l'avenir? Il le craignait pour Germaine et pour lui. « Je ne sais peut-être que rêver, se disait-il, je ne suis pas celui que je croyais être. » Il lui paraissait cruel d'être déçu par sa propre nature, et tandis qu'il se jugeait pareil à bien d'autres, s'accusait de n'avoir jamais eu qu'un semblant d'originalité, tout se ternissait pour lui, même son amour. Ni son cœur, ni son esprit ne parvenaient plus à s'exalter. N'avait-il pas donné à Germaine des illusions sur lui? Il s'était cru bien fort au moment où il avait voulu la conquérir et lorsqu'il s'était élevé avec elle dans une sorte d'apothéose amoureuse. Les heures d'exception, il savait les vivre, mais les autres? Il se répétait : « Je l'aime, je l'aime, mais je ne puis oublier sur ses lèvres les soucis qu'elle partage avec moi et qui la tourmentent, l'attristent peut-être plus que moi. » De loin, il croyait voir s'ouvrir le cœur de la jeune femme et respirait le parfum mélancolique du trésor qu'il y savait contenu. Il se rappela qu'au dernier hiver, elle avait été longtemps souffrante et que, l'autre soir, elle lui avait paru bien pâle. Près d'elle, il devait constamment se défendre contre l'attendrissement qui ruine les courages. Et il se demandait : « Comment ne suis-je pas mieux inspiré? Comment tout son amour, dont je n'ai jamais pu douter, ne réveille-t-il pas mieux ma confiance en moi-même? » Parfois les sourdes réclamations d'une sensualité lasse de la

tristesse se faisaient jour en lui. Il pensait : « J'aurais tant voulu que Germaine fût bien portante, gaie. »

Rue Royale, il entra dans un restaurant où se réunissaient avant dîner des artistes qu'il fréquentait rarement. Il vit Jean Claude et son cercle de disciples. André Gibert lui présenta un jeune journaliste dont les yeux très noirs brillaient d'une flamme toute méridionale. On remarquait la figure énergique et brune d'un peintre castillan, le regard aigu du dessinateur Coudré, mince et nerveux, répandu dans le monde des théâtres et dans celui des salles d'armes. Enfin, M. Dennemont, âgé d'une cinquantaine d'années, la barbe déjà grise, important par la fortune qui lui avait permis d'acquérir plusieurs tableaux célèbres, parlait de la revue d'art qu'il désirait fonder. Jusqu'à présent, il s'était contenté de jouir paresseusement du renom d'amateur éclairé. Maintenant il rêvait d'atteindre aux honneurs, d'entrer peut-être à l'Institut.

Il raconta comment ses idées avaient été accueillies par des gens de différents milieux. Des ministres l'approuvaient et il se croyait certain de réussir parce qu'il ne ménagerait pas l'argent. Il disait :

— Une revue d'art bien faite aura très vite sur le public et sur le gouvernement une autorité considérable. Il s'agit d'éviter toute erreur, de se garder à la fois d'une timidité trop grande et d'une hardiesse inconsidérée dans les jugements.

M. Dennemont voulait organiser des expositions, découvrir des artistes. Il entendait réserver d'intelligentes faveurs à l'art décoratif.

— Comme mes projets sont immenses, — dit-il, — je cherche quelqu'un qui ait un goût très sûr et soit capable de me seconder vraiment, Je lui donnerai même une part d'initiative dans la direction de la revue. Et je reconnaîtrai largement ses services.

— Prenez un littérateur, — conseilla Jean Claude. — Ceux qu'attire la critique d'art sont très nombreux.

— Oui, mais je doute de leur compétence.

Il était fort embarrassé dans le choix de celui qui voudrait bien penser pour lui sans trop s'en arroger le mérite.

— Il vous faudrait un Fromentin obscur, — dit Coudré.

— Évidemment.

Marcel sortit du restaurant avec M. Dennemont. Celui-ci, vaguement averti que l'existence du jeune peintre était difficile, songea : « Voici peut-être le collaborateur avisé et modeste qui me conviendrait le mieux. » Il dit :

— Vous devriez bien m'aider dans ma recherche. La situation que je propose est fort belle. Dix mille francs par an ne sont pas à dédaigner. N'avez-vous personne à me recommander puisque, sans doute, vous ne pouvez pas être tenté, vous-même, par mes offres?

— Mais si, je suis tenté.

— Vraiment?

— Je vous assure.

— Votre concours me serait très précieux. Seulement, je n'ose vous affirmer que votre travail personnel n'en souffrirait pas, surtout au début.

Marcel eut un geste d'indifférence triste.

— Réfléchissez, — reprit M. Dennemont. — Je vous attendrai chez moi à la fin de la semaine prochaine. A bientôt donc.

— A bientôt.

XVI

Germaine s'était installée tout en haut de la rue Monsieur-le-Prince, près du boulevard Saint-Michel. Elle passait le second hiver dans un appartement de quinze cents francs où les meubles qu'elle avait pu reprendre chez Ravenel voisinaient avec ceux qui lui venaient de Jablines. Il avait dit : « Je vous les prête, il est bien entendu que vous me les rendrez quand nous serons mariés. D'ailleurs je ne les ai pas achetés, ils étaient au grenier de mes parents! » Germaine avait dû aussi accepter d'autres dons. Marcel n'eût jamais consenti à dîner presque tous les soirs rue Monsieur-le-Prince sans partager les dépenses.

Madame de Valleyres ne connaissait plus sa fille. Elle s'était opposée au divorce et, par suite d'une entente avec Ravenel, avait obtenu même que la séparation fût prononcée

le plus tardivement possible. Elle estimait surtout qu'un second mariage serait le scandale. Maintenant, après tant de mois écoulés depuis le départ pour Montreux, il fallait encore, d'après la loi, attendre ce mariage pendant deux ans et demi. Madame de Valleyres espérait bien que Germaine se repentirait auparavant. Elle appelait sur sa fille les douleurs qui purifient et ne doutait pas que Jablines fût capable de toutes les trahisons. « Lorsqu'elle viendra pleurer sa faute auprès de moi, je lui pardonnerai, disait-elle. Jusque-là, je veux tout ignorer. » Au moment du procès de séparation, Germaine avait revu son père. Il s'était montré attendri, gêné. En la quittant, il avait cherché à exprimer je ne sais quelle confiance. Deux amies seulement, madame de Monval et madame Berthelier, étaient restées fidèles.

Au soir du jour où il avait rencontré M. Dennemont, Marcel dînait chez la jeune femme. Dans la salle à manger, sous la lampe qui mettait de paisibles reflets sur deux compotiers de porcelaine, il répéta les paroles de Müllheim sans y joindre d'inutiles commentaires.

— C'est bien vrai que vous n'êtes pas un arriviste, — dit Germaine. — Mais pourquoi ce Müllheim, qui reconnaît votre talent, ne vous aide-t-il pas davantage?

— Il m'aidera s'il voit que je commence à réussir. Pour le moment, il a bien d'autres affaires. Mais parlons de vous. Êtes-vous sortie aujourd'hui?

— Non, j'étais fatiguée. Et puis il ne me plaît guère de sortir lorsque nous ne nous promenons pas ensemble. Je suis restée longtemps près de la fenêtre du salon. J'ai encore dans les yeux la façade grise et sale de la maison d'en face. Vous savez que les petits ouvrages ne m'ennuient plus. Tout en faisant de la broderie anglaise pour une de mes chemisettes, le pensais aux vieilles femmes qui travaillent en surveillant ja rue. J'ai vu passer des gens pauvrement vêtus, des filles maigres et pâles, des enfants pas beaux. Je croyais écouter une symphonie de misère et me suis rappelé nos lectures de Dostoïewski. Aussi, lorsqu'enfin les rideaux ont été fermés, j'ai repris *Crime et Châtiment*. Je le lisais quand vous êtes arrivé.

— Oh ! Germaine, quelle existence est la vôtre !

— Ne croyez pas que j'aie voulu me plaindre. D'abord j'aime ce petit appartement, surtout à l'heure des lampes, lorsqu'il est mieux séparé de tout et que vous êtes près de moi. Et puis, je ne crains pas trop la solitude. Ici, c'est la vie de province. Je fréquente un peu mes voisins. A l'étage au-dessus, il y a toute une famille qui prépare des chapeaux à bon marché pour les magasins du Louvre. Le père est employé dans une maison de banque, la mère est une excellente personne. L'une des deux filles a de jolis yeux noirs qui lui vaudront peut-être des amoureux. Elle est vive, elle aime les cinémas où on la conduit le dimanche. L'autre est plus sérieuse.

Germaine parlait comme on le fait après de longs silences. Elle respirait l'amour afin de revivre et toute la nonchalance de sa personne s'animait doucement. L'air environnant mettait autour d'elle une caresse. Il lui semblait que sa taille, que sa nuque étaient soutenues. La présence de son amant coulait dans ses veines.

Le cœur de la jeune femme ne demandait qu'à s'ouvrir au bonheur le plus délicat. Mais bientôt l'ombre qu'elle remarquait sur le visage de Marcel lui rappelait ses tristes pressentiments. Il ne lui avait pas conté la fâcheuse opération de Bourse du printemps dernier. Seulement, elle craignait qu'il eût contracté quelque dette, engagé l'avenir. Elle songeait : « Peut-être ne m'a-t-il pas dit la vérité sur sa fortune, sur l'argent que lui rapportent ses tableaux. » Elle se tourmentait de sa carrière d'artiste. Si elle ne doutait pas qu'il eût les dons les plus précieux, elle le savait prompt au découragement, sujet à des crises pendant lesquelles il ne travaillait pas. « Les couleurs du monde se ternissent quelquefois devant mes yeux, disait-il. Tout à coup, il me paraît indifférent de les reproduire. Elles ne signifient plus rien. On dirait que les fils invisibles qui les reliaient à ma sensibilité ont été rompus. Je me dis : « Ce mur est gris, cet arbre est » vert. » Ce gris et ce vert ne me touchent plus. Ils sont devenus abstraits et froids. Tout ne dégage plus que de l'ennui. » Germaine avait pénétré le caractère de Marcel. Vraiment, il n'était pas fait pour lutter contre les difficultés. Une sorte de joie qui rendait rayonnante la générosité de sa nature, lui

était absolument nécessaire. Autrement, il versait dans le pessimisme le plus sombre. « Il est affreux, se disait la jeune femme, que je ne puisse me dévouer à lui comme je l'entendrais. Il me cache les complications de sa vie parce que c'est moi qui les ai apportées. » Un jour, s'il en venait à trop souffrir dans ses ambitions, parviendrait-elle à le consoler? Elle ne le croyait pas. D'ailleurs, elle souffrirait alors autant que lui. Et elle ajoutait : « Je ne suis pas bien sûre que ces souffrances nous uniraient. » Il lui apparaissait que, peut-être, à ce moment, Marcel serait distrait de son amour. C'est peut-être seulement chez la femme que le chagrin renforce les sentiments. Elle pensait aux lois naturelles et profondes qui se jouent des êtres, à tout le mystère d'un cœur différent du sien.

Ce jour-là dans la petite salle à manger de la rue Monsieur-le-Prince, elle sentit bientôt la gracieuse animation qui lui ôtait sa lassitude, se changer en fièvre inquiète. Elle avait surpris les regards de Marcel pendant un instant où il ne se croyait pas observé. Elle fit un effort sur elle-même afin de causer comme auparavant et résolut de provoquer des confidences, tout à l'heure, au salon, lorsqu'ils seraient vraiment seuls et tout près l'un de l'autre.

— Et madame Berthelier? Et madame de Monval? — dit-il. — Voilà longtemps que vous ne les avez pas vues. Du reste, pourquoi d'autres ne viennent-elles pas?

— Je n'avais que deux amies. C'est déjà très beau, je vous assure. Ne me plaignez pas de tout ce qui est en dehors de notre amour. C'est en vous seulement qu'on peut m'atteindre, Marcel.

Lorsqu'ils furent dans le salon, elle s'approcha de lui. Ils étaient debout devant la cheminée. Une bûche, en se consumant, éclairait la robe noire et bleue de Germaine, rendait sensible la douce élégance de son attitude, la grâce des lignes qui montaient vers l'ombre. Les cheveux blonds de la jeune femme retombaient un peu sur ses tempes. Elle avait posé la main sur le bras de Marcel et la gravité de son regard se faisait pénétrante.

— Vous ne vous confiez pas à moi, — dit-elle. — Je sais bien que c'est par générosité. Mais je vous vois triste et je souffre de tout ce que j'ignore en vous.

Il lui prit la main avec émotion.

— Vous avez froid.

— J'avais chaud, tout à l'heure. Ce n'est rien. Dites-moi ce qui vous préoccupe. Je veux tout savoir.

Ils s'assirent sur un divan près d'une table où la présence de quelques livres, sous la lampe, semblait agrandir l'horizon intime, le peupler de toutes les évocations du monde qui s'enfermaient entre leurs pages. Marcel sentait l'épaule de Germaine contre la sienne. Il était tout près du cœur de sa maîtresse et voyait, sous une lumière paisible, se soulever les dentelles de son corsage.

— J'ai pris aujourd'hui même une résolution importante, — dit-il. — Vous allez la connaître.

Et il expliqua la situation que lui offrait M. Dennemont.

— Mais, — dit Germaine, — vous aurez très peu de liberté. A chaque instant, vous serez pour monsieur Dennemont l'homme absolument nécessaire. Je le prévois bien. Il est riche et ambitieux. Il usera de vous sans discrétion. Et vos tableaux, que deviendront-ils?

— Je les reprendrai plus tard. D'ailleurs, je ne suis content ni d'eux ni de moi.

— Vous me faites de la peine. Comme je nuis à votre talent ! Il vous fallait pour travailler une sorte d'insouciance rêveuse que vous n'avez plus. Vos nerfs sont trop délicats. Dès que la vie est un peu méchante, elle vous blesse plus qu'un autre.

— Vous trouvez que je n'ai pas de courage ?

— Vous avez le courage qu'inspirent les sentiments, Marcel. Vous êtes capable de grands sacrifices. Ce courage-là m'effraie. J'aimerais vous voir celui que donnent la confiance en soi-même et la foi dans l'avenir.

— La foi dans l'avenir, je l'ai eue, toute l'année dernière. Si je la conservais encore, où irions-nous? Votre existence deviendrait bientôt plus modeste, plus triste. Je ne supporte pas cette idée. J'ai escompté ce que j'espérais de mes tableaux si la vente avait été heureuse ; j'ai escompté aussi d'autres bénéfices. Maintenant, il ne s'agit plus de se prendre à des mirages. Et je me félicite d'avoir rencontré monsieur Dennemont.

Des larmes montaient aux yeux de Germaine.

— Qu'ai-je fait, — dit-elle, — en vous aimant? Si tous deux nous avons, un jour, méprisé l'argent, comme il se venge aujourd'hui !

— Oh ! ne regrettez rien, je vous en conjure.

La serrant contre lui, il l'embrassa doucement près de l'oreille. La caresse des cheveux, le contact de la peau délicate et chaude le troublèrent. Il respira le parfum qui était mêlé au souvenir de tant de joies et, pendant un instant, une pensée d'amour l'occupa tout entier. Cependant, la jeune femme gardait les yeux fixés sur la table claire et s'absorbait dans ses réflexions. La pendule sonna dans l'ombre. Une lourde voiture fit trembler un peu la maison. Le salon tiède et bien clos évoquait l'image d'un bonheur calme.

— Je ne puis discuter avec vous, — reprit Germaine. — Vous ne m'avez jamais dit l'exacte vérité sur votre situation. Ce soir, ne me cachez rien. J'ai peur que l'héritage de votre oncle ne soit plus intact. Quels bénéfices avez-vous escomptés qui ne devaient pas venir de vos œuvres? N'auriez-vous pas commencé de vous ruiner?

— Ma chérie, laissez-moi vous répondre seulement que si je refusais la proposition de monsieur Dennemont, je serais fou. Jamais une pareille chance ne me reviendra. J'ai bien réfléchi, ces temps derniers. J'ai même causé avec Gaël, cet ancien camarade de régiment qui est dans les affaires. Je sais qu'il est presque impossible à un homme qui n'a que des compétences d'artiste, de trouver un emploi. Je n'ai pas le droit de me désintéresser du lendemain. Il serait terrible de connaître un jour avec vous la vraie misère.

— Je ne sais que vous dire. Je souffre, par avance, de tous les regrets, de tout l'ennui qui vous attendent près de monsieur Dennemont. Et je pense que c'est moi qui ai mis l'être d'imagination et de fantaisie que vous êtes, dans une si cruelle alternative.

— Je m'y suis mis par ma propre maladresse. Enfin, n'exagérons rien. Monsieur Dennemont me laissera quelques loisirs. Ils seront pour vous et pour ma peinture. Et puis qui sait? Il arrivera peut-être tout à coup que mes tableaux se vendront mieux.

La jeune femme pleura longuement sur l'épaule de Marcel.

Lorsqu'elle releva la tête, l'air du salon parut glacé à ses joues brûlantes. Toute frissonnante, elle prit soudain conscience de sa fragilité et murmura :

— Je voudrais mourir pendant que vous m'aimerez encore.

XVII

Marcel connut près de M. Dennemont une existence active. D'abord, il y eut de longues discussions pour choisir le titre de la revue qu'on nomma : *Grande Revue des Arts*. Puis il fallut se prononcer sur des modèles de couverture, adopter un format. M. Dennemont se préoccupait de l'impression, de l'encadrement des pages; il étudiait les mérites de différents graveurs ; il se livrait à cette joie que découvrent les gens riches dans un travail facile qui leur fera honneur. Souvent un pli se creusait entre ses sourcils; ce pli qu'il croyait dû à la réflexion n'exprimait qu'une attente paisible, celle de l'opinion que Jablines saurait donner discrètement.

M. Dennemont fit installer des bureaux, aménager une salle d'exposition, dans le quartier de la Madeleine, rue Vignon. Il passait là ses journées. Toute son intelligence lui semblait s'épanouir dans une atmosphère administrative. Il se sentait porté par le respect de ses employés. Il aimait les pas dans les corridors, les portes qui battent, les voix qui interrogent. Très accueillant pour les journalistes, pour tous les agents de publicité, il ne se lassait pas d'exposer ses idées et se montrait fier de la complaisance payée qu'on lui témoignait.

De plus en plus, sa revue lui parut une grande œuvre. Elle justifiait toute la peine, toutes les démarches qu'il imposait à ses collaborateurs et principalement à Marcel. Un critique d'art anglais, Walter Smith, consentit à envoyer de Rome, où il demeurait, une préface pour le premier numéro. Ce numéro publié le 15 avril annonçait pour le mois suivant une exposition de l'art décoratif au XVIIe siècle. M. Dennemont se promettait aussi de rassembler prochainement des tableaux de Courbet en grand nombre. Ces deux projets d'exposition

obligèrent Jablines à des voyages. Il se rendit à Bordeaux, à Toulouse, à Marseille, à Lyon. Malheureusement, toute cette agitation ne parvenait pas à le distraire. Il vérifiait souvent le mot de Goncourt : « Ce qui a entendu le plus de bêtises au monde, c'est peut-être un tableau de musée. » Souvent, dans le coin du wagon qui l'emportait, il se rappelait tristement les rêveries d'autrefois. Il souffrait de ne plus voir sur les choses cette atmosphère qui venait sans doute de son cœur et lui donnait le désir de peindre. Un contact si quotidien avec l'œuvre des autres appauvrissait son imagination. Il sentait se former en lui, à l'exercice continuel de la critique, comme un noyau d'amertume et d'aridité. Il lui arrivait d'éprouver, à l'égard d'artistes dont les succès ne lui semblaient pas justifiés, une sorte d'animosité qui lui déplaisait à lui-même. « Autrefois, se disait-il, j'étais heureux de penser aux peintres que j'admire et je me contentais d'ignorer les autres. »

Au mois d'août, il obtint seulement deux semaines de vacances et fit avec Germaine un séjour mélancolique à Pourville auprès de Dieppe. Il avait emporté ses pinceaux, quelques toiles. Les premiers jours, il admira le mouvement des hautes herbes sur les falaises, la fraîcheur bleue de la mer, saisit avidement des yeux les couleurs qui reflétaient de l'infini et de la liberté. Il décida de travailler chaque matin pendant que Germaine se reposerait; mais voici que bientôt, comme il était seul devant ces paysages qu'il eût voulu aimer, quelque chose de pire que la tristesse, l'ennui, s'empara de sa pensée. Il regrettait presque l'agitation de Paris. « J'avais l'illusion, se disait-il, qu'il me suffirait de quelques loisirs pour me retrouver peintre. Je ne l'ai plus. Aucune œuvre n'est créée sans un état d'âme qu'il faut mériter par la patience s'il ne vous est pas accordé tout de suite. A quoi bon rapporter d'ici un ou deux tableaux qui ne vaudront pas ceux que j'ai peints autrefois, qui ne pourront que me nuire? »

Bien qu'il ne dit pas ses impressions à Germaine, elle savait les deviner. Auprès d'elle, ne commençait-il pas à craindre la monotonie des heures? Volontiers, il projetait des excursions. Mais le temps presque toujours pluvieux ne favorisait pas les promenades dans la campagne normande, les voitures coûtaient cher et Germaine qui dormait peu était souvent

bien lasse. Comme elle déplorait cette fatigue et tous les repos que Marcel devait respecter !

Parfois elle lui disait : « Allez à Dieppe. Le mouvement des gens vous distraira. Ici la plage est triste pour vous. Moi, je resterai bien tranquille et ce soir, quand vous reviendrez, je serai mieux. » Elle accompagnait ces derniers mots d'un sourire pour y enfermer la demi-promesse de joies trop rares. Marcel refusait d'abord de la quitter puis, lorsqu'il avait compris qu'assurément elle ne lui reprocherait jamais ces courtes absences, il acceptait en se donnant à lui-même des raisons où ne parût pas entrer trop d'égoïsme, en recommandant à Germaine de chercher le sommeil. Elle demeurait sur une chaise longue, en face de la mer, et songeait : « Son bonheur me serait bien nécessaire, je ne suis pas de celles qui savent donner du courage. »

Fréquemment, elle se demandait : « Ne suis-je pas moins aimée? » Par délicatesse, elle évitait de provoquer les mots qui l'eussent rassurée. Au moindre froid, elle serrait ses bras sur sa poitrine et frissonnait. A ce frisson, toute la maigreur de sa personne se révélait à Marcel sous ses vêtements. Elle toussait. La tendresse de Marcel se montrait surtout dans les inquiétudes que lui causait la santé de Germaine. Et elle pensait en l'observant : « C'est peut-être dans un grand chagrin qu'il reprendra toute la conscience de son amour. » Ne croyant pas au retour du bonheur passé, elle perdait le goût de vivre. Dans le silence désolé d'une nuit, elle se persuada qu'elle était mortellement atteinte.

Ils rentrèrent à Paris.

Quelques mois plus tard, un soir d'hiver, Marcel, en arrivant rue Monsieur-le-Prince, trouva madame Berthelier dans le salon.

— Germaine est couchée, — lui dit-elle, — et je vous attendais. Vers les trois heures, elle a été prise d'une quinte de toux et comme elle portait son mouchoir à ses lèvres, ce mouchoir s'est couvert de sang. Aussitôt, elle m'a envoyé un mot. Je suis accourue et j'ai fait chercher mon médecin, le docteur Pérat. Il sort d'ici. L'hémoptysie n'a pas été trop forte heureusement. Mais la malade est dans un tel état d'épuisement que les plus grands soins seront nécessaires pour la sauver.

Madame Berthelier, petite et mince, semblait s'effacer. On ne voyait d'elle que le rayon de bonté qui émanait de ses yeux noirs. Toute la sincérité du chagrin de Marcel lui apparut. Il dit :

— Depuis longtemps, je la supplie de partir pour la Suisse, pour le Midi. J'aurais dû insister davantage, partir avec elle. Oh ! je veux qu'elle vive. Je n'ai plus que ce désir au monde. Je sacrifierai tout. N'est-il pas trop tard ?

— Je ne crois pas. Germaine est si jeune !

— Il faudrait qu'elle aidât la nature et j'ai peur qu'il y ait en elle trop de résignation.

Madame Berthelier répéta les paroles du médecin, en appuyant sur celles qui contenaient un encouragement. Elle ajouta :

— Il reviendra demain. Il a prescrit une immobilité presque complète, le plus grand calme. Son espoir est que dans un mois ou six semaines, elle pourra quitter Paris. Un séjour dans un air salubre et pas trop vif, à Arcachon, par exemple, parviendra seul à la remettre. Ayez confiance. A bientôt.

Une garde en blanc se leva d'un fauteuil lorsque Marcel entra dans la chambre. Il prit un instant la main amaigrie que lui tendait Germaine et recommanda le silence. Une lampe avec un journal épinglé à son abat-jour pour que le lit restât dans l'ombre, éclairait sur le coin d'une commode une installation de pharmacie. Marcel s'assit près du feu qui rougeoyait sans bruit. Il croyait voir au plus loin dans les secrets de l'âme qui luttait maintenant contre la mort. Que d'amour il y découvrait ! Il eût voulu se mettre à genoux, parler à Germaine comme on prie. Les mots d'une tendresse qui devrait opérer des miracles se prononçaient dans sa pensée. Étreint par l'émotion, il se leva. Comme il gagnait doucement la porte de la chambre, un long regard vint jusqu'à lui. Il s'efforça d'y répondre par un sourire et murmura :

— Je vais revenir.

— Ne revenez pas tout de suite. Dînez un peu, — dit Germaine.

Dès qu'il fut dans le salon désert, il sanglota comme un enfant.

Des jours passèrent dans l'inquiétude. Un après-midi,

madame Berthelier se rendit chez madame de Valleyres. Celle-ci écouta gravement la meilleure amie de sa fille, puis, essuyant une larme, elle répondit :

— Ah ! je l'avais bien prévu. Cette pauvre enfant n'était pas faite pour une pareille existence. Je vois tout ce qu'elle a dû souffrir. Celui qui l'a entraînée dans une voie aussi affreuse est bien coupable. C'est lui qui a changé le cœur de Germaine. C'est lui qui nous expose aujourd'hui au plus cruel malheur. Je vous remercie, madame, d'être venue me trouver. Je sais quel est mon devoir. J'irai offrir à ma fille des soins qu'elle ne refusera pas, je l'espère.

— Germaine ignore ma démarche, — dit madame Berthelier. — Je la préviendrai ce soir même de votre visite. Voulez-vous me permettre maintenant d'aborder un point délicat? Je n'ai pas à défendre devant vous monsieur Jablines, mais, en ce moment, ne cherchez pas à l'écarter de votre fille. Qu'elle n'ait pas à choisir entre vous et lui. Excusez-moi d'oser vous donner un conseil. Je ne songe qu'à la santé de mon amie et, assurément, vous pensez, comme moi, qu'il importe avant tout de la guérir.

Madame de Valleyres se préparait à se montrer admirable.

— Il me suffira de ne pas le rencontrer, — dit-elle. — Je ne prétends pas ôter à Germaine sa liberté. Elle verra jusqu'où peut aller le dévouement d'une mère. Je ne doute pas qu'alors elle réfléchisse. Les bons sentiments feront leur œuvre. Lorsqu'on a été élevée comme elle, on ne s'égare jamais jusqu'à la fin.

Le témoignage de sa conscience donnait, une fois de plus, à madame de Valleyres le calme accoutumé. Elle voulait croire que Germaine recouvrerait la santé dans la saine atmosphère de la famille. Elle imaginait une convalescence très longue qui lasserait la patience de Jablines. Le scandale d'un second mariage était bien éloigné.

Lorsque Germaine apprit qu'elle reverrait sa mère, elle dit à madame Berthelier.

— Vous avez bien fait. D'abord, je ne veux pas juger maman. Autrefois les idées ont été plus fortes chez elle que les sentiments, mais je n'ai pas le droit de la repousser.

Le lendemain, madame de Valleyres se présenta rue

Monsieur-le-Prince. Elle embrassa sa fille sur le front, causa longuement avec la garde, dit des paroles de confiance.

— Si tu me laisses te soigner, mon enfant, tu guériras.

Aucune allusion ne fut faite au passé. Tous les jours suivants, madame de Valleyres montra la même réserve. M. de Valleyres vint aussi et manifesta plus de tendresse. Marcel, averti le premier soir, n'osa rien dire.

Au bout d'un mois, le médecin déclara que Germaine était capable de supporter un voyage. Il parla d'Arcachon.

— J'espère que là-bas, — dit madame de Valleyres, — tu accepteras d'être chez moi?

— Serai-je libre comme ici?

— Oui, mon enfant.

— Laissez-moi payer sur les revenus de ma dot une part au moins de la location?

— Nous verrons cela. Reste tranquille et sois bien sûre que tout sera fait pour le mieux.

Il fallut que Germaine dit à Marcel en quelles conditions elle désirait partir pour Arcachon.

— Mais j'étais prêt à vous suivre. J'attendais même ce temps avec impatience. Pourquoi me quittez-vous? — dit-il.

— Rien n'est changé entre nous, Marcel. Vous viendrez me voir là-bas aussi souvent que vos occupations vous le permettront. Nous n'habiterons pas sous le même toit, mais il est convenu que je vous recevrai aux heures du jour que nous choisirons. J'ai réfléchi longuement. Jamais je n'accepterai que vous quittiez votre revue en ce moment, que vous perdiez votre situation à cause de moi. Je ne veux pas non plus rester à Paris près de vous pour que vous vous sentiez responsable si je ne guéris pas. D'ailleurs, vous ne consentiriez pas à me garder ici. Je sais tous les sacrifices dont vous êtes capable. Si je les refuse, c'est que je songe à votre avenir, à notre avenir à tous deux peut-être. Ne m'obligez pas à discuter, je vous en prie. Vous me donnerez un peu de calme en cédant à ma volonté. Sans ce calme, que deviendrai-je? Ayez confiance en moi. Ce séjour à Arcachon me rapprochera de maman si elle comprend enfin tous les sentiments qui sont dans mon cœur et qui ne méritent pas qu'on les condamne. Je vous aimerai toujours, Marcel, n'en doutez pas.

— Oh ! ma chérie, faut-il vraiment vous obéir? Comme je souffre !

Elle appuyait sa tête à l'oreiller. Elle était lasse.

— Ne dites rien, — reprit-elle, — ne dites rien.

Tandis que Marcel tenait la douce main de la jeune femme entre les siennes, réprimant un sanglot, ne bougeant plus, elle continuait de le regarder.

XVIII

Un jour de juin, vers les deux heures de l'après-midi, Marcel et Germaine suivaient en voiture, sur la hauteur d'Arcachon, une des avenues de la ville d'hiver. L'ombre des pins, cette ombre tiède où il demeure tant de clarté, recouvrait par endroits le trottoir et la chaussée. Le soleil donnait sur les barrières blanches des petits jardins, sur les balcons de bois des villas, sur les stores qui abritaient à demi les chaises longues des malades. Il semblait que le beau temps fût accueilli avec dévotion. Il régnait en silence dans l'air immobile et pur. Au pied de cette colline ombragée s'étendent les eaux calmes du bassin puis, au delà, l'Océan. Quel repos on goûte dans ce voisinage adouci de l'immensité !

Germaine était enveloppée d'un grand manteau sombre. Sur les traits fins de son visage, toute sa jeunesse voilée restait présente. L'éclat de ses cheveux blonds devenait émouvant.

— Je suis content, — dit Marcel — de cette première promenade. A chacun de mes voyages, je vous ai vue dans l'ombre triste d'un petit salon ou dans votre jardin si étroit. Il me semble qu'aujourd'hui nous retrouvons un peu de liberté. Cette lumière vous fera du bien. Vous l'aimerez.

Germaine regardait les pins qui s'élevaient, auprès de la route, sur un terrain encore à vendre. Plus loin, le soleil chauffait une pente sablonneuse, des troncs rougeâtres, des touffes de plantes sèches. Et là, sans doute, on devait entendre le passage léger d'un lézard, des craquements d'écorce, tout ce murmure indistinct qui paraît la voix de la lumière. La jeune femme songeait : « Il y a des instants où je crains la mort, d'autres où je crains la vie. C'est le mouvement de mes

forces qui en décide. Comme l'engourdissement des choses doit être bon ! » Elle répondit :

— Cette chaleur est bienfaisante. Et puis, vous êtes là, Marcel. Votre présence et cette lumière donnent aux minutes une sorte d'étendue infinie. Elles sont comme un lac ensoleillé, comme le bassin que nous verrons tout à l'heure entre les arbres. On ne peut regarder au delà. Je ne pense même pas au soir qui tombera bientôt.

— Germaine, votre guérison est entre vos mains. Seulement, il faut la désirer de toutes vos forces. Et je voudrais vous convaincre que nous serons heureux, très heureux lorsque vous serez guérie.

— Depuis quelque temps, vous ne dites rien qui ne me touche profondément. Vous êtes bien tel que je l'avais cru autrefois.

Il effleura de ses lèvres le cou de la jeune femme et reprit :

— Oh ! je m'adresse bien des reproches. Pourquoi vous ai-je laissé voir mes découragements? Maintenant, je ne puis comprendre ce qui manquait à mon bonheur lorsque vous étiez près de moi. L'épreuve a mûri mon cœur qui ne valait pas le vôtre.

— Marcel, vous avez fait à l'amour une large place dans votre existence. Vous m'avez mêlée à tous vos rêves, à toutes vos ambitions. Jamais, auprès de moi, votre sincérité n'a été en défaut. C'est par votre travail et par moi que vous auriez pu être heureux. Il vous était nécessaire de vous exprimer doublement. Je ne vous reprocherai pas d'avoir eu les nerfs d'un artiste délicat. La vie seule est coupable. Du reste, je n'ai jamais prétendu vous offrir une passion qui tient lieu de tout. J'ai moins d'orgueil et plus de tendresse.

Après un silence, elle ajouta :

— Toutes les injustices qui vous ont atteint m'ont blessée. J'ai bien le sentiment qu'un jour vous prendrez votre revanche. Si je n'y assiste pas, je l'aurai au moins prévue.

— Ne dites pas ces mots qui me font mal. Sans vous, je ne prendrai pas de revanche et que m'importe ! Faites-vous un devoir de vous guérir, ma bien-aimée.

En ce moment, on apercevait la vaste étendue claire du bassin. Des arbres inclinés se détachaient sur la lumière. Des

terres basses et plantées de pins fermaient au loin l'horizon, semblaient un nuage étroit et gris posé sur l'eau.

Germaine se rappelait comment elle s'était mariée selon la volonté de sa mère ; elle revoyait les scènes qui avaient précédé son départ avec Jablines. Elle se disait : « Sans cette grande aventure où j'ai connu tant de délices et tant de souffrances, j'aurais fini par mourir d'un désespoir secret. » Les souvenirs montaient vers sa pensée par ce jour ensoleillé d'Arcachon, comme les flots viennent s'étendre sur une plage qui éblouit les yeux.

— Nous ne sommes ni l'un, ni l'autre, de ceux qui commandent à la destinée, — dit-elle. — Votre foi en vous-même est fragile. J'ai souvent trop peu de confiance dans le pouvoir de mon amour. Tous les deux, il faut constamment que nous soyons rassurés dans la vie. Nous avons été deux enfants. Plus de caractère et moins de sensibilité eût mieux valu. Mais si nous étions différents, nous ne nous aimerions pas ainsi.

— Ah ! je vous réponds de moi, maintenant, — dit Marcel. — Je vous en supplie, jurez-moi que l'avenir ne vous effraie plus.

— Je vous jure qu'il me paraîtrait terrible de vous quitter.

Sa voix se brisa dans les larmes. Elle frissonnait.

— Ma chérie, ma chérie, — dit Marcel. — Qu'avez-vous?

Elle répondit très bas :

— Oh ! j'ai peur. Pourtant, je me croyais bien du courage aujourd'hui. Je voulais tant vous en donner ! J'avais résolu de vous dire ce qui pourrait mettre en vous le plus de calme. Mais je vous aime trop, je vous aime trop et mon amour me brise. Il est presque affreux que de pareils élans soient possibles quand on est si faible !

Marcel tremblait.

— N'est-il donc pas vrai, Germaine, que vous allez mieux?

Elle murmura :

— Je ne sais pas.

Il voyait bien qu'elle luttait contre l'épouvante. Il lui prit les mains, il voulait parler. Mais que dire lorsque la douleur ne saurait arracher que des cris? Un sanglot montait dans sa gorge. Et son visage exprimait une telle détresse que Germaine fit sur elle-même un grand effort et se ressaisit.

— Ne vous désespérez pas. Je me soignerai et vous voyez bien que je veux vivre.

Marcel se demandait : « N'a-t-elle pas eu le secret avertissement qu'elle serait vaincue par son mal? » Il n'arrivait pas à chasser de son esprit une pensée superstitieuse, l'idée que les puissances fatales s'étaient manifestées à Germaine et qu'un instant elle n'avait pu douter de son sort. Comme il souffrait ! Éprouvant la tiédeur des mains de la jeune femme, regardant son visage embelli par une grande douceur voulue, il se disait : « Mais je l'adore, je l'adore » comme si, tout à coup, il eût senti mieux que jamais la force de sa tendresse. Il n'y avait plus en lui qu'une flamme ardente et pure, si pure que s'il avait serré Germaine entre ses bras, le contact eût paru celui des âmes. Ils auraient offert l'image la plus douloureusement passionnée de l'amour, la plus émouvante. N'est-il pas des exemples qui témoignent la pitié divine? Il désirait tant croire à cette pitié qu'il prononça des paroles d'espérance sur le ton d'un acte de foi.

— Germaine, Germaine, — dit-il, — vous guérirez, je vois en vous tout l'infini du bonheur que vous me donnerez encore.

Les invocations de son enfance revenaient à ses lèvres. Et lui qui depuis longtemps n'avait trouvé dans sa propre nature que des sources d'arguments rationalistes, ne lui semblait-il pas que, dans le cœur de la jeune femme, il avait découvert ce qui ne peut mourir?

La voiture cependant regagnait doucement la villa de Germaine. Le cocher suivait les ordres qu'on lui avait donnés par avance. Il mettait son cheval au pas dès que le soleil chauffait la route.

— Je vous ai effrayé, — dit Germaine. — Pardonnez-moi. Si j'ai eu peur, c'est que la vie devient trop précieuse quand on est aimée. Ma confiance en vous n'a jamais été plus grande. Que ne suffit-elle pour éloigner toutes les menaces ! Marcel, le médecin assure que je vais mieux et je le crois aussi ; sincèrement, je le crois.

— Quand pourrai-je vous entourer de soins, de prévenances à toutes les heures? Je veux tout quitter pour vous.

— Attendez, attendez. Soyez raisonnable. Peut-être obtien-

drez-vous bientôt que monsieur Dennemont vous laisse plus de liberté?

— Je n'en doute pas. Maintenant que la revue est lancée, je suis moins nécessaire. On va le décorer, dit-on, au mois de juillet. Cette première satisfaction calmera ses ambitions et la perspective de diminuer mon traitement ne lui déplaira pas. Germaine, retournerons-nous ensemble à Bormes? En quel pays verrai-je les délicieux sourires de votre convalescence?

Marcel devait rentrer à Paris le lendemain. En se séparant de la jeune femme, il dit :

— Je ne tarderai pas à revenir et je resterai bien plus longtemps auprès de vous.

Puis il appuya ses lèvres sur une petite main qui tremblait. Toute une profondeur amoureuse et céleste lui apparut dans un regard. Il entendit ce mot doucement prononcé :

— Courage.

Quelques jours plus tard une violente hémoptysie se déclarait. Germaine fut emportée en quelques heures.

La douleur de Marcel eut peu de témoins. Il exaltait en lui la vie des souvenirs, préférant les souffrances les plus aiguës à la vision désolée de l'avenir. Et il semblait jeter ses ambitions d'autrefois, ses désirs, tout ce qui le rattachait aux choses et aux gens, jusqu'à ses goûts d'artiste, dans le foyer qui dévorait son cœur en illuminant par éclairs une image adorée. Il se détruisait ainsi avec passion et se disait : « Je ne puis plus que mourir en témoignage de mon amour. » Sans cesse, il sanglotait au bord de l'abîme qui le séparait de Germaine.

Les grandes catastrophes qui bouleversent le monde sont parfois accueillies par les cœurs déchirés comme une affreuse mais efficace diversion... L'approche de la guerre, — on était à la fin de juillet 1914, — la certitude qu'elle allait éclater redonnerait à Marcel Jabline le courage d'affronter la vie. La mobilisation décrétée, quand il sut à quelle date, en quel lieu il devait « rejoindre », un silence d'une qualité nouvelle s'étendit sur les ruines de son cœur. Il demeurait immobile, apaisé pour la première fois et dans l'attente d'être revêtu du

beau courage des désespérés. Ah ! il était bien assuré de ne pas regarder en arrière. Il ne souhaitait rien pour lui-même, aucune gloire. Il abdiquait sa personnalité comme dans une entrée en religion. Il aspirait à se livrer tout entier et il était tenté de sourire au destin qui sans doute le ferait mourir. Il donna une pensée aux amants que la guerre allait surprendre en plein bonheur, en plein rêve. « Si Germaine vivait toujours, pensa-t-il, si elle était auprès de moi !... » Il imagina l'angoisse qui l'aurait torturée. « Et moi-même, — s'avoua-t-il, — j'aurais eu moins de force... »

D'une ardeur presque mystique, où se mêlaient inextricablement l'élan vers ces régions mystérieuses où la morte l'avaient précédé, et le vœu de donner à la patrie ce qui demeurait encore en lui de vivant, il salua la guerre atroce, mais pour lui, pour d'autres peut-être, libératrice.

GEORGES DE LAURIS

LE DERNIER ROI DE FRANCE

Pendant les premiers jours de l'année 1918, on a pu lire dans certains journaux français et étrangers une note émanée du bureau politique de la presse autrichienne et conçue à peu près en ces termes : « Il a été procédé au transport, du couvent des Franciscains de Castagnavizza, près de Goritz, au couvent des Carmélites de Vienne, des cercueils de Charles X, roi de France, du duc d'Angoulême, dernier dauphin de France et de sa femme, fille de Louis XVI, du comte de Chambord et de sa femme, la princesse Marie-Thérèse de Modène. » Une autre note a expliqué que cette translation a eu pour but de dérober les sépultures royales au feu de l'artillerie italienne, qui se croisait avec celui de l'artillerie autrichienne, aux confins des deux États. Ces cercueils sont ceux de personnages mêlés activement à notre histoire pendant la première partie du siècle dernier, et il peut être intéressant de rechercher comment le divorce s'est accompli entre eux et la nation française, il y a bientôt cinquante ans.

En 1818, la branche aînée des Borubons de France semblait près de disparaître. Elle était représentée par les deux frères de Louis XVI, Louis XVIII qui était sans postérité et le comte d'Artois, dont les deux fils n'avaient ni l'un ni l'autre d'héritiers mâles. Les royalistes pouvaient craindre que, dans un délai plus ou moins éloigné, le chef de la branche cadette, Louis-Philippe d'Orléans, ne fût appelé au trône. En apparence, depuis quelque temps, les deux familles étaient récon-

ciliées. Dès 1800, Louis XVIII avait, par un acte public, pardonné au fils de Philippe-Égalité le vote régicide de son père. Toutefois, au point de vue politique, une grave dissidence subsistait entre eux. Aux Tuileries et surtout au pavillon Marsan, la royauté restaurée tendait à interpréter la Charte au profit d'un système se rapprochant de l'ancien régime, tandis que l'hôte du Palais-Royal frayait ouvertement avec les libéraux, héritiers de la tradition révolutionnaire.

Tel était l'état des choses et des esprits, quand naquit le duc de Bordeaux (29 septembre 1820). Sur le vieil arbre qu'on avait cru voué à la mort, un rameau inattendu venait de fleurir. L'avenir se rouvrait devant la maison d'Artois au détriment de la maison d'Orléans. L'allégresse fut générale dans le monde officiel. Louis-Philippe signa de bonne grâce l'acte de naissance. Le nonce du pape, en présentant ses compliments au roi, appela le nouveau-né l'enfant de l'Europe. Les deux plus grands poètes du siècle, alors à leurs débuts, Lamartine et Victor Hugo, qui devaient être plus tard les oracles de la démocratie républicaine, célébrèrent en beaux vers son entrée dans le monde. A l'aide d'une souscription nationale, le château de Chambord fut offert en hommage à l'héritier du trône.

Pendant ses dix premières années, Henri-Dieudonné d'Artois eut tous les yeux des royalistes fidèles tournés vers lui. Il vécut à côté de « Mademoiselle », sa sœur aînée, recevant une éducation appropriée au rang qu'il devait occuper. En 1825, à Reims, il fut témoin du sacre de son aïeul, qui semblait annoncer le retour complet à l'union ancienne entre le trône et l'autel, et la restauration de la monarchie très chrétienne. A cette occasion, Louis-Philippe reçut le titre d'Altesse Royale et recouvra la jouissance de tous les biens qui lui avaient été confisqués pendant la Révolution. On parla à la cour d'un mariage possible entre la sœur aînée du duc de Bordeaux et le duc de Chartres, fils aîné du duc d'Orléans. En 1829, au pavillon Marsan, un bal masqué auquel présidait ce dernier conjointement avec la duchesse de Berry sembla sceller la réconciliation des deux familles. Mais la Révolution de 1830 changea du tout au tout les rapports des d'Artois et des d'Orléans et inaugura dans le sein de la maison de Bourbon

une guerre intestine qui s'est poursuivie jusqu'à la fin du XIXe siècle.

On sait par quelle suite de crises ministérielles le gouvernement de Charles X fut amené peu à peu à prendre une attitude menaçante à l'égard des libertés publiques, à interpréter arbitrairement l'article 14 de la Charte et à rendre des ordonnances qui équivalaient à un coup d'État. De là une insurrection qui, en trois jours, devint une révolution. Les troupes royales durent évacuer la capitale et se replier sur Saint-Cloud. Un gouvernement provisoire s'installa à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de La Fayette. Si à ce moment le duc d'Orléans, alors à Neuilly, eût été livré à lui-même, et si Charles X l'eût appelé auprès de lui, il est probable qu'il se serait rendu à Saint-Cloud, mais l'ordre n'arriva pas. Par contre, les journalistes, les pairs, les députés qui s'étaient associés à la révolution allèrent à Neuilly et firent auprès du prince les plus vives instances pour qu'il acceptât les fonctions de lieutenant-général du royaume. On estimait son concours nécessaire pour arrêter la guerre civile et étouffer l'anarchie menaçante. Il hésita plusieurs jours et finit par aller à l'Hôtel de Ville, et consentit à prendre cette cocarde tricolore qu'il avait déjà portée en 1792.

Cependant le vieux roi, immobile à Saint-Cloud, s'imaginait n'avoir affaire qu'à une échauffourée. La première alarme lui fut donnée par la duchesse de Berry. Cette princesse avait aperçu de loin le drapeau tricolore flottant sur les tours de Notre-Dame ; elle supplia le roi de lui permettre d'aller à Paris présenter son fils aux insurgés. Non seulement le roi la retint, mais il ordonna aux troupes de se replier sur Rambouillet. Là, il signa son abdication et celle du dauphin en faveur de son petit-fils, en conférant la lieutenance générale au duc d'Orléans. Devant les régiments encore réunis autour de lui, il proclama Henri V roi ; puis il fit signifier ses volontés au gouvernement de l'Hôtel de Ville. Mais les événements avaient marché. La Chambre des députés prit acte de l'abdication de Charles X et du dauphin, et proclama le duc d'Orléans roi des Français, sous le nom de Louis-Philippe Ier.

Ce jour-là, le gouverneur du duc de Bordeaux entra chez

son élève qui jouait avec sa sœur et, après l'avoir profondément salué, lui dit : « Sire! » L'enfant ne comprenait pas; il y eut un silence, puis le gouverneur reprit : « Sire, je suis chargé de vous apprendre que le roi, votre auguste grand-père, n'ayant pu faire le bonheur de la France, c'est vous, Monseigneur, qui allez être roi sous le nom de Henri V. » Alors l'enfant, s'apercevant que c'était sérieux : « Comment ! bon papa qui est si bon n'a pas pu faire le bonheur de la France et on veut me faire roi, moi ! Allons jouer, ma sœur. » Il devait bientôt s'apercevoir que celui qui venait d'abdiquer en sa faveur prenait moins que personne au sérieux le titre royal de son petit-fils.

C'eût été folie que de vouloir, à Rambouillet, tenter la résistance. On décida qu'il fallait se résigner aux événements et prendre, sous la surveillance des commissaires du nouveau gouvernement, le chemin le plus court pour passer à l'étranger, c'est-à-dire la route de Normandie qui conduit par Cherbourg en Angleterre. Quatre compagnies de gardes du corps formaient une escorte d'honneur. Dans une relation contemporaine, je lis : « Charles va à très petites journées ; la dauphine est presque toujours à cheval et Madame (la duchesse de Berry) en habit d'homme... Le roi, pour se distraire, tire aux moineaux ; le Dauphin est pitoyable, la dauphine pleure beaucoup, Madame est dans un état violent... » Le vieux roi craignait surtout d'apercevoir sur son passage le drapeau tricolore. Il fallut, pour qu'il pût s'embarquer sans avoir aperçu cet emblème détesté, lui faire traverser l'arsenal qui aboutit directement au port, où un navire américain, le *Great-Britain*, l'attendait : « Gardez précieusement cet enfant, lui dit Odilon Barrot, un des trois commissaires chargés de veiller sur sa sûreté, il pourra être un jour utile à la France. » A Valognes, Charles X avait licencié ses gardes du corps avec ces mots : « Je reçois vos étendards; ils sont sans tache; j'espère qu'un jour mon petit-fils vous les rendra de même. »

La famille royale fut suivie dans l'exil par un certain nombre de ses fidèles. On compta dans l'armée près de sept mille officiers démissionnaires : bon nombre d'entre eux prirent du service à l'étranger, surtout en Autriche. De Barante, alors ministre de France près de la cour de Sardaigne,

signale l'affluence des fugitifs à Turin et dans toute l'Italie du Nord. En Suisse, à Fribourg, le collège des jésuites se peupla de leurs enfants et des journaux se fondèrent, qui défendaient la cause des Bourbons exilés. L'émigration redevenait un devoir comme à l'époque révolutionnaire. Tous ceux qui, dans le clergé ou la noblesse, regrettaient l'ancien régime, recommencèrent contre la dynastie d'Orléans les menées de Coblence contre Louis XVI et l'opposition clandestine des émigrés rentrés à l'Empire. Ces irréconciliables confondirent çà et là leurs récriminations avec celles des révolutionnaires. Ainsi s'accomplissait la manœuvre qui consistait à coaliser l'un et l'autre parti contre l'ennemi commun. A l'étranger, les légitimistes redevinrent les amis des monarchies, que celles-ci fussent gouvernées par des Bourbons d'Espagne et de Naples ou par des Habsbourg.

En Angleterre, le roi et le dauphin parurent oublier ce qui s'était passé à Rambouillet. Le premier déclara nul le titre de lieutenant général du royaume qu'il avait conféré au duc d'Orléans et se réserva de pourvoir à la régence, dès que les circonstances le rendraient nécessaire. Il assurait cependant cette régence à la duchesse de Berry, au cas où il viendrait à mourir avant la majorité de son petit-fils.

La famille royale ne devait rester que peu de temps en Angleterre où Charles X s'était établi à Holyrood. A la fin de l'été de 1832, elle se réfugia sur le continent, en Autriche, là où Metternich s'imposait à l'Europe comme le seul interprète compétent des traités de 1815. Divers motifs furent mis en avant pour expliquer ce changement de résidence : l'entente cordiale établie entre Louis-Philippe et le gouvernement anglais; les inconvénients pour le fils aîné de l'Église d'un séjour en pays protestant; on parla aussi d'un procès qui venait d'être intenté au ci-devant comte d'Artois par un de ses créanciers de jadis. Le départ donna lieu à plus d'un incident pénible. Des bâtiments de transport ne furent offerts que de mauvaise grâce par le ministère britannique. On n'obtint qu'à grand'peine des passeports de la cour de Vienne. Charles X, le duc d'Angoulême et le duc de Bordeaux, suivis de près par la duchesse d'Angoulême et Mademoiselle, s'embarquèrent à Leith sur un navire frété par eux. Le comte de

Ponthieu (Charles X), le comte de Marnes (le duc d'Angoulême) débarquèrent à Altona et ne firent que traverser les États prussiens. Ils apprirent là qu'ils recevraient l'hospitalité dans l'ancien palais des rois de Bohême, au Hradschin de Prague. Metternich ne tenait pas plus que les Anglais à paraître favoriser les Bourbons. Quant à la duchesse de Berry, elle n'entendait pas se confiner en Autriche ; elle avait déjà pris un autre chemin pour tenter la fortune en Vendée et y rendre, par les armes, la couronne à son fils.

L'expédition qu'elle avait organisée la conduisit secrètement sur les côtes de France et de là en Vendée, au milieu des compatriotes de La Rochejacquelein et de Charette. Il lui plaisait de reconquérir le trône de son fils en héroïne semblable à celles qu'elle avait admirées dans les romans de Walter Scott. Elle traversa la France déguisée en paysan sous le nom de Petit-Pierre, et gagna le Bocage, où elle eut à lutter contre les chefs du parti légitimiste de l'intérieur, Berryer, Bourmont qui lui prédirent l'insuccès d'une entreprise en somme fatale à sa cause. Elle n'en fit pas moins un appel aux armes, qui n'aboutit qu'à l'inutile combat de La Pénissière (4 juin). Elle se cacha à Nantes ; mais le gouvernement de Louis-Philippe dépêcha Deutz à sa poursuite ; ce misérable découvrit le secret de sa retraite et la força de se livrer à la police. Elle fut emmenée en captivité au fort de Blaye où l'attendaient bien d'autres épreuves. Lors de son dernier passage en Italie, elle avait épousé à Rome le comte Hector de Lucchesi-Palli, chambellan du duc de Parme, et avait reçu de l'archevêque de Besançon, le cardinal de Rohan, la bénédiction nuptiale. Sur le point d'être mère, elle dut déclarer cette union, et, une fois délivrée, elle fut reconduite hors de France. Un homme, à Paris, avait contribué plus que personne à la déconsidérer ; c'était le ministre de l'Intérieur, celui qui avait décidé Louis-Philippe à accepter le trône et qui plus tard empêcha le petit-fils de Charles X de restaurer la branche aînée des Bourbons.

Pendant que ces événements se passaient en France, Charles X organisait à Prague sa petite cour de souverain *ad honores*. Celle-ci avait pour principaux membres le cardinal de Latil et Blacas, le fils du conseiller de Louis XVIII à

Gand, devenu ainsi maire héréditaire du palais, comme sous les derniers Mérovingiens. Nous assistons alors à un singulier spectacle. Le vieux roi soutenait que sa légitimité était antérieure et supérieure à celle de son petit-fils et traitait celui-ci d'usurpateur par anticipation. Il ne lui accordait que la survivance. Il alléguait que l'acte confirmatif émanant de lui et rédigé à Lullworth n'avait pas été promulgué, que d'ailleurs le dauphin avait refusé de le signer. Enfin il soutenait que la double abdication n'avait été qu'un acte opportun destiné à faciliter à la duchesse de Berry sa tâche de régente, sous des conditions qu'elle n'avait pas remplies.

A ce singulier conflit d'ordre à la fois politique et intime prenaient part les personnes de l'entourage particulier de Henri V, le baron de Damas, la duchesse de Gontaut, Mgr Fraysinnous, Barrande, Cauchy, etc. Pendant plusieurs années, jusqu'à la mort de Charles X, il ne fut question que de cela au Hradschin. Selon les uns le duc de Bordeaux avait été présenté aux troupes comme roi de France. La double abdication de Rambouillet avait été portée à Paris et enregistrée par les deux Chambres; elle devait faire loi, même dans l'exil. Ni le dauphin ni Charles X, tant qu'ils avaient été sur le sol français, n'avaient repris leurs droits : bien plus, une fois en Angleterre, ils avaient notifié leur abdication à toutes les puissances. Enfin, quand Madame était venue en Vendée, c'était en qualité de régente et assistée d'un conseil de régence. Selon les autres, les abdications avaient été arrachées au roi et au dauphin par la force des circonstances. Il aurait pu paraître extraordinaire à Prague qu'on appelât Sire et Majesté l'aïeul, l'oncle et leur héritier à tous deux : cela n'empêchait nullement que le jeune prince ne devînt le seul roi régnant, une fois rentré en France. Les conditions des actes de Rambouillet n'ayant pas été remplies, Charles X était rentré dans la plénitude de ses droits et la duchesse de Berry avait perdu tous les siens par son mariage avec Lucchesi-Palli.

Pendant plusieurs années, jusqu'à la mort de Charles X, il ne fut question que de cela au Hradschin. On voulait oublier qu'en France s'était formé un parti nouveau qui se disait, par réaction contre les prétentions du vieux roi et de son fils, le parti des *Jeunes France* et reconnaissait Henri V comme

le seul souverain capable de réconcilier la nation avec les Bourbons de la branche aînée. Ce parti avait des adhérents à Prague et jusque dans la famille royale, puisque la duchesse de Berry le favorisait de son mieux. Celle-ci avait commencé avec son beau-père, par lettres, des négociations en vue d'être réunie à ses enfants. Ces pourparlers aboutirent[1]. Après de longues hésitations, Charles X la reçut, l'autorisa même à se faire accompagner par son second mari, mais lui fit comprendre que Lucchesi serait admis à sa petite cour seulement à titre familial. Depuis lors des relations suivies s'établirent entre la duchesse installée à Brandéis et son beau-père, mais, quand elle s'assit à sa table, elle eut la douleur de voir que Henri V n'était pas assis au haut bout. Elle comprit qu'on la regardait déchue de ses droits comme régente et comme mère et qu'on ne lui laisserait pas l'éducation de son fils. En fin de compte, elle consentit à habiter Venise. Son rôle politique était fini pour toujours. Son caractère léger, l'antipathie réciproque qui régnait entre elle et la duchesse d'Angoulême, les enfants qu'elle avait eus de son second mari, tout contribuait à l'éloigner du centre de sa nouvelle famille. Elle devait mourir en juin 1870, à la veille des événements qui semblaient devoir frayer les voies à la troisième Restauration.

Quand le duc de Bordeaux fut arrivé à l'âge fixé pour la majorité de nos rois, les *Jeunes France* voulurent aller le saluer dans l'exil. Une députation vint à Prague, dont faisait partie Chateaubriand, mais on ne l'admit qu'à condition que l'orateur ne prononcerait pas le mot *Sire* en s'adressant à l'héritier en expectative de Charles X. Des vagues protestations de fidélité retentirent, auxquelles celui-ci répondit en termes non moins vagues. Madame, que Charles X avait éloignée pour la soustraire aux hommages des *Jeunes France*, fut rejointe par son fils à Léoben. Ce départ avait pour but de dérober Henri V à ceux qui venaient si loin acclamer sa majorité.

En mai 1836, toute la famille quitta Prague pour se rendre

1. Voir la correspondance de la duchesse de Berry, publiée ici même par MM. de Pradel de Lamase. (*Autour de Henri V, Revue de Paris* du 15 novembre et du 15 décembre 1916.)

à Tœplitz, puis à Goritz, près de la frontière italienne. Elle partagea son temps entre cette ville et le château de Kischberg, propriété du duc de Blacas. Charles X mourut à Goritz le 6 novembre suivant.

***

Pendant cette période de sa vie, Henri V s'était formé peu à peu l'esprit et le caractère, au milieu d'une élite de maîtres aussi compétents que dévoués. Dès l'enfance, il avait été entouré de personnes choisies avec soin parmi les anciens familiers du comte d'Artois en Angleterre, mais celui qui exerça le plus d'influence sur le jeune prince fut le baron de Damas. Il avait servi la Russie après avoir été élève au collège des Jésuites de Pétersbourg. Il s'appliqua à assouplir le caractère naturellement violent que son élève tenait du duc de Berry et se fit assister par deux Pères de la Compagnie, Druilhet et Deplace, dont il obtint l'admission à Prague; mais ces nouveaux venus ne restèrent que peu de temps en fonctions et se retirèrent d'une cour où certains préjugés régnaient contre eux. Le baron de Damas les suivit dans leur retraite. Ils n'en avaient pas moins réussi à marquer fortement de leur empreinte l'esprit et le caractère de leur élève.

Lorsqu'il eut atteint sa majorité, le duc de Bordeaux fut autorisé à compléter son éducation en se présentant dans les diverses cours de l'Europe, qui lui firent comprendre combien il est difficile pour un roi *in partibus* de se faire agréer, même au passage, par les souverains entre lesquels se partageait la direction des affaires en Europe. Il visita, sous la conduite du duc de Lévis, d'abord Rome, puis les petites cours de l'Italie et enfin une grande partie de l'Europe occidentale. Partout il trouva devant lui des gouvernements hésitants entre le désir de ne pas nier les droits qu'il tenait de la double abdication de son aïeul et de son père, et celui d'éviter tout froissement diplomatique du côté du roi des Français. A Rome, sa venue fut considérée comme malencontreuse par la cour pontificale; le corps diplomatique s'émut; le pape Grégoire XVI finit par recevoir le duc de Bordeaux comme un simple

fidèle et encore subit-il les réclamations du gouvernement français. A Naples, à Florence, mêmes réserves calculées, mêmes procédés qui avaient pour but de prévenir des observations venant de Paris. Les légitimistes n'en regardèrent pas moins comme un succès pour leur cause l'accueil fait à Rome à celui qui, en somme, ici et là, était le fils aîné de l'Église. Plus tard, il visitera en pèlerin et en touriste ces contrées de l'Orient qui furent au moyen âge des terres françaises, le Liban, la Palestine, l'Égypte, où le petit-fils de saint Louis retrouvait la trace de ses premiers ancêtres.

Dès la fin de 1843, à Londres, Henri-Dieudonné avait fait pour la première fois acte de prétendant au trône de France. S'il ne fut pas reçu par la reine Victoria et les membres du gouvernement, il vit venir à lui, dans un hôtel de Belgrave-Square, les chefs du parti légitimiste, entre autres Chateaubriand et cinq députés. Cette manifestation fit grand bruit au Palais-Bourbon, lors de la discussion de l'adresse et du vote sur les flétris. « On a revu là le vieux Coblence, écrit un royaliste fidèle, le philosophe Ballanche, comme si la Révolution n'eût jamais existé. »

En 1844 (3 juin), mourut le comte de Marnes, autrement dit Louis XIX. Ce prince, homme médiocre qui, en certaines circonstances, avait montré des qualités sérieuses, s'était cru obligé de prendre le titre royal; mais il refusa toujours d'être appelé *Sire* et *Majesté*. Il déclara qu'il ne ferait acte de roi qu'une seule fois, pour transmettre son autorité à son neveu, lors de la restauration de la monarchie. Le duc de Bordeaux conduisit son deuil et notifia à toutes les cours le décès de son prédécesseur. La veuve (c'était la fille de Louis XVI), continua d'être appelée dans son intérieur « la reine », jusqu'à sa mort en 1851.

En 1846 (16 novembre), Henri d'Artois épousa une fille du duc de Modène, le seul souverain qui n'eût pas reconnu la royauté issue de la Révolution de 1830. Louis-Philippe fut accusé par-dessous main d'avoir favorisé cette union, sous le coup d'informations qui lui faisaient supposer que la fille du duc de Modène était incapable de donner des enfants à son mari. Plus tard, à Vienne, un légitimiste français, interrogé par un diplomate russe sur les motifs qui avaient détourné le

comte de Chambord d'une abdication en faveur du comte de Paris, affirmait avoir entendu dire à ce prince : « Je suis marié avec une femme qui ne peut avoir d'enfants, mais elle peut mourir, je peux me remarier, et dans ce cas, je ne saurais sacrifier d'avance les droits de mes futurs enfants. » Marie-Thérèse d'Este devait rester toute sa vie la compagne fidèle et dévouée de son mari, presque son directeur de conscience, qui devait le maintenir dans la « ligne droite » où il persévéra jusqu'à la fin.

Après la mort de son oncle, Henri se partagea entre deux résidences. Il vécut l'été à Frohsdorf, château situé dans la banlieue de Vienne, et l'hiver à Venise où il retrouvait sa mère. Ils devenaient alors voisins l'un de l'autre, le prince au palais Vendramini et Madame au palais Cavalli, aux deux extrémités du Grand Canal. Ici et là son entourage constitua un centre, où des pèlerins de tout ordre, gentilshommes ou paysans de l'Ouest, venaient apporter à l'exilé l'hommage de leur fidélité. Peu à peu, Henri V vit arriver jusqu'à lui des parents qui accentuèrent le caractère cosmopolite de sa petite cour, ses neveux de Parme, ses cousins des Deux-Siciles, ses demi-frères de père et de mère, le comte de La Roche, le duc Della Grazia, le prince de Montenuovo et ces derniers, par les faveurs dont ils furent l'objet, purent se croire des légitimés, comme le duc du Maine et le comte de Toulouse à la cour de Louis XIV.

Ce fut à Venise qu'il apprit la Révolution de 1848. Il ne protesta contre la république que par des lettres privées et alla recevoir les légitimistes français sur les bords du Rhin, à Cologne, à Ems, à Wiesbaden. Il leur recommanda d'affirmer leur dévouement à sa personne en s'abstenant des fonctions civiles, ne les laissant libres de servir leur pays que dans l'armée. A cette époque il prit, avec le titre de comte, le nom de son château et se qualifia *Monseigneur* ; façon détournée d'éviter d'être appelé *Sire* et *Majesté* jusqu'au moment de sa rentrée en France comme roi.

En 1849, il se laissa *interviewer* par un journaliste républicain, Charles Didier, qui fut accueilli sans difficulté et formula en ces termes les motifs de sa visite : « J'ignore, et Dieu seul peut le savoir, quelles chances vous sont réservées dans l'avenir ; mais, si vous avez une chance de régner, si le peuple

français croit devoir préférer le principe héréditaire dont vous êtes le représentant au pouvoir électif, dans ce cas, c'est la France elle-même qui viendra vous chercher et, dans ce cas, vous n'avez qu'une chose à faire, attendre les événements. » Il lui fut répondu sans hésitation que le représentant de la légitimité « n'entreprendrait jamais rien contre les pouvoirs établis ; que, s'il rentrait en France, ce ne serait jamais que pour y rétablir l'ordre ; que son principe est toute sa force et qu'il saurait avec l'aide de Dieu remplir tout son devoir ». Charles Didier sortit de Frohsdorf bien persuadé que, si quelqu'un pouvait se faire accepter des Français comme représentant du pouvoir héréditaire, ce devait être le comte de Chambord. Celui-ci de son côté se convainquit alors que la France ne l'avait pas oublié. Il put croire désormais que le régime présidentiel inauguré par un Bonaparte mourrait bientôt et que lui-même deviendrait alors facilement le « roi restauré ».

Pendant les mois qui précédèrent le 2 décembre, la question de la révision de la Constitution fut posée à l'Assemblée législative à l'instigation de Louis-Napoléon qui lui-même prétendait rétablir la monarchie à son profit. Berryer était depuis plus de vingt ans au Palais-Bourbon le principal défenseur de la légitimité et il crut devoir intervenir dans le débat, car il voyait dans la discussion de cette question un moyen d'ouvrir une porte au gouvernement de son choix. Dans un discours prononcé au milieu d'un silence qui ne fut coupé que par les applaudissements de ses amis politiques, il présenta, l'histoire à la main, l'apologie de la maison de Bourbon et rappela à grands traits, avec sa magnifique éloquence, tout ce que les rois capétiens avaient fait pour la France; il rappela aussi les tristes souvenirs que les excès de la Révolution et les guerres de l'Empire avaient laissés de leur passage et, par contre, les heureuses initiatives dues au gouvernement de la Restauration. Il conclut en priant ses amis de ne pas céder devant la sédition et l'ambition toujours menaçantes, devant les séditieux de la veille et les ambitieux du lendemain, et d'attendre, à plus ou moins longue échéance, un meilleur avenir.

Quelques mois après, comme il le craignait, Louis-Napoléon justifiait ses appréhensions et confisquait la république à son profit. L'année suivante, l'Empire était rétabli. Dès le 25 octobre 1852, le comte de Chambord protesta, par un manifeste, contre l'avènement de Napoléon III. Il affirma que le génie et la gloire du premier Napoléon n'avaient rien pu fonder de stable et que l'héritier du premier empereur n'aurait pas un sort plus heureux que lui ; puis, dans une instruction particulière, il prescrivit à ses partisans de s'abstenir de toutes les fonctions publiques et de ne pas prêter serment à l' « usurpateur ». Néanmoins le Sénat impérial, dès sa fondation, put être décoré des principaux noms de la noblesse légitimiste. Beauvau, Mortemart, Bauffremont, La Rochejacquelein, Pastoret. Ces deux derniers surtout causèrent du scandale parmi leurs amis, le premier à cause du passé vendéen de ses ascendants, le second comme ayant été un des exécuteurs testamentaires de Charles X. Ce qui mit le comble à l'indignation, ce fut l'adhésion du duc de Guiche (plus tard duc de Gramont), ancien camarade d'enfance du duc de Bordeaux, gratifié, par testament de la duchesse d'Angoulême, de 900 000 livres de rente. Aux Tuileries, l'impératrice Eugénie se plut à réunir dans un musée les principales reliques de Marie-Antoinette et se montra dans un bal costumé habillée de façon à rappeler instinctivement le souvenir de la dernière reine de Versailles.

Ce fut pendant cette période que naquit entre la branche aînée et la branche cadette de la maison de Bourbon la question de la fusion, suspendue tant qu'avaient vécu Louis-Philippe et la duchesse d'Angoulême. Le duc de Nemours, qui avait toujours passé pour le plus légitimiste des princes d'Orléans, et le comte de Chambord se rencontrèrent à Nervi. Entre les deux cousins régnait un malentendu que l'un tenait à perpétuer et que l'autre désirait dissiper avant toute réconciliation politique. Le premier voulait obtenir du chef de sa famille des assurances formelles sur trois points : 1° maintien du drapeau tricolore ; 2° rétablissement du régime constitutionnel ; 3° concours de la volonté nationale au rétablissement de la monarchie nationale. Sur les deux derniers points, le comte de Chambord ne souleva

aucune objection ; au premier il opposa un refus catégorique et les négociations furent rompues, sous prétexte que ce n'était pas loin de la France que l'on pouvait disposer d'elle... La reine Marie-Amélie put écrire avec raison : « On a voulu nous faire passer sous les Fourches Caudines. »

Pendant les premières années de l'Empire, Henri V vint à plusieurs reprises conférer avec ses partisans près de la frontière française. En juillet 1860, lorsqu'il vit le clergé se détacher de Napoléon III en qui il avait espéré, au vu de certains actes, le fauteur d'une restauration religieuse, il se dit, dans une de ces lettres-programmes qu'il prodiguait à ses fidèles, « prêt à payer de son sang le triomphe d'une cause (celle du pouvoir temporel de la papauté) qui est celle de la France, de l'Église et de Dieu même ». Sur le terrain où les intérêts catholiques et monarchiques sont mêlés, il s'efforça d'aviver la lutte contre le régime impérial. Il alla porter ses condoléances à son cousin le roi des Deux-Siciles, François II, détrôné par la maison de Savoie. Enfin, en 1870, il vendit son palais de Venise, qui avait été pavoisé par ordre aux couleurs de la révolution italienne quand les troupes de Victor-Emmanuel eurent fait leur entrée dans la Ville Éternelle.

La guerre franco-allemande et la chute du second Empire réveillèrent les espérances du comte de Chambord. Il mit à la disposition de la Société de Secours aux blessés son château de Chambord et protesta très haut, par une lettre adressée à tous les gouvernements (3 janvier 1871) contre le bombardement de Paris par les Prussiens. Il essaya même d'une intervention officieuse auprès du roi Guillaume en vue du rétablissement de la paix ; la princesse de Sayn-Wittgenstein s'était chargée de faire parvenir sa lettre à Versailles. Ce fut Bismarck qui répondit par le même intermédiaire. Il eût voulu savoir si, lors des négociations de la paix future, le roi restauré ne réclamerait pas l'Alsace et la Lorraine. Cette assurance lui manquant, il empêcha son maître de répondre. Plusieurs années après, le comte de Chambord disait à son neveu le duc de Parme : « Si j'avais consenti à une cession de territoire, je serais roi de France. »

Aussitôt après la déclaration de guerre, il s'était trans-

porté sur la frontière suisse et, de là, il fit donner à ses partisans, dans une lettre rédigée par Blacas, la consigne de prendre part à la défense nationale. On parla même de son entrée en Franche-Comté, où il aurait reçu l'hospitalité d'un de ses fidèles. On alla jusqu'à parler d'une troupe qu'il se proposait de lever pour combattre à sa tête l'étranger. En réalité, ni lui, ni le comte de Paris ne parurent alors dans les armées françaises ; le duc de Chartres et le prince de Joinville représentèrent en Normandie et sur la Loire l'ancienne maison royale. Les légitimistes purs ne versèrent leur sang que dans les rangs des zouaves pontificaux, revenus d'Italie sous la bannière de Castelfidardo.

A ce moment-là, au milieu des maux causés par l'invasion étrangère et la guerre civile, beaucoup de Français se reprenaient à souhaiter un pouvoir fort, assurant la sécurité de tous à l'intérieur et à l'extérieur. Obéissant à une idée qui s'était imposée de longue date à son esprit, Ernest Renan, libre penseur et candidat républicain de la veille, prêchait, dans un essai sur la réforme intellectuelle et morale en France, les bienfaits de la monarchie très chrétienne. Il en appelait à l'idéal réalisé par les Capétiens, celui des rois oints du saint-chrême de Reims. Mais, ses convictions personnelles étaient trop en désaccord avec cette vue sur le passé pour qu'il fût écouté. L'appel indirect qu'il faisait à la nation passa pour un jeu d'esprit qui sous sa plume avait tout l'air d'un paradoxe, où il se jouait de lui-même et de ses lecteurs.

En février 1871, lorsque le gouvernement de la défense eut cédé la place à l'Assemblée nationale, on put constater que les royalistes avaient bénéficié de leur attitude patriotique en face de l'Allemagne, car ils s'y trouvaient en possession de la majorité ; majorité bien fragile, en face de deux cents républicains modérés ou radicaux, elle comptait quatre cents monarchistes, eux-mêmes divisés en légitimistes ou orléanistes ; plus un groupe de bonapartistes qui devait être à un certain moment l'arbitre de la situation entre les deux fractions du parti monarchique.

Ici commence une période capitale dans la vie du comte de Chambord, celle de sa vie active et militante, qui dura

de 1871 à 1873. Durant cet espace de temps, il lutte pour faire prévaloir le principe de la légitimité en France contre les partisans de la monarchie de 1830, de la république de 1848 et contre les fidèles du second Empire. Avant de le suivre sur ce terrain, essayons de résumer ses idées sur toutes les idées de la politique intérieure.

*
* *

Dans un premier manifeste aux Français (5 juillet 1871), il s'exprimait ainsi : « Nous fonderons ensemble, quand vous voudrez, sur les larges assises de la décentralisation et des franchises locales, un gouvernement conforme aux besoins réels du pays... Nous reprendrons, en lui restituant son caractère national, le mouvement national de la fin du siècle dernier... » Et il terminait par ces mots : « Henri V ne peut abandonner le drapeau blanc de Henri IV. » C'était renouer la tradition léguée par Louis XVI à ses successeurs, lorsque, le 23 juin 1789, devant les États généraux, il proclamait nécessaire son initiative en fait de réformes et n'entendait pas qu'elles lui fussent imposées par la nation ; lorsqu'en 1814, Louis XVIII repoussait la Constitution du Sénat impérial et octroyait la Charte à ses sujets. Toutefois, Henri V se refusait à adopter, dans les affaires religieuses, les « libertés gallicanes » ; il entendait se conformer à l'évolution accomplie dans l'Église par la proclamation, toute récente, de l'infaillibilité. Il concevait les rapports entre la France et le Saint-Siège autrement que ses prédécesseurs, autrement même que Charles X, qui avait conservé dans une certaine mesure la tradition de Louis XIV. Il voulait être le roi très chrétien, le principal collaborateur du pape dans l'intérêt de la France et du monde. Peut-être cédait-il à ce mouvement semi-religieux, semi-politique qui, pendant les dernières années du XIXe siècle, a exalté certaines imaginations et propagé la légende du « grand pape » et du « grand roi ». D'autre part, il comprenait le bienfait de la décentralisation et appréciait l'intérêt qu'il y a à rendre toutes les parties de l'État aussi indépendantes que possible du pouvoir central. En cela encore il renonçait à suivre les errements de l'ancien

régime, notamment celui de Louis XIV, qu'il appelait « le premier des Napoléons ».

Mais une question surgit alors, qui mit en présence le comte de Chambord et l'Assemblée nationale, question où chaque partie croyait son honneur engagé et qui devait anéantir les espérances de l'un et changer les destinées de l'autre. Ce fut la question du drapeau. Henri V venait de dire : « Le drapeau blanc a flotté sur mon berceau, il ombragera ma tombe. » Pour lui c'était le seul national, consacré comme tel par l'ordonnance du 16 avril 1816. En France, au contraire, ce drapeau était le symbole des abus de l'ancien régime, il rappelait les invasions de 1814 et 1815, tandis que les trois couleurs rappelaient les conquêtes politiques de la Révolution et les gloires de l'Empire. De là un malentendu volontaire des deux parts, qui devait faire échouer au port la troisième Restauration.

On sait quel était l'état de la France en 1871. L'Assemblée nationale avait à réparer les ruines faites par la Prusse et la Commune, puis à rédiger une Constitution et à assurer de toute façon l'avenir. Il lui fallait immédiatement un chef qui pût se diriger dans la tâche écrasante qui lui était échue. Au premier moment, les monarchistes ne crurent pouvoir mieux faire que de conférer le pouvoir exécutif à Thiers, c'est-à-dire à un homme politique qui s'était montré hostile à Charles X et à Louis-Philippe et avait déclaré un jour à la tribune qu'il serait toujours, quoi qu'il arrivât, du parti de la Révolution. Thiers persuada à l'Assemblée qu'il fallait ajourner jusqu'à la libération du territoire l'option à faire entre la monarchie et la république. Du moins, à la faveur du pacte de Bordeaux, les royalistes purent établir entre eux un accord qui préparait la réconciliation entre les maisons d'Artois et d'Orléans. La loi de proscription contre les Bourbons fut abolie le 8 juin 1871, et rien ne paraissait plus s'opposer tant à une rencontre entre les deux princes qu'à l'union de leurs partisans. Le comte de Paris fit savoir à son cousin qu'il était prêt à se rendre auprès de lui et rentra en France au moment où de son côté le comte de Chambord franchissait la frontière. Ce dernier traversa Paris encore tout plein des images de la guerre civile, passa devant les ruines du palais où il était né, puis arriva

au château de Chambord qu'il jugeait une tribune excellente pour s'annoncer à la nation française. Là il reçut ses amis de l'Assemblée, qui le supplièrent inutilement de céder à la nécessité, d'avoir pitié de la patrie, de ne pas se tuer lui-même. Avec une fermeté douce, tempérée par des démonstrations de bienveillance, il leur résista jusqu'au bout. L'évêque d'Orléans, cet abbé Dupanloup qu'il avait vu dans son enfance aux Tuileries, ne fut pas plus heureux ; et les uns et les autres, quelques jours après, purent lire le manifeste du 5 juillet, où ils apprirent que le comte de Chambord ne voulait se prêter à aucun accommodement : « Je n'ai pu, disait-il aux Français, me refuser au bonheur de revoir ma patrie, mais je ne veux pas donner par ma présence de nouveaux prétextes à l'agitation des esprits... Je quitte donc ce Chambord que vous m'avez donné... En m'éloignant, je ne me sépare pas de vous, la France sait que je lui appartiens. » En même temps, il écartait la proposition d'entrevue faite par le comte de Paris en lui répondant, par une note à la troisième personne qu'avant de le recevoir, il jugeait plus loyal de s'expliquer « sur certaines questions réservées ». C'était ajourner à une date indéfinie la réconciliation ; c'était oublier en même temps que son droit royal avait été reconnu par l'Assemblée nationale et qu'il lui fallait abandonner, s'il voulait réussir, cette chimère du droit divin dans laquelle il s'était toujours complu.

Malheureusement il se sentait approuvé par une partie du clergé français ; le journal *l'Univers* et son principal rédacteur Louis Veuillot le soutenaient sans réserve. Celui-ci exaltait le « grand bon sens » du comte de Chambord et accusait de trahison les légitimistes libéraux. En cela il se trouvait d'accord avec Victor Hugo. Le poète qui, au cours de sa longue vie, avait changé tant de fois d'école et de drapeau, publiait à l'adresse du comte de Chambord ces vers moitié dédaigneux et moitié ironiques :

J'étais adolescent quand vous étiez enfant.
J'ai sur votre berceau fragile et triomphant
Chanté mon chant d'aurore...
Vous avez raison d'être honnête homme. L'histoire
Est une région de lutte et de victoire
Où plus d'un vient ramper, où plus d'un vient sombrer;
Il mieux vaut en sortir, prince, qu'y mal entrer.

Au commencement de 1872, le comte de Chambord lança un nouveau manifeste où il déclara qu'il n'abdiquerait jamais ; que, si le drapeau blanc avait éprouvé des revers, il y avait des humiliations qu'il n'avait pas subies et que lui-même ne consentirait jamais à être le roi légitime de la Révolution. Il entendait ainsi écarter les orléanistes qui, ne pouvant opérer la fusion à leur gré, voulaient établir une sorte d'interrègne où le duc d'Aumale sous le « drapeau chéri » qu'il avait servi et servait de nouveau comme général, deviendrait en même temps lieutenant général du royaume. Il vint à Anvers commenter son manifeste à ses partisans et protester qu'il ne voulait être ni de loin ni de près le successeur de Louis-Philippe. Du programme qui lui fut apporté par 280 députés, il accepta toutes les demandes relatives à une participation de la nation au pouvoir législatif, mais sur la question du drapeau il resta inflexible, et on le verra bientôt reprendre pour une fois la formule des rois de l'ancien régime en écrivant à *Monsieur* l'évêque d'Orléans qui lui avait recommandé comme nécessaire l'adoption des trois couleurs. Ce prélat venait de donner sa démission de membre de l'Académie française après l'élection du libre penseur Littré; ce qui lui valut cette leçon du comte de Chambord : « La France ne comprendrait pas mieux le chef de la maison de Bourbon reniant l'étendard d'Alger qu'elle n'eût compris l'évêque d'Orléans se résignant à siéger à l'Académie française, au milieu de sceptiques et d'athées. »

Pendant toute cette année, les députés légitimistes et leurs collègues orléanistes multiplièrent entre eux les conciliabules et les conversations sur les moyens d'opérer la fusion monarchique et par suite la Restauration. Ils avaient à leurs côtés, tout prêt à concilier les vues des uns et des autres, un ancien ministre de la République de 1848, qui passait pour tenir de très près, par sa mère, à Louis XVI. Il ne cachait pas ses préférences pour un « Concordat » entre la royauté et la nation impliquant l'abandon du drapeau blanc et l'acceptation du régime parlementaire. Il eût voulu faire prévaloir dans le domaine politique la transaction à laquelle il avait attaché son nom dans le domaine politique par la loi sur l'en-

seignement votée en 1850. Le comte de Falloux fut alors, dans les couloirs de l'Assemblée un des hommes qui, comme on l'a dit, firent le plus sans y paraître.

Au milieu de l'année 1873, lorsque Thiers eut été remplacé par le maréchal de Mac-Mahon, la situation se trouva soudain éclaircie et la visite du comte de Paris au comte de Chambord put avoir lieu le 5 août, à Frohsdorf. Tous les détails de cette entrevue avaient été réglés d'avance. Pour éviter tout malentendu dans l'avenir, on était convenu d'une déclaration spécifiant pour Henri V la reconnaissance de son droit primordial et pour les d'Orléans la reprise de leur rang dans la famille royale. De Vienne, le comte de Paris demanda à remplacer la déclaration projetée par une autre qui redisait les mêmes engagements et remplaçait le dernier par celui-ci : « Je m'engage en mon nom et au nom des princes de ma maison, à ce que vous ne trouviez parmi nous aucun compétiteur. » Admettre cette correction était d'autant plus impossible qu'elle excluait la première pensée : reprendre son rang dans la famille royale. Le comte de Chambord, pour résoudre la difficulté, invita son cousin à venir à Frohsdorf. En arrivant, le comte de Paris prononça sa solennelle déclaration : « Sire, je viens non pas seulement saluer en vous le chef de ma famille, mais reconnaître le principe dont vous êtes le seul représentant... » A ces mots le comte de Chambord l'interrompit et ne lui laissa pas prononcer le dernier paragraphe ; il l'attira à lui, l'embrassa et le félicita de venir « reprendre son rang dans la famille ». Rien de plus. La question de la succession était ainsi réservée. Elle le sera jusqu'à la fin.

Dans cette entrevue, les représentants des maisons d'Orléans et d'Artois n'avaient pas abordé la question du drapeau. A l'Assemblée nationale, on eût voulu savoir si Henri V persistait à ce sujet dans son intransigeance. Il fit passer en France une note où il s'exprimait ainsi : « Quant à la question du drapeau, M. le comte de Chambord, à sa rentrée en France, se réserve de la traiter directement avec l'armée. Il se fait fort d'obtenir une décision compatible avec son honneur... » Phrase vague, qui ne pouvait satisfaire les orléanistes. Les légitimistes estimaient de leur côté que l'Assemblée n'avait qu'une chose à faire : proclamer le roi. Une proposition inter-

médiaire surgit ; elle était ainsi conçue : « Le drapeau tricolore est maintenu ; il ne pourra être modifié que par l'accord du roi et de l'Assemblée. »

L'auteur de cette proposition, Chesnelong, était un orateur disert, qu'on supposait très capable de vaincre, par son insinuante faconde, les scrupules du prince exilé. L'entrevue eut lieu à Salzbourg le 14 octobre. Le comte de Chambord reçut, non sans quelque impatience et avec le désir manifeste d'abréger la discussion, les propositions qui lui étaient apportées. Sur les questions et les garanties constitutionnelles, il ne fit aucune objection et donna même des signes d'assentiment. Chesnelong avait réservé pour la fin de son plaidoyer la question capitale du drapeau, comme l'assiégeant qui déblaie les abords d'une place avant d'attaquer le réduit central. Il lui fut répondu par un seul mot, toujours le même et prononcé avec la même fermeté douce : « Jamais je n'accepterai le drapeau tricolore. — Je n'ai pas entendu la parole que Monseigneur vient de prononcer », répliqua Chesnelong avec une insistance digne d'un meilleur sort ; et le prince de continuer : « Je parlerai lors de ma rentrée en France. Je présenterai alors une solution que je me fais fort d'obtenir de l'Assemblée nationale. » Chesnelong, qui se voyait déjà repartant sans avoir rien obtenu, sollicita pour le soir une seconde entrevue qui lui fut accordée d'assez mauvaise grâce. Il reparut porteur de trois déclarations qu'il avait rédigées. Le comte de Chambord accepta les deux premières, parut d'abord accepter la troisième, celle qu'on a lue plus haut, puis déclara qu'il ne pourrait se mettre ainsi à la discrétion de l'Assemblée nationale. Ainsi il aboutissait à réduire son programme à un seul article : la reconnaissance de son droit illimité d'initiative.

De retour à Versailles, Chesnelong crut devoir taire le *jamais* catégorique prononcé en sa présence. De part et d'autre, on continua à croire que la Restauration allait automatiquement s'accomplir. Le comte de Damas vint de Frohsdorf commander les carrosses et les chevaux de gala du cortège royal lors de l'entrée à Paris. Les orléanistes paraissaient croire toutes les difficultés aplanies. On voyait déjà l'héritier des vieux rois saluant en territoire français le « drapeau teint du sang de nos soldats ». Une fois de plus, le comte de Cham-

bord en finit avec l'équivoque par sa lettre à Chesnelong du 27 octobre. En voici les principaux passages : « On me demande le sacrifice de mon honneur... Je ne peux pas consentir à inaugurer un règne réparateur par un acte de faiblesse... » Quant au comte de Paris, il ne parlait pas de lui comme d'un héritier destiné à le seconder et à lui succéder, mais comme d'un parent qui était venu à lui, se bornant à apporter « des assurances de paix, de dévouement et de réconciliation ». L'Assemblée nationale comprit ; républicains et bonapartistes s'unirent pour décerner au comte de Chambord une apothéose qui leur laissait le champ libre.

Celui-ci n'avait pourtant pas perdu tout espoir. Il avait conçu le projet hardi et singulier de se présenter lui-même à l'Assemblée et de se faire proclamer roi, le maréchal-président à ses côtés. Quelques jours après, il entrait en France par Belfort ; déguisé en valet de chambre semblant guider M. de Monti et toussant comme un vieillard cacochyme, et arriva sans être reconnu à Paris. J'ai entendu raconter qu'en traversant le bois de Boulogne, il aperçut sur un banc cette inscription barbouillée à la craie par un passant : « Vive Henri V », et en conclut, un peu témérairement, que la nation française formait des vœux pour son rappel. Quelques instants après, à Versailles, il s'écria en apercevant le balcon du palais : « C'est sur ce balcon que mon grand-oncle a reçu les derniers outrages en face du drapeau tricolore, et j'adopterais ce drapeau ! Jamais ! » Un peu plus loin il se rejeta avec dégoût au fond de sa voiture en voyant le même emblème flotter sur la préfecture de Versailles, résidence du président de la République.

Ce fut sous le coup de ces impressions qu'il s'établit dans la maison d'un de ses fidèles, le comte de Vanssay, et, de là, envoya Blacas demander au maréchal de Mac-Mahon une entrevue. Il eût voulu venir en personne et sous sa protection se présenter à l'Assemblée. Il croyait qu'en ce moment, avec le prestige de son nom et le concours de l'armée, il pourrait, par un coup de surprise, s'emparer du pouvoir ; mais Mac-Mahon se souvint qu'avant tout il était le chef légal de l'État et l'exécuteur des volontés de l'Assemblée ; il répondit qu'il ne pourrait avoir avec le comte de Chambord ni entretien

secret, ni entrevue publique. Malgré cet échec, Henri demeura encore dix jours à Versailles, se faisant rendre compte de ce qui se passait à l'Assemblée. Durant ce temps, il ne reçut aucun député, ni aucun de ses partisans. On soupçonnait sa présence à Versailles, mais il réussit à en garder le secret jusqu'au bout. Enfin, le 19 novembre, quand la prorogation des pouvoirs du maréchal fut votée, il laissa venir à lui les principaux députés chargés de ses intérêts à l'Assemblée, échangea avec eux des paroles d'amitié et d'adieu, puis, le 20 novembre, repartit pour Frohsdorf. Cette fois, c'était bien en émigré qu'il quittait la France, dont ni lui ni sa famille n'étaient plus exclus; mais il estimait ne pouvoir rester dans un pays où il n'était, comme roi, ni reconnu ni obéi. On ne pensa plus qu'à organiser le *septennat*. Trois ducs : Broglie, ministre des Affaires étrangères, d'Audiffret-Pasquier, neveu du dernier chancelier de France, Decazes, fils du conseiller favori de Louis XVIII, se dirent l'un à l'autre la parole de Mirabeau au Jeu de Paume : « Nous sommes aujourd'hui ce que nous étions hier; délibérons »; puis, la mort dans l'âme, avec le souci secret de réserver l'avenir de la monarchie, ils rédigèrent les lois constitutionnelles de la République.

L'année suivante (15 juin 1874), le duc de La Rochefoucauld-Bisaccia déposa une proposition de rétablissement de la royauté, qui ne réunit qu'une majorité insuffisante et, le 2 juillet, le comte de Chambord publia un dernier manifeste où il déclarait maintenir toutes ses déclarations de l'hiver précédent, s'élevait contre la formule du « roi qui règne et ne gouverne pas » et rappelait aux Français que son idéal était « la monarchie chrétienne et française ». La campagne qu'il faisait depuis trois ans était définitivement close. Lorsqu'en 1875 l'Assemblée nationale céda la place aux Chambres chargées de mettre à exécution les lois constitutionnelles votées par elle, les élections avaient donné la majorité, au moins dans la Chambre des députés, aux républicains. Peu à peu, pendant les années suivantes, ceux-ci devinrent les maîtres absolus du pays et enlevèrent aux anciens partis tout espoir de reconquérir le pouvoir en France.

***

Pendant les dix années suivantes, le comte de Chambord et le comte de Paris vécurent à l'écart l'un de l'autre. L'union n'existait ni dans leurs idées ni dans leurs opinions. Le premier pensait qu'un roi est au-dessus des représentants, comme Charles X ; l'autre estimait qu'il n'est que l'exécuteur de ses volontés, comme Louis-Philippe. Ils continuèrent donc de vivre, l'un à Paris, au château d'Eu ou à Twickenham, se tenant sur la réserve vis-à-vis du gouvernement républicain, s'occupant de questions sociales, témoin son livre sur la *Situation des ouvriers en Angleterre*; l'autre reprenant sa vie d'autrefois et se livrant de plus en plus à l'influence de ses agnats étrangers. Il se demandait si, comme chef de la maison de Bourbon, il n'avait pas le droit de disposer de sa succession politique en leur faveur, et cela en vertu d'une parenté plus étroite que celle qui l'unissait aux d'Orléans. D'autre part il craignait de diviser le parti monarchique, car il connaissait dans son entourage certains légitimistes exaltés qui, s'abusant sur leur importance, mettaient en avant la candidature d'un Bourbon d'Espagne à sa succession. Ils oubliaient que Philippe V, par des lettres patentes enregistrées aux Cortès en 1712 et entérinées au Parlement de Paris, avait renoncé pour lui et ses successeurs à la couronne de France ; que de plus cette renonciation avait fait l'objet d'un article spécial du traité d'Utrecht (1713), stipulant que les couronnes de France et d'Espagne ne pourraient être réunies sur la même tête. Pour répondre à ses adversaires, le parti des descendants du duc d'Anjou (Philippe V) avait un argument tout prêt. Puisqu'un Bourbon ne pouvait régner à la fois à Paris et à Madrid, pourquoi le chef de la famille dépossédée d'Espagne ne passerait-il pas la main à son neveu don Juan, personnage d'ailleurs insignifiant et qui n'avait ni les goûts ni les attitudes d'un souverain? Quant au comte de Chambord, jusqu'à quel point admettait-il cette solution? On ne connaît de lui aucune déclaration explicite à ce sujet.

Tel paraît avoir été l'état d'esprit de Henri V, lorsqu'il fut atteint (juillet 1884) de la maladie qui devait l'emporter. Quand les princes d'Orléans, avertis qu'il touchait à sa der-

nière heure, arrivèrent à Frohsdorf, Madame les reçut et les conduisit au chevet de son mari : « Sire, dit le comte de Paris en employant la formule dont il s'était déjà servi lors de de l'entrevue du 5 août 1873, nou avons appris que Votre Majesté était souffrante et nous sommes venus prendre de ses nouvelles. » L'entrevue dura sept ou huit minutes ; le malade remercia ses cousins du témoignage d'intérêt qu'ils venaient lui donner ; mais pas un mot de politique ne fut prononcé. Nous savons aujourd'hui qu'il n'avait rédigé de testament politique ni dans un sens ni dans un autre; de plus, que, dans son testament privé, il n'avait inscrit que ses cousins étrangers et totalement oublié ses cousins français. Enfin, l'année précédente, il avait dit à un de ses familiers, partisan des droits des Bourbons d'Espagne : « Je ne puis toucher à la question de ma succession tant que je ne serai pas sur le trône. » C'était une façon détournée de ne pas se prononcer pour l'un ou l'autre des deux partis qui s'agitaient autour de lui, et de dire : « Après moi, advienne que pourra. »

Le 23 août, il mourut. Quand il s'agit de régler la cérémonie des funérailles, la comtesse de Chambord exhiba un papier contenant les lignes suivantes : « Connaissant les intentions de mon mari, je déclare que je veux que son enterrement soit un acte de famille et que la place de chacun soit réglée par le droit de parenté. » En conséquence, l'ordre des places dans le cortège funèbre fut ainsi déterminé : au premier rang le duc de Parme, fils de la sœur de Henri V, au second le comte de Paris. Celui-ci céda, mais, aussitôt sorti de l'église, il déclara qu'il n'irait pas à Goritz, sinon en tête de tous les princes de la maison de France, et repartit pour Vienne. Les milliers de Français venus pour assister aux funérailles s'étaient rangés autour de lui et lui avaient offert inutilement de lui faire sa place immédiatement après le cercueil.

L'enterrement eut lieu le 3 septembre. Le prince de la Tour et Taxis, représentant de l'empereur François-Joseph, conduisait le deuil. Don Juan le suivait, comme chef de la maison de Bourbon. On avait oublié que, ces obsèques étant de famille, le duc de Parme eût dû marcher le premier ; en revanche, le duc Della Grazia, frère utérin du défunt, ne prit point place dans la famille. Puis venaient les archiducs, les infants, puis

les zouaves pontificaux, les délégations des comités royalistes et des cercles catholiques venus de France et enfin une foule de fidèles légitimistes qui n'étaient là que pour rendre un dernier hommage à celui qui, même mort, était pour eux le « roi ». Ce long cortège funèbre traversa la ville et, après l'office des morts chanté dans la cathédrale, monta au couvent des franciscains de Castagnavizza. Avant l'ensevelissement un vieux paysan breton, ancien combattant de 1832, déposa sur le cercueil un drapeau blanc fleurdelisé, comme un linceul.

A la nouvelle de sa mort, *l'Union*, son organe officiel en France, cessa sa publication. Les comités royalistes furent partout invités à se dissoudre. La monarchie, telle que l'entendait Henri V, était bien morte dans notre pays.

Sa veuve, qui de tout temps avait été sa confidente et sa conseillère, veilla avec un soin jaloux sur sa mémoire. Elle confia les papiers du défunt à un jésuite, le P. Marquigny, et le chargea d'écrire la biographie du défunt. Ce religieux s'était fait une réputation dans la région du nord de la France en y préconisant en chaire la création des cercles catholiques et d'autres œuvres inspirées du même esprit. Mandé par le comte de Chambord, il avait eu avec lui plusieurs entretiens et l'avait encouragé à persévérer dans ses idées au sujet du rétablissement de la monarchie; sa mort le consterna. Il se félicita du moins de pouvoir rendre hommage à sa mémoire, quand Madame l'eut à son tour appelé à Frohsdorf et lui eut entr'ouvert les archives où se trouvait la vaste correspondance du défunt. Il vit que, sur la question ouvrière, le « roi » était documenté mieux que personne et se proposa, en rédigeant sa biographie, de lui rendre particulièrement hommage à ce point de vue. Une mort subite mit à néant son projet. La comtesse de Chambord disparut elle-même en juin 1886.

Dès son retour de Goritz, le comte de Paris agit comme si Henri V l'eût fait son héritier politique. Il notifia sa mort à tous les souverains, mais ne mit au bas de ses lettres que cette signature : Philippe comte de Paris, interdisant ainsi qu'on l'appelât soit Philippe VII, soit Louis-Philippe II. Il prit pour armes l'écusson aux trois fleurs de lis d'or sur champ d'acier, mais en surmontant celles-ci du lambel de la

maison d'Orléans. Il fit à l'empereur d'Autriche une visite que celui-ci lui rendit immédiatement, comme à un souverain. En France, la presque unanimité des royalistes continuait à le regarder comme le légitime successeur de Henri V ; aussi en 1886, fut-il traité comme tel par le gouvernement de la République. Les Chambres votèrent une loi qui expulsait de France tous les prétendants et leurs héritiers directs. Le comte de Paris partit pour l'Angleterre, où il devait résider jusqu'à la fin de sa vie. Plusieurs fois encore, il attira sur lui l'attention, tout comme le comte de Chambord, par des publications où il affirmait que la monarchie restaurée dans sa personne resterait le meilleur garant de tous les droits et de toutes les libertés. Il mourut le 8 octobre 1894.

Au cœur de la vieille France, au-dessus des plaines mornes de la Sologne, on voit se dresser à travers les ombrages d'un immense parc les clochetons et les dômes du château offert au duc de Bordeaux presque aussitôt après sa naissance. Chambord a été pendant quelques jours, en 1871, la résidence du prince qui en avait pris le nom, lorsque après quarante ans d'exil, il reparut dans sa patrie. C'est maintenant une demeure délabrée, abandonnée, dont le propriétaire actuel, le duc de Parme, est sujet autrichien ; à l'heure qu'il est elle est placée sous le séquestre infligé à tous les biens des étrangers situés en France.

LÉONCE PINGAUD

LES ARTS ET LA VIE

A un de mes correspondants,
père d'un fils artiste pour lequel il s'inquiète.

Le printemps et le début de l'été, ce qu'avant la guerre on appelait la grande saison de Paris, furent, en 1919, presque autant que jamais remplis par les manifestations de l'Art : tableaux exhibés, ventes, concerts de musique, ouverture de salles de théâtre, naissance de revues, innombrables livres d'où nous voudrions dégager pour vous, monsieur, quelque sens, si nous n'étions pas encore un peu sous le régime de la restriction mentale. La victoire nous cache ses secrets. Je vous engage à réciter tout bas à vous-même le magnifique poème de Paul Valéry : *Palmes*.

Cependant qu'elle s'ignore
Entre le sable et le ciel
Chaque jour qui luit encore
Lui compose un peu de miel.
Sa douceur est mesurée
Par la divine durée
Qui ne compte pas les jours,
Mais bien qui les dissimule
Dans un suc où s'accumule
Tout l'arome des amours.

Patience, patience,
Patience dans l'azur !
Chaque atome de silence
Est la chance d'un fruit mûr !
Viendra l'heureuse surprise :
Une colombe, la brise,

L'ébranlement le plus doux,
Une femme qui s'appuie
Feront tomber cette pluie
Où l'on se jette à genoux.

Qu'un peuple à présent s'écroule,
Palme !... irrésistiblement
Dans la poudre qu'il se roule
Sur les fruits du firmament ;
Tu n'as pas perdu ces heures
Si légère tu demeures
Après ces beaux abandons ;
Pareille à celui qui pense
Et dont l'âme se dépense
A s'accroître de ses dons !

***

Les ouvrages de l'esprit révèlent autant que les faits quotidiens, publics et privés, un état sans précédent, comme vous le constatez mélancoliquement. Ni au lendemain de la Renaissance dont les guerres étrangères, intestines et civiles, avaient brusquement arrêté chez nous l'expansion ; ni au lendemain de la Révolution, les ustensiles du travail ne semblent être ainsi restés épars sur les chantiers, toutes les théories esthétiques, les principes, les écoles discutés. Les rapports mêmes entre concitoyens, selon leur âge et leur station, deviennent difficiles, dites-vous encore, et vous vous lamentez, aux premières secousses d'un « chambardement général » peut-être prévu par quelques gens réfléchis? Que la guerre n'ait point écarté tous les périls, vous cause une angoisse comparable à celle d'une famille frappée par la mort de plusieurs enfants et à qui le médecin annoncerait, soudain, que le seul survivant, à peine réchappé d'une terrible opération, en devra subir une autre plus grave encore. Les parents espèrent que le diagnostic est faux, le cachent au malade qui se raccroche à la vie et veut en jouir immédiatement.

Mais votre fils — regardez-le — voyez sa mine vermeille...

***

Quels seront plus tard les souvenirs de cette époque prodigieuse dans la mémoire de ce Français qui aura eu moins de

vingt ans aujourd'hui? La page blanche d'une âme s'ouvre, que la vie s'y inscrive. Déjà les vieux disaient des adolescents que nous fûmes : « Ils n'ont ni respect, ni enthousiasme. » Or, nous avions respect et enthousiasme, mais pour d'autres maîtres, sans doute, et d'autres œuvres que les leurs. « Nous étions encadrés, soutenus », m'écrivez-vous? Oui, et notre liberté était lente à acquérir, notre jugement se modelait petit à petit, d'après des exemples, par l'expérience. Nous avons établi nos sanctuaires à côté de tombes que nous n'eussions point songé à détruire, dans une hypogée dont la voûte nous semblait devoir être éternelle. D'où le développement parfois si tardif de la personnalité, chez les artistes, et ces graves et honnêtes ouvrages, plus tard recherchés, si un génie s'y laissait pressentir, mais que la plupart ne surpassèrent point, quels que dussent être ensuite leurs efforts et leurs ambitions. Nos jeunesses ne connurent que restrictions, interdictions, dans un monde où un homme ne comptait qu'à partir de sa maturité, parfois même de sa vieillesse ; on nous enseignait que le talent vient tard, et plus tard encore sa récompense, ou point du tout. La jeunesse était tenue en état d'infériorité et suspicion, je puis dire que nous étions « handicapés » par les aînés dont nous nous appliquions à acquérir les connaissances — et nous nous y efforcions parce que celles-ci constituaient un indispensable sauf-conduit, autant que pour le plaisir que nous dérivions de l'étude, alors moins interrompue par l'appel du dehors.

Aujourd'hui, votre fils de dix-huit ans, épargné, mais émancipé par la guerre, pourquoi resterait-il chez vous, vieilles gens, quand la rue, après un long sommeil, se remet à bruire, bourdonne invitante? L'Adolescence, notre belle souveraine, propage alentour le frémissement de sa sève, nous recevons l'écho des salves qui célèbrent son avènement. Comme un soir de 14 juillet d'antan, l'air retentit des cuivres, des pétards ; mais d'épileptiques jazz-bands (boucan américain), remplacent les tziganes aux restaurants ; la roue du *Moulin Rouge* tourne à nouveau, *Tabarin* rouvre ses portes, Montmartre illumine les courtes nuits du solstice d'été, où la reine couche sur le trottoir, après que les étoiles se sont mises au lit. Et toute licence succède aux contraintes, par la Cité qui offre à

une population trépidante, et trop souvent vacante, l'illusion de l'activité, mille moyens de charmer les loisirs de l'expectative comme pour des permissionnaires entre deux attaques. Le temps est beau, il fait chaud, tout le monde est sorti, les grévistes se baladent : leurs enfants dans les avenues aux grands arbres déjà roussis, font leur choix d'immeubles qu'ils désignent comme leur demeure prochaine, le présent locataire une fois délogé.

On déménage ! Votre fils de dix-huit ans, qu'auriez-vous à lui proposer de stable? Quel avenir, quelle carrière? Ce sera pour lui d'en choisir une, et de se faire une religion accordée avec ce que va être son imprévisible vie. Et lui qui part pour un ailleurs inconnu, vous voudriez que votre fils restât avec ceux qu'on chasse? Les camarades de votre fils seront dans l'industrie ; ils savent les marques, le mécanisme des automobiles, rêvent d'en posséder plusieurs — ou bien ils s'embarqueront pour les Amériques. Et en attendant le signal du départ, c'est l'oubli des horreurs d'hier dans la féroce jouissance des plaisirs retrouvés.

Mais votre fils de moins de vingt ans est peintre, un « intellectuel » ; vous le figurez-vous au milieu des artistes auxquels il s'associera? Ce qu'il lira, ce qu'il verra, entendra? Cet âge subit d'abord l'influence du plus proche, on y fait ce que près de soi font les autres, ralliant la troupe en marche au point où on la rencontre. Ne vous étonnez donc pas si votre fils vous tourne le dos : votre fils est normal. Il ne le serait point, s'il vous écoutait au lieu de prêter l'oreille à ceux qui l'ont devancé. Qu'importe s'il se trompe un peu, pourvu qu'il pense? Patience, patience !...

...l'âme se dépense
A s'accroître de ses dons.

***

Vous semblez croire, monsieur, que nous sommes aux derniers jours du monde. Dites plutôt du *nôtre*. Si l'adolescence est souveraine, nous sommes aussi sous le règne de l'antinomie ; en proie à la lutte des forces contraires, plus apparentes et irrésistibles que jamais. La vie intense et rapide

prend de ce chef un caractère aussi nouveau que les œuvres, si déconcertantes pour vous, qu'exposent ou que publient les artistes — « dont le but n'est plus de remplir une place quand elle sera vide, de travailler et d'attendre chacun son tour ». Le désir emporte tout : ce qu'ils exigent, c'est qu'il soit parlé d'eux et de récolter, dès les semailles. Ils ont trop connu l'ennui, ils en ont la terreur, comme de l'uniforme ; ils sont asseiffés d'individualisme, mais se sentent perdus dès qu'ils sont seuls. L'exécutant, plutôt que de tenir sa partie dans l'orchestre, couvre, en jouant plus fort, le son de l'instrument voisin. Chacun voudrait être un soliste, constamment applaudi, mais *dans la bande à laquelle il est affilié* — car il faut appartenir à un syndicat — ou n'être pas ! D'où un apparent souci d'obédience corporative, et en sous-main, agitation du meneur de réunion publique, toujours prêt à parler. Ce double besoin, qui s'atteste, du haut en bas de la société, a déjà de curieuses répercussions sur l'art et les artistes. Et vous vous en affligez exagérément, monsieur.

Il n'y aurait point de mal à parler haut, pour celui-là qui aurait quelque chose d'important à dire. « *L'œuvre d'art la plus accomplie sera tout aussi bien la plus personnelle et il n'est d'aucun profit pour l'artiste de chercher à se résorber dans le flot.* » (André Gide, *Réflexions sur l'Allemagne.*) « *Ce n'est pas en se banalisant, mais en s'individualisant, si l'on peut dire, que l'individu sert l'État ; et même c'est en se nationalisant qu'une littérature* (ou un art) *prend place dans l'humanité et signification dans le concert.* »

Mais que notre envie de citer ces réflexions si profondes ne nous les fasse point déformer en les appliquant au jeune artiste qui veut retenir sur lui seul l'attention du public. Elles ont, sous la plume d'André Gide, un tout autre sens et qui nous intéresse encore davantage, en corrélation avec les tendances de l'esthétique la plus « neuve ». En effet, une des prétentions de l'extrême « avant-garde » — que le public taxe d'anarchie et de bolchevisme, — au moment même où l'art semble se « rebarbariser » — c'est d'être française (surtout en musique et littérature). L'instinct des « novateurs » en ébullition les incline vers ce qu'ils croient n'appartenir qu'à nous. Et ils jettent leur gourme en fleuretant avec Mimi

Pinson, s'éprennent d'un soi-disant folklore de notre pays, qu'ils dénichent là où vous ne l'auriez pas trouvé... La chanson populaire du caf'conc', le quadrille et la polka, le cornet à piston de Musard, la parade foraine, le manège de chevaux de bois, excitent l'imagination de ces gars solides, qui croient « dissiper les brumes germaniques » et aspirent (heureusement!) à alléger l'atmosphère séquanienne.

Fort bien : « *L'œuvre la plus personnelle*, écrit M. André Gide, *sera la plus profondément nationale, la plus particulière, ethniquement parlant, et aussi bien la plus humaine et celle qui peut toucher le plus les peuples étrangers.* » Humaine ! Oui, mais voilà... Si ce caractère humain existe dans les arts « neufs » — de combien de maniérisme ne se recouvre-t-il pas, d'ésotérisme, et pour nous servir d'un mot démodé, de symbolisme, si *nouveau* soit-il? Car *symbolisme* peut être appelée toute traduction que l'art donne de la nature.

Si les thèmes les plus riches sont les éternels et les plus universels — et les écoles s'accordent sur ce point, — il est à craindre que les thèmes qu'élisent nos « novateurs » n'émeuvent qu'un public très restreint.

L'esthétique « neuve » de qui veut se « rebarbariser » et exalte l'art des nègres, est-elle autre chose que la plus récente des préciosités? Il y a beau temps, les peintres ont remis en honneur l'imagerie populaire d'Épinal, l'anglaise, la russe, les estampes japonaises ; une partie de l'art contemporain est redevable à cette influence rafraîchissante ; mais de combien de pauvretés aussi ! Il a été fait un étalage de la naïveté et du « sentiment », que devait nécessairement suivre une réaction. Il n'est pas moins grave que le « sentiment » soit tant ridiculisé, ou redouté par l'esthéticien d'avant-garde : le sentiment dont les ondes se propagent comme la chaleur et le son à travers l'espace, et atteint des sensibilités d'autant plus nombreuses qu'il est plus *humain*, plus généreux, plus riche, plus profond.

Or, cette voix intérieure, qui se communique à tous les hommes, celle qui les touche, d'où vient-elle aujourd'hui? A défaut des grandes œuvres tant annoncées pendant la guerre, et tandis qu'un Barbusse, un Georges Duhamel, un Maurras ou un Paul Claudel, chacun d'un autre pôle, adressent

leur message aux collectivités, les jeunes artistes avec les jeunes écrivains semblent se livrer à un petit jeu de magie blanche où ne peuvent prendre part que quelques initiés, munis d'un certificat, le *Dignus est intrare* des docteurs moliéresques.

Nous disions artistes et écrivains, parce que tous s'appuient les uns sur les autres et ne peuvent plus être dissociés dans l'*avant-garde*.

Fussiez-vous dans les coulisses, vous vous délecteriez de ce qui s'y passe, fort joyeusement d'ailleurs ; la « cuisine » du cubisme, c'est-à-dire de l'« art nouveau », n'est pas manipulée par des théoriciens aussi graves et réfléchis que M. André Lhote, quoique tous les adhérents promulguent bien haut des règles et bâclent des théories de groupes, lesquelles ils se hâtent, chacun en particulier, de ne point suivre.

La discipline du groupe n'est qu'apparente ; derrière le rideau, il y a des rixes. La discipline de parti n'existe vraiment que dans sa politique extérieure.

On peut signaler deux courants en sens contraire très significatifs à cette heure, et qui bientôt formeront mascaret en se rencontrant.

Quoique « les jeunes » veuillent avant tout faire du nouveau, nous avons dit qu'ils prétendent être « français » et renouer une sorte de tradition. Jamais on n'a autant parlé de nationalité ni de classicisme, que depuis que le caractère national d'une œuvre est à peine reconnaissable. Il ne suffit plus de composer de la musique « française », de peindre « à la française », on veut remonter à la source de la « tradition française ». Jamais on ne s'est autant réclamé de la Tradition, dans les manifestes, les programmes de revues, que depuis que quelques-uns à peine se doutent encore qu'il y ait eu une tradition. Discipline, ordre, coordination des valeurs, d'une part ; anarchie, révolte, ignorance de l'autre. Votre fils qui a moins de vingt ans, tombe soudain dans cette « pagaye » : un romantisme échevelé, dont il est amusant de suivre les petites extravagances de chaque jour; et une prétendue recherche du classicisme !

***

L'art, comme nous l'avons dit dans notre premier article,

étant un « fait social », se ressent, au lendemain de la guerre, du malaise d'une société en plein conflit des idées nouvelles, et des traditionnelles. Certains craignent que, déshéritée, elle n'ait du mal à se reconstruire en rejetant tous les principes — peut-être éternels — qu'une longue civilisation avait établis. L'extrême avant-garde a acquis des droits qu'il ne faut point lui contester ; mais des minorités bruyantes semblent toujours être la majorité, en temps de révolution, d'autant qu'elles sont mieux organisées. En politique, les partis extrêmes ont seuls un plan défini, un semblant de discipline, ce qu'on appelle des « directives » — ce qui n'implique pas plus la réussite probable que la beauté du programme.

Dans les arts, y a-t-il un parti de conservation qui repose sur une doctrine, et possède des esprits aussi ouverts et puissants que celui d'un Charles Maurras? La droite, n'est-ce pas pour les artistes l'Académie, l'Institut, l'École des Beaux-Arts, l'Administration des Salons officiels — donc le contraire de la Tradition, que ces Corps glorieux ont méconnue et piétinée ? M. Maurras, imbu de pur classicisme et de tradition, en littérature, a pris, comme critique d'art M. Louis Dimier, qui « marche » avec M. Cormon contre la jeunesse indépendante. On essaie de trouver un terrain d'entente, pour la défense des intérêts matériels au moins des artistes ; on a même pu sentir un vague désir d'union sacrée, mais la moindre tentative avorte : les uns parlent une langue que n'entendent point les autres. L'art dresse entre eux une barrière — et aucun ne transigera, en tant que « créateur ».

La Droite n'a jamais compris que l'art n'est presque jamais à droite, dans la société moderne.

Les revues qui traitent des questions d'art, les livres d'essais, de critique, obtiennent une faveur qu'ils n'avaient jamais eue ; se lisent autant presque que des romans, ce qui est effrayant ! Les moindres journaux signalent et commentent les « nouveautés artistiques » des vitrines parisiennes, les plus obscures auditions musicales ; c'est l'époque de la discutaillerie et non plus de la critique. La critique n'avait plus de puissance ; le reportage d'atelier en reprend une considérable. Le jeune homme de moins de vingt ans, quelles « gazettes » lira-t-il?

Nous avons ici souvent mis à contribution des articles

choisis dans les publications récentes, tels la *Rose Rouge*. *Littérature*, *le Crapouillot*, *les Marges*, d'autres encore sont écloses ou ont ressuscité pendant l'armistice. On y trouve souvent des choses précieuses, mais qui sont des pierres brillantes, non reliées entre elles par une monture. Ces périodiques ne constituent guère des « tribunes ». Or, voici que s'en rouvre une qui était attendue, et vers laquelle de toutes parts, se tournaient des espérances.

De quelles responsabilités la chargent le consentement des artistes et l'attitude qu'elle prit dès avant qu'on pût la juger !

Dans son *Historique, sommaire, but et tendances*, note qui accompagnait le bulletin d'abonnement, la rédaction se disait persuadée « ... que ce dont la France a encore aujourd'hui le plus besoin, c'est d'un organe spéculatif. Il faut à tout prix, le plus tôt possible, qu'un endroit se retrouve où l'on puisse penser et créer librement. Notre génie si dégagé, si indépendant, si indomptable, a subi pendant la guerre une des plus violentes contraintes qu'il se soit vu imposer. On l'a forcé, les événements eux-mêmes l'ont contraint à parler un langage dur, et souvent faux et détourné. Il aspire maintenant de toutes ses forces à reprendre son libre discours ; il réclame le droit de ne plus rien dire que de pur ; tous ceux qu'il possède et anime éprouvent déjà en eux-mêmes les impatiences de sa sincérité.

» Il ne s'agit pas d'oublier la guerre; il s'agit d'en sortir, d'en déboucher ; après avoir été si longtemps tel qu'on devait être, il s'agit de se retrouver tel qu'on est. » La « *N. R. F.* » se propose donc « de rouvrir les écluses de la spontanéité et de l'invention françaises. Elle refuse de définir trop exactement son objectif de peur de le limiter arbitrairement. Elle attend, elle désire, elle n'a d'autre ambition que d'accueillir la première ce que notre génie va composer *de meilleur*. Elle ne s'en tiendra pas pourtant à un éclectisme passif ni ne dispensera une égale faveur aux productions les plus disparates... »

Je voudrais donner le morceau en entier, comme exemple de l'état d'esprit des moralistes *retour du front* — et des « meilleurs ».

« Reprendre son libre discours »? — Après les contraintes de la guerre, voici bien la restriction mentale, les réticences

d'après guerre, un souci de balancement, un scrupule amoindrissant. Les amis de M. Jacques Rivière ont beaucoup donné dans le romantisme, tout en suivant les règles de la composition classique ; flotté entre la tradition française, qu'ils croient incarner, et le germanisme dont certains possédaient la culture, subissaient la domination. Ils n'étaient fermes que contre l'académisme, jsqu'à l'intransigeance parfois aveugle.

On sent un embarras collectif, en ces pages liminaires où les contradictions ne manquent pas. Nous retrouvons dans ce texte l'angoisse que traduisait M. Jacques Rivière — l'une des plus pénétrantes intelligences de sa génération — dans sa pathétique préface à *l'Allemand*, livre d'un prisonnier, lumineuse étude d'un Français, à qui la guerre a « imposé des certitudes » qu'il n'avait point auparavant.

Esthéticien, critique, directeur, est-il sûr d'*accueillir ce que notre génie va composer de meilleur*? N'est-ce pas par prévention de secte, que son aréopage avait d'abord rejeté et failli perdre pour toujours la collaboration d'un psychologue et d'un styliste merveilleux, parce que ce romancier qui dépeint des gens élégants, et fit illustrer un livre par Madeleine Lemaire, avait écrit dans un journal mondain? La composition serrée et classique, dans l'ensemble des ouvrages de ce traducteur de Ruskin — ensuite tant admiré par l'avant-garde, — n'était-elle pas, dès l'abord, apparue dans des pages détachées? Comment expliquer ce revirement d'esthéticiens si dégagés, si indépendants, croient-ils, si « indomptables » comme « le génie français »? Ces hommes distingués qui formaient jadis un groupe uni par la camaraderie, ont été politiquement divisés par la guerre. Dans l'ordre esthétique *où leurs convictions s'affirmeront avec le plus de netteté*, la politique ne manquera pas d'intervenir, je devrais ajouter à la politique, les épithètes *sociale*... et *religieuse* : surtout, leur *moralité*.

Je m'excuse auprès de M. Fernand Vandérem si la littérature se confond, ici, avec les arts, mais les critiques-littérateurs ont assez parlé de nous autres, pour que nous parlions d'eux à notre tour. Nos « convictions » — mettons notre moralité de peintres — peuvent être aussi fermes que celles de ces littérateurs, mais ce qui nous manque et ce que nous

réclamons, c'est une commune mesure, pour juger de notre *métier*, une apparence de règle au moins, laquelle on ne sait où chercher. Le bien écrire, le bien dire n'est point perdu ; mais supposons qu'on voulût faire en ce moment, une association de peintres, de statuaires, de musiciens, dont les ouvrages eussent une tenue aussi décente dans sa technique, où se retrouveraient-ils? L'autorité d'un Paul Claudel, d'un André Gide, d'un Paul Valéry, « versificateur », nous n'en avons point l'équivalent dans notre corporation. Chacun de ces écrivains a ses tendances individuelles ; s'ils représentent une tradition, ce n'est que par la pureté de leurs moyens d'expression et leur « moralité ».

Mais déjà, pour les « retour du front », ce sont des ancêtres — même M. Rivière — et qui n'expriment ni l'esthétique, ni la pensée « nouvelle », quoique leurs cadets s'étayent sur eux, les encensent, comptent sur leur approbation et redoutent leurs foudres ou leur silence. Et c'est là un des subtils malentendus sur lesquels repose la tour d'ivoire que restaure M. Rivière et un autre danger.

Pourtant quel exemple que celui de M. André Gide! Nous ne saurions nommer un artiste qui en peinture ou musique, ait su, comme M. André Gide, homme de lettres, discipliner sa sensibilité, sa curiosité inassouvie, errante, aventureuse, s'élever vers l'universalité, en restant inquiet des plus récentes, des plus transitoires « modernités ». M. André Gide « *ne trouve pas précisément de défenses et de prohibitions dans la lettre de l'Évangile* » et « *à la face de Dieu* » danse « *le rigaudon du fol espoir et le menuet dit des légitimes aspirations* ». Il a aussi « *l'entrechat subit de la spontanéité* », en s'allant baigner dans l'Isis, comme un jeune étudiant d'Oxford. Et il a bien le souci de rester camarade avec les plus jeunes et les plus audacieux. « Tutor »... oui! mais comme dans les universités britanniques, copain de jeux. Dans les collèges religieux, il en va de même des maîtres et de leurs élèves...

C'est qu'encore une fois, en littérature, il reste un semblant de critérium : celui du bon ouvrier ; dans les arts plastiques, il n'est rien de tel, quoique nous disions *ex abrupto* : « ceci est de la peinture, ceci est de la statuaire » comme nous disions : « ceci est de la musique » — arts qui devancent de plusieurs

années, dans leur « évolution », la littérature, et influent sur elle assez lentement. Les hommes de lettres, comme nous l'avons déjà marqué, ont commis de mémorables erreurs quant aux œuvres plastiques et prêté leur concours, dans les pires malentendus. L'ancienne « *N. R. F.* » régente et conservatrice du goût, prudente, classique dans sa forme, mais inquiète d'originalité et des audaces « sincères et ingénues », ne considéra dignes d'attention dans ses chroniques sur la peinture contemporaine, d'autres artistes que ceux des « Indépendants » — et aujourd'hui, un nouveau programme annonce qu'elle « *s'appliquera à introduire quelque lumière dans la question si controversée du* cubisme » — sans plus — et au moment où, derrière le rideau, les esthéticiens du cubisme avouent que « cubisme » n'est pour eux qu'un mot, « masquant toute espèce de nouveautés ». Or, que lira le jeune homme de moins de vingt ans, dans le numéro 1 de la « *N. R. F.* », dont les fondateurs, *plutôt qu'à poser des principes, à prescrire des règles, songeaient à écarter les broussailles de toute sorte, rêvaient d'établir dans le royaume de la littérature et des arts un climat rigoureusement pur, qui permît l'éclosion d'œuvres parfaitement ingénues*? Il trouvera, de M. Lhote, des considérations sur le cubisme, d'une logique parfaite, d'une expression excellente, mais qui pourraient être d'un professeur de sciences. M. Lhote est un peu le Julien Benda de l'esthétique. La contrainte qu'imposent de tels principes, l'*a priori*, le *pédantisme* d'école, ce ton dogmatique, mettront en fuite le petit Français, qu'appelle la vie, qui s'est fait tatouer par M. Van Dongen, pour se rendre avec M. André Gide à la fête où M. Paul Guillaume, conférencier, disait, aux applaudissements de toute une salle en délire : « L'homme et la femme modernes doivent tendre à avoir un cerveau nègre... » Que lui chaut, à votre fils, que M. Bergson se dispute avec l'auteur de *Belphégor*, ou avec M. Jacques Rivière, que Péguy appelle *monsieur* Descartes ? La *Nouvelle Revue Française* ne s'est point aérée pendant les vacances sanglantes.

Nous ne croyons pas que l'esprit didactique ait encore trouvé une formule opérante pour la jeunesse artiste d'aujourd'hui. Il y a trop longtemps que n'ont été créées des œuvres plastiques, telles qu'on puisse en déduire des théories « cons-

tructives ». Les théories les plus solides en apparence, ont le défaut de précéder encore l'œuvre définitive. Ce qu'il nous faudrait, ce serait un tableau, un monument de la sculpture, une symphonie d'orchestre, qui gagneraient à leur auteur l'opinion d'une élite, sinon de la majorité des autres artistes, comme *Palme* a conquis celle d'écrivains, jadis insensibles à Paul Valéry, ou ignorants de son œuvre.

Bien plus qu'un article comme celui de M. André Lhote sur le cubisme excitera le jeune homme de moins de vingt ans, l'amusera telle critique fantaisiste — et combien cubiste — parue dans *Littérature* au sujet de la peinture de M. Lhote.

« *Mille petites lignes qu'il ne rassemble point au bon moment réservent à André Lhote le souci de fuir dans mille directions. La toile qu'il découvre par un travail opiniâtre ne lui montre pas son image. Il n'a plus que son ombre, chère ombre variable. Il est perdu.*

» *De grands espaces clairs, des nudités percées, trouées, forcées, des châteaux de sable invisibles et les rubans que nos ménagères achètent un prix fou. De grands espaces clairs et vides.*

» *En fermant les yeux, je vois le plus réel des crépuscules; agissant de partout. Il restera bien cette lune mince ou cette plus grosse part de la lune, mais dans la bouche, soudain, j'ai l'extrême mauvais goût d'une pensée qui me vient de* tirelire. » Signé « *Cadum* », nom d'un savon « nouveau ».

Le jeune homme de moins de vingt ans devra trouver son chemin entre la critique de *Littérature* et celle de la « *N. R. F.* » M. André Gide patronne cette jeune revue, lui prête le meilleur de ses bonnes feuilles. Où en sommes-nous, vous y reconnaissez-vous, ô monsieur X..., mon correspondant?

Nous sommes parvenus à un stade où il faut déblayer, nous débarrasser de tous les impedimenta que l'« intellectualisme » a accumulés autour du peintre. M. Jacques Rivière m'écrit : « *Un peintre qui s'interdirait de ne jamais penser sur la peinture et de jamais rassembler ses idées en un faisceau autant que possible cohérent, courrait une bien dangereuse aventure. Après les hasards de l'impressionnisme et pour nous arracher au culte du tâtonnement, il est temps que des esprits dogmatiques se mettent à l'ouvrage et s'occupent de mettre un peu d'ordre, de précision et de tendance dans cette débandade.* »

En effet, Lhote paraît un de ceux qui pourraient travailler le plus utilement dans le sens de M. Jacques Rivière, mais gare au point de vue, quand même du régent d'études !

Peintre, je suis persuadé qu'il y a là une embrouille, que perpétue sans que s'en rende compte l'esprit littéraire. Aujourd'hui, la direction nous est donnée par des écrivains, qui raisonnent dans des salles de rédaction ; jadis, nous la recevions de nos patrons, dans les ateliers. Il est absurde, je le reconnais, d'évoquer sans cesse hier, car nous ne pouvons point oublier qu'aujourd'hui et demain doivent compter plus pour nous que la veille. Néanmoins, nous avons connu une génération, et point si éloignée en somme, où l'ordre, la précision, les tendances, étaient sensibles, dans les œuvres — même chez les impressionnistes — dont les « leaders » avaient reçu l'éducation la plus directe, de peintres qui avaient tiré leurs principes de leur observation de la nature. Le *culte du tâtonnement* date du jour où l'*imitation* a été jugée indigne de l'artiste, et où l'on a substitué à l'imitation, la recréation, l'interprétation, la déformation systématiques et raisonnées pour aboutir au « surréel » sensuel des cubistes.

Gustave Moreau, pour qui l'on n'a plus assez d'invectives, aura-t-il été plus néfaste que nos raisonneurs d'avant-garde? En face de l'impressionnisme, Moreau fut un dilettante dogmatique ; et ce sont ses élèves, naguère si louangés par la défunte « *N. R. F.* », qui ont entraîné la débandade. Il semble que M. Rivière soit prêt à recommencer. La parole de M. Ingres, *le révolutionnaire par excellence*, a produit d'assez pauvres élèves. Son « goût » n'a répandu que bien plus tard son parfum ; ses contemporains ne l'ont pas savouré et son *métier* étant très difficile, la plupart de ses disciples immédiats se le sont mal assimilé. Ingres qui, avec Chardin, Manet, Cézanne, depuis dix ans *dirige la peinture d'Europe*, ne pouvait pas enseigner son *goût*, essence exquise de sa personnalité, pas plus que Corot, Manet ou Cézanne à leurs imitateurs. Le goût précieux et mièvre d'un Gustave Moreau, au contraire, nous empoisonne encore, comme nous l'avons écrit ailleurs : « le goût », substitué à la qualité picturale (surtout en Angleterre, en Amérique, à la suite de Whistler), le goût, prétention qui s'est vulgarisée dans la société moderne, a pris une

signification péjorative, par l'abus qui en fut fait — et cela, jusqu'à devenir une injure dans certaines bouches.

Or, aujourd'hui en art, le *goût* nous paraît plus pauvre que la technique, et il n'y a pas d'esprits dogmatiques qui nous enseigneront le goût, qui nous referont un goût « national ». La Beauté, comme l'entendait Moreau, les souvenirs de musées, s'interposant entre la nature et l'artiste ; la stylisation, le symbolisme, le naturalisme, autant que le réalisme photographique et que le plus bas académisme, ont détourné le peintre de l'imitation. Le visage humain, le rendu d'une expression, ont petit à petit disparu des préoccupations du peintre et par besoin de retrouver une technique pure en s'attaquant au rendu d'objets très simples, — manie d'époque, ou influence de la décoration, — le peintre a renoncé à regarder l'humanité. Cette lacune dans la technique devra être au plus tôt comblée, et quelques hommes de goût et de beau métier suffiront un jour à cette tâche. Mais il faudrait avoir le courage et l'autorité suffisante que donne *une œuvre*, pour proclamer bien haut que le métier seul compte pour le peintre, comme M. Paul Valéry répondant à ses admirateurs : « Je ne suis qu'un *versificateur*. » M. Jacques Rivière, qui croit à la bienfaisance des « esprits dogmatiques », à leurs « tendances », pense en homme de lettres. Il n'a point le même critère pour les arts et pour la littérature, où son goût est reconnu infaillible par les gens d'entre quarante et cinquante ans. Pour nous, il est un Gustave Moreau, un Chenavard.

Notre échec, si nous tentons d'établir une échelle des valeurs, le désarroi de la critique d'art, tiennent peut-être à un malentendu qui est celui des *écoles*. Il n'y en a pas ! Il n'y a que des *manifestes* de café ou de salon. L'abus des systèmes, la discipline même, restreignent l'exercice de notre sens critique, auquel une camaraderie franc-maçonne — sociale — ne permet presque plus de choisir. En restreignant nos goûts, en les circonscrivant par des formules, on supprime le *goût*, et le choix qui sont l'Art même. On joue sur le mot « éclectisme » qu'on enveloppe des papiers de soie du sophisme et des brumes de la restriction mentale. Au nom du Ciel, rentrons dans la Vie, quitte à nous casser le col !

Un homme naît avec du goût comme il naît peintre, poète,

musicien, mathématicien. Qui a du goût n'a point à répudier des admirations qu'il a eues : parce qu'il ne se trompe jamais tout à fait. « L'intellectualisme », le raisonnement aident à former le goût des autres, mais aussi souvent l'égarent. Nous en arriverons à maudire l'intelligence! Il vaudrait peut-être mieux que la génération nouvelle fût une génération de « manuels », capables d'un seul concept, mais d'amour.

L'on est mis en défiance par la rapidité de « l'évolution » qui s'opère dans « le goût » de la jeunesse, dont les « évolutions » sont des palinodies trop souvent sans mobile intérieur et soumises à la mode.

« *Un artiste ne saute pas de marches; s'il en saute, c'est du temps perdu, car il faut les remonter après* », déclarait M. Jean Cocteau dans *le Coq et l'Arlequin* qui semble être un réquisitoire contre une bonne part de la confrérie — au lieu d'un plaidoyer en sa faveur. Et ce tract fut un manifeste d'école, il est juste de le rappeler, concerté, et « autour de la musique », exprimant une pensée collective. C'est pour cela que nous nous y référons et que M. André Gide, dans sa première « lettre ouverte » de la « *N. R. F.* », reconnaît implicitement l'importance des aphorismes qui s'y entre-choquent — ou alors cette lettre n'aurait de sens que pour vingt lecteurs. « *La réalité seule motive l'œuvre d'art importante.* » « *C'est en distribuant beaucoup de pacotille et en imitant beaucoup le phonographe, que tu apprivoiseras les nègres et que tu pourras te faire entendre.* » — Ceci ne vous ouvre-t-il pas les yeux, monsieur ?

S'ils étaient solennels, ce serait à désespérer, car ils se contredisent à chaque nouvelle « évolution ». Leurs manières pourraient être aussi variées que leur humeur et que les modes, si leur progrès était patient dans l'étude de la technique ; mais ils font bien plus que de sauter des marches, ils volent, ils tournoient comme des alouettes autour d'un miroir où ils mirent un visage camouflé. Une de leurs punitions, c'est d'avoir la honte des ouvrages qu'ils ont signés trop tôt et où se laissait voir leur véritable physionomie ; mais on la devine sous tous les masques dont ils la couvrent, ils le savent bien, ils le désirent même ; car ils sont convaincus qu'ils en ont une. Alors, quel aveu de servitude, et que signifie « évolution », si ce n'est travestissement?

Retenez qu'il y a une intention très touchante, dans les manifestes, ou *tracts* de ces « retour du front » : c'est leur désir mystique de renoncement, en vue de l'Art [1]. Le renoncement de 1919 !

*
* *

Entre le dogmatisme pédant et le dogmatisme divertissant, il est sans doute trop tôt, cet été, pour voir clair. Peut-être faudrait-il un peu plus se taire, se recueillir, si...

Chaque atome de silence
Est la chance d'un fruit mûr !

Mais si vous avez hâte, monsieur, que je vous propose une conclusion qui dissipe vos inquiétudes paternelles, écoutez-moi : laissez donc encore votre fils faire sa partie de sirène dans l'orchestre américain, pendant que la Schola la plus disciplinée rouvre « *les écluses de la spontanéité et de l'invention* » (française) — avec « *liberté limitée* » dans la critique, ne l'oublions pas ! Il est vraisemblable que si votre fils et ses camarades, témoins de tant d'événements ont quelque chose à dire, ils vont bientôt trouver leurs moyens d'expression « *cette nouveauté encore complexe et confuse* » dont M. Rivière travaillera « *de toutes ses forces à accoucher la France... Le fruit prodigieux et encore secret de ces cinq années de monstrueuse incubation.* » « *L'organe de la Renaissance intellectuelle française promet aux lecteurs qui voudront bien la suivre, qu'entre ses pages ils verront peu à peu transparaître, se former et grandir la France nouvelle.* » Obstétrique de l'Art français !

A nous qui datons de loin, semble parfois abusif le retour sempiternel du nom de cette terre où nous sommes nés, et de certaines expressions dont les jeunes se servent comme s'ils leur attachaient un sens rare et tout particulier à l'époque actuelle. Exemple :

France, Français, Jeune, Nouveau, Nouveauté, Nouvelle, Neuf, Novateur, Beau, Beau-neuf, Tradition, Classicisme, National, Avant-Garde, Modernité, Précurseur, Indépendance, Liberté, Ordre, Doctrine, Certitude, Deviner, Devancer, Révolutionnaire, Tendance, Évolution.

1. Nous ne pouvons point passer sous silence un livre comme *le Potomak* (de Jean Cocteau), récit ésotérique d'une conversion : une sorte d'Introduction à la vie dévote du cubiste.

Ces quelques mots ont le record de la fréquence dans le glossaire de 1919, comme le nom de Boulanger, au temps du boulangisme. Les phrases où ils se glissent deviennent des lieux communs qui mériteraient chacun un commentaire. Hélas ! Léon Bloy n'est plus là pour les ajouter à sa collection et nous en donner l'exégèse, avec sa verve grasse de pamphlétaire catholique.

Votre fils mettra d'autres mots à la mode, il y aura d'autres lexiques « d'époque »; mais d'ici à cinquante ans, quand le « Goût » qui seul établit, avec le « Temps », une échelle solide des valeurs, aura renversé les fragiles calculs de nos contemporains, notre « dogmatisme » apparaîtra presque aussi « jeune » que celui des intolérables esthéticiens allemands l'était vers 1900.

Lors d'une visite que je fis à Berlin avec un de mes confrères, Herr Dr. Max Liebermann nous invita dès le premier soir à dîner chez lui. Pour nous faire honneur, il avait assis à côté de chacun de nous un critique fameux qui n'en revenait pas que nous n'eussions des barbes blanches. Comme mon ami et moi inaugurions une exposition le surlendemain, dans les galeries d'un marchand de tableaux, nous y donnâmes rendez-vous à ces messieurs. Ces professeurs avaient été, pendant le repas, d'une politesse cérémonieuse, s'exaltant sur l'art de notre pays. Herr Liebermann avait, sur ses murs, des Manet, des Degas, presque exclusivement des impressionnistes de chez nous ; mais aussi beaucoup de sa peinture, depuis les scènes hollandaises, si fignolées à ses débuts, jusqu'aux plates et misérables pochades de sa vieillesse. Il était fier de son *évolution* que les journalistes, ses convives, célébraient comme celle de l'Art allemand lui-même.

Ces critiques nous reconduisirent à notre hôtel et nous leur demandâmes dans quels journaux, et quand paraîtraient leurs articles :

— Ah ! — firent-ils, — ce n'est pas nous que vous verrez à la galerie Schulte. Nous sommes des critiques « avancés », ceux qu'on envoie à Paris pour découvrir les « chénies moternes ». Si vous aviez exposé chez Cassirer, nous aurions parlé de vous.

— Mais alors, — interrogea mon ami, — si nous exposions à la Sécession de Charlottenburg, dont nous sommes socié-

taires, et dont vous êtes les critiques sans doute, est-ce que vous passeriez la plume aux critiques d'arrière-garde, pour rendre compte de nos ouvrages?

Il y eut un silence, et le gros Allemand, dont je revois le visage, se retourna vers l'autre, décontenancé. Puis, se reprenant, il conclut, subtil :

— Cela dépend de vos « tendances ». Il y a, dans la peinture, l'Esthétique, au-dessus de la technique... comment dirais-je?... (et il chercha le mot français) il y a le « Stimmung » moderne, et puis il y a la morale de la doctrine !...

Et il nous représenta qu'un grand empire comme l'Allemagne, en pleine renaissance des arts plastiques et évolution intellectuelle, devait sérier les questions, en suivant une méthode scientifique — qu'il déclarait d'ailleurs ne pas encore posséder — dans l'analyse du *Weltanschaunung*. Lui, il était spécialiste pour l'école française, à partir du « postcézannisme ». Or, ces professeurs, comme nous nous en aperçûmes bientôt, étaient en train d'influencer tous les artistes de Charlottenburg.

Ne me faites pas dire, monsieur, que ces bons cuistres allemands aient des sosies chez nous — ni que nous n'ayons plus de bons sens. Vous en avez beaucoup, votre fils l'héritera de vous, et nous savons bien que le bon sens a d'autres filles que la platitude.

Dormez donc sur vos deux oreilles : s'il se prenait les pieds pour quelque temps dans les fils tendus aux artistes par les écrivains, il s'évadera bientôt. Ce qu'il y a encore de plus tenace au monde, c'est la « prévention » — mais votre fils n'en aura pas comme les artistes d'avant-guerre — peut-être même point assez...

Aussi bien, aurais-je dû, peut-être, consacrer cette lettre à la *Prévention*, au lieu de vous parler de dogmatisme, de système, de doctrine. M. Jacques Rivière professe (s'adressant à M. Julien Benda) que la « *N. R. F.* », elle-même, n'a jamais eu de « doctrine d'ensemble qui fût parfaitement cohérente ». Ils ont « refusé d'en avoir une ». Ils ne se vantent que de ceci : « Quand l'art intellectualiste, aujourd'hui en bouton, se sera complètement épanoui, on s'apercevra que nous avons été les précurseurs véritables. »

Et ceci est peut-être juste, du moins pour la littérature, si d'une assurance un peu trop capitane... et novice !

Je découpe dans la *Rose Rouge* du 10 juillet 1919, cette fantaisie pleine de finesse, de gaîté et d'ironie et qui semble venir à souhait pour commenter cette lettre à un père inquiet, pour le rassurer [1].

1. *Interview imaginaire de Pablo Picasso.* — Le célèbre peintre lisait.

Croire que le célèbre peintre ne sait pas lire serait une lourde erreur (il a appris dans la collection des *Nick Carter*). Il sait lire, il sait parler, il sait se taire, il sait vendre, il sait séduire : s'il n'avait été Picasso, il aurait choisi d'être Don Juan. Il sait même peindre. Au fond, je crois qu'il sait tout.

Donc il lisait, — non point un livre : un journal, — et, dans le journal, un article du citoyen Jean Longuet, article d'après lequel il était en train de faire, avec règle, compas, truelle et pinceau, le portrait de ce député.

Pablo Picasso était vêtu d'un de ces costumes de toile que les ouvriers appellent « bleus ». Ce bleu venait du faubourg Saint-Antoine, authentiquement. Mais l'esclave, immobile au coin de l'atelier, portait un habit noir de chez Roole et ne touchait les accessoires destinés au maître — terrine de mortier, rouleaux de papiers peints, éclats de verre — qu'avec des mains gantées de suède blanc.

Je ne m'embarrassai point de vains préambules.

— Illustre et confortable maître, commençai-je, je voudrais bien savoir — et je n'agis point par curiosité malsaine — de quelle façon je devrais m'y prendre pour occuper un atelier aussi spacieux que le vôtre et, servi par un domestique aussi correct que le vôtre, me vêtir d'une autre manière que vous. — Pablo Picasso ne traîna pas à répondre : « Il faut peindre ! » proféra-t-il. — Je m'en doutais, fis-je. La littérature ne vaut plus rien. Or, j'ai été rendre visite à M. Rosenberg, et, émerveillé de la surface que vous occupez sur ses murs, j'ai cru comprendre que vous tenez, pour un temps qui est son affaire et la vôtre, le bon bout.

— Et vous voudriez vous-même?... Que vous dirai-je? Il faut peindre ! C'est très difficile. Pour peindre, il faut être au courant. Voyez ce portrait. J'y exprime l'activité du sujet, ses préoccupations. Je mets à droite un quadrilatère de crépi rose, qui représente la Fédération du Bâtiment. A gauche, je figure une locomotive — transports, cheminots —. Ici, j'aurais étendu du noir de houille, signifiant la mine et les mineurs ; mais ceux-ci sont en grève, je ne mets rien. Tout au plus, dans ce vide, un fragment de cuir de Russie pour signifier la politique étrangère. Au centre une bouteille avec l'étiquette MARC DE FANTAISIE, ce qui fait la synthèse, n'est-ce pas? Puis, je dessine au sommet du tableau un porte-voix, j'y fixe un mégot...

Effectivement, le peintre étendait le mortier, fignolait une petite locomotive et une grosse bouteille, dessinait le porte-voix et, puisant dans le cendrier, collait un mégot à son rebord inférieur...

— Et j'allais oublier les industries du papier ! (Il découpa un triangle de papier peint, sans hésiter sur la nuance, l'établit dans un coin.) Voilà qui est fait.

— Ce portrait de Jean Longuet est revendicatif, concédai-je. Comptez-vous le vendre cher?

— On vend toujours cher, répliqua Pablo Picasso, jamais assez cher, cependant. Quand je vois un amateur emporter une de mes toiles, après l'avoir payée un bon prix, je me demande : « Pourquoi m'a-t-il acheté cette toile et pourquoi la lui ai-je vendue? Pour moi c'était quelque chose; pour lui, ce n'est rien... »

— Pardon, je comprends tout au moins pourquoi vous la lui vendez ! Puis, il n'y a pas que des amateurs. Parfois, un jeune peintre vous rend visite, exprime son admiration, vous connaissez l'orgueil de faire un disciple.

Picasso nuança de gravité son perpétuel sourire, et, ayant médité une minute :

A la vérité, tout le préjudice que nous a fait la haute critique, qui, répétons-le à satiété, a une énorme responsabilité dans *l'art intellectualiste* — tout ce mal est dû à la *Prévention* des « intellectuels ». Nous dirions snobisme, si nous ne craignions pas cet anglicisme à double et triple lame, et quoique en anglais, snobisme ait un emploi plus large. Prétention à se mettre à part, autant qu'ambition de s'élever; « ambitieuse, sotte vanité », dit le dictionnaire ; mais aussi, en français, nous avons le snobisme à rebours, une peur de ressembler aux snobs du bel air et qui créa chez certains esprits d'élite, le préjugé, la Prévention, l'exclusivisme de maints doctrinaires ou moralistes d'avant-hier et, je le crains, d'aujourd'hui.

Il est impossible que cette morgue, ce « cant », ce maintien clérical, résistent aux sarcasmes que leur ménagera une jeunesse bouillonnante, vigoureuse ; délassée, ou plutôt guérie de sa folie qui est encore de la fatigue, elle se verra, telle qu'elle est, victorieuse dans la nature, et si elle se refait une esthétique, ce seront des règles simples, après toutes les formules de transition, « constructives et destructives » — comme l'écrit M. André Lhote — qu'imaginèrent ses aînés.

Alors réapparaîtra la figure humaine dans les arts plastiques : le visage de cet animal supérieur dont le crâne sait créer de si magnifiques abstractions.

Il aura donc fallu que les cubistes aient été « aux extrêmes limites de leur hiérarchie à rebours », pour que l'Homme remonte au sommet de l'échelle des Valeurs?

JACQUES-É. BLANCHE

— Ce qui me plaît, dit-il enfin, quand un jeune peintre admire une de mes toiles, c'est qu'il ne peut jamais dire si c'est un portrait ou un paysage.

J'étais un peu déconcerté, car enfin... je regardais le portrait de Jean Longuet je l'appelais en moi-même *Après-midi au bois de Vincennes* et je comprenais très bien : le crépi rose figurait les maisons de banlieue ; la locomotive, le train de Ceinture; le porte-voix pouvait passer pour une corne de chef de gare (celle qui sert à déterminer les départs) et le mégot a sa place indiquée sur les pelouses, ainsi que la bouteille de marc (de fantaisie). Le papier peint, lui-même, parfois... Je n'osais faire part de ces réflexions au maître. Du reste, celui-ci donnait, avec le plus dur accent cubiste, un ordre à l'esclave : « Esclave, tu vas descendre l'escalier de service et, par le souterrain de la cave, tu iras chercher au Bar-du-Coin trois amers-saccharine. Remonte vite et ne triche pas en passant par la rue ! »

— Car je ne permets pas que mes esclaves circulent à la lumière du jour, m'expliqua l'illustre maître. C'est plus convenable.

ROBERT DE LA VAISSIÈRE

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

ET

LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

Le grand romancier Wells, que le tragique des temps a un moment fait descendre dans l'arène politique, a écrit avec sagacité : « L'expression Ligue (ou Société) des Nations sert de plus en plus fréquemment à exprimer de façon générale toute conception nouvelle du monde tel qu'il doit sortir de la guerre. » Mais le succès même de la locution a, par un certain côté, fait sa perte. Comment un mot qui veut exprimer l'orientation prochaine des sociétés politiques, donc aussi de l'âme humaine, n'aurait-il pas, en se popularisant, perdu toute signification précise? De plus en plus la locution est synonyme de celle de « Justice internationale ». Avec une expression déjà usée à cause de son prodigieux succès, comment réussirions-nous à construire, au moins par le raisonnement, un organisme juridique vivant, aux contours arrêtés?

Un petit nombre de conceptions très distinctes permettent de résumer toutes les formes possibles de groupements politiques dans l'ordre international.

C'est en premier lieu l'*Alliance politique*, c'est-à-dire le lien librement contracté pour une durée variable par diffé-

rentes nations qui décident de mettre leurs revendications et leurs forces militaires et économiques en commun, dans toute la mesure où le pacte d'alliance le prévoit. Pratiquées certes depuis la plus haute antiquité, les alliances politiques ont toujours été nouées et dénouées entre peuples selon leur intérêt national à chaque époque, souvent même selon leurs appétits de conquête les plus scandaleux. Il leur arrive cependant de n'avoir qu'un but de pure défense contre toute agression étrangère : tel fut le cas de l'Alliance franco-russe et de l'Entente cordiale. C'est dans cet esprit que la plupart, sinon la totalité des nations de l'Entente vont rester alliées. Rien de plus légitime, certes. Cependant, même dans cette hypothèse qui est la plus heureuse, le mieux qu'on puisse dire de l'alliance politique est qu'elle est amorale, — une nation n'ayant aucun mérite à prendre toutes précautions pour n'être pas molestée par d'autres. Si cette forme de groupement diminue le nombre des guerres, elle accroît par contre la violence et l'étendue de celles qui éclatent. — Demain elle rendra les plus légitimes services aux nations démocratiques de l'Entente, mais, instrument de guerre autant que de paix, elle ne saurait nous intéresser beaucoup ici. Ayons cependant pour elle une suffisante considération comme pour la forme embryonnaire la plus modeste qu'il soit possible de découvrir à la Société des Nations.

Nul ne confond cette dernière avec une simple alliance politique, mais au contraire les trois formes suivantes de groupements sont sans cesse envisagées comme réalisant chacune la Ligue des Nations.

Avec l'*Alliance judiciaire*, nous nous élevons d'un coup à un groupement beaucoup plus ambitieux, — nous dirions beaucoup plus perfectionné, — n'était l'absence de toute sanction pratique.

Il y a Alliance judiciaire, quand deux ou plusieurs nations décident de soumettre un certain nombre ou la totalité de leurs différends collectifs de nature juridique à un organisme judiciaire international chargé de les départager, et s'engagent sur l'honneur à exécuter chacune pour leur part les arrêts qui seront rendus. Si le conflit n'est pas de nature juridique, les nations aux prises ne se feront la guerre qu'après avoir,

l'une ou l'autre, repoussé la solution préconisée par un conseil arbitral obligatoirement consulté. L'alliance est prévue pour un temps déterminé. Bien loin qu'il s'agisse d'une extension territoriale ou économique à réaliser au profit d'une nation, il n'est question ici que d'éviter un recours aux armes. L'Alliance politique vise à conquérir, l'Alliance judiciaire vise à maintenir le *statu quo* : leurs buts autant que leurs moyens diffèrent donc totalement. Malgré certains précédents historiques, cette forme de groupement, on peut même dire de société entre nations n'est entrée dans l'usage courant que depuis les deux conférences de la Haye de 1899 et 1907, depuis la deuxième surtout. Le nombre des conventions d'arbitrage signées entre puissances depuis 1907 est très grand. Cependant l'institution, sans faire entièrement faillite, est bien loin d'avoir répondu à l'attente de ses partisans. Quand la grande tension du mois de juillet 1914 s'est produite, la Cour de la Haye a exactement pesé un peu moins qu'un fétu de paille. Nul n'a songé un instant qu'elle suffirait à dénouer le conflit. Nous verrons de quelle vue superficielle de la réalité s'étaient contentés les pacifistes protagonistes de l'institution nouvelle. Le problème des sanctions est, dans cette hypothèse, un cercle vicieux : les sanctions non guerrières souvent envisagées alors pour éviter la guerre jetteraient une telle perturbation générale qu'elles conduiraient, par la force même des choses, au recours aux armes.

Nous arrivons maintenant à un groupement nouveau, qu'avec effort nos démocraties victorieuses ont essayé de réaliser entre elles. Nous proposons de dénommer *Ligue* ou *Société fédérale* cette forme d'alliance particulière, — toutes les autres expressions employées, Ligue des Nations, Union ou Fédération d'États, étant si galvaudées qu'elles n'ont aucun sens précis.

La Ligue fédérale se définit en deux mots : la juxtaposition de l'alliance politique et de l'alliance judiciaire, chacune étant librement contractée et pour un temps déterminé. Les États adhérents sont d'abord des alliés politiques ; ils ont entre eux une mutuelle confiance, car les mêmes tendances démocratiques les gouvernent, sinon la Ligue fédérale, écartelée entre des principes contraires, se scinde et meurt. Ils s'en-

gagent à ne *jamais* se combattre les armes à la main tant que leur société subsistera. S'ils viennent à avoir un différend juridique, ils le soumettront obligatoirement, parce qu'alliés judiciaires, à une Cour de Justice. Si leur différend est de nature politique, ils le feront trancher par un arbitre, mais ne devront pas recourir aux armes parce qu'alliés politiques. Peuples tous démocratiques et pacifiques, ils obéiront à l'arbitrage politique aussi bien qu'à l'arrêt judiciaire. Enfin ils mettront en commun toutes leurs forces militaires et navales si une nation étrangère vient à attaquer l'une quelconque des nations adhérentes au groupe.

Dans l'ordre négatif, la Ligue fédérale a pour caractéristique de ne pas constituer un État au-dessus des États-membres. Il n'y a pas Sur-État car aucune des nations adhérentes n'aliène de façon définitive le moindre de ses attributs de souveraineté nationale. Les engagements souscrits au profit du groupe l'ont tous été librement. Ils sont révocables soit en tout temps, soit à l'expiration de chaque période convenue. Ne point porter une atteinte grave à l'indépendance des nations-membres, voilà le trait fondamental de la société nouvelle. « En concédant à cet organisme international les pouvoirs nécessaires pour le maintien de la paix, les nations, dit M. Léon Bourgeois, n'abdiquent rien de leur souveraineté véritable. Nous ne voulons pas créer au-dessus des nations une sorte de Sur-État qui porte atteinte à leur souveraineté et pèse sur la liberté de chacun d'elles[1]. »

Voilà la thèse. Elle est on ne peut plus nette. Mais donner et retenir ne vaut. Dès lors que chacune des nations adhérentes conserve son autonomie, l'exécution des arrêts ou sentences arbitrales ne peut guère être assurée que par la bonne volonté des gouvernements nationaux. De fait, en l'absence d'une force armée internationale, les membres de la Ligue fédérale souscrivent seulement l'engagement d'honneur d'exécuter les décisions de justice ou les sentences arbitrales intervenues. Nul engagement plus strict n'est possible, car il empiéterait sur l'autonomie politique des nations.

Si utile soit-elle, la Ligue fédérale demeure insuffisante,

1. Allocution prononcée à l'assemblée constitutive de l'Association française pour la Société des Nations, à Paris, le 10 novembre 1918.

précaire même. N'absorbant en elle aucun des attributs souverains des États-membres, elle aura pour seuls organes permanents une conférence d'ambassadeurs et une Cour de Justice, peut-être aussi un secrétariat d'études. Par la force des choses son organe exécutif ne sera que la réunion des premiers ministres des nations fédérées ou leurs délégués immédiats. Ces ministres nationaux se renouvelleront fréquemment au pouvoir. Il arrivera que plusieurs seront secrètement hostiles à tout progrès ou même à toute action de la Ligue fédérale. En tout cas, eux seuls auront autorité pour ordonner les mesures d'exécution pratique des arbitrages ou arrêts rendus. Ils pourront y mettre la plus grande mollesse.

De cette mauvaise volonté secrètement nourrie, un principe redoutable décuplera le danger et frappera presque de stérilité la société nouvelle : le principe de toute action diplomatique, celui de l'*unanimité nécessaire des voix*. Mille fois l'expérience, ratifiant le raisonnement, a montré que les intérêts des États sont toujours, à un certain degré, antagonistes, et qu'il faut renoncer à voir un accord unanime se faire en faveur d'une action internationale énergique. L'accord ne se réalise jamais que par transactions, par marchandages. La majorité des États ne pouvant se passer de l'adhésion de la minorité, celle-ci vend toujours cher son consentement. La solution finale est une cote mal taillée, que caractérise la mollesse, la lâcheté parfois de l'action pratique décidée. A-t-on jamais vu, depuis qu'il y a eu des diplomates assemblés autour du tapis vert, autre chose que des solutions partielles et, de suite, défectueuses? Bâtie sur la règle de l'unanimité des voix, la Ligue fédérale portera en elle toutes les tares de ce principe, — consécration pratique des souverainetés nationales jalousement maintenues.

Tranchons d'un mot : utile comme toutes les mesures indispensables de transition, réalisant un progrès sur l'état politique du monde avant la grande guerre, la Ligue fédérale ne représente qu'un type bâtard, par essence éphémère autant qu'imparfait. Pour autant que nous pouvons le connaître, plus pratique et mieux armé de garanties, le projet français élaboré par la commission que préside M. Léon

Bourgeois présentait bien moins d'imperfections que le pacte adopté par la Conférence.

Un grand progrès ne sera effectué que le jour où la Société des Nations, devenue un organisme vivant et agissant, sera investie d'un pouvoir de décision propre, bref constituera un *Sur-Etat.*

Celui-ci est tout le contraire de la Société fédérale. On peut le définir un *groupement international doté d'un Conseil législatif et d'un Pouvoir exécutif autonomes, délibérant à la majorité des voix* et possédant tous deux le droit de commander, dans une sphère déterminée, au législatif et à l'exécutif des nations adhérentes. Ajoutons que les nations membres du Sur-État sont définitivement privées du droit de se retirer du groupe ; un lien de subordination organique les relie à l'organisme nouveau. Nous sommes loin ici du simple lien contractuel, que les États membres de l'Alliance politique ou judiciaire ou de la Société fédérale pouvaient, à leur gré, librement dénouer à tout moment ou à l'expiration du terme du contrat. Le Sur-État est la forme solide, efficace, que la Société des Nations revêt quand les nations adhérentes lui ont délégué un pouvoir propre d'exécution, — une portion de leur propre souveraineté. Il n'apparaît pas que les temps soient déjà mûrs pour instituer intégralement une société politique si nouvelle, — disons le mot : si révolutionnaire ; mais nous aurons à le regretter vivement, car il n'y a pas de grand progrès international à attendre tant que les nations intéressées resteront jalousement attachées à ce qu'elles dénomment orgueilleusement leur souveraineté. D'ailleurs, dès maintenant, des emprunts importants pourraient être faits au mécanisme du Sur-État.

« Une science, disait l'abbé de Condillac, est une langue bien faite. » Notre ambition n'est pas de faire — déjà — de l'étude des groupements internationaux une véritable science. Cependant il nous paraît impossible de parler avec sérieux ou profit de semblable sujet sans distinguer au moins les trois types qui viennent d'être définis. Le faisons-nous? Tout s'éclaire et la cacophonie que nous présentent les dernières études consacrées à ce généreux problème se dissipe. Non seulement ces trois formes d'agrégation internationale sont

parfaitement concevables, mais toutes trois, demain, devraient sans doute coexister.

L'Alliance judiciaire, extension de l'œuvre de la Haye, et comprenant l'Allemagne et la Hongrie, nos ennemis, pourrait sans délai être constituée. En même temps une Ligue fédérale devrait être organisée entre nous, Alliés, et les États neutres démocratiques. Enfin au sein de la Société fédérale pourrait se former dès aujourd'hui un groupe restreint de nations très vraiment démocratiques et qui souscriraient aux obligations du Sur-État. Nous avons donc à étudier des *genres non exclusifs l'un de l'autre, mais concomitants* : aussi pourrons-nous reconnaître à chacun ses mérites respectifs. On voit donc quel intérêt il y a à différencier dans l'esprit ce qui est tout différent dans les faits.

Telle forme d'engagement international qui convient à une démocratie très avancée, est intolérable à un peuple moins éduqué. Puisque nos États modernes sont parvenus les uns et les autres à des degrés très différents de développement politique, il est conforme au plus élémentaire bon sens de leur proposer des modes d'association très divers.

***

La Ligue des Nations, telle qu'on la conçoit en général, doit se composer, pensent ses partisans, d'un tribunal pour trancher tous différends et d'une armée ou police internationale pour exécuter les arrêts des magistrats. En effet, qui est-ce qui maintient l'ordre public au sein d'un État? Assurément, dit-on, le juge et le gendarme. Dés lors, pourquoi n'en serait-il pas de même au sein de la Société internationale?

Sous cette forme facile et presque pittoresque se trouve posée, et en deux mots tranchée, une des questions les plus graves, disons même la question maîtresse de tout le problème : les différends qui éclatent entre nations sont-ils tous réductibles à de purs problèmes de droit, même en une Société des Nations parvenue à son complet perfectionnement? N'y a t-il pas entre États des questions de puissance irréductiblement distinctes

des questions de droit soulevées entre eux? Bref, n'existe-t-il pas entre eux des différends proprement politiques ou économiques qui, par essence même, sont distincts des conflits juridiques parfois engagés?

Le débat ne saurait être tranché si l'on ignore quelle conception se faire du droit, autrement dit ce qu'est la loi. Or de celle-ci les juristes ne donnent en général que des définitions purement formelles, telle que la définition — tant admirée — du plus grand juriste allemand du XIXe siècle, Jhering : « Le droit est un intérêt juridiquement protégé. » Ne savions-nous pas, avant même que Jhering se fût exprimé, que le droit est une faculté juridique, et ne pouvions-nous pas soupçonner que cette faculté s'adaptait aux intérêts essentiels des bénéficiaires du droit?

Une vue beaucoup plus élémentaire et réaliste pénètre, à notre avis, plus au fond du problème : le droit est, à chaque moment du temps, l'expression assez imparfaite de l'équilibre des capacités ou forces humaines en présence. Envisageons-nous le droit intérieur de chaque nation, c'est-à-dire défini par le moyen de la loi? Des transactions s'opèrent entre les partis qui forment la majorité du corps politique chargé de dire le droit, — Conseil du roi, Corps législatif ou Parlement. La majorité impose la loi à la minorité, mais tient compte dans une large mesure des désirs de cette dernière, car ses membres qui tiennent certains pouvoirs de leur naissance ou leur fortune ont besoin d'être ménagés. La loi réalise donc un certain équilibre des puissances organiques en concurrence. S'agit-il du droit contractuel, résultant de conventions entre particuliers? Le caractère de transaction, d'équilibre, est évident : chaque partie contracte librement et de manière à sauvegarder au mieux tous ses intérêts. On le voit donc : le droit, à prendre les mots dans leur sens large, est toujours un traité de paix, mais il n'est que cela.

Le droit conventionnel ou légal réalise-t-il ce que nous convenons d'appeler l'équité? Rarement. Souvent, en effet, l'un des deux contractants se laisse plus ou moins duper. Il est fréquent aussi que la majorité du corps politique qui fixe la loi, opprime jusqu'à un certain degré la minorité. Justice et droit ne sont pas synonymes. Mais par cela seul que la

transaction a été établie, elle se doit exécuter, — sous peine d'aboutir à l'anarchie sociale. En tout cas, une chose est indubitable : correspondant à un état donné des forces humaines en conflit, le droit, qui souvent est injuste dès son établissement même, devient, avec le temps, intolérable. Il se doit réadapter sans cesse aux conditions sociales nouvelles : tel est l'office du législateur ; tel aussi l'office des particuliers qui, périodiquement, réforment les contrats à leur expiration. A aller au fond des choses, le droit a sa source et sa mesure dans les capacités réciproques des parties en présence : capacité de production d'une part, besoin de consommation de l'autre. Il est le revêtement extérieur des puissances humaines les plus intenses.

Comment peut-il donc se faire que le langage courant distingue comme tout à fait opposées les questions de droit et les questions de puissance? Uniquement, selon nous, parce que l'opinion publique, peu rompue à l'analyse, admet, avec souvent trop d'optimisme, que le droit correspond toujours à l'équité, — et croit à tort en général que, par puissance, il faut toujours entendre la force brutale et aveugle. C'est là la théorie allemande. Nous la repoussons expressément. Mais que le droit soit rarement l'équité, nous l'avons dit. D'autre part, on ne peut contester que la puissance qui décide des relations humaines n'est pas, hormis le cas de guerre, la force toute brutale et matérielle. J'entends bien que le postulat de plus en plus inconscient de nos démocraties est le respect automatique de la loi du nombre. Celle-ci représente une relation de forces, puisque le parti le plus nombreux l'emporte. Mais c'est là une forme de coercition bien différente de celle qui naît de la pure force physique. L'opposition entre les deux expressions « question de droit » et « question de puissance » est donc purement verbale puisque le droit n'est pas l'équité et que la puissance n'est pas la force matérielle. A parler correctement, reconnaissons que « question de droit » est synonyme de « question d'interprétation des textes ou conventions en vigueur ». Par « question de puissance » il faut désigner l'ensemble complexe des capacités humaines susceptibles de provoquer la modification du droit antérieur. Désormais, nous devrions dire *problème d'interprétation juri-*

dique d'une part ; *problème de réformation du droit* d'autre part.

Entre l'un et l'autre problème il y a toute la différence qui sépare la création d'une règle, de sa mise à exécution, — sa naissance d'une part, son fonctionnement de l'autre. Le langage courant avec ses locutions « question de droit » et « question de puissance » est donc parfaitement défectueux, mais les deux idées qui sont au fond des expressions usuelles sont tout à fait distinctes. L'espoir de nombreux pacifistes qui affirment qu'un jour, même lointain, les questions dites de droit absorberont toutes les questions dites de puissance, n'est donc point raisonnable.

Le grand problème de la vie internationale est de réaliser cette perpétuelle adaptation du droit écrit — traités de paix ou conventions amiables — aux nécessités justes de la vie, c'est-à-dire à la fois à la capacité industrielle des peuples et à l'intensité respective des besoins ressentis par chacun d'eux. Par quels organes s'est, jusqu'à maintenant, faite dans l'histoire de l'humanité cette constante adaptation? On ne peut pas s'y tromper : toutes les plus nécessaires, les plus heureuses modifications du droit ont été dues aux guerres. Certes, beaucoup de conflits armés ont eu un mobile et un résultat injustes, infâmes parfois. Aussi la parole du célèbre historien allemand Treitschke, qui regarde la guerre comme « d'institution divine », est-elle barbare et puérile à la fois. Mais, à vouloir aller trop loin en sens opposé, nous aurions tort nous-mêmes. A prendre les choses en gros, la guerre a été, dans le passé, la grande redresseuse de torts. La destruction et le meurtre ne peuvent pas être en eux-mêmes un élément de progrès, mais, le plus souvent, la guerre a consacré le triomphe des nations les plus nombreuses et les plus travailleuses, c'est-à-dire de celles qui ressentaient effectivement la plus grande intensité de besoins et avaient le plus de mérite. La guerre dans le passé a donc été, non un élément direct, mais du moins une condition du progrès général, car elle a, le plus souvent, transféré les pouvoirs politiques d'un peuple corrompu et incapable à un peuple beaucoup plus actif et adonné au progrès. A l'époque assez récente où les populations, même en Europe, n'avaient encore aucune conscience

nationale, il était excellent et juste que les gouvernements les plus capables accrussent progressivement la sphère de leur autorité. Les grandes nations modernes ne se sont point constituées autrement. Le jour, — tardif, — où la conscience nationale est apparue, le problème, certes, a changé de face et dès lors les frontières sont apparues comme définitives.

Voyons quelles ont été jusqu'à ce jour les causes profondes des guerres : ainsi nous mesurerons mieux si la guerre a, en général, été ou non conforme à l'équité.

La cause essentielle de conflit n'a certes pas besoin d'explications : le désir de conquête, la soif de s'enrichir qu'avaient une dynastie royale, parfois aussi l'aristocratie ou les grands industriels de la nation agressive, quelquefois même toute la nation. Que de fois, des anciens Romains aux modernes Prussiens, la guerre n'a-t-elle pas été vénérée par des peuples entiers comme la forme d'industrie nationale la plus lucrative, seule capable d'assurer d'un coup à toute la nation victorieuse un brusque enrichissement? Car, en dépit de l'opinion de M. Norman Angell, il est assuré qu'avant la guerre de 1914, toutes les guerres « réussies », y compris, certes, celle de 1870, avaient valu au vainqueur une prodigieuse amélioration de ses revenus, de ses moyens de vie. Comme l'a spirituellement remarqué M. Charles Gide, la « Grande illusion » — titre du livre — n'est autre que celle que se fait l'auteur lui-même.

Mais — heureusement en un sens — la grande guerre vient de changer tout cela : même pour nous qui sommes vainqueurs, la lutte qui nous fut traîtreusement imposée est une déplorable aventure économique. De plus, entre pays civilisés, toute guerre de conquête fait maintenant horreur à la conscience publique. Les expéditions coloniales présentent des caractères absolument différents que nous avons précédemment essayé de définir [1].

La grande conflagration de 1914 a eu pour motif la soif de conquête, mais ce n'est point une raison pour s'imaginer que toutes les guerres ont ce seul mobile. Plusieurs causes

1. *Revue de Paris*, 15 décembre 1918, *Les Conditions préalables à la Société des Nations*.

absolument légitimes expliquent et, jusqu'à nouvel ordre, nécessitent celles-ci.

En premier lieu se place la *volonté d'affranchissement des peuples opprimés*. En face de l'oppression, disait une vieille maxime de notre grande Révolution, « l'insurrection est le plus sacré des devoirs ». Qui aurait pu contester aux Tchèques, aux Polonais, aux Yougo-Slaves, aux Roumains de Hongrie, le droit, le devoir même de recourir aux armes, faute de tout autre moyen d'obtenir leur libération? Ne nous leurrons point. Tant que la carte d'Europe ne correspondra pas, au moins à peu près, aux revendications des peuples conscients de leur nationalité, la guerre par les armes restera certaine à plus ou moins brève échéance.

Il n'y a pas à distinguer selon que la guerre est déclarée par la nation qui veut s'affranchir de la tutelle politique d'un État oppresseur, ou par un peuple étranger [1].

Les Alliés ayant vaincu, cette cause sainte de guerre va, avec le traité de paix, disparaître, du moins d'Europe.

Ce motif légitime de conflits aboli, deux autres subsistent : l'un, assez exceptionnel, est le refus persistant opposé par une nation au remboursement des capitaux qui lui furent prêtés par l'étranger. Le non-paiement par un État des biens considérables prêtés par une nation étrangère n'est pas

1. Plusieurs catégories de guerres d'affranchissement se présentent : tantôt, au sein d'un État, le peuple qui allume le conflit veut s'affranchir de la tutelle qu'il subit : c'est alors une guerre *interne d'affranchissement*. Tantôt la guerre est décidée par une nation déjà constituée sous forme d'État et qui veut libérer des populations de même race et de même sentiment national. Les populations affranchies formeront un État nouveau distinct de tous autres ou bien se rattacheront à leur mère-patrie. La Russie, déclarant en 1876 la guerre à la Turquie, voulait libérer la race bulgare et provoquer la reconnaissance par l'Europe d'un nouvel État autonome. Dans ce cas spécial, la guerre d'affranchissement peut porter le nom de *guerre de solidarité*. Au contraire la Roumanie, ouvrant en 1916 les hostilités contre l'Autriche, faisait une *guerre externe d'affranchissement* car elle savait que les Roumains de Transylvanie a'avaient point de vœu plus cher que leur réunion politique à leurs frères de la Roumanie officielle. L'initiative du conflit n'appartenait pas aux intéressés directs, les Roumains opprimés. Or, dans l'un quelconque de ces trois cas de guerre de libération, l'assaillant a un égal droit à notre respect et notre sympathie. Surtout en ces mois de victoire où l'Entente a jeté bas l'armature monstrueuse des Empires centraux et proclame la libération politique de plus de 50 millions d'hommes en Europe, nous plaindrions celui qui ne sentirait point que faire la guerre dans un but de libération n'est pas seulement un droit, mais un devoir. Il serait donc faux de penser que déclarer la guerre est toujours un tort.

plus admissible que le refus de paiement opposé au sein d'un État par un débiteur de mauvaise foi. Si la nation emprunteuse est en faillite, elle doit du moins donner à son créancier certains gages : le produit de ses droits de douane par exemple. Si elle s'y refuse et répudie sa dette, l'État créancier peut entreprendre toutes opérations qu'il jugera à propos. La mauvaise foi entre États ne saurait être tolérée. L'admettre reviendrait à tuer la possibilité même de tout engagement international. Les nations pauvres seraient les plus atteintes par cet arrêt de toutes opérations de crédit. Il serait souhaitable qu'un organisme international, obligatoirement saisi du litige par l'État créancier, soit à même de faire rendre gorge aux États débiteurs. En l'absence de cette autorité supérieure, la guerre, à défaut de tout autre procédé de règlement, apparaît non seulement comme juste, mais comme un facteur de moralité internationale. Sans cette épée de Damoclès, que d'États emprunteurs auraient trouvé expédient de se déclarer en faillite pour ne pas rendre les sommes à eux prêtées ! Au sein d'une nation, y aurait-il beaucoup de débiteurs qui rembourseraient leurs créanciers en l'absence de tous tribunaux?

Le plus souvent, par bonheur, la menace d'opérations armées suffit, car les pays débiteurs, pauvres, démunis d'armée et de flotte comme de capacité de résistance économique, cèdent à la simple apparition d'un cuirassé ou d'un croiseur. Que de fois la Turquie ne nous a-t-elle pas donné cette comédie pacifique !

Il existe une dernière cause de conflits légitimes, qui aboutit également à la guerre en l'absence de toute autorité assez puissante pour faire réformer le droit. Celui-ci, simple traité de paix ou formule d'équilibre entre les parties en présence, est, par nécessité, changeant et mobile, car ce que nous avons dit du droit intérieur à chaque nation est aussi vrai du droit international. — Entre nations comme entre particuliers, il a besoin d'être perpétuellement réformé, de façon à concrétiser sans cesse le nouveau point d'équilibre des capacités humaines en lutte. Les titres de propriété, les droits acquis, ne sont pas une base suffisante. La capacité de production économique, jointe à la volonté morale de tirer parti, par la

science et le travail, des ressources que la terre et les eaux offrent à notre activité, est d'un peuple à l'autre, d'un individu à l'autre, extrêmement diverse : presque nulle chez les races primitives, elle est très grande chez les peuples scientifiquement éduqués.

Joignons à cela que les capacités de consommation, bref les besoins des hommes sont illimités, alors qu'en dépit de tout travail et de toute invention, les moyens de les satisfaire demeurent toujours limités. Le plus juste, — de ce point de vue, — semble donc que tous les moyens de production soient répartis entre les peuples de façon que le rendement maximum en soit obtenu. Les nations en possession de l'outillage métallurgique moderne auront par exemple le droit de mettre en valeur les gisements de houille ou de métaux inexploités, sous quelques cieux que se trouvent ces derniers. Mais, de toute évidence, les peuples industriels devront partager le produit de l'entreprise avec le peuple qui a prêté le sol ou le sous-sol. Même à supposer que le peuple prêteur du gisement n'ait pas fourni la main-d'œuvre, on peut toujours penser que tôt ou tard, ce peuple retardataire aurait appris les méthodes scientifiques et aurait lui-même tiré parti des richesses naturelles de son propre sol. La nation industrielle, qui sera souvent un État colonisateur, prive donc le peuple colonisé de cette lointaine possibilité d'avenir. Elle doit donc, comme en toute association, faire un partage des fruits.

Il faut même aller plus loin et noter qu'une théorie exclusive ne peut, en fait d'équité sociale, être admise. *Le travail et la capacité technique* ne sauraient être les seuls facteurs de la justice distributive. Il faut faire sa place — une large place — à la souffrance humaine, bref au besoin, ou plutôt à la *plus grande intensité des besoins concurrents ressentis* par les peuples. A côté de la capacité réelle de production, la capacité organique et normale de consommation nécessaire pour vivre. Telle est la solidarité sociale que les gueux les plus paresseux ou les plus impotents rendent peut-être quelques services, si impossibles à chiffrer soient-ils, à l'ensemble de leurs concitoyens — quand ce ne serait que la crainte de la misère que leur vue inspire. Mais quand

bien même cela ne serait pas, la pitié humaine est un fait; l'humanité se mutilerait à diminuer ou nier toute sensibilité émotive. Le besoin cruel, la souffrance que cause l'insatisfaction des désirs élémentaires donne à l'homme un certain droit à recevoir. Mais aller plus loin, dire que les richesses devraient être réparties entre les hommes à proportion de leurs besoins serait violemment inique, car alors quelle prime à la fainéantise ! Rien non plus ne saurait être aussi maladroit, car ceux dont le besoin serait le plus grand seraient presque toujours les plus incapables et les plus paresseux, de sorte qu'à suivre ce critérium, les richesses seraient la plupart improductivement consommées par des oisifs ; et les éléments travailleurs, mal nourris, diminueraient leur production : l'humanité entière s'appauvrirait rapidement. Il y a donc un degré à ne jamais dépasser, même dans l'altruisme. Au demeurant, qu'est-ce donc que la justice sociale, le droit? Entre peuples ne sont-ils pas encore plus difficiles à fixer qu'entre individus? Mais il est certain qu'ils existent quelque part dans une *conciliation convenable de ces deux principes distincts : le travail utile d'une part, le plus grand besoin ressenti de l'autre.*

Nous aboutissons ainsi à une théorie complexe qui pourrait s'intituler la loi de suprématie des plus intenses capacités humaines — capacité de production d'une part, besoin de consommation de l'autre. Mais qui dit capacité dit, en fin de compte, force ou puissance. Il n'en faut pas plus pour inciter certains esprits à prétendre que cette théorie est analogue ou identique à la théorie allemande de la force seul fondement du droit. Et on ajoute : voici bien des années déjà, les Allemands, et à leur tête Treitschke, enseignent que les traités n'ont qu'une valeur relative et momentanée, car ils marquent le rapport éphémère qui existe entre les forces de deux ou plusieurs peuples. — Cependant cette vague analogie de termes ne démontre rien, car tout le problème est de savoir quelle conception les Allemands se font de la force qui conditionne le droit. A la base de leur raisonnement il y a toujours la conviction naïve et monstrueuse que, représentants de la race élue, seuls ils ont des intérêts et des droits. Ainsi, systématiquement, ils ne tiennent jamais compte que des activités ou

des forces allemandes. Seconde erreur : ils entendent par force (à titre essentiel ou même exclusif) la seule puissance matérielle, la seule force de coercition militaire. Là est entre nous une opposition capitale. Le droit pour eux c'est de s'emparer par violence de toute population hostile et de toute richesse étrangère sur lesquelles ils peuvent faire main basse. Nos ennemis sont logiques avec eux-mêmes. Du moment qu'ils nient ou bien oublient l'existence du droit des autres, il est inévitable que leur force matérielle s'identifie avec leur droit. Et c'est là leur pensée à tous. Mais la base du raisonnement est scandaleuse.

Quel rapport entre cette doctrine de confiscation et de vol à main armée et la nôtre qui affirme que les richesses naturelles et les produits doivent être partagés entre les hommes tout à la fois d'après leurs capacités de production et leurs besoins de subsistance? Quelle autre formule atteint sans doute à une plus exacte justice distributive? — En dénaturant une doctrine, il est toujours aisé de la rendre insoutenable, mais un semblable procédé ne condamne que ceux qui y recourent. Quant au fait que nous sommes d'accord avec les auteurs allemands pour constater la valeur momentanée des traités, nous ne saurions en être émus. Suffirait-il qu'une théorie soit partagée ou découverte par un Allemand pour devenir, par là même, fausse? Une si étrange phobie serait une victoire pour nos ennemis qui auraient ainsi en mains le moyen de nous précipiter dans l'erreur. Faut-il répéter que la vérité scientifique demeure la même, quelle que soit la nationalité de ceux qui, les premiers, l'ont exposée?

Nul ne peut affirmer quelle combinaison réalise dans chaque espèce pratique le maximum d'équité, mais il n'est pas douteux que la justice ne saurait être l'immutabilité. Un droit ne demeure jamais acquis : le droit ne se possède pas, il se réacquiert perpétuellement. Par cela même qu'il a existé longtemps, tout droit devient injuste. Mais les peuples, soit devenus riches et un peu inactifs, soit demeurés barbares, incapables d'exploiter leurs richesses et hostiles à toute influence externe, refusent d'habitude aux étrangers le droit d'intervenir. Au contraire telle nation, autrefois peu nombreuse et purement agricole, qui a vu sa population doubler ou tripler et acquis

une activité industrielle intense, désirera obtenir une plus vaste sphère d'activité. Si elle est demeurée féodale comme l'Allemagne, elle voudra s'emparer de la terre et de la population étrangère voisines. Elle aura soif de conquêtes militaires. Elle aura tort. Parvenue à la conception démocratique, elle se contentera d'acquérir une zone d'influence coloniale s'il y a encore des terres vacantes. En tout cas elle demandera la faculté de placer ses capitaux, d'exploiter les richesses minérales des pays moins industrialisés, acceptant de partager équitablement produits et bénéfices avec la nation concédante. Si la nation à demi oisive refuse, et que nul organisme international puissant ne peut intervenir, c'est le conflit armé. A tort nous dirions injuste cette guerre due à la fois à une capacité industrielle supérieure et à un inégal accroissement des besoins économiques. Pas plus que les guerres de libération nationale ou de remboursement des capitaux prêtés, ces guerres de réformation du droit écrit, de réadaptation des traités à l'équité entre nations ne sont à blâmer. Au contraire leur disparition pure et simple retirerait à l'humanité un immense facteur de moralisation.

Les nations stagnantes ont des obligations vis-à-vis des nations progressives et laborieuses. Le fruit de la paresse ou de l'ignorance est une diminution de pouvoir, mais en tout, il y a la manière. *Il est rare malheureusement que les nations progressives n'exagèrent pas leurs droits à réclamer des nations assoupies une trop brusque régression de leurs pouvoirs.*

Rien ne serait certes aussi contraire à notre pensée que faire l'apologie de la guerre, mais il nous faut laisser à des hommes de parti pris, incapables d'analyse, l'imprudence de contester le rôle utile, indispensable même qu'un grand nombre de guerres ont joué jusqu'à ce jour car les expéditions de pure et vaine conquête n'ont point sans doute formé dans l'histoire la majorité des conflits armés. Ayant compris le passé, nous voudrions savoir améliorer l'avenir.

***

La guerre a, jusqu'à maintenant, eu pour fonction propre de révolutionner le droit. Ce fut là son grand office historique.

La loi de la vie étant le changement, soyons assurés que *jamais la lutte entre peuples ne disparaîtra de la terre. Seulement cette lutte peut, elle doit* — et cela sera capital — *changer de forme.* La guerre par les armes est sauvage et cruelle, déshonorante même. Mais quel succédané donner aux conflits sanglants? Nous croyons que, pour réaliser cette métamorphose, il suffit, mais il faut que la Société des Nations future prenne modèle sur la pratique interne de chaque État sainement analysée. Tout le problème est là. On commet une erreur capitale en croyant qu'un tribunal et une armée sont essentiels à la Ligue des Nations. Ce sont les deux choses seules dont elle peut presque se passer. Et il n'y a, à affirmer cela, aucun paradoxe.

Il n'est point vrai que le juge et le gendarme maintiennent à eux seuls, ni même à titre principal la paix dans les États modernes. C'est avant tout le législateur qui a ce mérite car son office pacifique est de modifier, parfois de bouleverser le droit. Une doctrine idyllique et désuète enseigne que le législateur doit tenir la balance égale entre les classes sociales. Ce serait peut-être à recommander si cela était jamais possible. Mais comment ne pas voir que toute loi, quelle qu'elle soit, ne peut pas ne point profiter à telle catégorie de citoyens plutôt qu'à telle autre? Un suffisant équilibre entre les classes étant favorable, nécessaire même à la vie de toute collectivité, il faut que les pouvoirs publics s'emploient à favoriser l'ascension des classes pauvres au détriment des classes fortunées, — propriétaires (les statistiques de l'annuité successorale le prouvent) de beaucoup plus que la moitié de la fortune nationale. De fait, en chaque pays, le Parlement a pour office, essentiel peut-être, de rendre le recours à la force inutile pour les classes populaires, les pouvoirs publics faisant progressivement acquérir à ces dernières des revenus améliorés. Ainsi les facultés légales et l'aisance matérielle des classes salariées s'accroissent de pair, au fur et à mesure que le rôle effectif de celles-ci augmente dans la vie nationale.

Le Parlement établit sans cesse la paix entre les partis représentants des diverses catégories sociales car, sans cesse, il crée à nouveau, il réforme le droit. Il est donc par essence un instrument révolutionnaire. Comment méconnaître que

l'office du juge et celui du législateur sont précisément inverses?

Qu'une assemblée politique internationale, comprenant un nombre de délégués proportionnel aux forces réelles de chaque pays, — forces économiques, financières, éventuellement militaires — soit constituée. Qu'en cas de différend entre États associés, cette assemblée soit prise non pour juge, car il ne s'agit pas de juger, mais pour autorité souveraine, chargée de créer le droit nouveau, — et vous pourrez espérer que les peuples voudront bien s'éviter les horreurs de la guerre armée. Les partis et les États lutteront au sein de l'Assemblée internationale tout comme aujourd'hui luttent entre eux les partis au sein des Assemblées nationales. La guerre ne disparaîtra pas du monde, elle se métamorphosera, sa forme s'altérera. On voit donc ce qu'il y a de profond et de vrai *en partie* dans la théorie pessimiste de ceux qui disent la guerre éternelle et salutaire aux hommes. Il est exact qu'il faut à l'humanité un organe actif de réformation, sinon de révolution dans l'ordre international. Mais rien n'empêche, tout, au contraire, oblige à substituer aux formes barbares de la lutte par les armes les formes perfectionnées de lutte au sein d'un corps politique. Si l'Assemblée internationale est composée de telle sorte qu'elle reproduise aussi fidèlement que possible les forces vives de chaque pays, pourquoi les peuples n'accepteraient-ils pas le verdict du vote, de préférence au verdict des armes? La loi de la majorité politique vaut, en tout état de cause, mieux que la loi des armes.

Une Cour de Justice ne saurait de beaucoup avoir la même efficacité qu'un Parlement, une Assemblée internationale. Un tribunal est un collège de juges dont l'office est de dire le droit, c'est-à-dire de déterminer le sens des engagements souvent confus pris par les intéressés ou le sens des droits et obligations que la loi leur confère ou impose. Bien loin de modifier le droit, le juge ne le crée pas, il le maintient en dépit de l'obscurité des textes. Un juge est, par essence, un conservateur des droits acquis. La petite Hollande a pour devise nationale : « Je maintiendrai. » Le juge peut prendre la même ou celle-ci : « Je conserverai. » Or, où a-t-on vu que des désaccords fréquents se produisaient entre États dans l'interprétation des traités signés par eux? *Les guerres sont-*

elles la conséquence de désaccords juridiques nés de l'ambiguïté des conventions signées? Qui songerait à le soutenir ? Non, elles naissent de ce que les peuples, toujours en perpétuelle évolution, ont besoin d'une continuelle réadaptation du droit aux nécessités vivantes. L'enfantillage de la conception du tribunal, juge souverain des peuples, saute aux yeux. Or cette conception simpliste n'est pas seulement le fait de la foule ignorante : le plus souvent elle est celle des gouvernants !

Les différends entre peuples ont très rarement une base juridique. Presque toujours ils sont uniquement des problèmes de capacités et de besoins — bref de puissance. Quel bruit n'a-t-on pas fait dans le clan des pacifistes autour de l'arbitrage de la Cour de la Haye dans l'affaire dite de Hull? Or quelle plus insignifiante chose que cet incident? L'escadre russe étant en guerre prend pendant la nuit des chalutiers de pêche anglais pour des torpilleurs japonais et, affolée, tire. Ridicule méprise ! Que la Russie ait dû payer les frais de ces bateaux de pêche coulés, cela est très compréhensible. Mais appelle-t-on cela un conflit entre grandes nations? Heureuse humanité, où les conflits entre peuples reviendraient à débattre le prix marchand de quelques barques chavirées par mégarde !

Au degré près, toutes les affaires solutionnées par voie d'arbitrage ressemblent à cette aventure de pêche. L'irritation de la presse anglaise à la suite de cette méprise prouve non la gravité de l'incident, mais la susceptibilité nationale de la Grande-Bretagne. Ont seuls été soumis à l'arbitrage les différends pour lesquels en tout état de cause les gouvernements étaient résolus à ne point recourir aux armes. A défaut de l'auguste assemblée de la Haye, n'importe quel homme pris pour arbitre par accord amiable aurait fait aussi bien. Mais le jour où de véritables conflits internationaux se sont levés en Europe, le jour où l'Austro-Allemagne eut décidé qu'il lui fallait Salonique et la voie de Bagdad, de quel poids ont pesé la Cour de la Haye et tout son protocole? Même si la guerre avait pu être évitée, elle n'aurait été qu'ajournée car le bouleversement de la carte d'Europe était indispensable.

Par profession même (l'enseignement et la pratique du droit s'interpénétrant sans cesse), nous serions tenté d'exa-

gérer le rôle des magistrats. Mais nous n'avons, de notre vie, ouï dire que les codes et les lois étaient capables d'indiquer à un juge comment déplacer une frontière pour satisfaire au principe des nationalités, ou bien fixer quels droits économiques, quelle faculté de transport par voie ferrée ou par fleuve un peuple étranger devra acquérir sur le territoire d'un pays voisin tombé en décadence. Il n'y a point là matière à juridiction.

On nous accordera sans doute que la justice de la cause des nationalités opprimées par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie tsariste était la même en 1913 qu'aujourd'hui en 1919. Le bouleversement de la carte d'Europe qui est en train de s'effectuer, est souverainement juste, toutes erreurs de détail mises à part. Or peut-on penser qu'une Cour d'arbitrage internationale, si auguste fût-elle, aurait jamais osé bouleverser les frontières, tirer deux grands États, la Bohême et la Pologne, du néant, — si l'on en juge par l'apparence extérieure, — porter les limites de l'État serbe de Belgrade à Fiume, joindre à la Roumanie les rives du Dniester proche d'Odessa et les monts de Transylvanie?

Qu'on veuille se poser avec loyauté cette simple question et l'on comprendra — cruellement — combien la guerre ou tout autre organe de réformation du droit — donc de révolution — demeure fatal, même en présence d'une Cour de justice internationale. Qu'auraient pu faire les « Grands Juges » assemblés en 1913, sinon s'incliner devant les frontières politiques, telles qu'elles résultaient des traités signés?

Mais faisons une hypothèse folle : imaginons que jamais un magistrat ait la témérité de déchirer de sa propre autorité une loi ou un traité, c'est-à-dire de commettre, au sens légal du mot, une forfaiture, dans un but de justice supérieure. Toute autorité lui manquerait pour se faire obéir des peuples. A-t-on jamais songé aux accès de rire et de colère agressifs qui auraient secoué non pas seulement l'empereur, mais tout le peuple allemand, socialistes et ouvriers compris, si une Cour de Justice avait en 1913 déclaré juste le retour de l'Alsace-Lorraine à la France et l'érection de la Pologne en État autonome avec Dantzig et la Vistule? Comment les peuples que ces modifications léseraient, s'incli-

neraient-ils devant l'arrêt de magistrats jugeant, au su et au vu de tout le monde, en dehors de toute loi existante? Le reproche d'arbitraire serait partout, car on sait que l'office du juge n'est pas d'innover. En effet un juge s'insurgeant contre la loi, quoi de plus imprévu? Les évolutions de jurisprudence sur lesquelles certains auteurs, notamment M. Maxime Leroy, fondent de si grandes espérances, ne sont possibles qu'en l'absence de lois sur la matière ou en présence de textes confus et contradictoires. Et que sont-elles, à tout prendre? Elles mettent cent ans à faire moins que le législateur en une journée. Et les innovations réelles, celles qui n'ont pas leur base dans une loi ou un texte analogues, demeurent toujours impossibles au juge. En quel pays du monde a-t-on d'ailleurs vu les magistrats être des révolutionnaires, eux les gardiens de l'ordre établi? Envisageons un problème où la solution était mille fois plus aisée qu'en fait de conflits internationaux : la question des loyers pendant la guerre. Supposons que le Parlement ait donné pleins pouvoirs aux juges pour résoudre tous conflits entre locataires et propriétaires, selon les lignes de la plus grande équité. Pense-t-on que jamais les juges auraient adopté des solutions aussi radicales que le Parlement français avec les exonérations ou réductions de plein droit? Il y a des États comme l'Angleterre où le droit est demeuré essentiellement coutumier, c'est-à-dire livré à la décision du juge que nul texte écrit ne vient entraver. Or on constate que les droits coutumiers sont demeurés déplorablement traditionnels. Ce n'est point le juge anglais, mais le Parlement de Westminster qui a introduit toutes les grandes innovations, quand ce ne serait que les réformes agraires en ce pays conservateur.

Avec mélancolie nous devons constater que le public — et souvent les gouvernements — se font encore les plus grandes illusions en croyant à l'efficacité pacifique des Cours d'arbitrage entre peuples. A chacun son métier : juger et légiférer sont deux choses distinctes, sinon opposées.

Dans une organisation internationale, la Cour de Justice ne peut avoir entre les gouvernements adhérents qu'un rôle, — minime, — celui de fixer en cas d'hésitation le sens des engagements contractuels signés ou de condamner aux répa-

rations correspondantes tel État coupable d'une faute vénielle, en la personne de ses agents.

Même au cas où la guerre naît du refus de remboursement par la nation débitrice des richesses prêtées, le juge, remarquons-le, serait incompétent ou insuffisant, car les moyens d'exécution par lesquels un État créancier se fait rembourser par son débiteur ne peuvent pas être assimilés à ceux en usage entre particuliers. Là encore le degré d'emprise de l'État créancier sur l'État failli doit varier selon le degré de décadence ou d'incapacité de l'État débiteur. C'est une question d'art au moins autant que de justice : le politique sera là à son affaire, non le juge.

La vérité nous paraît extrêmement claire et simple. De nos jours, quiconque veut commander avec autorité doit avoir été élu. Le dogme de l'élection par le peuple au point où il est partagé par nos contemporains, est très probablement absurde. Mais il est. L'élection populaire, c'est, de nos jours, l'Esprit saint descendant sur la tête du roi et lui conférant la puissance souveraine. Seulement au lieu d'avoir un seul roi, oint du Seigneur, nous en avons huit ou neuf cents, ce qui est beaucoup plus absurde. Qu'un médiocre ou un imbécile parvienne, par basses flatteries, à se faire élire et, de méprisé qu'il était hier, il sera respecté demain. Bref, il n'y a plus dans nos sociétés qu'une force commandante : les pouvoirs élus.

La charte de nos démocraties, c'est la loi du nombre, la loi du plus fort exprimée par l'élection. Une Assemblée législative internationale formée par délégation des Parlements nationaux aura donc — seule — l'autorité voulue pour modifier les bornes territoriales puisque la loi résulte d'un combat et que, toujours, le plus faible a reconnu la force du vainqueur. Si l'Assemblée est, entre peuples associés, équitablement composée, soyons sûrs que le plus fort sera aussi le plus juste.

Jusqu'à maintenant, en l'occurrence, le militaire et le diplomate tranchaient seuls. Par une erreur complète, beaucoup ont demandé que, désormais, le juge ait la décision. Nous proposons, nous, que ce soit le politique, l'élu. Au lieu de généraux en lutte sur le champ de bataille, des législateurs

communs prononceront la décision. N'en déplaise à de trop ambitieux partisans de l'organisation nouvelle, cette révolution est capitale.

***

Le 14 février 1919 les délégués alliés à la Conférence de la Paix, réunis en assemblée solennelle, rendaient public le projet de pacte de Société des Nations formée « en vue de favoriser la collaboration des nations et de leur assurer la paix et la sécurité ». Le 28 avril dernier, le projet, légèrement modifié, était converti en pacte définitif. Il repose sur des principes assez clairs, quand on prend soin de dépouiller le texte de ses obscurités apparentes.

A la base de la Ligue, des sessions, groupant en assemblée les délégués des États adhérents, — chaque État ayant droit à une voix, — se tiendraient à intervalles réguliers. A côté de cette assemblée existerait le Conseil exécutif de la Ligue, comprenant les représentants des cinq grandes puissances alliées, plus quatre représentants de petits ou moyens États désignés par l'assemblée des délégués. Ce Conseil exécutif, véritable organe maître de la future Société des Nations, se réunirait fréquemment, au moins une fois par an. Assemblée et Conseil exécutif seraient formés par les désignations individuelles des États, sauf peut-être les quatre représentants au Conseil des petites nations. Au contraire le dernier organe de la Ligue, le Secrétariat permanent, serait nommé par le Conseil exécutif, agissant comme organe de la Société des Nations. Assemblée de délégués et Conseil exécutif seraient des organes internationaux au sens propre du mot, c'est-à-dire formés entre nations. Le Secrétariat permanent seul serait un organe fédéral, ne tenant son pouvoir d'aucune nation déterminée.

Trois grands principes énoncent toutes les obligations des membres de la Ligue. Les États conviennent que « le maintien de la paix nécessite la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale en tenant spécialement compte de la situation géographique de chaque pays et des circonstances » (article 8). Ainsi le principe de la limitation des armements entre nations est-il nettement

affirmé. Mais aucune règle ne précise encore selon quels principes cette diminution d'armements sera effectuée : « Le Conseil exécutif est — simplement — chargé d'établir le plan de cette réduction. »

Les États « hautes parties contractantes » s'engagent, en deuxième lieu, à se garantir mutuellement « leur intégrité territoriale et leur indépendance politique ». Cette clause de commune protection contre toute agression extérieure est de beaucoup, à notre sens, l'engagement le plus important du pacte. Certes il ne présente aucune nouveauté, étant le but essentiel de toute alliance politique, dont il forme une clause de style. Mais, énoncé en ce moment par les États-Unis, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, ratifié par nos alliés et demain par plusieurs États neutres démocratiques admis dans la Ligue, il revêt une importance exceptionnelle. En face de l'Allemagne et de la Hongrie, violemment hostiles, et de la Russie mystérieuse, susceptible de défaillances nouvelles, il assure non cet équilibre de puissances qu'à grand tort, selon nous, on présente comme le but et le principe de la politique mondiale, mais la suprématie des puissances pacifiques sur les puissances germaniques demeurées annexionnistes et brutales, — impénitentes toujours. — En ses huit lignes courtes et banales, l'article 10 du projet assure peut-être au monde un demi-siècle au moins de paix.

Les États membres de la Ligue souscrivent une dernière obligation. « Aucune nation, a déclaré le président Wilson en son discours récent, ne devra faire la guerre, avant que tous les moyens de régler le différend qui peut donner lieu à conflit, aient été essayés pleinement et équitablement. » Ainsi la Ligue, non seulement n'interdit pas à ses membres d'entrer en guerre dans certaines circonstances avec un État étranger non adhérent, mais *la guerre entre États associés n'est pas absolument interdite*. Elle n'est que vivement déconseillée. Avant d'entreprendre une guerre avec un État coassocié, les États antagonistes devront solliciter un arbitrage si le différend, à leur avis, est susceptible d'une pareille voie de règlement (article 13). Les antagonistes auront le choix de désigner à l'amiable des arbitres ou de s'en remettre à la décision de la « Cour permanente de Justice internationale ».

Si le différend ne paraît pas solutionnable par voie d'arbitrage, c'est-à-dire s'il est trop grave pour que l'autorité d'arbitres soit reconnue et leur décision exécutée, le Conseil exécutif se saisira du conflit. S'il a la chance de parvenir à une opinion unanime, abstraction faite des puissances parties au litige, il « recommandera » la solution qui lui semblera juste, mais, en aucun cas, il ne pourra décider. S'il y a désaccord au sein du Conseil, la minorité et la majorité publieront chacune un exposé contenant les recommandations que l'une et l'autre considèrent comme justes et utiles » (article 15). Mais de toute façon, qu'il se forme ou non un accord unanime des puissances, la guerre ne pourra intervenir que trois mois au plus tôt après que les arbitres auront rendu leur décision ou que le Conseil aura publié sa recommandation ou ses rapports divergents (article 12). Enfin aucune des puissances antagonistes ne devra recourir à la guerre contre tout membre de la Ligue qui se conformera à la sentence des arbitres ou à la recommandation du Conseil. En d'autres termes, s'il y a arbitrage rendu ou recommandation formulée à l'unanimité en dehors des parties en cause, aucun des adversaires n'aura le droit d'entreprendre la guerre si l'autre se conforme à la sentence arbitrale ou à la recommandation des puissances.

Hors ces deux cas, la guerre demeure permise après une attente de trois mois.

Quel jugement porter sur le projet de pacte de la Conférence de la Paix? Une critique du texte, article par article, pourrait faire ressortir les imperfections de détail ou même les graves difficultés pratiques que l'application du pacte risque d'entraîner ; mais nous n'atteindrions pas à l'essentiel qui est le suivant : *oui ou non, la méthode générale à laquelle le projet a recours — la diplomatie — est-elle de nature à écarter toute guerre à venir?*

Quatre méthodes pour solutionner les conflits entre États peuvent être proposées, et point davantage : deux méthodes en usage depuis l'origine du monde, — *la guerre, la diplomatie* — deux autres toutes nouvelles qui demeurent en espérance, — une *Cour de Justice* internationale, un *Parlement commun* à compétence limitée. La conscience moderne repousse la

guerre comme une méthode barbare et coûteuse. La méthode diplomatique n'a, dans le passé, guère compté que des échecs : l'histoire des Diètes germaniques est là pour en témoigner. Le raisonnement démontre la stérilité de la méthode judiciaire. Seule reste la méthode parlementaire qui, analysée avec soin, s'affirme efficace. Cependant les Alliés réunis à Paris n'ont pas cru nécessaire de recourir à ce dernier procédé si nouveau. Alors que l'opinion publique les croyait — qu'on nous permette l'expression — lancés sur la fausse piste de la méthode judiciaire tant prônée depuis les Conférences de la Haye, les ministres alliés, déroutant les pronostics, ont élu pour moyen de solution le vieux, l'archaïque moyen de la diplomatie.

Des félicitations leur sont dues pour n'avoir pas sacrifié à l'idole du jour : la Cour de Justice. Leur œuvre marque un *coup de barre complet.* Un modeste petit article — l'article 14 — mentionne la création d'une Cour de Justice internationale, mais tout démontre que ce tribunal est là presque pour la forme. Cette Cour n'a, de plein droit, aucune compétence. Les nations en litige ne la saisiront de leur différend que par accord mutuel, si elles y consentent toutes, traduisez : quand le différend sera de si minime importance que même un juge ordinaire aurait la compétence et l'autorité pour le trancher sans embarras. Dès que l'affaire sera sérieuse, les premiers ministres des cinq grandes puissances auxquels seront adjoints quatre délégués des petits États, réunis en Conseil exécutif, interviendront seuls. Soit, mais le problème ne se trouve pas tranché par là. Que vaut en effet le mécanisme proposé?

La diplomatie a-t-elle jamais été capable d'éviter une guerre? Il n'y paraît pas, car elle n'est qu'un moyen de négociation. Que, par des transactions plus ou moins loyales, les diplomates réussissent à ajourner les guerres : oui, de toute évidence, mais ces ajournements ne dénouent rien, car *les joutes diplomatiques ne donnent pas la mesure de la vitalité des peuples,* elles ne sont pas un critérium de leurs droits réels. L'État le plus minuscule peut afficher en négociations les plus folles prétentions : rien n'obligera ses diplomates à céder, — que la guerre. En un langage souvent alam-

biqué, la diplomatie tire la conclusion des guerres ou elle masque un temps la nécessité d'un statut international nouveau. Depuis que le monde existe, ce sont seulement les armées en campagne qui ont donné les solutions entre peuples. Le diplomate est le corollaire, l'accessoire du général vainqueur, ou si l'on préfère, la diplomatie est le trait qui souligne et clôt l'addition : elle n'est point l'addition elle-même.

Au demeurant les Alliés ont constitué une simple Alliance judiciaire renforcée d'une Alliance politique. Mais la cohésion, dès maintenant, y est toute précaire. *Telle qu'ils l'entendent, la Ligue des Nations existe déjà sous la forme de la Conférence de la Paix*, et spécialement du « Comité des quatre ». Nous ne voyons pas que l'unanimité y soit trop aisément obtenue. La Ligue projetée s'analyse en premier lieu comme constituée par l'Entente stabilisée et accrue, demain, de quelques petits États neutres démocratiques, Suisse, Norvège, Danemark... Cependant, par une heureuse innovation, cette Entente élargie va posséder un statut politique et juridique : réduction des armements; commune protection contre les nations extérieures ; système d'arbitrage ou de conciliation. Amalgame et mise au point des ordinaires conventions d'alliance politique et des traités d'arbitrage signés depuis dix à vingt ans, la Ligue proposée — nouvelle sans être originale — réalise à peine ce type de groupement que nous avons dénommé une Ligue fédérale. Cependant si les instruments matériels sur lesquels elle repose ne sont pas bien neufs, l'esprit qui anime ce pacte est nouveau. Pour la première fois un souffle d'idéalisme humanitaire vivifie les traditionnelles formules des chancelleries.

Révolutionnaire par son esprit, l'organisation nouvelle demeure archaïque par ses méthodes. Aussi a-t-elle pour caractéristique essentielle d'être une *œuvre de transition* : elle clôt une époque et en prépare une autre. Dans sa forme et avec ses méthodes actuelles nous ne pensons pas qu'elle puisse subsister longtemps. Elle devra, pour vivre, perfectionner son mécanisme. Nous craignons que le Conseil exécutif ne soit souvent paralysé car, voué à la règle de la quasi-unanimité, il n'aura pas de puissance d'innovation et de décision, et

ne pourra pas modifier le droit entre peuples conformément aux faits nouveaux. Les États en conflit interpréteront les modifications à apporter aux traités de façons d'autant plus divergentes que nul principe de solution n'a été esquissé par le pacte, sauf à l'endroit des colonies. Les problèmes d'Europe ayant une bien plus grande acuité, il eût été beaucoup plus urgent de présenter par exemple les lignes maîtresses d'une théorie complexe des nationalités. L'Italie et la Serbie ont toutes deux, à des degrés divers, collaboré à la rédaction du texte : n'aurait-il pas mieux valu qu'elles conviennent de l'importance respective qu'il faut reconnaître en matière territoriale aux vœux des populations, aux facteurs géographiques et stratégiques, ou même à ce que l'on dénomme les droits historiques?

Si elle n'améliore pas son mécanisme, la Société des nations, déchirée par des intérêts politiques divergents, perdra son caractère d'Alliance politique et tombera au rang de simple Alliance judiciaire. Échouant ainsi à demeurer une Ligue fédérale, elle serait une réédition à peine améliorée du groupement juridique formé en 1899 et 1907 à la Haye, et sans gloire ni méchanceté, elle devrait poursuivre une inactive vie.

La Société des Nations, si elle renferme d'immenses lacunes, a du moins le mérite de demeurer assez souple. L'imprécision même de ses formes ménage la possibilité d'heureuses modifications. Peu de choses sont à retrancher du pacte si beaucoup sont à y ajouter. Les Alliés ont tiré le meilleur parti de très vieilles méthodes de gouvernement. Espérons que l'organisme constitué fonctionnera assez bien comme Alliance politique chargée de garantir les résultats essentiels de la grande guerre. Mais, tôt ou tard, si elle ne se transforme pas en un Sur-État doté d'un Parlement interallié, la Ligue échouera à rendre inutile le recours aux armes.

L'erreur qui a engendré les principales imperfections du pacte a été, croyons-nous, le désir de faire tout de suite trop grand. Comme naguère aux Conférences de la Haye, les rédacteurs du pacte de Paris ont voulu bâtir un édifice où les États de l'Univers pourront, tôt ou tard, tous entrer. Déjà quatorze États ont adhéré, dont le Japon, la Chine et le Brésil.

A notre sens ces trois États sont de trop. Que des pays féodaux et d'une mentalité si prodigieusement différente de la nôtre, comme la Chine et le Japon (car le Japon n'a qu'un vernis occidental), qu'un pays lointain et instable comme le Brésil aient donné leur consentement, — voilà qui nous paraît de nature inquétante. A trop embrasser on étreint mal. Demain les 54 États du monde, sans compter les Dominions, seront sollicités, à part les quatre États ennemis. C'est beaucoup trop, car la solidité d'un groupement international est d'autant plus faible qu'un plus grand nombre d'États y a adhéré. Heureusement, du fait de la représentation des petits États par quatre délégués seulement, l'adhésion de ces derniers sera surtout de pure forme.

Voulant embrasser tous les États de la terre, la pensée n'a pas pu venir aux rédacteurs du projet de proposer une limitation — même restreinte — de la souveraineté nationale et de créer un Sur-État. Or là était le nœud du problème. Un Parlement commun, doué à l'origine d'une simple autorité consultative, aurait seul fourni aux associés un instrument de décision, vrai succédané de la guerre. Prier les Parlements nationaux des pays démocratiques de nommer chacun une délégation au Parlement interallié n'aurait, sans doute, pas été à l'issue de cette grande catastrophe sanglante, une œuvre trop ambitieuse. Les peuples auraient admis cette grande innovation. A juste titre la délégation du Canada a-t-elle — mais sans succès — proposé la constitution d'une Assemblée législative entre Alliés. Nos gouvernements ont mieux aimé rester fidèles à des formules anciennes, vivifiées — ils l'espèrent — d'un esprit nouveau. Ce qui est fait demeure. Souhaitons à la Ligue de ne pas trop tôt se disjoindre. Elle deviendrait en tout cas une formule morte si, par folie, l'Allemagne y était admise : celle-ci ne pourrait avoir d'autre but que de diviser le nouvel organisme et le désarmer aussitôt.

Telle qu'elle se présente, la Ligue est un effort sincère mais encore bien timide de progrès dans l'ordre international. Elle nous paraît précieuse moins pour ce que, déjà, elle réalise que pour les germes qu'elle a déposés dans la conscience des peuples. La Conférence de la Paix n'a pas forgé un instrument efficace de décision entre les peuples, mais elle

a préparé les voies à cette grande œuvre. Pourquoi un Sur-État entre la France, l'Angleterre, les États-Unis et nos alliés d'Europe ne pourrait-il pas se constituer, qui serait le cœur et le centre vital de la Ligue? Déjà nos trois Parlements — fait sans précédent — vont avoir l'honneur de conclure par leur vote une alliance franco-anglo-américaine. Cette intervention de nos Assemblées élues et cette entente entre peuples parvenus au même degré de démocratie marquent un progrès décisif vers ce groupement supérieur d'États auquel l'avenir appartient.

BERNARD LAVERGNE

L'administrateur-gérant : A. BACHELIER.

LIVRES NOUVEAUX

L'ARMÉE AMÉRICAINE DANS LE CONFLIT EUROPÉEN

par le lieutenant-colonel **de Chambrun**
et le capitaine **de Marenches**.

Sur ce sujet, dont il est superflu de signaler l'intérêt et l'importance, on ne saurait désirer une étude plus complète ni plus précise que celle-ci. Comment l'Amérique est entrée dans la guerre, comment elle fut amenée à accepter la conscription, de quelle manière elle pourvut à l'établissement des lignes de communication et à l'organisation des arrières, un exposé lucide et détaillé nous l'apprend d'abord. Puis les auteurs nous parlent des premières divisions américaines qui apparurent sur le front français, de la défensive du printemps et de la contre-offensive de l'été de 1918. Ils nous montrent le fonctionnement de l'artillerie, du génie, de l'aéronautique et des tanks : grâce à eux l'on peut ainsi voir en action le puissant organisme de l'armée américaine. Vient ensuite l'offensive générale et la marche vers le Rhin. MM. de Chambrun et de Marenches ne se bornent pas à étudier le rôle militaire de l'armée américaine ; ils mettent en valeur l'œuvre de bienfaisance qu'elle sut accomplir avec le concours de la Croix-Rouge américaine, de l'Y. M. C. A., etc. Grâce à eux les lecteurs français seront pleinement édifiés sur tout ce qui fut fait d'utile et de généreux par l'Amérique dans cette guerre et lui en auront une reconnaissance plus éclairée.

DAMES DU GRAND SIÈCLE,

par **E. Angot**.

Ces essais biographiques et littéraires sont consacrés à madame de Sévigné et à madame de Grignan, à madame de La Fayette, à la présidente de Motteville ; ils apportent sur la vie et les œuvres de ces « dames du grand siècle » divers éclaircissements et des appréciations où l'éloge et le blâme sont distribués sans hésitation ni parcimonie. Il en ressort que madame de Grignan, accusée par plusieurs critiques d'indifférence filiale et maternelle, fut un modèle de vertu, tandis que madame de La Fayette, femme d'affaires autant que femme de lettres, fit preuve d'un caractère sans grandeur jugé sévèrement par M. Angot. L'ouvrage est d'une sérieuse érudition. On pourra toutefois ne pas approuver l'austérité sentencieuse et presque ecclésiastique de certains jugements et l'étroitesse des opinions de l'auteur sur les droits de la femme dans la société.

UN JOURNAL D'OUVRIERS « L'ATELIER »,

par **A. Cuvillier**,
préface de M. C. Bouglé.

Dans le mouvement de rénovation sociale si actif qui prit naissance sous la monarchie de Juillet, l'initiative des fondateurs de *l'Atelier* est d'une réelle originalité. De 1840 à 1850, sans interrompre leur tâche professionnelle, des ouvriers typographes, mécaniciens, tailleurs ont rédigé ce journal destiné à répandre et à défendre un programme d'action corporative pour l'amélioration de la condition de la classe ouvrière. Disciples de Buchez, librement inspirés de Saint-Simon, ardemment démocrates, ils ont procédé à une critique hardie du « privilège industriel » et annoncé sur bien des points le programme du syndicalisme d'aujourd'hui ; spiritualistes et catholiques convaincus, ils représentent, suivant la juste expression de M. Bouglé, le dernier effort d'origine populaire pour « ajuster la tradition religieuse aux aspirations égalitaires ». Le travail de M. Cuvillier, d'une solide documentation et d'une judicieuse critique, se trouvera entre les mains de tous les lecteurs curieux de suivre l'histoire des tentatives de réorganisation sociale au XIXe siècle.

LE CŒUR ET LA GUERRE,

par **Pierre Grasset**.

Sous une forme précise et concentrée qui atteste l'heureuse évolution de son talent, l'auteur nous donne plusieurs petits romans où l'on remarque une sensibilité aiguë, un art sobre, et qui ne doit rien au procédé artificiel. On y trouve aussi de la mélancolie et quelque amertume, qui donne à ce livre sa saveur vraiment pénétrante et originale.

SON OMBRE,

par **Dominique Sylvaire**.

Plusieurs des ces charmants poèmes ont paru ici même. Nos lecteurs en ont apprécié la grâce amoureuse, l'accent d'intimité et de sincérité. On dirait de confidences sentimentales chuchotées. Ces vers, tout frémissants de sensibilité, laissent une impression pénétrante comme le souvenir d'un parfum. Ils plairont à tous ceux qui aiment les romances de Verlaine et de madame Desborde-Valmore, car ils ont je ne sais quoi d'ailé, de furtif qui est le propre de la vraie poésie.

LA REVUE DE PARIS

85bis, faubourg Saint-Honoré

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE	60 »	31 »	16.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES	66 »	34 »	18 »
ÉTRANGER	72 »	37 »	19.50

PRIX DE LA LIVRAISON : 3 fr. 50

On s'abonne aux bureaux de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré (téléphone : Élysées* 16.20*), dans toutes les librairies et dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Les abonnements partent du 1er *ou du* 15 *de chaque mois.*

Les mandats ou valeurs à vue doivent être au nom de M. l'administrateur-gérant de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré.*

Les annonces sont reçues aux bureaux de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La première Table Décennale (1894-1903) *est mise en vente au prix de* 2 *fr.* 50.

POCHY, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85 bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.